

**Institut Grand-Ducal**

# **A C T E S**

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

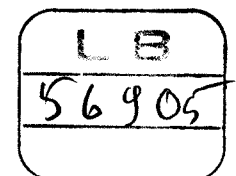
*Volume X*

Publication réalisée par Georges ALS

**2007**

## Table des matières

Préface du président .....	5
<b>I. COMMUNICATIONS</b> .....	7
ALS Georges La révolution sexuelle et ses problèmes (10.06.2003) (Observations) .....	9
Où va la Sibérie? (10.01.2007) (Observations) .....	21
HARPES Jean-Paul Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet (11.12.2006) .....	51
HAUSEMER Hubert Teilhard de Chardin: Foi et Science (12.04.2005) (Observations) .....	75
KREMER Paul La fin de l'homme (20.12.2006) .....	121
MISCHO Jean Les paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien (26.02.2007) (Observations) .....	141
SCHULLER Guy La réémergence de la Chine (06.11.2006) .....	169
TARRACH Rolf et En attendant Belval (25.04.2006) .....	203
ENTRINGER Henri L'Université du Luxembourg: Analyse critique .....	211
<b>II. IN MEMORIAM</b> .....	255
Louis Schiltz (1934-2006) .....	257
Robert Legros (1913-2004) .....	261
<b>III. TABLEAU DES MEMBRES</b> .....	263
<b>IV. SYSTÈME DES PUBLICATIONS DE LA SECTION 1967-2007</b> .....	275
<b>V. ORGANISATION DE L'INSTITUT</b> .....	301
L'Institut et ses sections .....	303
Règlement de la Section des sciences morales et politiques .....	311



## Préface du président

La recherche d'une plus grande visibilité de notre Section et de l'Institut Grand-Ducal en général nous a amenés au cours de l'année 2006/2007 à organiser des manifestations et des communications ouvertes à d'autres que les membres de la Section, voire à organiser des conférences semi-publiques. Nous avons également tenté, dans la mesure du possible, de reproduire la teneur des discussions qui ont suivi certains exposés.



Fidèles à notre règlement organique qui prévoit en son article 2 à la fois des réunions de travail, la participation à des réunions internationales d'études et l'organisation de conférences publiques, nous avons pu tenir, à l'initiative conjointe de la Commission Nationale d'Ethique, de la Section des Sciences Médicales et de notre Section, une réunion d'étude sur le sujet «Faut-il dépénaliser l'euthanasie?». Nous y avons convié d'éminents conférenciers allemand, belge, français et néerlandais qui formaient un panel imposant avec notre confrère Norbert Campagna et Me François Moise sous la présidence de notre confrère Jean-Paul Harpes, Président de la Commission Nationale d'Ethique. Nous avons le privilège d'y voir assister le Ministre de la Santé et un public nombreux et très attentif.

Les travaux de cette manifestation font l'objet d'une publication à part assumée par les trois organisateurs.

Nous accueillons par contre, dans le présent volume de nos Actes, une conférence donnée devant un auditoire prestigieux par Monsieur le professeur Dr. Rolf Tarrach, Recteur de l'Université du Luxembourg, sous le titre significatif «En attendant Belval». Son exposé se trouve suivi d'une analyse critique des problèmes de la jeune université par notre confrère Henri Entringer.

Enfin, la communication de notre confrère Jean Mischo sur «Les paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien», outre qu'elle nous faisait bénéficier de la profonde connaissance du sujet du conférencier, nous avait donné l'occasion d'inviter les représentants de deux organisations qui, l'une du côté palestinien, l'autre du côté israélien, s'efforcent de coopérer à une solution juste et équitable de ce douloureux conflit. Cette conférence, également publiée dans ce volume, a donné lieu à un débat passionné mais objectif et de haut niveau.

Dans le sillage philosophique, le lecteur trouvera en ce volume les savantes communications de nos confrères Hubert Hausemer sur «Teilhard de Chardin: Foi et Science» et Paul Kremer, «La fin de l'homme», autrement dit la fin de l'anthropocentrisme.

De notre Secrétaire Général Georges Als on trouvera une communication qu'il avait présentée en 2003, mais dont la publication avait été retardée, sur «La révolution sexuelle et ses problèmes», ainsi que sa communication très applaudie «Où va la Sibérie?» dont le texte est suivi de l'intervention de l'Ambassadeur de Russie qui s'était joint à nous pour cette conférence.

Guy Schuller a le mérite d'être revenu à notre tribune par une conférence sur «La réémergence de la Chine» accueillie avec grand intérêt et qui avait donné lieu à un vif débat.

Qu'il me soit permis, à l'occasion de la publication de ce volume X de nos Actes, de remercier, au nom de notre Section, notre Secrétaire Général Georges Als qui, avec un dévouement inlassable, s'est chargé à nouveau non seulement du harcèlement indispensable des auteurs et de la mise en page des travaux, mais encore de la coordination de leurs textes en vue de conférer à l'ensemble un caractère aussi homogène que le permet la disparité des sujets et la diversité des styles. Nous espérons que nos efforts pour une diffusion plus large de nos Actes viennent récompenser ce grand travail.

Luxembourg, le 21 mars 2007

André Elvinger  
Président de la Section  
des sciences morales et politiques

## I. COMMUNICATIONS



Séance du 10 juin 2003

## LA REVOLUTION SEXUELLE ET SES PROBLEMES

*Une étude américaine*

---

par  
Georges Als

---

Georges Als a été directeur du Statec (Service central de la statistique et des études économiques), et professeur extraordinaire à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) où il a enseigné l'économie politique ainsi que l'histoire de la pensée économique.



*Au cours du 20<sup>e</sup> siècle nos sociétés sont passées d'une morale sexuelle «fondamentaliste», symbolisée par le 6<sup>e</sup> commandement de l'Eglise, à une conception laxiste assimilant le libre épanouissement sexuel à un droit de l'homme, l'invention du préservatif devant désormais protéger le couple contre les maladies vénériennes et les grossesses non voulues. L'analyse, limitée aux problèmes des adolescents, fait état des conclusions d'une étude américaine, selon laquelle les lendemains du «safe sex» ne correspondent pas aux espoirs de ses protagonistes, le préservatif n'ayant guère empêché les grossesses d'adolescentes ni les progrès du sida. Par ailleurs, la nouvelle morale prive les adolescents de l'expérience de l'amour romantique. L'éducation d'avant-garde est considérée comme un échec.*

## SOMMAIRE

Introduction: Fonction de la sexualité .....	3
1. Evolution des idées au cours du 20 <sup>e</sup> siècle: Les deux morales ...	3
2. Un débat aux Etats-Unis .....	6
Présentation de l'éducateur Richard Panzer .....	6
La philosophie du « safe sex » .....	7
Les lendemains du safe sex .....	8
Conclusions de Richard Panzer .....	11
Epilogue .....	12
Observations .....	12

## LA REVOLUTION SEXUELLE ET SES PROBLEMES

### Introduction: Fonction de la sexualité?

Dans la vaste nature dont nous faisons partie, la sexualité est une fonction biologique qui assure la reproduction des espèces. C'était même l'avis de Lucrèce dans son hymne au matérialisme: « De rerum natura ». Après avoir invoqué Vénus « volupté des hommes et des Dieux », il ajoute sagement: « C'est grâce à toi, Vénus, que tout ce qui respire est conçu et voit la lumière du jour. »<sup>1</sup> Vénus est « genitrix » et non pas libido. La volupté est le dessert, le plat de résistance étant la survie de l'espèce.

Il n'en reste pas moins que la sexualité occupe une position à part dans nos fonctions vitales. On peut s'en passer, à la rigueur, ce qui n'est pas le cas du manger et du boire. Par contre ces derniers, pour agréables qu'ils puissent être, n'atteignent pas à cette plénitude quasi « métaphysique » qu'exprime le mot volupté. Enfin, la sexualité assure la survie de la société et non seulement de l'individu; il n'est donc pas étonnant qu'elle occupe également une place à part dans l'évolution des idées.

### 1. Les deux morales

Au cours d'une vie – pour les gens d'un certain âge – nous avons été confrontés à deux morales exactement opposées en matière de sexualité.

A l'école, au cours de religion, nous fut enseignée la morale « fondamentaliste » qui remonte à la Genèse et à sa mystérieuse parabole du fruit défendu. Au jardin d'Eden tous les fruits étaient à la libre disposition des premiers êtres humains, à l'exception d'un seul dont la nature n'était pas précisée. Le fait par Adam et Eve de s'être laissé séduire par le serpent constitue le péché originel, qui leur vaudra d'être chassés du paradis terrestre.

<sup>1</sup> ... per te quoniam genus omne animantium  
Concipitur, visitque exortum lumina solis.

Plus concrètement, l'enseignement de l'Eglise, résumé par le 6<sup>e</sup> commandement sera le suivant: la sexualité est la fonction qui assure la reproduction de l'espèce, but voulu par Dieu et nécessité vitale. Parce que c'est une force torrentielle capable de tout ravager sur son parcours, il importe de la canaliser: pendant l'adolescence, en nous imposant en matière de pulsions des contraintes considérées comme une contribution utile à l'éducation de la volonté. Puis, venu l'âge des responsabilités, en permettant à la sexualité de se donner enfin libre cours dans l'institution sacrée du mariage, lequel devrait de préférence intervenir tôt dans la vie de l'individu<sup>2</sup>. Sur le terrain du 6<sup>e</sup> commandement on ne badinait pas avec l'Eglise; elle y exerçait une police sévère. Il arrivait que nos aïeules se plaignissent des questions inquisitoriales qui, au confessionnal, leur étaient posées sur des secrets de l'alcôve; plus d'une, pour cela, se détournait de l'Eglise. Aussi, quel chemin parcouru depuis lors! La confession, aujourd'hui – s'il y en a – passe comme une lettre à la poste (non privatisée).

De cette conception découlaient un certain nombre de conséquences, d'ailleurs entérinées par la législation: condamnation de la sexualité extra-maritale, interdiction de l'avortement considéré comme un délit, mesures de sauvegarde du mariage, caractère exceptionnel du divorce, protection des mineurs contre les excitations de l'érotisme et de la pornographie.

Par bribes, insensiblement, pour ainsi dire à notre insu, cette conception a été battue en brèche sous les coups de butoir d'un ensemble de facteurs économiques, philosophiques, sociaux et techniques tels que la progression du niveau de vie et l'idée d'un progrès matériel sans fin, l'urbanisation et la motorisation avec leurs conséquences, l'éclatement de la famille souche, le déclin de la foi et de la pratique religieuses, l'idée-force des droits de l'homme se substituant au code millénaire des devoirs de l'homme que nous devons au génie de Moïse, enfin – last not least – des innovations techniques révolutionnaires qui ont permis de dissocier les relations sexuelles de leur effet traditionnel, la conception.

Il en est résulté un nouveau mode de vie, avec des idées nouvelles le soutenant, résumé dans le vocable «révolution sexuelle», et qui se situe à l'extrême opposé de l'ancienne école. Le plaisir sexuel n'apparaît plus comme un dessert, mais comme le plat principal. Il devient un but

<sup>2</sup> V. p. ex. PAYOT Jules: *L'éducation de la volonté*. Paris Alcan 1930

fondamental de l'existence, désormais orienté en fonction de ce culte. Dès lors, tout ce qui est susceptible de s'opposer à la poursuite du plaisir doit être combattu; p.ex. des idées religieuses et morales sont présentées comme surannées, le mariage perd son caractère définitif et la famille sa stabilité, la pornographie, loin d'être considérée comme répréhensible, devient un article de commerce, un adjuvant de la virilité moins cher que le Viagra, l'avortement cesse d'être un ultime recours et devient un «droit de la femme». Autrefois clandestin et difficile à évaluer, il se banalise en fait social: il y a chaque année plus de 200.000 avortements en France (deux cent mille!), plus d'un millier au Luxembourg ... alors que nos sociétés souffrent par ailleurs d'un déficit des naissances.

Dans l'insouciance de nos jeunes années et dans l'inquiétude de nos pulsions, qui de nous n'a rêvé d'un pareil état, où tout fruit serait à notre portée et le plaisir librement accessible? A la différence de Dieu, l'homme créerait ainsi un paradis sans fruit défendu.

A la réflexion une philosophie qui place l'individu au-dessus de la famille voire de la société, et le plaisir au-dessus de la durée, n'apparaît-elle pas comme une négation du bon sens, une attitude suicidaire?

La morale traditionnelle, en raison des contraintes (trop) sévères qu'elle imposait à l'individu, n'était pas exempte du reproche d'hypocrisie – celle-ci n'en restant pas moins «un hommage que le vice rend à la vertu». En dépit de toutes les critiques qui ont pu lui être adressées, cette morale avait un fondement sociologique solide, faisant reposer la structure et la permanence de la société sur l'institution du mariage, ainsi que de la famille, dont la fonction est d'assurer le renouvellement des générations tout en offrant à la progéniture un foyer de sécurité et d'affection nécessaire à son épanouissement. Enfin, le précepte de la Genèse «Croissez et multipliez» était, lui aussi, conforme à l'intérêt de la société.

La révolution sexuelle, tout entière bâtie sur la notion de droits individuels, ignore les impératifs sociaux. En «libérant» la sexualité, elle fragilise le mariage, qui devient de plus en plus précaire, ainsi que la famille qui cesse d'être un havre de sécurité. Du fait des divorces et des changements de couples, un nombre sans cesse croissant d'enfants ne vivent plus dans des foyers composés exclusivement de leurs parents et de leurs frères et sœurs naturels. Il en résulte de graves problèmes pour l'épanouissement psychologique et social des enfants. Enfin, le fait d'ériger le plaisir sexuel en un des buts suprêmes de l'existence a deux autres conséquences graves.

D'abord la banalisation de l'avortement qui, au lieu d'être un recours exceptionnel dans des circonstances graves, devient un « droit du ventre », un fait de tous les jours. Ainsi, une civilisation qui se flatte d'humanité pour avoir banni la peine de mort, pratique sans remord la suppression d'innombrables êtres humains conçus. Peut-on enregistrer sans un profond trouble cette incroyable boucherie – prix de la liberté sexuelle – qui se pratique, loin de nos yeux, sous le terme anodin d'IVG, interruption volontaire de grossesse? Et qui nous est présentée comme une conquête sociale, une victoire de l'esprit de progrès sur l'obscurantisme clérical et laïque? En ce nouveau siècle des Lumières (obscur), l'hypocrisie fête ses plus beaux triomphes. Couvrez ces fœtus que je ne saurais voir!

D'autre part, l'affirmation sans cesse répétée que la détermination du nombre des enfants ressortit au libre choix individuel est à la fois une évidence et une absurdité. Une évidence parce qu'il est impossible de forcer quelqu'un à avoir des enfants. Une absurdité parce que cette déclaration fait abstraction des besoins du renouvellement de la société.

## 2. Un débat aux Etats-Unis

Devant ce raz-de-marée faut-il baisser les bras et laisser faire? Un éducateur américain, Richard Panzer<sup>3</sup>, a dressé le constat de la situation aux Etats-Unis.

### *Qui est Richard Panzer?*

L'auteur, diplômé de Yale, spécialiste de la problématique de l'éducation sexuelle, est un orateur public qui a développé des programmes d'éducation familiale utilisés dans de nombreux pays. Il a dirigé des séminaires sur la prévention du sida et sur la sexualité des adolescents aux Etats-Unis, au Canada, au Japon, en Allemagne, France, Grande-Bretagne, etc. Parmi ses ouvrages, citons « After the sexual revolution: the role of marriage in society », et « Condom Nation » qui sera brièvement examiné ci-après. Ce livre paru en 1997 est le résultat de 7 années de recherches sur les problèmes du sida et de l'éducation sexuelle. D'une rigueur scientifique l'ouvrage présente les points de vue en présence et cite quelque 225 références bibliographiques. Le débat porte exclusivement sur les « teens », les adolescents, à l'exclusion donc de la sexualité des adultes.

<sup>3</sup> PANZER Richard: *Condom Nation: Blind face, bad science* 1997, 160 p. Center for Educational Media. Westwood N.J. 07675

Aux Etats-Unis, de nombreuses écoles ont introduit des cours d'éducation sexuelle au cours desquels la technique ainsi que la variété des relations sexuelles sont explicitées; on montre en classe l'utilisation du préservatif, censé éviter les maladies et les grossesses. L'activité sexuelle est présentée comme relevant d'une décision purement individuelle, dont il convient de ne pas se mêler. Le mariage et la famille, dit-on, correspondent à des valeurs qui varient selon les civilisations. Il faut donc s'abstenir de tout jugement de valeur. Dans le curriculum de l'éducation sexuelle il y a des mots qui ne sont jamais prononcés: p.ex. mariage, famille, fidélité. Interrogé sur ce qu'était la monogamie, un jeune répondit que cela correspondait à n'avoir qu'un seul partenaire à la fois.

Est-ce que toutes ces démonstrations doivent vraiment faire partie du programme des écoles moyennes, se demande Panzer? Plus on pénètre dans cette problématique, plus on découvre de problèmes dont les adolescents auraient intérêt à faire l'économie.

### *La philosophie du « safe sex »*

Les théoriciens de la libération sexuelle sont légion. Panzer prend comme témoin M. Ira Reiss, professeur de sociologie à l'université du Minnesota, spécialiste de sexualité humaine, dont le livre « Our next sexual revolution » fournit un échantillon des idées d'avant-garde. Selon cet auteur, la morale traditionnelle serait une pathologie que l'on rencontrerait seulement dans les sociétés occidentales. L'homme, dit-il, est un animal sexuel. Eduquons-le donc conformément à cette nature. Apprenons aux jeunes à jouir du plaisir sexuel. Pour bien faire, cette éducation doit même commencer chez les enfants qu'il s'agit de conditionner dès l'âge tendre. Les adolescents ont des « droits sexuels », pareils aux droits de l'homme, qu'ils doivent pouvoir exercer librement, quelles que soient par ailleurs leurs tendances – hétéro-, homo- ou bisexuelles. L'activité sexuelle contribue au développement de la personnalité émotive et physique.

### *Théorie des trois valeurs*

Quoique lui-même marié, Reiss a peu d'estime pour cette institution. Selon lui, les seules valeurs à retenir s'appellent honnêteté, égalité, responsabilité.

Honnêteté, cela signifie se fier à ses sentiments, en anglais « feelings » et donc faire abstraction de tout jugement de valeur.

Egalité veut dire que tout contact sexuel doit être « négocié » entre égaux.

Enfin – 3<sup>e</sup> valeur – est responsable celui qui utilise toujours le préservatif pour éviter à la fois des grossesses non voulues et les maladies. La pilule contraceptive n'a pas de place dans cette littérature. Pourquoi? Parce qu'elle ne peut nous préserver du sida, peste de notre temps. Le préservatif par contre est la panacée, le gage du « safe sex », l'instrument d'une humanité nouvelle. Il faut donc le distribuer à titre gratuit dans les écoles, et initier les jeunes à son maniement. Quant à d'exceptionnelles grossesses non voulues, il y a toujours l'avortement. No problem!

Puisque les protagonistes de la nouvelle éducation n'ont pas peur des mots, force est d'utiliser leur langage si l'on veut présenter leurs idées. Pour ceux qui redoutent les conséquences des relations sexuelles, il y a ce que le newspeak appelle des pratiques « d'abstinence », comme la masturbation réciproque, le déshabillage réciproque, les attouchements, le « sexe oral », enfin le modèle homosexuel. L'ensemble de ces actes est encore désigné par le néologisme « outercourse », par opposition à « intercourse » qui désigne le coït. Ainsi le mot abstinence est redéfini pour désigner le contraire de sa signification – un exemple typique du newspeak dans le sens de Orwell.

Certains parents veulent s'opposer à ce que leurs enfants subissent cet endoctrinement. Dans ce cas c'est l'école, éclairée par les théoriciens, qui doit l'emporter. Dans quelques Etats des USA des parents ont même été déboutés en justice.

### *Les lendemains du « safe sex »*

Assistons-nous donc à l'éclosion d'une civilisation où nos pulsions sexuelles pourront se donner libre cours, sans les problèmes qui en résultaient dans la société traditionnelle, tout cela grâce à l'invention du préservatif?

Pour répondre à cette question, il faut se placer successivement au niveau des théoriciens, à celui des adolescents, enfin à celui de la société.

D'abord la théorie. Le *préservatif* a-t-il donné un coup d'arrêt à ces fléaux que sont le sida et les grossesses d'adolescentes? Hélas! non. Les grossesses ont même augmenté. Quant aux maladies, la situation est pire qu'autrefois. Il y avait traditionnellement deux maladies vénériennes,

gonorrhée et syphilis, dont la pénicilline était plus ou moins venue à bout. Il y en a maintenant plus d'une douzaine dont certaines sont incurables, et une au moins – le sida – mène à la mort. Le préservatif n'a donc pas tenu ses promesses. Pourquoi? Pour de multiples raisons.

Les intéressés, dans le feu de l'action, négligent souvent de s'en servir. On constate ici un curieux mécompte sur la nature humaine. La nouvelle morale part de l'idée qu'il est impossible de résister aux pulsions sexuelles, mais elle admet ingénument que pendant l'activité sexuelle les partenaires sont à tout moment maîtres de la situation. – 2<sup>e</sup> accident, le condom peut glisser. – Et puis il y a un pourcentage non négligeable de défauts techniques. Le préservatif peut même se rompre, surtout s'il est utilisé dans des régions du corps pour lesquelles il n'est pas conçu. – Enfin, est-il même certain que le virus du sida ne passe pas à travers le latex? La promiscuité, c.-à-d. la multiplicité des partenaires sexuels, qui n'est pas rare aujourd'hui, accroît exponentiellement les risques d'infection. En définitive, le préservatif n'est pas la panacée que l'on croyait.

Il y a d'autres problèmes. La *responsabilité* qui fait partie de la trilogie des valeurs du « safe sex », entre facilement en conflit avec le « feeling », la morale du plaisir. En cas de grossesse, le garçon aura tendance à s'esquiver, se disant qu'il n'avait pas voulu cela. Il y a un nombre inquiétant d'enfants sans père, tout particulièrement chez les Noirs américains.

L'apprentissage précoce de la sexualité dresse les adolescents à ne voir que le partenaire sexuel et les prive d'une expérience qui a toujours été considérée comme un grand moment de la vie: l'amour romantique. D'importantes œuvres de la poésie, de la littérature, de la musique n'existeraient pas si les hommes d'autrefois avaient été éduqués à ne considérer l'amour que dans cette perspective très médiane à la base de certains cours d'éducation sexuelle.

Enfin, que pensent les **adolescents** eux-mêmes?

Panzer cite une enquête selon laquelle 54% des adolescents ayant eu une activité sexuelle disaient regretter leur décision. « En rétrospective, dit l'un d'eux, cela ne valait pas la peine. J'aurais dû attendre. » Un autre: « On nous dit que c'est la plus grande chose, et puis, quand ça arrive, ce n'est point ce qu'on avait vu au cinéma, à la télé... » Nos adolescents, conclut Panzer, aspirent à recevoir des conseils empreints de sagesse sur les choses de la vie, de l'amour et de la sexualité. Une enquête du ministère fédéral de l'éducation a montré que 70% des

adolescents désirent que l'éducation sexuelle fasse une part à la morale, selon eux les programmes devraient insister pour que les adolescents n'aient pas de relations intimes.

Il y a aussi les retombées psychologiques. Une enquête publiée en 1991 par la revue scientifique « Pediatrics » établissait que la perte de la virginité chez les filles et les garçons de 12 à 16 ans s'accompagne de sérieux risques, en ce sens que ces jeunes ont une propension beaucoup plus forte à la consommation d'alcool, de tabac, de drogues, et sont plus exposés à des comportements délictuels, voire au suicide. La relation existe dans les 2 sens, également de l'alcool et de la drogue vers le sexe.

Enfin, Panzer fait état d'une importante constatation sociologique: malgré les progrès de la liberté sexuelle, les hommes continuent à distinguer entre les femmes avec lesquelles on couche et celles qu'on épouse, entre le court et le long terme.

### Conclusion: Free Teens

Tirant la conclusion de ses études et de son expérience, Panzer a créé un mouvement de jeunes appelé les « Free Teens ». A son avis trois choses doivent être communiquées aux adolescents.

- D'abord, il est tout aussi important (sinon plus) pour les jeunes de réfléchir sur la signification de l'amour que sur les faits du sexe et du sida. Si nous apprenons à être malhonnêtes dans nos relations amoureuses, en utilisant d'autres êtres simplement pour satisfaire nos désirs sexuels, cela devient une habitude qui déforme notre caractère et limite en fin de compte notre capacité d'amour. Toutes les cultures sont arrivées à cette conclusion. Prétendre que les adolescents aient des « droits sexuels » est ridicule. Beaucoup de personnes passent leur vie à payer pour des fautes commises dans l'adolescence.
- Il faut aussi aider les jeunes à réfléchir sur les buts de leur vie. Dans des séminaires que Panzer a dirigés dans divers pays, 80% des jeunes interrogés citent le mariage et la famille comme l'un de leurs buts principaux.
- Enfin, il faut faire comprendre quelle expérience fantastique cela représente de devenir parent. Avoir un enfant, au bon moment, lorsqu'on est prêt à assumer cette responsabilité, est l'un des événements qui transforment une vie.

Les parents ont-ils encore un rôle à jouer face à l'emprise toute-puissante du milieu, et notamment des médias? Des recherches ont prouvé que les parents peuvent avoir une importante influence dans le bon sens sur leurs enfants adolescents. Les parents ne doivent pas démissionner. La permissivité des parents ne fait pas de bien aux enfants.

Est-il possible, demande Panzer, de faire publiquement des discours aussi « rétrogrades »? L'attitude de nombreux jeunes permet d'espérer. Cela d'autant plus qu'il y a l'expérience inverse des millions de vies brisées, gâchées par le sida, par les grossesses non voulues et par de graves problèmes psychologiques. Le « safe sex » en tant que message principal pour les jeunes a été en grande partie un gaspillage de temps et d'argent.

### Epilogue

Le Gouvernement fédéral des Etats-Unis semblait faire écho à Panzer au titre V de la loi de 1996 sur la sécurité sociale, qui contient des lignes directrices pour une éducation basée sur l'abstinence. L'éducation d'avant garde est considérée comme un échec. On y lit que le but exclusif du nouveau programme est de faire comprendre quels gains sociaux, psychologiques et de santé peuvent être réalisés par l'abstinence sexuelle, laquelle devrait être la règle pour tous les enfants d'âge scolaire. Car l'abstinence est la seule méthode sûre permettant d'éviter les grossesses pré-maritales, les maladies vénériennes et problèmes connexes de santé.

### DISCUSSION

#### Observations de M. Norbert Campagna

Il semble qu'aujourd'hui la sexualité soit devenue, pour de nombreuses personnes, le lieu du sens ultime de la vie. A certaines époques considérée comme une fonction biologique, la sexualité est aujourd'hui investie d'une aura qui la fait apparaître comme l'une des choses les plus importantes auxquelles l'être humain puisse aspirer. On est en droit de se demander si ce surinvestissement de la sexualité résulte de la disparition des autres sources de sens. A quand la reconnaissance d'un droit inaliénable de l'homme au plein épanouissement de sa personnalité sexuelle – droit que l'on s'empressera bien sûr de concevoir comme un droit-créance? Après la libération sexuelle qui nous a soumis à la sexualité et à ce que d'aucuns appellent la «tyrannie du plaisir», ne serait-il pas temps de nous libérer de la sexualité – ou au moins d'une certaine idéologie sexualisante?

Séance du 10 janvier 2007

### OÙ VA LA SIBÉRIE?

*Impressions et réflexions de voyages*

par  
Georges ALS

Georges Als a été directeur du Statec (Service central de la statistique et des études économiques), et professeur extraordinaire à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) où il a enseigné l'économie politique ainsi que l'histoire de la pensée économique.



*La conquête de la Sibérie au 17<sup>e</sup> siècle a fait de la Russie le plus grand Etat ayant jamais existé, mais un Etat faiblement peuplé. La dissolution de l'Union soviétique a plongé le pays dans une grave crise politique, économique et morale dont il ne se relève que progressivement. Une visite en Sibérie laisse quatre impressions profondes: l'immensité de la région et les difficultés de sa mise en valeur, son caractère «européen» du point de vue ethnique et culturel, le rôle primordial du chemin de fer transsibérien, enfin les menaces pesant sur la Russie d'Extrême Orient, du fait de son faible peuplement et du voisinage chinois. La Sibérie restera-t-elle russe?*

## SOMMAIRE

Introduction .....	3
La Russie actuelle .....	3
Toile de fond: Fragmentation de l'URSS .....	4
Crise de l'économie .....	5
1. Moscou: Impressions majeures .....	7
Exposition permanente .....	7
Monument à de Gaulle .....	8
Survivances communistes .....	9
2. Renouveau religieux? .....	12
3. Sibérie: Impressions majeures .....	14
Géographie et paysage .....	14
3.1 La mauvaise réputation de la Sibérie .....	16
3.2 La Sibérie, prolongement de l'Europe .....	17
3.3 Le rôle historique du chemin de fer .....	19
3.4 La Sibérie est vulnérable .....	19
1° Unité ou fragmentation? .....	21
2° Démographie et dépeuplement .....	22
3° Economie et environnement .....	23
4° Danger chinois? .....	25
Conclusion .....	

## OÙ VA LA SIBÉRIE?

## Introduction

Churchill disait que l'Union soviétique était une énigme entourée de mystère. Cette définition ne vaut plus depuis que Gorbatchev a lancé, voilà déjà plus de vingt ans, les mots d'ordre de Glasnost = transparence, et de Perestroïka = restructuration. Il n'en reste pas moins que le remodelage du pays est encore en cours, sans que l'on en distingue bien l'aboutissement, et que les analystes ont sur la Russie des opinions divergentes. N'étant point spécialiste en la matière, je me bornerai à formuler des impressions et réflexions, basées sur ce que j'ai pu voir et apprendre au cours de deux voyages, le premier en chemin de fer de Moscou à Pékin à travers la Sibérie (et la Mongolie), le second en bateau sur la rivière Lena depuis Iakutsk, capitale de la Iakoutie, jusqu'à Tiksi sur l'Océan arctique.

## La Russie actuelle

Des 15 républiques constitutives de l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques, il n'en est resté qu'une seule pour constituer l'actuelle Fédération de Russie, et pour recueillir l'héritage de grande puissance de l'URSS. Le paradoxe de la Russie, c'est d'être à la fois le plus grand Etat du monde, et une partie seulement de ce qu'elle a été.

Il n'existe peut-être pas de précédent historique d'un aussi formidable démantèlement. Cette implosion du plus vaste ensemble territorial ayant jamais existé s'est opérée avec une rapidité extrême, en quelques mois, suite à la crise de la patrie du communisme en 1991.

Malgré ces amputations, la Russie reste le plus grand Etat de la planète, avec plus de 17 millions de km<sup>2</sup>, près de deux fois la superficie des Etats-Unis ou de la Chine, 4 fois la superficie totale des 27 Etats membres de l'Union Européenne. Mais elle n'a que 145 millions d'habitants, la moitié des Etats-Unis, la 9<sup>e</sup> partie de la Chine. La Russie est donc un pays aux dimensions démesurées, mais faiblement peuplé.



### Toile de fond: un cataclysme politique et économique

Pour bien situer les impressions que l'on reçoit en Russie, il importe de connaître la toile de fond politique et économique sur laquelle se projettent ces images.

A la différence des quatre modernisations économiques et scientifiques de Deng Tsiao Ping, lesquelles ont propulsé la Chine sur une vertigineuse trajectoire ascendante, les modernisations purement politiques de Gorbatchev ont, dans une première phase, débouché sur un cataclysme politique et économique.

### Fragmentation de l'Union soviétique

La fin du régime communiste s'est accompagnée d'un tremblement de terre géopolitique. Sans même parler des Etats dits satellites, qui ont sevré leurs liens avec l'ancien maître, l'URSS s'est fragmentée en ses 15 républiques, qui n'étaient pourtant point des créations communistes, mais que les tsars, au cours des siècles, avaient agrégées à leur empire.

Se sont ainsi détachées non seulement les 3 pays baltes, depuis toujours allogènes, mais:

- les 3 républiques du Caucase, en partie chrétiennes – Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan;
- les 5 républiques asiatiques et musulmanes – Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan;
- enfin, suprême déboire, les 3 républiques largement russophones et chrétiennes d'Europe – Biélorussie, Ukraine et Moldavie – ont quitté le giron de la mère patrie. De toutes les Russies il n'en reste qu'une seule, la vraie.

Si cette désintégration a été ressentie en Russie comme une humiliation (dont la responsabilité fut imputée à Gorbatchev), elle a eu l'immense avantage de substituer à une multiplicité explosive une relative homogénéité de population. Dans la nouvelle Russie, les Russes forment 80 % de la population; des problèmes se présentent là où existent de fortes proportions d'autres ethnies, notamment au Tatarstan et en Tchétchénie.

La décolonisation a toujours été une expérience pénible. En Russie elle présente la particularité de s'être réalisée d'un coup, et sans guerre.

L'évolution de la Russie postcommuniste est encore remarquable d'un autre point de vue. Que ne nous avait-on pas pronostiqué lors de la chute de l'empire? Une Russie mortifiée et rancunière qui sèmerait partout le trouble, par son obstruction aux Nations Unies, par la cession

d'armes nucléaires aux pays émergents, par des tentations néo impérialistes. Rien de tout cela n'est arrivé. Au contraire, face aux provocations dont elle a été l'objet – telles que l'agression contre la Serbie, l'encerclement par des bases américaines, l'admission des pays baltes à l'OTAN – l'ancienne superpuissance a fait preuve de mœurs plus civilisées que sa rivale. Ce sont là des signes qui font bien augurer de notre collaboration avec la Russie.

### Crise économique

La fragmentation politique s'est accompagnée d'une crise économique sévère qui s'est étendue sur près de dix ans. Il est dans la nature des choses que la transition du collectivisme à une économie de marché soit un accouchement douloureux, mais en Russie elle l'a été plus qu'ailleurs, en raison de la durée du régime antérieur et de la totale impréparation de la population.

Pourquoi la transition doit-elle déboucher sur une crise?

Pour au moins *trois raisons*.

D'abord, d'innombrables entreprises non rentables ou dont les produits ne sont plus demandés par le marché doivent arrêter ou réduire leur production, d'où chômage et pertes de revenus.

Par ailleurs, on manque d'une classe moyenne, ainsi que d'entrepreneurs capables d'assumer la direction des entreprises privatisées.

Enfin, tout l'encadrement légal d'une économie de marché fait défaut: régulation du secteur bancaire, droit de la concurrence, législation fiscale, loi des contrats, organisation des tribunaux etc. etc.

Une transition rapide ne peut donc que déboucher sur le chaos.

C'est ce qui s'est produit à partir de 1992. La libération des prix a conduit à une inflation galopante: 1.700 % en 1992, 880 % en 1993 300 % en 1994 ... laquelle a détruit l'épargne des ménages, comme en Allemagne dans les années 1920<sup>1</sup>.

Le PIB a chuté de 19 % en 1992, encore de 13 % en 1993 ... il se trouvait en 1999 à plus de 40 % en dessous de son niveau de 1989 – soit une récession qui dépasse de loin la grande crise de 1929 aux Etats-Unis, où la baisse du PIB était estimée à 27 %. Actuellement le PIB russe retrouve son niveau de 1989.

<sup>1</sup> Benaroya op. cit. p. 47

Comme si tout cela ne suffisait pas, la désorganisation des marchés s'accompagne de corruption et de délinquance économique.

Dans cette conjoncture de misère, on imagine le caractère dramatique qu'avait prise l'élection présidentielle de 1996 où Boris Eltsine, jouant une partie serrée contre le candidat communiste à qui le pouvoir risquait de retomber, acheta le soutien d'une douzaine d'oligarques auxquels il permit d'acquiescer aux enchères, c'est-à-dire à un prix dérisoire, les actions de plusieurs entreprises géantes du secteur de l'énergie et des matières premières, comme Norilsk Nickel, premier producteur de nickel, et le pétrolier Yukos.

Ce n'est qu'à partir de 1999 que la hausse du pétrole amorce le début d'un assainissement progressif de l'économie. De 1998 à l'an 2000 le prix du pétrole passe de 10 à 30 dollars, c'est le salut. Autre bonne nouvelle: Fin 1999 le président Boris Eltsine démissionne par surprise. Le premier ministre Poutine assure l'intérim et est élu en mars 2000 président de la Fédération de Russie, avec 52,9 % des voix, le chef du parti communiste recueillant 29,2 %.

La toile de fond ainsi esquissée permet de mesurer l'ampleur de la tâche du président.

\*\*\*

Pendant longtemps il fut extrêmement difficile de bien connaître ce pays, non seulement à cause de ses dimensions, mais parce qu'on ne pouvait y voyager librement. Les choses ont changé. Les périples en Sibérie sont à l'ordre du jour, notamment par le chemin de fer transsibérien. Des wagons confortables, construits jadis pour les déplacements des dirigeants soviétiques, sont aujourd'hui mis à la disposition des touristes. On leur propose aussi des croisières sur les fleuves sibériens – Ob, Iénisséï, Lena – qui rangent parmi les plus majestueux de la Terre. Malgré ces facilités, l'immensité du pays déroute. Le voyage n'en laisse pas moins quelques impressions fortes, et cela dès l'arrivée à Moscou, ville de transit obligé pour aborder la Sibérie du côté européen.

Le plan de mon exposé sera donc simple. Ce seront d'abord les impressions recueillies à Moscou, d'autre part celles de Sibérie, et, entre les deux, un chapitre particulier consacré à la survie du communisme et au renouveau religieux. Par impressions, je ne voudrais point désigner des visions fugaces, mais des expériences qui laissent une image durable, comme s'ils avaient impressionné une plaque photographique.

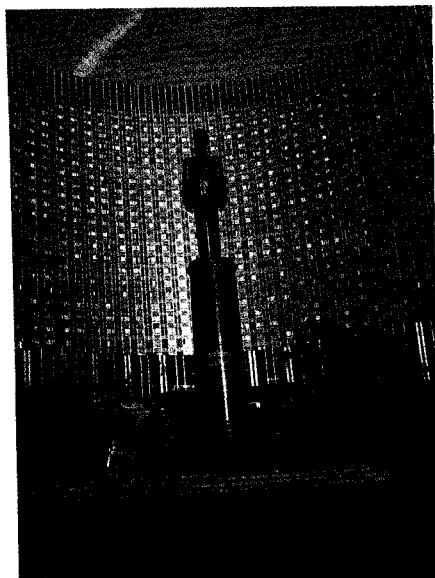
## 1. Moscou: Impressions majeures

Quelques journées passées à Moscou m'ont laissé deux impressions majeures.

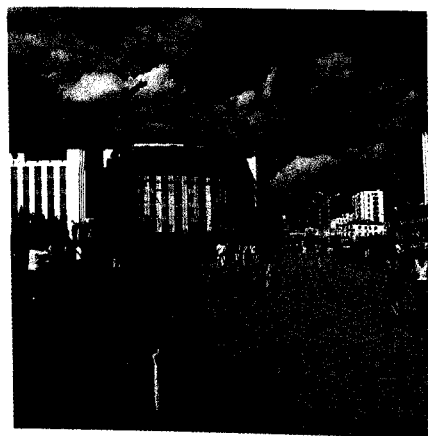
La capitale s'enorgueillissait autrefois d'une « **Exposition** permanente des réalisations de l'économie nationale de l'URSS », dont l'entrée est toujours marquée par une élégante flèche en titan filant vers le ciel, à la gloire des premiers conquérants du cosmos. Dans un vaste parc le visiteur était sollicité par les pavillons des républiques fraternelles de l'Union, mais on l'invitait surtout à admirer les réalisations du pays dans la conquête de l'espace. L'Union soviétique n'avait-elle pas été le premier pays, en 1957, à lancer un satellite artificiel, le spoutnik? Dès 1959, elle avait encore épaté le monde en envoyant un homme dans l'espace, Youri Gagarine. L'avenir semblait appartenir à l'Union soviétique. En 1960 Khrouchtchev prophétisa au président Eisenhower des Etats-Unis: « Vos petits-enfants seront communistes, comme les miens. » J'étais donc très curieux de revoir cette exposition des triomphes d'un régime. Mais o tristesse! Les façades des majestueux pavillons se délabrent, plusieurs sont fermés, les autres grouillant de forains exposant leur pacotille. Adieu grandeur et fierté! Les marchands ont envahi les temples, Coca Cola remplace le cosmos! Il n'y a plus ni argent, ni volonté pour sauver la face. Les petits-enfants de Khrouchtchev en sont réduits à vendre des gadgets.

En face de cette gloire évanouie, sur l'esplanade devant l'hôtel Cosmos, un monument attire le regard, la statue géante d'un militaire se dressant sur un socle de granit haut de onze mètres. Serait-ce le maréchal Koutousov, qui mit Napoléon en déroute? Ou plutôt le maréchal Zhoukov, vainqueur de Hitler? Non, il s'agit du général Charles de Gaulle, président de la République française! Qu'est-ce qui peut donc valoir à un étranger cet insigne honneur dans la fière Russie? Deux arguments se présentent à l'esprit. De Gaulle avait « une certaine idée » de la Russie, qu'il s'entêtait d'ailleurs à désigner par son ancien nom, au lieu de son titre d'Union soviétique. Car de Gaulle pensait que l'idéologie communiste passerait, alors que la Russie est éternelle. Et puis il affirmait que l'Europe va de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, en d'autres mots, qu'on ne pourra construire l'Europe sans la Russie.

Que la Russie fasse partie de notre Europe aux points de vue culturel, économique et politique, voilà une impression très forte que j'ai ressentie au cours de mes périples, même si la mise en œuvre de l'idée prendra du temps. Quelle satisfaction à me savoir en si auguste compagnie, cela d'autant plus que l'ancien chancelier d'Allemagne, Gerhard



*Monument à de Gaulle à Moscou*



*Statue de Lénine à Iakoutsk*

avait consenti à ce que le mur de Berlin fût démoli en 1989. Ses successeurs n'ont pas eu le courage de faire enterrer Lénine près de sa mère au cimetière Volkovskoye de St Petersburg, comme il l'avait demandé dans son testament.

Qu'en est-il donc des survivances communistes?

Jusqu'à présent, seules les *villes* portant des noms communistes ont été débaptisées: Leningrad est redevenu St Pétersbourg, Stalingrad est de

Schröder, vient d'exprimer la même idée dans ses mémoires, à savoir la nécessité d'un approfondissement continu de la relation Paris – Berlin – Moscou. La charge du président de la Russie, dit encore Schröder, est une des plus difficiles au monde.

Il ne s'agit de rien de moins que de la reconstruction politique, économique et morale d'un immense pays, ce qui implique l'arrêt de sa désintégration, l'affermissement du pouvoir central, le combat contre les oligarques qui affaiblissent l'Etat, le redressement démographique, la relance de l'économie, la lutte contre la corruption et les lourdeurs administratives etc. etc.

### *Survivances communistes*

Si de Gaulle, le visionnaire, a donc sa place à Moscou, un autre personnage, semblerait-il, n'y a plus la sienne. C'est le nommé Lénine. Quoique le pays se soit détourné de lui, Lénine repose toujours dans son mausolée près du Kremlin, comme si de rien n'était; il s'y forme encore chaque jour de petites queues de curieux pour lui rendre visite. Gorbatchev

nouveau Volgograd, Sverdlovsk a repris son ancienne appellation d'Ekaterinbourg, et Gorki celle de Niznij Novgorod.

Mais Lénine tend toujours un bras déclamatoire sur la place centrale de certaines villes, comme à Iakoutsk en Sibérie orientale; et il garde le monopole de l'artère centrale, alors que d'autres grandeurs du régime défunt continuent à hanter les rues adjacentes. «Voyez, nous disait avec candeur notre guide dans une de ces villes, nous avons bien des affinités culturelles avec l'Allemagne, il y a chez nous une rue Karl Marx, une rue Engels, une rue Liebknecht, une rue Rosa Luxembourg» etc.

Comment expliquer ces incongruités?

Sans doute tiennent-elles à la composition des conseils communaux où les communistes conservent de l'influence. Vu la misère faut-il s'étonner, d'autre part, si des gens conservent quelque nostalgie pour un régime qui avait au moins l'avantage d'une certaine sécurité sociale?

Ce n'est qu'à Irkoutsk, ville de Sibérie centrale liée aux idées libérales, que l'on rencontre des manifestations en sens contraire, par exemple une statue du tsar Alexandre III, initiateur du transsibérien, ou même un monument à la gloire de l'amiral Koltchak, chef de l'armée blanche pendant la guerre civile, et qui fut exécuté par les bolcheviks en 1920.

\*\*\*

Un demi-siècle s'est déjà écoulé depuis que, devant le 20<sup>e</sup> congrès du parti communiste d'URSS, Khrouchtchev lança son réquisitoire historique contre Staline. On attend toujours la désacralisation de Lénine.

## **2. Renouveau religieux?**

Que dire alors de la religion?

Ce pays était autrefois profondément religieux, au point de se nommer lui-même la «Sainte Russie». Mais quel est le bilan, après



*Statue de l'amiral Koltchak à Irkoutsk*

70 ans d'athéisme officiel, de démolition d'églises et d'efforts d'éradiation de la religion? Est-il même concevable qu'il en subsiste la moindre trace, alors que trois générations ont grandi en dehors de toute référence à Dieu?

Pourtant tel semble être le cas. On a raconté que c'est grâce aux femmes que l'âme des enfants aurait continué à s'imprégner du culte de la Vierge et des saints, et que pendant la guerre maint militaire aurait, souvent à son insu, porté une icône cousue dans son uniforme.

Aujourd'hui, l'on constate des signes en sens divers. Une chose est certaine: l'athéisme communiste n'a pas pris racine. Il règne une certaine ferveur religieuse. Des églises ont été reconstruites ou réaffectées au culte. Il y a du monde dans les églises; d'après le patriarcat de Moscou, il y aurait en Russie quelque 80 millions de pratiquants – plus même qu'à Luxembourg (en termes relatifs). Mais les villes nouvelles comme Novossibirsk ont peu d'églises. Il n'y a pas eu d'éducation religieuse pendant 70 ans. Comme en d'autres pays, l'indifférence semble répandue.

On trouve la référence à un revirement fondamental dans la nouvelle Constitution russe dont le préambule stipule que le christianisme est une composante de «l'héritage historique du peuple russe» – faisant ainsi preuve d'une lucidité que n'ont pas eue les rédacteurs de la Constitution européenne.

A en croire le chancelier Gerhard Schröder, le président Poutine serait très attaché à son église russe orthodoxe, au point qu'il aurait fait ériger une chapelle dans sa résidence, ainsi qu'à côté de sa maison de vacances; et il ne s'agirait point, selon Schröder, d'une attitude tactique – il n'empêche que, dans la Russie actuelle, cela fait bonne impression. En tout cas, ajoute M. Schröder, il ne serait jamais venu à l'esprit de M. Poutine de baser ses décisions politiques sur des dialogues avec le Bon Dieu<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, il est intéressant de rappeler que déjà en 1990 Mikhaïl Gorbatchev, dernier secrétaire général du parti communiste de l'URSS, demanda audience auprès du pape Jean Paul II, ce qui fut sans doute un geste significatif et très courageux. Trois ans plus tard Gorbatchev, alors personne privée, fut le conférencier invité d'un colloque œcuménique tenu à Milan sous l'égide de la Communauté St Egide. Poutine lui-même a été reçu par le pape Benoît XVI le 13 mars 2007.

<sup>2</sup> Schröder p. 477

La Constitution reconnaît 4 religions traditionnelles en Russie: orthodoxie, islam, judaïsme et bouddhisme – catholiques et protestants ne sont point nommés, parce qu'ils sont numériquement faibles, de l'ordre d'un million, alors que les musulmans, entre 15 et 20 millions, représentent une force politique redoutable à laquelle les autorités ne manquent jamais de rendre hommage – cela d'autant plus que le pétrole est largement mahométan. Par bonheur, il y a maintenant, dans le Grand Nord, du pétrole et du gaz chrétiens.

D'autre part, on relève des *signes extérieurs* d'un renouveau religieux qui ne manquent pas de frapper.

La cathédrale de Moscou, rasée par Staline en 1935, a été reconstruite à partir de 1995 au moyen d'une souscription publique, et inaugurée en grande pompe en l'an 2000 – début d'un nouveau millénaire – en présence du président de la république (M. Poutine) et du maire de Moscou. Bâtie sur une colline découverte surplombant la Moskova, elle occupe un site superbe et a valeur de symbole. Voici donc ressurgi un symbole de la Sainte Russie, la cathédrale du Christ le Sauveur.

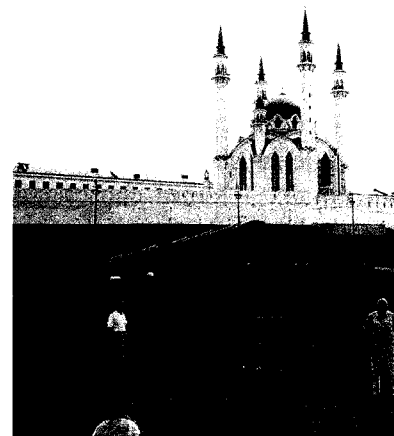


Cathédrale de Moscou

A Kazan, capitale de la république du Tatarstan, à moitié musulmane, les autorités ont fait construire la plus grande mosquée de Russie, qui est aussi une splendide réalisation architecturale.

A Irkoutsk, au centre de la Sibérie, une croix érigée en bordure de la rivière Angara rappelle que l'on se trouve en terre chrétienne.

Près du lac Baïkal, notre train s'était arrêté pour nous permettre la visite d'une agglomération paysanne.



Mosquée de Kazan

Un vétérân avait mis son uniforme du temps de guerre pour se faire photographe, offrir un coup de vodka, et recevoir quelques euros. Sur



Le vétérân et la Vierge

la photo prise à cette occasion on reconnaît quatre ingrédients de la vieille Russie: le pauvre moujik, la grande guerre patriotique, la vodka et, couronnant le tout, une image de la Vierge.

Notre guide du transsibérien, Olga, une dame de la cinquantaine, donc née sous Khrouchtchev, éduquée sous Brejnev, s'est révélée une âme très pieuse. Elle nous expliqua que les bulbes dorés des églises orthodoxes avaient une signification profonde, la tour majeure représentant le Christ, et ses petites compagnes, selon leur nombre, les douze apôtres ou les quatre évangélistes.

Si les autorités orthodoxes conservent une attitude d'extrême méfiance à l'égard du catholicisme, on ne saurait manquer d'être frappé par les ressemblances entre ces deux pôles de la chrétienté, notamment le culte de la Vierge et des saints. En Russie, il y a des Vierges célèbres comme celles de Kazan, de Smolensk etc. L'Eglise russe a ses saints propres, parmi lesquels la famille impériale assassinée par les bolcheviks en 1917, et qui a été canonisée récemment, en bloc. En matière philosophique, l'Eglise orthodoxe a des positions proches de celles du Vatican en ce qui concerne l'avortement, le divorce, le clonage etc. – Enfin l'Eglise russe se distingue, elle aussi, par son souci de l'esthétique, l'exaltation de la beauté qui se manifeste dans l'architecture des édifices religieux, dans le mysticisme envoûtant des offices, et la splendeur des habits sacerdotaux – toutes choses qui élèvent l'âme et tranchent sur la monotonie de la vie de tous les jours. Le petit air fantaisiste et espiègle des églises orthodoxes, avec leurs bulbes dorés, est de nature à vous réinsuffler un peu de gaieté et d'optimisme. Autant de secrets de la persistance de la religion en Russie.

### 3. Sibérie: Impressions majeures

Il est temps de parler de la Sibérie. Les réflexions afférentes se groupent sous quatre rubriques:

- d'abord, la mauvaise réputation de la Sibérie.
- ensuite, par opposition, les impressions favorables.
- en 3<sup>e</sup> lieu, le rôle éminent du chemin de fer transsibérien.
- pour finir, les menaces qui pèsent sur l'avenir de la Sibérie russe.

#### Mais d'abord, qu'est-ce que la Sibérie?

A vouloir la définir, on tombe encore sur la formule de de Gaulle «de l'Atlantique à l'Oural». Au-delà de l'Oural, ne serait-ce donc plus la Russie? Nous y reviendrons.

Disons que la Sibérie, c'est la partie orientale de la Russie, ou encore la partie septentrionale de l'Asie. Au 18<sup>e</sup> siècle, on la faisait débuter au-delà de la Volga; depuis, l'on considère que l'Oural forme la frontière.

La Sibérie est démesurée: de l'Oural jusqu'au détroit de Behring il y a 7.000 kilomètres, de l'Océan arctique à la frontière mongole 3.500 km. La superficie atteint 12,7 millions de kilomètres carrés, 25 fois la France, 5.000 fois le Luxembourg; mais il n'y a que 25 millions d'habitants, 2 par km carré.

Au point de vue géographique on distingue:

La *Sibérie occidentale*, de l'Oural jusqu'au Iénisséï, avec des villes bien connues comme Ekaterinbourg, Omsk, Tomsk, Tioumen, Novossibirsk etc. C'est une immense plaine, en grande partie recouverte de forêts vierges et de marécages.

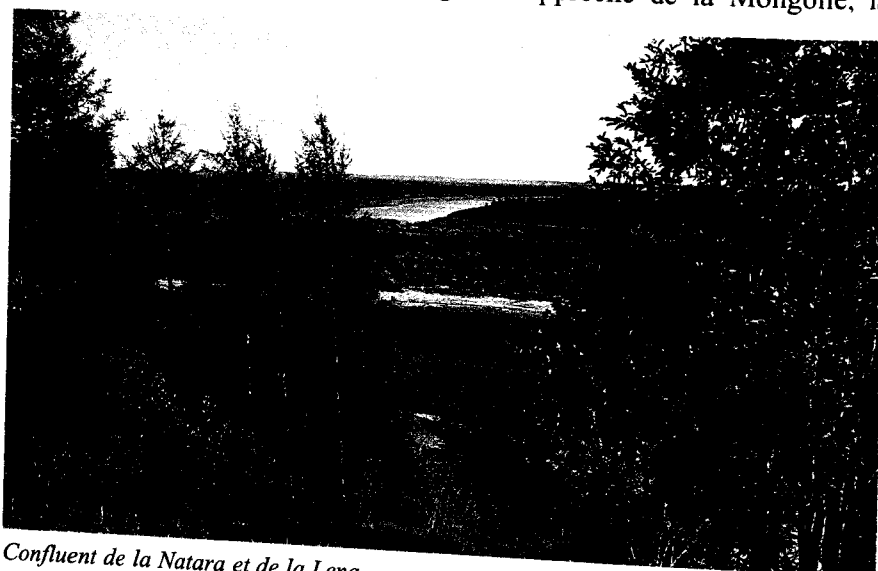
La *Sibérie centrale*: de la rivière Iénisséï jusqu'à la Lena, pays vallonné d'une altitude moyenne de 400 mètres, et à laquelle on peut rattacher au sud une région délicieuse, formée par le lac Baïkal et la belle ville d'Irkoutsk.

Enfin la *Sibérie orientale*, à l'est de la Lena, région montagneuse de 2 à 3.000 m d'altitude qui se prolonge jusqu'au Pacifique, et à laquelle se rattachent la presqu'île du Kamtchatka, l'île de Sakhaline, (les Kouriles) et les villes de Vladivostok, Khabarovsk, Tchita, Magadan etc. C'est aussi une zone d'intérêt stratégique parce qu'elle comprend les frontières avec la Chine formées par les rivières Amour et Oussouri.

Du sud au nord, il y a évidemment diverses zones biologiques: steppe, taïga, toundra. Mais du point de vue économique il y a deux régions: au sud et de part et d'autre du transsibérien, une étroite bande peuplée et partiellement mise en valeur; par delà, jusqu'à l'arctique, une vaste zone peu exploitée et difficilement exploitable.

### Que vaut le paysage en Sibérie?

Cela va de l'ennui mortel jusqu'au sublime. La dépression plate et marécageuse à l'ouest n'est guère séduisante; dans l'extrême orient russe, les montagnes sont dénudées, sévères, inhospitalières. Le charme, en Sibérie, ce sont les paysages aquatiques tels que par exemple l'Angara près d'Irkoutsk, la Selenga à l'approche de la Mongolie, la



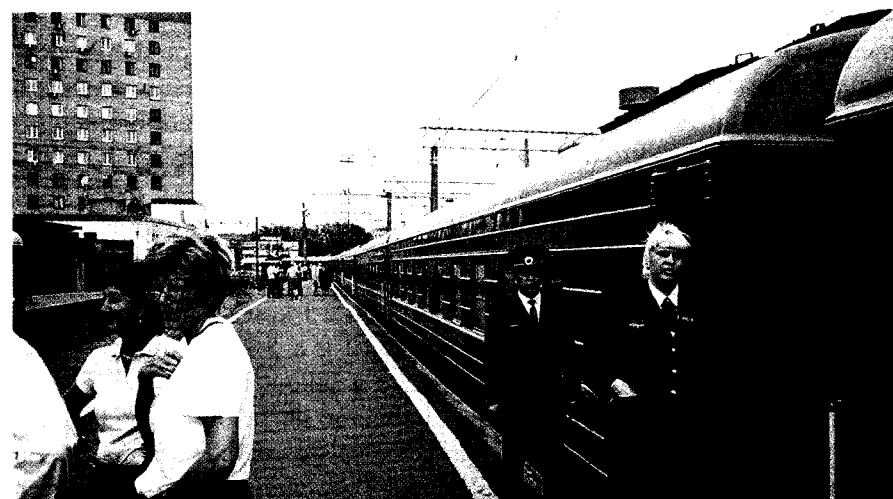
*Confluent de la Natara et de la Lena*

Suisse sibérienne autour du lac Baïkal, les paysages de la Lena, à commencer par ses «piliers», le confluent de la petite Natara et de la grande Lena, qui forme un espace d'une poésie infinie; et d'autres merveilles de ce fleuve solitaire où règne un silence de début du monde.

Autre caractéristique de la Sibérie: Il reste des paysages d'une pureté originelle. Pendant une croisière sur la Lena, l'on boit l'eau de ce fleuve; il en va de même près du lac Baïkal dont l'eau est mise en bouteilles pour la consommation des gens.

### En transsibérien: l'immensité

Au départ de la gare dite de Kazan à Moscou, le chemin de fer transsibérien mettra deux nuits et un jour pour atteindre l'Oural. Nous mettrons encore six jours jusqu'à la frontière mongole, notre voyage étant à destination de Pékin. Il aurait fallu 3 ou 4 jours de plus pour atteindre Vladivostok, terminus à 9.300 km de Moscou. Il n'est donc pas surprenant que la première impression du voyageur soit celle de



*Départ du transsibérien à Moscou*

l'immensité. N'est-ce pas un peu pour s'en pénétrer qu'il s'est lancé dans cette patiente entreprise?

### 3.1 Première impression: La mauvaise réputation de la Sibérie

Que représente le mot « Sibérie » pour le commun des mortels?

Un pays froid, désolé, ennuyeux, loin de tout, aux conditions de vie extrêmes. Un pays qui fut, pour des régimes despotiques, le lieu idéal de relégation, une prison d'où nul ne pouvait s'enfuir – la Maison des morts de Dostoïevski, l'Archipel du goulag de Soljenitsyne.



A parcourir cette région dans le confort d'un train moderne, doté d'une bonne cuisine, s'arrêtant obligeamment pour la visite de villes, dans l'agrément de la chaleur estivale, on éprouve une certaine contradiction, pour ne pas dire un sentiment de culpabilité. Le voyage n'en fait pas moins toucher du doigt les difficultés de la vie dans ce pays, ainsi que les problèmes de sa mise en valeur qui tiennent à ses dimensions, à sa géographie et à son climat.

Les distances d'abord. De Moscou jusqu'à Irkoutsk, au centre de la Sibérie, à proximité du célèbre lac Baïkal, il y a 5.200 kilomètres – et l'on n'est qu'à mi-chemin! Pour se rendre à Irkoutsk, ville de 250.000 habitants et capitale de la république autonome de Irkoutie, à 6.000 km de Moscou, il n'y a que l'avion: pas de routes, pas de chemin de fer. En Sibérie l'on est loin de tout, isolé.

La géographie ensuite. Au début du parcours le train traverse, deux jours durant, une forêt vierge baignant dans des marécages infestés de moustiques – ils occupent un million de kilomètres carrés!

Les grands fleuves sibériens – Ob, Iénisséï, Léna Amour – tous longs de plus de 4.000 km, se sont pour ainsi dire trompés de chemin; ils s'écoulent vers le nord – inutilement – et se perdent dans les mers glacées de l'arctique, ce qui a pour conséquence qu'en automne ils commencent à geler à leur embouchure, la glace empêchant alors l'eau de s'écouler et provoquant des inondations monstres.

A l'est, la chaîne de montagnes de Verkhoïansk abrite le pôle dit du froid, parce que le thermomètre y chute plus bas qu'au pôle nord.

Parlons donc du climat. Toutes nos guides locales nous ont parlé avec effroi de cet hiver qui semble n'en finir jamais, avec ses froids de -30 à -40 degrés. Dans les régions septentrionales, le sol est gelé sur des centaines de mètres en profondeur, et depuis toujours – c'est donc un gel «fossile», le permafrost, qui rend difficile la construction de maisons. En été, le sol dégèle en surface et les maisons s'enfoncent, basculent et finissent par craquer. Pour y obvier, on doit les placer sur pilotis, comme à Venise. La maison juche en l'air comme un poulailler. Le permafrost pose de graves problèmes à la construction de routes, plus encore aux chemins de fer; il complique l'approvisionnement en eau, tout en contribuant à la formation des marécages. Le sol gelé empêche l'eau de pénétrer dans la terre et transforme les chemins en fondrières.

Pendant la croisière sur la Léna, de Irkoutsk jusqu'à Tiksi, sur 1.700 km, nous n'avons rencontré que deux agglomérations de quelques milliers d'habitants, la vie est trop dure à ces latitudes.

Si l'on ajoute à toutes ces difficultés l'éloignement et le sentiment d'isolement, l'on comprendra qu'il ait suffi de la suppression du travail forcé pour que la Sibérie tende à se dépeupler, rendant encore plus difficile sa mise en valeur.

### 3.2 La Sibérie, prolongement de l'Europe

A côté de ces aspects qui font peur, il faut noter une impression réconfortante. En Sibérie, l'Européen ne se croit pas en Asie, mais dans une Europe prolongée. La Sibérie a donc une profonde signification politique pour la Russie, et à travers elle pour l'Europe.

Tout d'abord, la Sibérie est le hinterland inexpugnable, la soupape de sécurité de la Russie. Hitler aurait pris Moscou, Leningrad et Stalingrad qu'il se serait enlisé dans l'immensité. La contribution de la Sibérie à la victoire russe ne fut pas négligeable. De nombreuses usines avaient été transférées d'Europe en Asie où elles ont pu continuer à travailler loin du front, dans des conditions de paix pour ainsi dire. C'est un peu grâce à la Sibérie que la Russie ne fut pas conquise depuis l'Europe.

Elle l'avait pourtant été à partir de l'Asie, du temps de Genghis Khan, au 13<sup>e</sup> siècle. Les Russes en ont conservé un souvenir amer. Après le reflux des Mongols, les tsars ont initié, dès Ivan le Terrible au 16<sup>e</sup> siècle, un mouvement en sens inverse. Ils rencontrèrent peu de résistance. Dès le milieu du 17<sup>e</sup> siècle les émissaires de l'empereur atteignirent la côte de l'océan Pacifique, à près de dix mille kilomètres de Moscou; au 18<sup>e</sup> siècle ils occupèrent même l'Alaska – que le tsar eut l'heureuse idée de vendre aux Etats-Unis en 1867.

La conquête de la Sibérie a été un événement historique majeur, mais qui passa plus ou moins inaperçu – ces quelques arpents de neige, comme aurait dit Voltaire, n'intéressaient personne, tant que les conquérants ne mettaient pas les pieds chez les voisins, c'est à dire les Etats-Unis, le Japon et la Chine. Ce fut aussi un chapitre remarquable de l'exploration de la planète, mais dont ne parle aucun ouvrage consacré aux découvertes. Même dans les livres d'histoire de la Russie la Sibérie est réduite à la portion congrue. Comme si la Sibérie lointaine était sans importance.

Pourtant, l'Européen se sent chez soi en Sibérie. A part quelques éléments autochtones, – Iakoutes, Mongols, Ewenks et autres chasseurs du Grand Nord, en tout quelque 80 ethnies! – la population est en grande majorité russe, donc de race blanche. On a aussi l'impression que, malgré 70 ans de communisme, la Russie tient à ses racines chrétiennes;



celles-ci encore relient la Sibérie à l'Europe. La Sibérie nous interroge sur l'identité européenne.

La conquête de la Sibérie par les tsars a fait de la Russie le seul Etat à cheval sur deux continents.

L'Europe irait-elle donc, non seulement de l'Atlantique à l'Oural, mais jusqu'au Pacifique? Culturellement et politiquement l'Europe se prolonge en Asie jusqu'à toucher à la Chine. Il est troublant de constater que sans la conquête de la Sibérie par les tsars, la Chine serait peut-être à la porte de l'Europe, et nous ferait – déjà – peur? Le sort de la Sibérie ne peut donc pas nous laisser indifférents.

### 3.3 Le rôle historique du chemin de fer transsibérien

Aujourd'hui encore la Sibérie serait difficile d'accès sans son chemin de fer mondialement connu, le transsibérien.

L'histoire de sa construction est instructive.

Dans les années 1860 les Etats-Unis achèvent la jonction par rail entre leur côte atlantique et leur côte pacifique (quelque 5.000 km). Le Canadian Pacific suivra peu après. La Russie est en retard. Vers 1883 le tsar Alexandre III lance l'idée d'un chemin de fer transsibérien, de Moscou jusqu'à Vladivostok. Ce projet répond à une nécessité économique, mais aussi militaire, car la frontière orientale de l'empire est menacée. Cela deviendra patent en 1905, lors de la guerre contre le Japon, que la Russie perdra en partie pour des raisons de transport.

Un chemin de fer à travers la Sibérie est une entreprise bien plus ardue qu'à travers les Etats-Unis, non seulement parce que la distance à couvrir est double, mais surtout à cause des obstacles du terrain: il s'agit de traverser des forêts vierges baignant dans des marécages, des cours d'eau à n'en plus finir, le lac Baïkal, puis des collines, un sol gelé la majeure partie de l'année, tout cela dans des conditions climatiques extrêmes.

Mais dès 1893 les travaux commencent, et ils seront achevés en un temps record d'environ dix ans.

Quel est le tracé de cette ligne?

Distinguons trois tronçons: l'ouest, le centre et l'est.

Dans sa partie occidentale, au départ de Moscou, la densité démographique a imposé plusieurs parcours qui se rejoignent à Omsk.

La partie centrale, de Omsk à Oulan Oudé près de la frontière mongole, est unique.

A l'est du lac Baïkal les choses se compliquent pour des raisons à la fois géographiques et politiques.

On peut distinguer 4 phases de construction.

1. *La transmandchourienne* – La première jonction entre Moscou et Vladivostok, inaugurée en 1903, passait à travers la Mandchourie chinoise. On assurait ainsi une liaison avec Pékin et le chemin vers Vladivostok était écourté de 700 km par rapport à une ligne qui ne quitterait pas le territoire russe. A l'époque cette solution s'expliquait par la faiblesse de la Chine qui, en 1895, avait perdu une guerre contre le Japon; la Russie se trouvait dans une situation de force. Mais dès 1905 la guerre russo-japonaise se solda par une défaite russe; dès lors, la perspective d'une occupation japonaise de la Mandchourie rendait impérieuse une jonction purement russe avec Vladivostok.

2. *La voie de l'Amour* – Il fallut attendre 1916 pour voir l'achèvement de la voie dite de l'Amour, ainsi appelée parce qu'elle suit la rivière Amour formant frontière avec la Chine, et aboutit à Chabarovsk, puis fait un angle droit vers le sud pour suivre un autre cours d'eau frontalier, l'Oussouri. Cette voie n'est pas seulement plus longue, mais sa réalisation s'était heurtée à des obstacles géographiques, notamment le permafrost.

3. *La transmongolienne* – Au lendemain de la proclamation de la République populaire de Chine en 1949 et de la lune de miel russo-chinoise qui s'ensuivit, on décida de construire une jonction à travers la Mongolie (alors Etat satellite de l'URSS); cette liaison, achevée en 1955, constitue le chemin le plus court pour se rendre à Pékin. La transmongolienne est devenue une liaison internationale importante qui a supplanté la transmandchourienne, laquelle n'a plus qu'un caractère local.

4. *Le BAM* – Restait un problème qui a empêché les dirigeants russes de dormir, à commencer par Staline. La voie classique vers Vladivostok qui suivait la frontière chinoise posait un grave problème militaire. Qu'arriverait-il en cas de conflit avec la Chine? La ligne serait coupée! Que faire? C'était un problème sans solution. Car plus au nord on tombait dans la région du sol gelé, et aux obstacles topologiques quasi insurmontables. Le travail fut néanmoins entrepris par le gouvernement soviétique et achevé à un prix effroyable en argent et en hommes: il fallut bâtir 2000 ponts, percer d'innombrables tunnels dont un de 15 kilomètres, faire face à des inondations et à des éboulements de terrains. C'est le fameux BAM, ce qui signifie Baïkal – Amour – Magistrale, qui débute à Tajset, avant Irkoutsk, passe au nord du lac Baïkal, et







*Palais du président de la république du Tatarstan*

rejoint la rivière Amour. Il fallut avoir recours à des prisonniers politiques et à des forçats. Ce travail d'Hercule lancé par Staline en 1937 ne fut achevé qu'en 1991.

### *3.4 4<sup>e</sup> et dernière impression: La Sibérie est vulnérable*

Elle l'est à quatre points de vue: quant à sa structure politique, à sa démographie, à son milieu naturel, et enfin quant aux relations avec la Chine.

#### *1<sup>o</sup> L'enjeu politique: Maintien de l'unité ou fragmentation?*

Nous avons vu comment l'URSS avait imposé en 1991, se fragmentant en 15 républiques.

Se posait même la question si la Russie elle-même serait capable de résister à cet ouragan balayant tout sur son passage?

Le nouvel Etat russe est une **fédération** composée de 89 entités appelées «sujets de la fédération», et ayant des appellations et des statuts divers; il y a 21 républiques, 6 territoires (krai), 21 régions (oblast), 10 districts autonomes, 2 villes à statut fédéral. Ces sujets exercent des pressions pour obtenir plus d'indépendance politique et financière. Dans les années 1990 les choses se présentaient fort mal. Le nouvel et impétueux président de la fédération, Boris Eltsine, avait lâché une phrase imprudente: «Prenez autant de souveraineté que vous pouvez en absorber.» La république du Tatarstan, à demi musulmane, sauta sur

l'aubaine et se déclara indépendante, et même sujet de droit international – très mauvaise nouvelle, car les Tatars sont les descendants des Mongols qui asservirent la Russie du 13<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> siècle. La Tchétchénie sunnite revendiqua l'indépendance. Les provinces riches en matières premières réclamèrent une part grandissante du gâteau; pour gagner des élections des politiciens locaux se dressèrent contre Moscou... bref, tout semblait aller à la dérive.

Il fallait réagir.

En Tchétchénie, le pouvoir central se résolut à faire la guerre pour éviter une extension de l'incendie.

Ailleurs on recourut à des solutions pragmatiques, dont l'exemple extrême et contradictoire est celui du Tatarstan qui prétend être à la fois indépendant et lié à la fédération de Russie. A Kazan, capitale de cette république autonome, on contemple, ahuri, le majestueux palais du président de la république avec des inscriptions en langues tatare et russe mises sur un pied d'égalité, et, à côté du palais, la plus grande mosquée de Russie.

Comment se présente la question en Sibérie?

On trouve dans ce pays des diamants et de l'or, du nickel et d'autres métaux, du pétrole et du gaz, du charbon et tout ce que vous voulez. Les dirigeants de ces régions sont tentés de penser: «Et si tout cet argent était à nous? On serait riches!» En d'autres mots: il y a des vellétés d'indépendance. Celles-ci sont renforcées si les résidents ne se sentent pas russes dans l'âme, mais appartiennent à une ethnie différente. C'est le cas p.ex. en Iakoutie, composée à moitié de Iakoutes, qui sont d'origine mongole. Mais l'indépendance n'est pas dans l'intérêt des provinces. Elle les livrerait aux convoitises des grandes puissances – Etats-Unis, Chine, Japon, Inde – et, en cas de conflit armé, les laisserait sans défense.

Alors, comment sortir de ce guêpier?

Il y a 3 voies.

Premièrement, renforcer la présence russe. C'est une question de démographie et de volonté politique.

En second lieu, veiller à un partage équitable des ressources entre la métropole et les provinces.

Enfin, renforcer le contrôle politique de la métropole. A cet effet, M. Poutine a coiffé l'organisation administrative de la Fédération par 7 districts fédéraux, sortes de super préfets relevant du Kremlin. D'autre part, les gouverneurs sont désormais nommés par Moscou, mettant ainsi

fin aux pressions centrifuges des élections provinciales... cette entorse faite à la démocratie est le prix à payer pour sauver l'unité du pays.

Voilà pour l'aspect politique de la cohésion. Mais la démographie fait peser sur l'avenir de la Fédération de Russie un danger plus grave.

## 2° Démographie et dépeuplement

Du temps de l'Union soviétique, le peuplement de la Sibérie était assuré par deux moyens: le travail forcé et les incitations financières; à travail égal on y gagnait jusqu'à 4 fois ce qu'on obtenait en Europe. Ces deux politiques ont disparu. Si l'on veut éviter un dépeuplement de la Sibérie, on devrait pourtant se résoudre à rétablir les salaires différentiels, ce qui ne pourra se faire que grâce à des subventions de Moscou, elles-mêmes tributaires d'une croissance économique. Car qui voudra endurer les rigueurs du climat et de l'éloignement si l'on n'y est pas mieux payé?

A ces difficultés s'ajoute encore la situation déplorable de la démographie russe. La Russie est à peu près le seul pays au monde où l'espérance de vie à la naissance régresse. Depuis le milieu des années 1960 elle est passée de 65 ans pour les hommes à 59 ans aujourd'hui, soit moins que chez nous en 1945; pour les femmes la diminution est moins importante, de 74 à 72 ans, mais n'en existe pas moins. Cette évolution tient à la dégradation des conditions sanitaires sous l'URSS; en plus, chez les hommes à un alcoolisme extrêmement fréquent qui, d'après des articles parus dans «Population et société», provoquerait, directement ou indirectement, près d'un tiers des décès.

Et puis il y a la baisse rapide de la fécondité depuis la fin des années 1980: de 2,23 enfants par femme en 1987 à 1,3 enfant en 2002.

Où cela mène-t-il?

Selon le scénario central des projections démographiques de l'ONU, la population de la Russie baisserait de 145 millions d'habitants en 2002 jusqu'à quelque 112 millions en l'an 2050.

En Sibérie, l'émigration ajoute encore au problème. «Dans de nombreuses régions du grand Nord, où la rigueur des conditions de vie et l'absence de perspectives ne sont plus aujourd'hui compensées par des avantages financiers ou des incitations comme c'était le cas en Union soviétique, on ne compte plus les zones d'habitations désertées et les immeubles vides aux trois quarts de leurs habitants.»<sup>3</sup>

<sup>3</sup> INED p. 2

Ainsi la région de Magadan dans le nord est de la Sibérie a perdu la moitié de sa population depuis 1989.

En d'autres mots, la situation démographique est de nature à alimenter le pessimisme. Dans un discours de mai 2006 M. Poutine a relevé que le déclin démographique constituait une menace majeure pour la nation russe.

## 3° Economie et environnement – Une nature vulnérable

La Sibérie est une île aux trésors. Son sous-sol, dit-on, contient tous les éléments du tableau de Mendeleïev, promettant à la Russie un avenir cousu d'or. Ces richesses ne sont encore que très partiellement exploitées, pour trois raisons.

D'abord, à cause des distances, du terrain et du climat.

Ensuite pour des raisons démographiques; on manque de gens.

Enfin, pour des raisons écologiques. La nature, dans le Grand Nord, est vulnérable, car le permafrost empêche les végétaux de s'enraciner profondément. N'oublions pas non plus que la taïga sibérienne est la forêt la plus étendue du monde, supérieure même à l'Amazonie, et qu'elle reste un poumon de la planète.

Qu'il suffise de donner quelques exemples de problèmes. La Iakoutie exploite les deux minéraux les plus propres du monde: l'or et les diamants. Et quand même, dit-on, ces travaux causent de graves dégâts, parce qu'il faut remuer des quantités énormes de terre pour obtenir quelques grains de substances précieuses.

Dans le bassin inférieur du Léniisséi se trouve le plus grand gisement de nickel du monde, à Norilsk, exploitation qu'on accuse de crimes contre l'environnement. Le bassin septentrional de l'Ob est riche de pétrole et de gaz: mêmes problèmes. La Kolyma, dans le Grand Nord de l'Extrême orient russe, est tristement célèbre pour ses mines de charbon où d'innombrables êtres humains ont laissé vie ou santé.

Il n'y a que la Lena qui soit restée vierge d'industrie et de pollution; aujourd'hui encore, on en boit l'eau!

Ce qui conduit à poser une question insolente. Ne serait-il pas préférable de renoncer au développement d'une partie de la Sibérie, et d'en ériger une substantielle fraction en parc naturel de l'humanité?

## 4° Existe-t-il un danger chinois?

Vu sa situation démographique, la question se pose si, à long terme, la Russie a les moyens de conserver l'immense et lointaine Sibérie?

Sur la frontière russo-chinoise la disparité est flagrante: d'un côté 5 millions de Russes, en face plus de 100 millions de Chinois. Les Russes tendent à quitter la région, les Chinois ne demandent qu'à s'y établir. Pour la Chine, la Sibérie est proche, vue de Moscou elle est lointaine.

La Chine a d'ailleurs quelques arrière-pensées dans la région: elle garde en réserve son fameux argument des «traités inégaux» (comme si tous les traités devaient être conclus entre partenaires égaux!). Ces traités signés en 1858 et 1860 obligèrent la Chine à reconnaître la souveraineté russe sur les territoires situés au sud et à l'est de l'Amour<sup>4</sup>. Dans les années 1960 il y eut quelques coups de feu sur l'Oussouri entre les deux grandes puissances communistes. Le jour où elle l'estimera opportun, la Chine pourrait élever des prétentions sur le Kamtchatka, Sakhaline, les Kouriles, Vladivostok etc.

Alors, y aura-t-il une guerre entre la Russie et la Chine? Rien ne semble plus invraisemblable, à contempler la lune de miel actuelle. Les deux pays organisent même des manœuvres navales conjointes – on se demande contre qui? Tout cela est évidemment le produit de la politique inamicale des Etats-Unis qui oblige pour ainsi dire la Russie à se rapprocher de la Chine. A long terme, il est toutefois évident que les deux pays sont condamnés à s'opposer. Ce serait un jour la guerre s'il n'y avait pas les armes nucléaires des deux côtés. Nous ne vivons plus à l'époque de Mao Tse Toung qui professait que la Chine survivrait à un conflit lui coûtant quelques centaines de millions de morts, alors que les autres pays disparaîtraient de la carte. Heureusement que les successeurs de Mao sont plus nuancés.

Que nous réserve donc l'avenir lointain?

De Gaulle, que l'on ne saurait suspecter d'un préjugé défavorable à l'égard de la Russie, avait à ce sujet une certaine idée. Dans un récent ouvrage sur de «Gaulle et la Russie», il est fait état d'une conversation avec Cyrus Sulzberger à qui le général aurait dit:

«La véritable Russie s'arrête à l'Oural. Tout le reste se compose de colonies colonisées par les Russes. Et il est probable, presque certain qu'à l'avenir tout reviendra à la Chine. Les Russes le savent comme les Chinois.... L'opposition entre la Russie et la Chine a des origines nationales.»<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Carrère op. cit.

<sup>5</sup> de Gaulle et la Russie p. 193

## Conclusion

Si la Russie a l'ambition de conserver ses possessions asiatiques, ce ne peut-être, semble-t-il, qu'à certaines conditions, et qui sont les suivantes:

1. A l'échelle de la Russie, la *démographie* est un problème majeur, comme M. Poutine l'a reconnu dans son discours de mai 2006. Il s'agira donc d'établir un programme de redressement démographique comportant deux volets: l'encouragement de la fécondité, et, d'autre part, la lutte contre la mortalité, les accidents, l'alcoolisme. Tout cela passe par un investissement massif dans la santé, à financer par les revenus du pétrole.

2. A l'échelle de la Sibérie, il s'agit d'inverser le *courant migratoire*. Il est évident que, si l'on ne gagne pas plus en Sibérie qu'ailleurs, les gens préféreront s'établir sous des cieux plus cléments. Il faudra donc, comme à l'époque soviétique, leur offrir des incitations financières assez puissantes pour qu'ils consentent à rester sur place, voire à y venir. Peut-être qu'ici encore, les revenus du pétrole fourniront l'appoint nécessaire. Un appel à la fierté nationale russe sera également utile.

3. Reste une question de pure *arithmétique*. Car à supposer même que les politiques esquissées réussissent, il n'y aura jamais assez de Russes pour la Sibérie. Il faudra donc trouver les moyens d'associer la main d'œuvre d'autres pays – Chine, Corée, Japon, Inde – à la mise en valeur de la Sibérie. Mieux vaudra les appeler que de les voir arriver sans être invités. Cela suppose un ensemble de mesures d'accueil, de traités internationaux, d'encadrement juridique...

Il n'est pas trop tôt pour s'y atteler.

## BIBLIOGRAPHIE

- BENAROYA François: L'économie de la Russie  
Collection Repères La Découverte Paris 2006
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène: L'Empire d'Asie. Une histoire de  
l'Empire russe de 1552 à nos jours  
Fayard 2005
- CNRS Histoire: De Gaulle et la Russie Sous la direction de Maurice  
Vaïsse  
CNRS Editions Paris 2006
- INED: Après 15 ans de transition, la population de la Russie toujours  
dans la tourmente  
Population et Sociétés N° 420 Février 2006
- KYONG WOOK SHIM: La Russie d'Orient à la dérive  
L'Harmattan 2002
- MEDVEDEV Sergei: Russia's futures. Implications for the EU, the  
North and the Baltic region  
Institut für europäische Politik Berlin 2000
- SCHRÖDER Gerhard: Entscheidungen. Mein Leben in der Politik –  
Kap. 9 Russland, der Global Player  
Hoffmann und Campe 2006
- SOKOLOFF Georges: Métamorphose de la Russie 1984 – 2004  
Fayard 2003

## DISCUSSION

**M. Edouard Roubenovitch Malayan**, ambassadeur de Russie à Luxembourg

## Observations de M. l'ambassadeur de Russie

La présentation de M. Georges Als sur le thème « Impressions de Sibérie. Quelques réflexions à la suite de deux voyages » constitue une recherche objective et précise, basée sur les résultats de ses visites en Russie. On ne peut qu'admirer la précision de ses remarques, la largeur et la profondeur de son regard, qui n'a pas laissé de côté différents aspects du plan politique, géographique, ethnographique et simplement touristique.

Tout d'abord, je voudrais bien souligner que cette étude est composée comme un essai classique, qui est intéressant à écouter et il est curieux de suivre son contenu, grâce à sa présentation originale visuelle, ainsi qu'à son humour et à ses particularités linguistiques.

On peut être d'**accord avec beaucoup de conclusions** de l'auteur, d'autant plus qu'elles sont clairement comprises non seulement dans la conscience publique du pays, mais aussi déterminées par le Président V.V. Poutine en tant que projets nationaux principaux, exigeant une attention spéciale et un financement séparé. Il s'agit des problèmes du développement de la Sibérie et de l'Extrême Orient, de la démographie, de la migration, de l'emploi, de la santé publique, de l'immigration illégale etc.

Dans le but de consolider l'unité d'un vaste espace de la Russie le Président V.V. Poutine a pris les mesures d'affermir la verticale du pouvoir, ce qui n'était pas toujours bien compris dans certains pays de l'Europe de l'Ouest.

A cet égard je voudrais attirer votre attention sur le fait, que d'habitude en principe certains événements dans mon pays ne sont pas évalués en Europe d'une façon adéquate; on ne tient pas compte du fait que **le procès de réformes continue**, que nous mêmes comprenons bien nos fautes et ce qu'il faut faire encore, qu'on a besoin encore de dizaines d'années et du changement des générations pour surmonter l'héritage de la période 1917-1991. Même beaucoup de décisions, adoptées au commencement des années 1990, laissent à désirer et demandent une reconsidération.

Il ne faut pas nous juger sur la base d'un « double standard », il faut entreprendre les efforts pour essayer de comprendre les raisons et la genèse de nos actions d'aujourd'hui. L'Europe a besoin de la Russie,

aussi bien que nous aspirons à prendre notre place dans l'espace paneuropéen.

Je crois qu'il est nécessaire de préciser certains moments abordés dans le discours:

- la plupart des problèmes avec les services médicaux et la sécurité sociale s'expliquent par le fait que les anciennes structures se sont effondrées, et que les nouvelles viennent d'être créées ou relancées;
- la présence des symboles soviétiques et des éléments de l'idéologie communiste, tels que les monuments à Lénine etc., s'explique non seulement parce que c'est une partie de notre histoire et environ 20% des électeurs votent toujours pour le PC, mais aussi par le fait que la brusque déformation de la mentalité, en plus du stress, à travers lesquels notre population a dû passer après la chute de l'URSS, n'ont pas justifié les prévisions;
- on ne doute pas du fait de la renaissance de la spiritualité, de la croissance de l'intérêt pour la religion, on peut même dire que nous sommes témoins d'une sorte de revitalisation religieuse;
- l'économie se détermine par les lois du marché, et les racines des décisions des problèmes économiques doivent être recherchées dans ce domaine;
- il ne faut pas politiser les problèmes économiques. Même pendant les jours de soi-disant «crises» avec l'Ukraine et la Biélorussie, qui étaient provoquées par le transfert vers les relations de marché, la Russie n'a pas arrêté - même pas pour une journée - le supplément des ressources d'énergie. Il faut maintenir un dialogue avec l'Union Européenne, pour lequel nous sommes prêts.

Une **Europe** stable, prospère et unie répond à nos intérêts. Nous considérons l'intégration européenne comme un processus logique faisant partie intégrante de l'émergence d'un ordre mondial multipolaire.

Je voudrais souligner que le renforcement des liens dans plusieurs domaines avec l'UE est un choix de principe pour la Russie. Il est vrai que, dans l'avenir proche, nous ne nous apprêtons pas à adhérer à l'Union ni à entrer dans une sorte d'association avec elle. Partant d'une approche réaliste, la Russie a l'intention de fonder ses relations avec l'UE sur des principes conventionnels et de partenariat stratégique.

Evidemment, les intérêts de la Russie et de l'UE ne peuvent pas toujours être complètement identiques. La concurrence, c'est le revers de la coopération et une partie prenante du processus de la mondialisation. Mais, en même temps, il ne faut pas chercher des intentions politi-

ques derrière une dynamique économique «pure», ni coller des étiquettes idéologiques, empruntées à l'arsenal de la guerre froide, sur des actions légitimes et bien compréhensibles visant à protéger les intérêts nationaux.

Nous sommes prêts à régler les désaccords éventuels par la voie d'un dialogue ouvert et du compromis, sur la base de principes communs. Et, enfin, la Russie et l'Union Européenne ont beaucoup plus en commun qu'on ne le croit parfois. La création de nouvelles lignes de partage en Europe ne répond pas à l'esprit de notre époque.

**M. Jean Hostert**, ancien ambassadeur du Luxembourg en Russie

Mes impressions de Russie remontent à une bonne douzaine d'années et les choses ont peut-être bien changé depuis. Toujours est-il que les visiteurs occidentaux arrivaient souvent avec des idées toutes faites. Ils répétaient par exemple que l'Europe s'étend de l'Atlantique à l'Oural et imaginaient que ce dernier était une chaîne de hautes montagnes. Or il n'en est rien. Ce que j'ai vu de l'Oural ressemble plutôt à des collines. Les paysages, la population de la Sibérie occidentale ne sont pas très différents de ceux de la Russie. L'Oural n'est donc pas vraiment une frontière. En outre les Russes ethniques forment la majorité de la population de la Sibérie. Au cours des voyages que j'y ai faits j'ai eu des entretiens avec les autorités locales, par exemple à Krasnoïarsk, au centre géographique du pays, à plus de quatre mille kilomètres de Moscou ou de Vladivostok. Je leur posai l'une de mes questions habituelles: «Vous sentez-vous Asiatiques ou Européens?» Après un moment de perplexité vint la réponse: «Nous sommes Russes.» J'insistai: «Et en tant que Russes de Sibérie vous êtes quoi?» Après une pause de réflexion: «Nous sommes Européens.» Voilà donc le grand mot lâché: des gens qui se sentent Européens, à quatre mille kilomètres à l'est de l'Oural!

Si une large partie de l'opinion publique européenne critique ouvertement les mœurs politiques et les pratiques administratives de la Russie qui se remet difficilement des séquelles du communisme, cette dernière nous est néanmoins proche par son histoire, sa culture, son appartenance à l'orthodoxie, la race slave de sa population - plus que certains Etats candidats à l'adhésion à l'Union Européenne. Et qui ne rêve pas à la seule idée d'une Europe de l'Atlantique au Pacifique, à la frontière chinoise...

**M. Marc Martin**, docteur ès sciences politiques

- Compte tenu du constat actuel d'un réchauffement climatique terrestre et à condition que cette tendance climatique ne s'arrête ou ne s'inverse, la calotte glaciaire du Pôle Nord va rétrécir ce qui aura entre

autres les deux conséquences suivantes, à savoir:

- Les voies de navigation à travers le « Passage Nord-Est » (c.-à-d. Mer de Norvège, Mer de Barents, Mer de Kara, Mer de Laptev, Mer de Sibérie Orientale, Mer des Tchouktches et Détroit de Béring) et le « Passage Nord-Ouest » seront libres de glaces pendant une période annuelle plus longue qu'à présent (c.-à-d. actuellement: l'été polaire) ou seront même libres de glace pendant toute l'année.
- Cette perspective climatique permettrait de raccourcir le trajet et la durée des transports maritimes d'Europe et de la côte nord-est d'Amérique vers l'Asie orientale, notamment pour les navires d'un tonnage trop important pour passer le Détroit de Panama ou le Canal de Suez. Une conséquence du changement climatique dont profiterait la navigation mondiale.
- Quant à la perspective de faciliter et d'augmenter le trafic maritime à travers le Passage Nord-Est, elle permettrait à la Fédération de Russie de développer l'activité portuaire, et donc économique, le long de sa côte nord.
- A condition que le réchauffement climatique soit suffisant pour permettre à la navigation fluviale en Sibérie de disposer de fleuves navigables (c.-à-d. complètement dégagés de glace pendant une période de l'année économiquement significative) de leurs sources au sud de la Sibérie jusqu'à leurs débouchés dans l'Océan Arctique, les voies de transport et le développement économique actuels de la Sibérie, dominés à présent par un développement le long d'un axe est-ouest (c.-à-d. surtout les voies ferroviaires du « Transsibérien »), se verront doublées par un réseau de transport sur un axe nord-sud sur fleuves sibériens, relié aux voies de navigation de haute mer du Passage Nord-Est.
- De façon générale on peut constater que le réchauffement climatique n'a pas que des effets négatifs, comme le démontrent les réflexions ci-dessus.

Séance du 11 décembre 2006

## LES COMITÉS D'ÉTHIQUE

*Ce qu'ils sont, comment ils sont nés, comment ils fonctionnent  
et à quoi ils servent*

par  
Jean-Paul Harpes

Né en 1934 à Luxembourg. Etudes de philosophie et de lettres anciennes à Paris. 1950: professeur à l'Athénée de Luxembourg. 1953: chargé d'études, puis professeur, administrateur de département et vice-président au Centre Universitaire. 1995: coordinateur, puis président de la Commission Nationale Consultative d'Éthique (CNE). A publié des articles, recueils et Actes de colloques en philosophie et bioéthique.



*La contribution évoque la genèse et les fonctions des comités d'éthique, qui jouent un rôle non négligeable dans le paysage sanitaire contemporain. Ils furent mis en place, dans un contexte dramatique, à la suite de scandales qui concernaient, aux Etats-Unis, l'expérimentation sur l'homme. Par la suite, ils eurent pour objet de mener une réflexion systématique sur un ensemble de problèmes délicats soulevés par les progrès des sciences biomédicales. En raison de la complexité des questions abordées, les travaux doivent être multidisciplinaires et menés dans un esprit de pluralisme. Ces exigences ont une incidence sur la composition des commissions et surtout sur la nature de leurs débats. In fine quelques critiques formulées à l'égard du travail et de l'utilité des comités d'éthique.*

## SOMMAIRE

1. Partie introductive .....	3
1.1. Les différents types de comités d'éthique. Leur fonction .....	3
1.2. Les défis auxquels répondait la mise en place des différents types de comités. Un bref historique de leur création successive .....	7
1.3. En guise de bilan très provisoire. Quelques remarques comparatives et récapitulatives sur les fonctions respectives des différents types de comités d'éthique .....	11
2. Limitation de l'enquête à un cas significatif. Le statut, la composition, la mission et le fonctionnement des commissions nationales consultatives d'éthique .....	12
2.1. Le statut, la composition et la mission des commissions d'éthique consultatives nationales .....	12
2.1.1. Le statut des commissions .....	12
2.1.2. La composition des commissions .....	13
2.1.3. Leur mission .....	13
2.2. Le fonctionnement .....	14
2.3. Quelques exigences auxquelles doit satisfaire l'élaboration des avis et recommandations. Deux défis majeurs auxquels doivent faire face les commissions .....	15
2.3.1. La pluridisciplinarité .....	15
2.3.2. Le pluralisme .....	16
2.3.3. Une remarque complémentaire. La pertinence d'un débat ouvert, ouvert notamment à la révision .....	17
3. Interrogations .....	18
3.1. Faut-il mettre en doute l'indépendance des commissions?	18
3.2. L'évocation d'une éventuelle incompatibilité entre le recours à l'expertise de commissions émettant des avis en matière d'éthique et l'autonomie morale des citoyens .....	18
Bibliographie .....	23

## LES COMITÉS D'ÉTHIQUE

## 1. Partie introductive

1.1. *Les différents types de comités d'éthique. Leur fonction*

Il ne sera, bien entendu, question ici que des comités d'éthique qui opèrent dans le domaine des sciences de la santé et de la vie. Il existe, en fait, des comités d'éthique dans bien d'autres secteurs, dans celui des sports notamment ou dans certains secteurs de l'économie. Il va de soi qu'ils ne nous concernent pas ici.

Dans le domaine qui nous intéresse ici, en fonction de contextes variables, différents types de comités d'éthique exerçant des fonctions distinctes furent progressivement mis en place. Certains d'entre eux travaillent à un niveau national, régional ou local. D'autres ont une vocation internationale.

Il sera utile de commencer par délimiter, très brièvement, les fonctions de ces différents types d'organismes.

1.1.1. Au niveau national, la plupart des pays disposent aujourd'hui de *commissions consultatives d'éthique*. Leur fonction consiste, *notamment*, à conseiller leurs gouvernements respectifs, dans une optique éthique et juridique, à l'égard de questions délicates, souvent inédites, soulevées par les avancées de la recherche biologique, biotechnologique

et médicale<sup>1/2</sup>. A cet effet, elles émettent des avis d'une portée générale. Communément du moins, elles ont, aussi, la mission d'informer de sensibiliser et de former le public. Elles ont, par ailleurs, la mission plus fondamentale d'entrer en dialogue, systématiquement, avec la société civile au sujet des questions sur lesquelles elles sont en train d'élaborer des avis et, par delà ces questions, au sujet de l'ensemble des problèmes bioéthiques majeurs.

La fonction du comité national consultatif est assumée, dans certains cas, par une instance qui n'a pas de statut national. En Grande Bretagne, par exemple, elle l'est par le *Nuffield Council of Ethics*,

<sup>1</sup> Dans l'article « Comités d'éthique », (figurant dans Gilbert Hottois et Jean-Noël Missa, *Nouvelle encyclopédie de bioéthique*, Bruxelles, De Boeck Université, 2001), Marie-Hélène Parizeau présente ainsi ces comités: « Le comité d'éthique national pourrait être défini comme un lieu de discussion éthique sur des sujets précis de bioéthique ou d'éthique médicale, se présentant sous la forme d'une structure administrative soit ad hoc ... soit permanente comme le Comité Consultatif Nationale d'éthique français ... » (page 191).

Cette définition suppose une délimitation de l'objet de la bioéthique. Dans l'ouvrage que nous venons de citer (Article « Bioéthique », figurant aux pages 124 et suivantes) Gilbert Hottois en propose celle-ci: « Le mot » bioéthique « désigne un ensemble de recherches, de discours et de pratiques, généralement pluridisciplinaires, ayant pour objet de clarifier ou de résoudre des questions à portée éthique suscitées par l'avancement et l'application des technosciences biomédicales » (Nous expliquerons ces notions plus loin).

<sup>2</sup> En fait, tout comme la définition de la bioéthique proposée par Gilbert Hottois, la délimitation de l'objet des Commissions nationales consultatives que je viens de proposer est bien trop restrictive. D'une part, les classiques questions d'éthique médicale, couvertes par la déontologie médicale, font partie des préoccupations des commissions nationales consultatives d'éthique. Elles ne sont pas étrangères à la bioéthique. D'autre part, dès ses origines, la bioéthique, tout comme d'ailleurs les commissions d'éthique, s'intéressent – par delà les questions éthiques soulevées par les avancées de la médecine, de la biologie et des biotechnologies – à l'ensemble des questions éthiques concernant la vie animale aussi bien qu'humaine (les expériences portant sur des animaux par exemple) ou concernant l'environnement humain (la détérioration de ce dernier, l'incidence sur la vie humaine de cette détérioration; et plus généralement: l'homme en tant qu'il est situé dans son contexte environnemental). Plus récemment les commissions consultatives d'éthique de certains pays en voie de développement, notamment les commissions de certains pays d'Amérique latine, mais aussi d'Asie et d'Afrique, insistent sur la portée bioéthique de certaines questions socio-éthiques telles que l'accès de tous les êtres humains à des soins de santé satisfaisants, à une eau propre, à une nourriture adéquate, à des conditions dignes de logement. Au sein de l'UNESCO, lors de la préparation d'une Déclaration universelle, il y a un an, un débat souvent virulent entre certains représentants de ces pays d'une part et certains délégués de pays européens ou provenant des Etats-Unis d'autre part portaient sur la question de savoir si ces problèmes appartenaient vraiment au domaine (ou encore au domaine central) de la bioéthique.

Je suis d'avis qu'elles n'y appartiennent pas encore vraiment, aujourd'hui, dans la conscience commune, mais qu'une extension du champ sémantique du terme « bioéthique » est en train de se préparer.

financé partiellement par la Nuffield Foundation, mais bénéficiant aussi de sources budgétaires publiques (*Medical Research Council*).

1.1.2. La plupart des pays disposent par ailleurs de *comités d'éthique de la recherche*. Dans un certain nombre de pays, la fonction du comité consultatif national et celle du comité (national) d'éthique de la recherche ne sont toutefois pas différenciées. Un seul et même comité exerce les deux fonctions. Dans la plupart des pays cependant, les comités d'éthique de la recherche sont distincts des comités consultatifs et sont régionaux. En raison du caractère limité de son territoire, le Luxembourg dispose d'un seul comité de recherche doté d'une vocation nationale.

La mission des *comités d'éthique de la recherche* (appelés « Institutional review boards » aux Etats-Unis<sup>3</sup>) consiste à évaluer des protocoles de recherche et cela dans une optique à la fois éthique et technique<sup>4</sup>.

1.1.3. Au niveau régional ou local, il existe par ailleurs des comités d'éthique dépendant d'un hôpital, d'une université ou, éventuellement d'une association médicale. Les *comités d'éthique hospitaliers ou cliniques* ont pour mission « une meilleure prise en compte de la dimension éthique de la pratique soignante: (la) prise de conscience de la dimension éthique de tout acte clinique, (l')aide à la décision clinique, notamment dans les cas complexes, (l')amélioration de la qualité morale des décisions, (l')amélioration des comportements des soignants »<sup>5</sup>. Dans un article d'encyclopédie consacré par Marie-Hélène Parizeau aux comités d'éthique, celle-ci ajoute à ces indications l'élaboration de lignes directrices pour l'hôpital et la sensibilisation du personnel<sup>6</sup>.

1.1.4. En plus des comités nationaux et régionaux, des *comités d'éthique internationaux* furent mis en place avec la fonction, notamment, d'élaborer des instruments normatifs transnationaux ou universels<sup>7</sup>. J'insisterai un instant sur ces comités parce que je n'y reviendrai plus guère dans la suite de mon exposé.

<sup>3</sup> A l'égard des différents types de comités d'éthique et de leurs fonctions, voir Marie-Hélène Parizeau, « Comité d'éthique / Ethics committee » dans Gilbert Hottois et Jean-Noël Missa, *Nouvelle encyclopédie de bioéthique*, De Boeck Université, Bruxelles, 2001, pages 191 et suivantes.

<sup>4</sup> Nous fournirons plus d'indications dans les sections 1.2. et 1.3.

<sup>5</sup> Guy Durand, *Introduction générale à la bioéthique*, (1999) Montréal, Fides Cerf, page 494.

<sup>6</sup> Voir Marie-Hélène Parizeau, article déjà cité.

<sup>7</sup> Voir toutefois 1.2.4.3.



1.1.4.1. Le *Comité Directeur pour la Bioéthique (le CDBI)* est « l'instance créée par le Conseil de l'Europe en 1992<sup>8</sup> pour étudier les problèmes de bioéthique et, si possible, les résoudre en élaborant des normes juridiques européennes communes telles celles énoncées par la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine » (dite Convention d'Oviedo). Cette convention couvre, indiquons le en passant, un nombre impressionnant de questions de bioéthique qui s'étendent du consentement libre et éclairé à la liberté de la recherche, à la recherche sur l'être humain, à la protection des personnes qui se soumettent à un protocole de recherche, au clonage et à la production d'embryons en vue de la recherche, aux tests génétiques prédictifs, aux interventions sur le génome humain<sup>9</sup>.

1.1.4.2. Le *Comité International de Bioéthique (CIB)* mis en place par l'UNESCO en 1993 (c'est-à-dire la même année que le CDBI) « est », pour sa part « l'instance internationale chargée d'analyser des aspects éthiques et juridiques des recherches en biologie et en génétique ainsi que de leurs applications »<sup>10</sup>. Il a, à son tour, la vocation de préparer l'élaboration d'instruments normatifs internationaux qui, dans le contexte de l'UNESCO, ont une vocation universelle.

1.1.4.3. Le *Groupe Européen pour l'Ethique dans les Sciences et les Nouvelles Technologies auprès de la Commission Européenne (EGE)* est le Comité d'Ethique de l'Union Européenne. Il fut mis place en 1997<sup>11</sup>. Il a « pour mission d'examiner les questions éthiques liées aux Sciences et aux technologies et, sur base de son travail, de soumettre des avis à la Commission européenne dans le cadre de l'élaboration de législations ou de la mise en place de politiques communautaires »<sup>12</sup>. La mission de l'EGE est différente de celle du CDBI et de celle du CIB dans la mesure où le CGE n'élabore point, comme ces derniers, de documents normatifs internationaux (tels que des Déclarations et Conventions), mais conseille la Commission en vue de la préparation de textes législatifs communautaires. Il assume à l'égard de la Commission Européenne le rôle que les commissions nationales consultatives exer-

<sup>8</sup> Il succède à un comité ad hoc d'experts pour la bioéthique (CAHBI) mis en place en 1985.

<sup>9</sup> Voir Gilbert Hottois, « Comité Directeur pour la Bioéthique (CDBI) », *Nouvelle Encyclopédie de Bioéthique*, page 200.

<sup>10</sup> Georges B. Kutukdjian, article « Comité International des Bioéthique », figurant, à son tour, dans la *Nouvelle Encyclopédie de Bioéthique*, page 204.

<sup>11</sup> Succédant au GCEB (Groupe de conseillers pour la biotechnologie) créé en 1991.

<sup>12</sup> Voir site du EGE.

cent à l'égard de leurs gouvernements respectifs. En vue d'une discussion préalable des avis qu'il doit préparer, l'EGE organise, pour chacun de ces derniers, une table ronde publique, avant que le document ne soit adopté. Des représentants des Institutions de l'Union européenne, des experts dans les domaines concernés et notamment aussi des représentants des commissions nationales consultatives, sont invités à participer au débat<sup>13</sup>.

## 1.2. *Les défis auxquels répondait la mise en place des différents types de comités. Un bref historique de leur création successive*

1.2.1. Partons des *circonstances qui donnèrent lieu à la création des premiers comités d'éthique de la recherche*. En 1966, aux Etats-Unis, le docteur K. BEECHER publia un article dans lequel il répertoriait vingt deux expérimentations qu'il considérait comme étant contraires à l'éthique<sup>14</sup>. Au *Jewish Chronic Disease Hospital*, des cellules cancéreuses avaient été transplantées à vingt patients très âgés pour éprouver leur résistance immunologique au cancer. De manière comparable, à la *Willowbrook State School*, huit cents enfants retardés mentaux avaient été infectés avec le virus de l'hépatite B rien qu'en vue de mener sur eux des recherches.

L'article de BEECHER fut repris par les médias et provoqua une forte réaction d'indignation au sein du public<sup>15</sup>. L'année même de la parution de l'article, les autorités américaines créèrent les *Institutional review boards (IRB)*, c'est à dire des comités chargés de l'examen des conditions éthiques des recherches sur l'être humain<sup>16/17</sup>. Par la suite, des normes destinées à réglementer les pratiques médicales en matière d'expérimentation humaine, répondant au défi d'éviter tout traitement indigne à l'égard de certains malades et groupes de malades, furent

<sup>13</sup> Voir site du EGE.

<sup>14</sup> Henry K. BEECHER, « Ethics and Clinical research », *New England Journal of Medicine*, 274 (1966) 1354-1360. Voir aussi Guy DURAND, op. cit, page 47. Pour la partie historique, on pourra consulter Hubert DOUCET, *Au pays de la bioéthique. L'éthique biomédicale aux Etats-Unis*, Genève, Labor et Fides, 1996.

<sup>15</sup> Guy Durand, ibidem, page 47.

<sup>16</sup> ibidem.

<sup>17</sup> D'autres scandales n'en intervinrent pas moins aux Etats-Unis. En 1972 dans le cadre de la Tuskegee Syphilis Study, le développement *naturel* de la maladie fut observé chez près de quatre cents noirs d'un groupe témoin de soldats participant à une étude sur les effets d'autres médicaments et cela en vue de voir comment se développe la maladie et en vue de mettre au point un vaccin contre la syphilis.

progressivement mises en place par des organismes gouvernementaux américains tels que le *National Institute of Health (NIH)*<sup>18</sup>.

Le Canada suivit la même voie dès 1978. En novembre 1988, le CCNE (le Comité Consultatif National d'éthique français) publia un *Rapport sur les comités d'éthique locaux*. Il proposa de leur attribuer trois fonctions, dont celle d'évaluation de protocoles de recherche<sup>19</sup>. En Belgique, dès 1984, le Conseil national de l'ordre des médecins exigea que les protocoles de recherches impliquant des êtres humains soient soumis à un comité d'éthique. Au Luxembourg le Comité national d'éthique de la recherche fut créé en 1998.

1.2.2. *La mise en place des premiers comités d'éthique clinique* remonte à la même époque que celle des comités d'éthique de la recherche et répond parfois à des défis comparables. Très tôt il y eut dans certains hôpitaux américains et canadiens des comités ad hoc (des amorces de comités d'éthique cliniques) portant, entre autres choses, sur la stérilisation de personnes handicapées<sup>20</sup>. A la suite du cas Karen Ann QUINLAN (qui donnait lieu à la première bataille légale portant sur des technologies de maintien en vie, les parents de Karen ayant demandé et l'équipe médicale ayant refusé de faire débrancher leur fille qui se trouvait dans le coma depuis plusieurs mois) et à la suite de cas également célèbres (dont celui de Baby DOE, atteint de trisomie 21, condamné à défaut d'une chirurgie que refusaient les parents)<sup>21</sup>, des comités d'éthique hospitaliers ou cliniques proprement dits furent mis en place dans de nombreux hôpitaux américains. En France, quelques hôpitaux se dotèrent spontanément de comités d'éthique clinique. En 1991, le Rapport Lenoir recommanda la création de tels comités<sup>22/23</sup>. En Belgique, dès 1994 une loi exigea la création, dans chaque centre hospitalier, d'un comité qui combine les fonctions de comité d'éthique clinique et de comité d'éthique de la recherche. Au Luxembourg, le premier comité d'éthique hospitalier fut mis en place avant 1996. Actuellement, 9 hôpitaux disposent d'un tel comité<sup>24</sup>.

<sup>18</sup> D'après Marie-Hélène Parizeau, déjà citée.

<sup>19</sup> Guy Durand, op cit, page 513.

<sup>20</sup> Guy Durand, ibidem, page 492.

<sup>21</sup> Guy Durand, op cit, pages 50 et suivantes, page 492.

<sup>22</sup> Ibidem, page 504.

<sup>23</sup> Le *Rapport Lenoir* n'eut pas, toutefois, de suites immédiates.

<sup>24</sup> En 1996, la CNE avait émis un Avis intitulé « Les comités d'éthique hospitaliers » (Luxembourg, Publications du Centre Universitaire de Luxembourg, série Les Avis de la CNE).

1.2.3. *Les commissions nationales consultatives d'éthique* sont issues indirectement de ces événements. A l'exemple de plusieurs commissions ad hoc américaines (dont la *National Commission for the Protection of Human Subjects in Medicine and Behavioral Research*) (créée en 1974), la Commission Warnock (britannique) élargit l'objet de sa réflexion par delà les protocoles de recherche sur l'homme et aborda les problèmes éthiques soulevés par les nouvelles techniques de reproduction. En Allemagne, la Commission Brenda lui emboîta le pas en étudiant les problèmes liés à l'analyse du génome humain et à la thérapie génétique<sup>25</sup>.

Par delà un lien évident avec les événements donnant naissance aux comités d'éthique de la recherche, la mise en place des commissions consultatives nationales d'éthique répond toutefois, pour l'essentiel, à trois défis éthiques et sociétaux que je voudrais brièvement évoquer.

1.2.3.1. *Les avancées rapides des techniques biomédicales et l'avènement, dans leur contexte, d'un certain nombre de questions délicates, concernant la société dans son ensemble, constituent un premier défi.* Dans l'optique de choix différents de valeurs, ces questions recevaient, au fil des années, des réponses divergentes, inconciliables. Le débat était passionné et suscitait de véritables fractures sociales. Certaines de ces questions – elles étaient parmi les premières à être soulevées – concernaient les traitements de survie. L'interrogation portait sur l'opportunité ou l'inopportunité de leur application dans des cas extrêmes. Elle donnait lieu à de délicates interrogations concernant les frontières entre le refus de l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie. Un débat généralisé sur l'euthanasie se développa dans la foulée. Des discussions d'une intensité comparable se développèrent dans une multiplicité de domaines dont celui de la procréation médicalement assistée. Le désarroi suscité par ces questions délicates contribua à l'avènement des commissions d'éthique consultatives.

Des débats concernant la génétique, la recherche sur l'embryon, la brevetabilité des inventions biotechnologiques – intervenus ultérieurement, après la mise en place des premiers comités consultatifs d'éthique – ne pouvaient que confirmer l'adoption de cette voie.

Les exemples suivants sont connus de tous. Le diagnostic pré-implantatoire appliqué, dans certains contextes bien définis, porte l'espoir d'éliminer le risque de mettre au monde des enfants souffrant de

<sup>25</sup> Guy Durand, op cit, voir e.a. page 35.

graves maladies héréditaires. Il éveille, d'autre part, dans plusieurs pays des craintes concernant certaines dérives eugéniques. Les tests génétiques permettent de mieux gérer un certain nombre de risques héréditaires. Ils suscitent d'autre part, l'appréhension de l'usage qu'en pourraient faire les assurances, les employeurs et même les écoles. Les recherches conduites sur l'embryon humain et la constitution de lignées de cellules souches humaines, le recours éventuel à la technique du transfert de noyau<sup>26</sup> éveillent, d'un côté l'espoir, d'une lutte renforcée contre de graves maladies et, d'autre part, l'appréhension d'une réification de l'être humain aux premiers stades de son développement.

1.2.3.2. Un deuxième défi est étroitement lié au premier. Dans un passé récent encore, les techniques permettaient, et ne permettaient que, de transformer *la nature (externe)* et de la mettre au service de l'homme, au service notamment aussi de son bien-être et de sa santé. *Les nouvelles biotechnologies ouvrirent la perspective d'une manipulation, par l'homme lui-même, des bases de la vie humaine.* Tel fut, à certains égards, déjà, le cas de la procréation médicalement assistée. A la suite des avancées de la génétique, les chercheurs purent envisager, à plus ou moins brève ou longue échéance, des thérapies géniques somatiques ou même germinales, c'est à dire des thérapies comportant des interventions dans le génome humain.

1.2.3.2. *Un troisième défi, aggravant le désarroi suscité par les événements que nous venons de décrire, coïncide avec la montée du pluralisme moral.* Les années 60 sont marquées par un changement sociétal d'envergure<sup>27</sup>. La période est caractérisée, notamment, par «l'éclatement du consensus social, juridique et religieux traditionnel à l'égard des valeurs morales»<sup>28</sup>. «Les repères traditionnels s'avèrent... insuffisants pour répondre aux questions soulevées par les révolutions dans le domaine de la science... et des droits de la personne»<sup>29</sup>. Dès lors le désarroi issu de la perte des (ou du moins de certaines) références normatives traditionnelles suscitait, dans le contexte de la bioéthique, le besoin d'un dialogue bien informé, pluraliste réunissant – dans une atmosphère dépassionnée, respectueuse des convictions des uns et des autres – des personnes appartenant à des horizons normatifs diffé-

<sup>26</sup> c'est-à-dire de la technique à laquelle a recours le clonage.

<sup>27</sup> Guy Durand, op cit, page 43.

<sup>28</sup> Roy, David, J.R., Williams, B.M. Dickens et J.L. Baudouin, *La bioéthique. Ses fondements et ses controverses* (1995) Montréal. Editions du Renouveau Pédagogique, pages 3ss Les auteurs définissent en ces termes le pluralisme moral.

<sup>29</sup> Voir Guy Durand, op cit, page 43.

rents mais désireuses, face à des problèmes inédits, *d'inventer des solutions acceptables par tous.*

C'est dans ce contexte qu'il faudra situer la et les fonction(s) des commissions nationales d'éthique mises en place, en Europe, à partir de 1983. En 1983, la France est le premier pays à créer une commission nationale consultative permanente (par opposition aux commissions ad hoc). L'initiative française fut suivie par la Suède en 1986, par le Danemark en 1987 et par l'Australie en 1988. La mise en place du comité luxembourgeois fut décidée la même année. Il fut créé, très exactement, par décision du gouvernement, le 9 septembre 1988. Le Luxembourg fut donc parmi les premiers pays du monde à se doter d'un comité national consultatif d'éthique. Bien que mise en place en 1988, la C.N.E. ne commença toutefois ses travaux qu'en 1989.

### 1.3. *En guise de bilan très provisoire. Quelques remarques comparatives et récapitulatives sur les fonctions respectives des différents types de comités d'éthique.*

Les fonctions des quatre types majeurs de comités d'éthique que j'ai évoqués sont très nettement différenciées. Quitte à me faire entraîner à quelques redites, je crois qu'il sera indiqué, à titre de bilan comparatif provisoire, de les présenter ainsi.

Les *commissions nationales consultatives* ont pour mission d'explorer, – dans une optique fort générale, éthique et sociétale et en vue d'esquisser des solutions concernant tant les personnes que les groupes – des problèmes éthiques inédits, nés (notamment) du contexte des progrès de la médecine et des techniques biomédicales.

Les *comités internationaux* assument, d'une part, une fonction similaire, située toutefois dans une optique transnationale ou universelle. Ils y joignent, dans le cas du EGE, la mission d'élaborer des directives et autres normes juridiques ou techniques européennes.

Les *comités d'éthique hospitaliers* accomplissent leur mission, notamment, dans le contexte situationnel de l'aide à la décision dans les hôpitaux. Par opposition (ou plutôt complémentarité) à celui des commissions nationales consultatives qui abordent, en principe, les problèmes à un niveau de généralité relativement élevé, le travail des comités d'éthique hospitaliers est concret, orienté vers le patient et vers des relations interhumaines complexes relatives à des situations cliniques données.

Alors que les trois types de comités que je viens d'évoquer ont pour objet – à des niveaux et dans des contextes différents – d'élaborer des

cadrages normatifs, les comités d'éthique de la recherche s'appuient sur des ensembles de critères, techniques et éthiques donnés. Leur fonction est – notamment – de déterminer si un protocole de recherche est éthique dans ce sens qu'il ne met pas en question l'intégrité physique et morale de personnes pour autant qu'il ne respecte pas un ensemble de critères donnés.

\*

Dans la mesure où je voudrais surtout mettre en lumière le travail réflexif créateur des cadrages normatifs généraux élaborés par les commissions d'éthique nationales – et en vertu, bien entendu, de mon domaine d'expérience personnelle – je me limiterai dans la suite de cet exposé aux commissions nationales consultatives d'éthique. Si j'avais bénéficié d'une autre expérience j'aurais pu retenir tout aussi bien les comités d'éthique hospitaliers.

## 2. Limitation de l'enquête à un cas significatif. Le statut, la composition, la mission, et le fonctionnement des commissions nationales consultatives d'éthique

### 2.1. Le statut, la composition et la mission des commissions d'éthique consultatives nationales

Mon objet n'est pas, bien entendu, de fournir ici une étude plus ou moins exhaustive des réglementations gouvernant les commissions consultatives nationales d'un nombre plus ou moins important de pays. Je me bornerai à présenter, d'une manière très synthétique, à l'égard des points évoqués, quelques aspects communs ou comparables caractérisant la commission luxembourgeoise et les commissions de quelques pays voisins: France, Allemagne et Belgique.

#### 2.1.1. Le statut des commissions

Je retiendrai quatre dimensions: le caractère consultatif des commissions, le mode de nomination des membres, la saisine et l'autosaisine, l'indépendance des organismes.

- Les commissions sont *purement consultatives*. Elles ne disposent d'aucun pouvoir de décision.
- Les membres sont *nommés selon de modalités variant de pays en pays*. Au Luxembourg, ils sont nommés par le gouvernement, en Allemagne ils le sont par le Chancelier fédéral. En France, le président du comité et cinq personnalités appartenant aux principales familles

philosophiques et spirituelles sont désignées par le président de la République, les autres sont nommées en fonction de leurs compétences et de leurs intérêts pour les problèmes éthiques. En Belgique, les modalités de nomination sont relatives aux complexes structures politiques de l'Etat belge.

- Les commissions travaillent, dans les quatre pays, soit sur *saisine* du gouvernement (et, selon le cas, de quelques autres instances) soit sur *autosaisine*.
- Dans les quatre pays, les commissions sont *indépendantes* de toute autorité politique. Au Luxembourg, il est vrai, cette exigence n'est pas inscrite dans les statuts, mais elle fut garantie en fait par les gouvernements successifs.

#### 2.1.2. La composition des commissions

- La composition des commissions est variable de pays en pays. Les commissions comportent de 15 membres (au Luxembourg) à 43 (en Belgique).
- Dans les quatre pays, les membres sont choisis d'une part, en fonction de leurs compétences et de leur expérience. Les compétences requises appartiennent, notamment, aux domaines de la médecine, des soins de santé, de la recherche biomédicale, du droit, de la philosophie, de la théologie. D'autre part les membres doivent être des personnalités d'appartenance philosophique, politique et religieuse diverse de façon à ce que la composition de la commission reflète le spectre des clivages de la société.

#### 2.1.3 Leur mission

est triple.

2.1.3.1. La première et la plus importante des missions consiste – en vue de conseiller le Gouvernement et le législateur – à élaborer des avis comportant un ensemble de recommandations.

L'élaboration des avis et des recommandations doit répondre notamment aux trois exigences que voici:

- Première exigence. À l'égard des questions abordées – je m'inspire du texte luxembourgeois qui ne se différencie toutefois guère des dispositions en vigueur dans les pays voisins – la commission est tenue à «établir des positions (éthiques) dûment documentées et dûment argumentées».

- Deuxième exigence. Les avis doivent être le fruit d'une recherche multidisciplinaire.
- Troisième exigence. Ils doivent être animés par un esprit pluraliste.

Dans la pratique de leur travail quotidien, la troisième exigence, notamment, représente, en vertu de tout ce qu'elle implique, un véritable défi. Nous reviendrons dans la suite de notre exposé aux deux dernières exigences.

2.1.3.2. Une seconde mission des commissions consiste à dûment informer la société sur la nature et la portée des questions soulevées et discutées dans leur sein, à former la société civile et à entrer en dialogue avec elle<sup>30</sup>.

2.1.3.3. En fin de compte, troisième mission, les commissions sont tenues à collaborer – c'est-à-dire en fait à entrer en réseau – avec d'autres instances comparables nationales et internationales.

## 2.2. Le fonctionnement

- En vue de compléter les compétences représentées en leur propre sein, les commissions peuvent avoir recours à des experts externes.
- Elles sont tenues à un nombre minimal de réunions par an. (12 réunions sont prescrites au Luxembourg. En fait la CNE se réunit au moins vingt fois en cours d'année).
- Les avis peuvent être élaborés par des sous-commissions. En vue d'impliquer la totalité des membres dans la préparation des avis, la commission luxembourgeoise évite toutefois d'avoir recours à ce mode de travail.
- Tout avis doit être soutenu par un nombre minimal de membres (12 selon les statuts de la CNE). Selon ces mêmes statuts, « les avis rendent compte de la diversité des opinions défendues au cours des débats; ils retracent les lignes d'argumentation adoptées par les tenants de points de vue opposés et formulent les conclusions et recommandations auxquelles ils aboutissent ». Cette exigence ayant toujours été observée, malgré les divergences d'opinion dûment documentées dans les avis, les membres de la CNE ont toujours adopté à l'unanimité ces derniers.

<sup>30</sup> Cette exigence, commune à de nombreuses commissions n'est pas explicitement formulée dans les statuts de la CNE. Elle fut toutefois reconnue par le Gouvernement successifs.

## 2.3. Quelques exigences auxquelles doit satisfaire l'élaboration des avis et recommandations. Deux défis majeurs auxquels doivent faire face les commissions

Je ne retiendrai que les exigences de pluridisciplinarité et de pluralisme.

### 2.3.1. La pluridisciplinarité

Je viens de relever qu'en raison de la complexité des questions à aviser, un rapport équilibré doit être cherché, dans les commissions, entre représentants des sciences biomédicales (médecine, biologie), des professions de santé autres que la médecine, des sciences humaines, (philosophie, droit, sociologie) et des familles spirituelles.

2.3.1.1. Il ne faudra pas toutefois, considérer qu'il suffirait de juxtaposer les discours émanant des différentes approches disciplinaires. Un discours intégré inter- ou transdisciplinaire doit être mené. Dans ce discours intégré, une place à part revient toutefois à la dimension proprement éthique. Sans doute les questions bioéthiques sur lesquelles se penchent les commissions consultatives d'éthique ne sont elles pas uniquement – purement et simplement – éthiques. Elles présentent d'autres facettes, scientifiques, juridiques, sociétales. Il n'en est pas moins vrai que *l'objet premier de ces commissions consiste à mener une réflexion proprement éthique*. C'est dire qu'elle consiste à trouver (à l'égard de problèmes qui, dans des contextes bien définis, concernent notamment la santé et la vie humaines) – une balance raisonnable, bien argumentée, de valeurs et d'exigences normatives rivales qui, dans le cas idéal, pourra trouver l'accord de l'ensemble des membres de la commission.

Si la dimension éthique occupe une place centrale dans le discours bioéthique intégré, il ne faudra pas juger pour autant que l'éthique est *l'une des disciplines fédérées* dans ce discours. La compétence éthique est commune à tous les citoyens. Dans le contexte des débats concrets, elle s'enrichit toutefois des compétences et expériences diverses des interlocuteurs.

2.3.1.2. La fonction des différentes disciplines intervenant dans le discours intégré se comprend aisément.

Dans l'optique d'une approche pluridisciplinaire, la tâche de la commission comporte, de toute évidence, plusieurs volets.

- Elle inclut, en tout premier lieu, une *délimitation et thématisation pertinentes de questions éthiques qui se posent dans un domaine et dans un contexte donnés*. Or une délimitation et une thématisation pertinentes de questions éthiques soulevées dans un domaine et dans

un contexte défini – qu'il s'agisse du domaine de la génétique, de la biologie moléculaire, de la médecine thérapeutique, des soins prodigués aux malades ou encore du droit – suppose la connaissance et l'expérience de professionnels, chercheurs, médecins, soignants, juristes, familiarisés avec le domaine en question. Elle suppose par ailleurs, bien entendu, des compétences à l'égard du discours éthique. Des philosophes travaillant sur ces questions pourront en disposer.

- Le débat éthique proprement dit suppose une démarche analytique, préparatoire. Ce travail repose sur la compétence croisée de personnes qui ont l'expérience du travail analytique et d'autres personnes travaillant sur le terrain dont l'expérience doit nourrir et concrétiser la démarche. Le débat proprement éthique, orienté vers l'équilibre argumenté de valeurs et d'exigences normatives qui, dans une pluralité de contextes définis, peuvent être rivales, suppose à son tour une connaissance aiguë de ces contextes et doit réunir, en fonction de la nature de ces derniers, des personnes appartenant à des domaines de compétence variés. Le débat suppose par ailleurs – en tout premier lieu sans doute – la compétence morale dont dispose tout sujet autonome.
- Enfin les prises de position dans un domaine donné appellent, couramment, des réponses dans un ou dans plusieurs autres domaines. Certaines recommandations de nature éthique ont une incidence directe sur la désirabilité ou sur la non-désirabilité de la mise en place de telles ou telles dispositions légales et, par ailleurs, sur certaines dispositions administratives. D'autre part, certaines dispositions juridiques envisagées à un moment donné – tel était le cas de la directive européenne portant sur la brevetabilité d'éléments du corps humain – peuvent avoir une portée éthique. Dans une optique éthique, les dispositions juridiques envisagées appellent une évaluation normative. Cette évaluation peut suggérer une révision d'un texte donné.

Le débat éthique dans des contextes de ce type, ou pour le moins comparables, ne peut donc raisonnablement qu'être multidisciplinaire.

### 2.3.2. Le pluralisme

Les sociétés contemporaines sont plurielles, traversées par de profonds clivages religieux, culturels ou idéologiques. Il importe, d'une part que, dans leur composition, les comités d'éthique – les comités nationaux notamment, mais aussi les comités hospitaliers – reflètent cette réalité dans toute la mesure du possible. D'autre part, un comité

public ne peut pas prétendre fonder ses recommandations – *du moins pour autant qu'elles sont portées par le comité tout entier* – sur des principes, règles ou valeurs appartenant à une religion ou à un système métaphysique ou philosophique donné. A leur égard aucun consensus sociétal n'est plus possible aujourd'hui.

Dans le contexte d'un comité national consultatif, les contraintes découlant de l'exigence que nous venons de formuler doivent être soigneusement examinées. Il faut éviter certains malentendus. L'exigence d'une neutralité prudente du comité à l'égard de stratégies religieuses ou philosophiques fondatrices de principes ou valeurs, *n'implique pas* que les membres de la commission *ne puissent, et ne doivent*, s'orienter sur leur horizon de valeurs personnel et défendre leurs convictions. Elle implique seulement que, dans le contexte des démarches argumentatives communes, certains pas sont exclus. Elle implique – la voie royale classique du fondement ultime étant bouchée – que le débat s'oriente vers la recherche de rapprochements progressifs<sup>31</sup>. En dépit des apparences, les convictions des uns et des autres peuvent permettre, parfois, des rapprochements inattendus.

Les rapprochements recherchés ne doivent toutefois ni être artificiels ni être purement formels. Ils doivent être le fruit d'un travail collectif patient, de l'exploration des notions employées (embryon, personne humaine par exemple) et de la nature des objets et processus sur lesquels porte le débat. Ils doivent, surtout, être le fruit d'une interprétation et de réinterprétation raisonnée, par chacun, dans des contextes concrets bien définis, des valeurs et exigences normatives qui appartiennent soit à son horizon soit à l'horizon normatif des partenaires de discussion (interprétation, par exemple, dans des contextes concrets, de la valeur de dignité humaine).

Cet effort peut aboutir. Dans bien des cas, toutefois, il n'aboutit pas. Dans cette hypothèse les divergences non susceptibles d'être dépassées doivent être documentées objectivement.

### 2.3.3. Une remarque complémentaire. La pertinence d'un débat ouvert, ouvert notamment à la révision

Dans le contexte de la bioéthique – comme d'ailleurs, plus généralement, dans celui de l'éthique contemporaine – le rêve de solutions

<sup>31</sup> A moins, bien entendu, qu'un comité consultatif préfère ne pas procéder de manière consensuelle et se limite à documenter des positions extrêmes et des positions intermédiaires.

déductives, rigoureuses, simples et définitives des problèmes s'est évanoui. Dans un débat à la fois *pluraliste et ouvert à l'interprétation et à la balance délicate, contextualisée, d'exigences normatives*, l'obtention d'un consensus n'est jamais garantie. Si le consensus est atteint, il peut être remis en question en fonction de nouvelles données factuelles, en fonction des progrès techniques ou médicaux, des transformations de l'horizon normatif. Pour autant les recommandations émises par une commission consultative d'éthique *sont, toujours et en principe, sujet à révision.*

### 3. Interrogations

#### 3.1. *Faut-il mettre en doute l'indépendance des commissions ?*

On juge parfois que les membres des commissions nationales consultatives, nommés par le gouvernement – sur proposition, dans plusieurs pays, d'institutions savantes – manquent d'autonomie face à l'autorité à laquelle ils doivent leur nomination. En fait, les interférences gouvernementales soit plutôt rares<sup>32</sup>. Au Luxembourg, depuis que je suis responsable de la CNE, il ne s'en est jamais produit.

L'autonomie des commissions est réelle et se manifeste, d'ailleurs, par un hiatus qui s'est creusé, dans un passé assez récent, entre, d'une part, les prises de position courageuses adoptées, dans de nombreux pays, à l'égard de la recherche sur les embryons humains, par la majorité des membres des commissions consultatives d'éthique<sup>33</sup> et, d'autre part, les décisions hésitantes des gouvernements.

#### 3.2. *L'évocation d'une éventuelle incompatibilité entre le recours à l'expertise de commissions émettant des avis en matière d'éthique et l'autonomie morale des citoyens*

Chez Yvette LAJEUNESSE et Lukas SOSOE<sup>34</sup>, cette objection prend les deux formes (étroitement liées) que voici<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> Il faudrait toutefois, mener à cet égard une enquête historique internationale pour laquelle je ne suis pas outillé.

<sup>33</sup> Au sujet des prises de position des comités européens, on consultera le chapitre 4.2. de l'Avis 2003.1, émis par la CNE. (*La recherche sur les embryons 2, Note complémentaire sur la Convention d'Oviedo*), Luxembourg, 2003, pages 65 et suivantes.

<sup>34</sup> Lajeunesse Yvette et Sosoe Lukas (1996) *Bioéthique et culture démocratique*, Montréal, Harmattan.

<sup>35</sup> J'apprécie beaucoup les travaux de mon ami Lukas Sosoe. Je ne puis pas toutefois approuver les critiques qu'il formule dans le contexte qui nous préoccupe ici.

3.2.1. Le recours à des commissions d'«experts» en matière d'éthique est «contraire aux principes démocratiques»<sup>36</sup>. «... ce sur quoi se fondent nos sociétés démocratiques, c'est bien la capacité morale de chaque sujet individuel, considéré comme sujet ou personne, de déterminer ce qui est bon pour lui, de vivre les valeurs qui lui sont importantes»<sup>37</sup>. «Dans une société fondée sur l'égalité des droits et des libertés, l'expertise morale n'a pas de place»<sup>38</sup>.

À l'égard des avis émis par les commissions nationales consultatives d'éthique, cette réflexion repose, à mon avis, sur un malentendu. Il n'est pas question, pour ces commissions, de mettre en question le droit dont disposent les sujets individuels à déterminer ce qui est bon pour eux et à vivre les valeurs qu'ils jugent imprescriptibles. Le contexte dans lequel ces commissions d'éthique doivent se prononcer est différent. Certaines techniques biomédicales nouvelles concernent directement les orientations de la société entière. Les gouvernements doivent se décider à légiférer ou à ne pas légiférer à leur égard. La fonction des commissions nationales consultatives d'éthique consiste, notamment, à évaluer ces techniques dans une optique éthique. Les commissions émettent, à l'intention de leur gouvernement et du législateur, un ensemble de recommandations qui se situent dans le contexte des choix législatifs que ces derniers doivent prendre. Les commissions notent, éventuellement, que, dans une optique éthique et sociétale, telle pratique est admissible si, toutefois, elle est soumise à un cadrage réglementaire rigoureux présentant éventuellement telles ou telles dimensions. Des risques de dérive eugénique peuvent être évoqués, à l'égard de telle pratique, en l'absence de tel ou tel cadrage.<sup>39</sup>

*Le comportement des citoyens sera soumis à des contraintes par l'effet de ces législations, mais ces contraintes ne les limitent pas dans leur choix personnel de telles ou telles valeurs.* Pour ce qui est de l'expertise des commissions, elle n'a rien à voir avec l'expertise de soit disant éthiciens. C'est ce qui fera l'objet du point suivant.

<sup>36</sup> Document présentant ce colloque, page 1.

<sup>37</sup> Yvette LAJEUNESSE, Lukas SOSOE, *Bioéthique et culture démocratique*, Montréal: Harmattan, 1996, page 126.

<sup>38</sup> *ibidem*, pages 126-127.

<sup>39</sup> Les recommandations d'interdiction ou de moratoire concernent communément des pratiques trop risquées, au moins actuellement, pour la santé ou pour le bien être des personnes et risquant d'avoir des conséquences indésirables sur le bien être des générations futures.



3.2.2. «La plupart des théories bioéthiques... confèrent aux bioéthiciens une expertise en morale au mépris... de la capacité morale des citoyens que nous sommes»<sup>40</sup>. «La compétence du sujet moral est reléguée dans l'ombre»<sup>41</sup>.

Bref, selon Yvette LAJEUNESSE et Lukas SOSOE, le fait d'accorder une compétence morale spécifique aux bioéthiciens ignore ce dont tout discours bioéthique devrait partir. La compétence éthique n'est pas limitée à certaines personnes. Elle est partagée par l'ensemble des citoyens. Je ne puis que confirmer ce constat.

S'il constitue une objection pertinente contre le recours à des éthiciens<sup>42</sup> ou autres experts professionnels en éthique, il n'en constitue point à l'égard de la manière dont procèdent (au moins communément) les commissions nationales consultatives. Face aux problèmes éthiques, les membres de ces commissions – qui forment, ou ont pour le moins la vocation de former, un modèle réduit, pacifié de la société civile – font appel à la seule compétence morale originaire, celle du sujet moral. Cette compétence est toutefois enrichie, modulée, tant par les compétences professionnelles variées des membres des commissions que par leur ancrage dans des cultures morales, à la fois rivales et complémentaires, par leurs expériences personnelles, leur connaissance de la manière dont tel problème se présente, dont il est vécu et interprété dans des situations et contextes différents.

### 3.2.3. *Mise en question de l'influence et, partant, de l'utilité des avis émis par les commissions nationales consultatives d'éthique*

3.2.3.1. Les auteurs cités plus haut s'expriment ainsi à cet égard. «De l'avortement aux questions de la recherche sur les cellules souches, il ne semble pas que le travail des commissions d'éthique ait été si fructueux qu'on puisse dire qu'il y ait eu des avancées imputables à (leur) travail...»<sup>43</sup>. Il faudrait «examiner... si les différentes activités des éthiciens aussi bien dans la recherche que dans l'expertise en éthique apportent une quelconque contribution aux questions soulevées par les biotechnologies»<sup>44</sup>.

<sup>40</sup> *ibidem*, page 125.

<sup>41</sup> *ibidem*, page 126.

<sup>42</sup> La référence aux éthiciens et bioéthiciens situe les critiques formulées dans le contexte nord-américain.

<sup>43</sup> *ibidem*, page 1.

<sup>44</sup> *ibidem*.

Il va de soi que les débats des comités d'éthique ne font pas avancer la *recherche* bioéthique. En revanche, ils permettent d'apporter – dans des contextes variables – des éléments de solution à des problèmes, tantôt théoriques tantôt pratiques, soulevés dans la sphère globale du questionnement bioéthique. Je ne puis mettre en lumière raisonnablement ce point qu'en référant *une fois de plus* aux quatre types de commissions d'éthique évoquées plus haut. Elles assument, on le sait, des rôles différents dans le discours et dans la pratique bioéthique.

Les commissions internationales de l'Unesco et du Conseil de l'Europe préparent, entre autres choses, des Conventions ou Traités qui, lorsqu'ils sont ratifiés par un nombre donné de pays membres, appartiennent au droit international en vigueur. Ces textes ont la priorité par rapport aux législations nationales et fournissent aux pays des cadres transnationaux en certaines matières de bioéthique.

Les commissions d'éthique de la recherche ont la très utile fonction d'évaluer les protocoles de recherche dans une optique à la fois technique et éthique et cela notamment afin de vérifier s'ils ne mettent pas en question l'intégrité physique et morale des personnes.

Les comités d'éthique hospitaliers sont des enceintes consacrées, dans le milieu hospitalier même, à une réflexion – indispensable – menée par les professionnels concernés, sur des problèmes concernant la dimension éthique de la pratique soignante et de contribuer une aide à la décision clinique.

Les commissions nationales d'éthique, enfin assument la fonction d'instances représentant – en miniature, *en quelque sorte* – la société civile et conseillant les gouvernements, dans une optique interdisciplinaire et pluraliste. Leurs recommandations ont, dans un nombre non négligeable de cas, à brève ou à longue échéance, une incidence réelle sur la politique des parlements et des gouvernements et, par cette voie, sur les réponses fournies par la société aux questions de bioéthique. Dans certains cas où les gouvernements, hésitants face à telles innovations, ne les suivirent pas, la majorité des membres des commissions nationales consultatives d'éthique de la plupart de nos pays voisins aboutirent à des conclusions convergentes<sup>45</sup>, pertinentes et courageuses, bien faites pour faire avancer la recherche européenne.

<sup>45</sup> La C.N.E. a analysé ces prises de position dans son Avis 2003/1. intitulé *La recherche sur les embryons (II), Note complémentaire sur la Convention d'Oviedo*, Luxembourg, 2003.



3.2.3.2. « Les citoyens demeurent si divisés sur ces questions<sup>46</sup> avant comme après leurs avis à tel point qu'on peut ici également se demander à quoi ils servent? »<sup>47</sup>.

Il est évident que la fracture sociétale suscitée par certains problèmes bioéthiques ne peut pas être réduite par les prises de position circonstanciées des comités consultatifs. Ce serait demander l'impossible.

Il n'en est pas vrai que les sociétés humaines ne peuvent pas se permettre de ne pas inventer de réponses aux questions délicates soulevées par le discours et la pratique bioéthiques, et cela bien que ces questions ne puissent pas être résolues une fois pour toutes. Le travail des comités de bioéthique constitue un élément de cet effort (ou de ce travail) sociétal.

<sup>46</sup> concernant la recherche sur les cellules souches.

<sup>47</sup> Document présentant ce colloque, page 1.

### Bibliographie

- Beecher, Henry K. (1966): *Ethics and Clinical research*, New England Journal of Medicine, 274, 1354-1360.
- CNE (1996): *Les comités d'éthique hospitaliers*, Luxembourg, Publications du Centre Universitaire de Luxembourg, série « Les Avis de la CNE ».
- CNE (2003): Avis 2003.1 *La recherche sur les embryons II*, Note complémentaire sur la Convention d'Oviedo, Luxembourg.
- Doucet, Hubert (1996): *Au pays de la bioéthique. L'éthique biomédicale Aux Etats-Unis*, Genève, Labor et Fides.
- Durand, Guy (1999): *Introduction générale à la bioéthique*, Montréal, Fides Cerf.
- Hottois, Gilbert et Missa, Jean-Noël (2001): *Nouvelle encyclopédie de bioéthique*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Lajeunesse, Yvette et Sosoe, Lukas (1996): *Bioéthique et culture démocratique*, Montréal, Harmattan.
- Roy, David J.; Williams, John R.; Dickens, Bernard M. et Baudouin, Jean-Louis (1995): *La bioéthique. Ses fondements et ses controverses*, Montréal, Editions du Renouveau Pédagogique.

Séance du 12 avril 2005

**TEILHARD DE CHARDIN:  
FOI ET SCIENCE**

*En hommage à Edmond Wagner*

---

par  
Hubert Hausemer

---

Etudes de philosophie, de français et de grec ancien à Luxembourg, Paris et Tübingen; thèse de doctorat sur Karl Rahner. Hubert Hausemer a enseigné la philosophie et le français au Lycée de garçons à Esch-sur-Alzette, ainsi que la déontologie de l'enseignement et de l'éthique à l'ISERP (Institut supérieur d'enseignement, et de recherche pédagogiques).



*La conception que Teilhard s'est faite des rapports entre foi et science est replacée dans le contexte d'ensemble de la pensée teilhardienne, avec les principaux axes de cette pensée: les quatre abîmes, dont en particulier l'abîme de complexité, l'anthropogenèse, la noogenèse et enfin le Point Oméga.*

*Il est montré ensuite quels étaient les rapports, éminemment positifs, de Teilhard à la science en général. Par la suite est exposé ce que, d'après Teilhard, la science apporte à la foi, mais aussi, quelle est l'importance de la foi pour la science. Remarques critiques: quelques réflexions sur la façon dont Teilhard a posé et cru résoudre le problème du mal.*

## SOMMAIRE

I. Introduction .....	3
1. Objectif et méthode .....	3
2. Œuvre et biographie .....	4
II. Vue d'ensemble de la pensée de Teilhard .....	6
1. Les 4 abîmes .....	6
2. L'abîme/l'infini de complexité .....	9
a) Le problème matière-esprit .....	10
b) Rapports entre quantité et qualité .....	11
c) Entropie et Anti-entropie .....	12
3. L'anthropogenèse .....	14
4. La noogenèse .....	17
5. Le point Oméga .....	21
III. Science et Foi .....	22
1. Teilhard et la science .....	22
2. L'importance de la science pour la religion .....	27
a) La science conduit à Dieu .....	29
b) Réinterprétation évolutionniste des principaux dogmes chrétiens .....	30
3. L'importance de la religion pour la science .....	33
IV. Quelques réflexions critiques .....	36
V. Conclusion .....	41
<b>Annexes</b>	
1. Biographie sommaire .....	43
2. Bibliographie .....	44
a) Œuvres de Teilhard de Chardin .....	44
b) Ouvrages sur Teilhard de Chardin .....	44

## TEILHARD DE CHARDIN: FOI ET SCIENCE

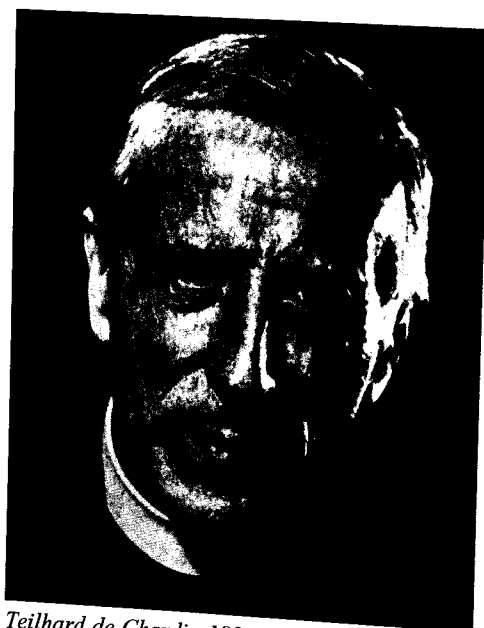
### I. Introduction

#### 1. Objectif et méthode

Il y a 50 ans que Teilhard de Chardin est décédé à New York d'un infarctus, dans l'après-midi du jour de Pâques 1955. Le lieu et le jour de cette mort ont une valeur symbolique: New York a été un des nombreux lieux d'exil de Teilhard. Quant au jour de Pâques, il a été pour le chrétien comme pour le penseur Teilhard une fête clef.

Le cinquantième anniversaire de la mort est une occasion pour revenir sur ce personnage, controversé de son vivant comme après sa mort, et ce jusqu'à nos jours. Je pense qu'il vaut la peine de revisiter sa pensée, de l'étudier et d'en tirer ainsi plus d'un enseignement pour nous aujourd'hui.

Le thème pour cet hommage à Teilhard de Chardin (et à Edmond Wagner), à savoir «Science et Foi», a été choisi pour plusieurs raisons: d'abord, chez Teilhard lui-même, c'était une question capitale; elle tenait beaucoup à cœur aussi à Edmond Wagner; et enfin, elle est toujours d'actualité. Pour traiter ce thème de façon appropriée, je procéderai en deux temps: dans une première partie, la plus longue, j'essayerai de présenter une vue d'ensemble de la pensée de Teilhard et de ses principes de base. Sans cela, il me semble en effet impossible de saisir dans toute sa profondeur la solution teilhardienne du problème des rapports entre science et foi. Ensuite, ces rapports seront exposés en détail dans la deuxième partie. Comme ma conférence est d'abord et avant tout d'exposition et non de commentaire ou de critique, je laisserai le plus souvent possible la parole à Teilhard lui-même, en espérant que le grand nombre de citations permettra au lecteur non seulement de saisir dans toutes ses nuances la pensée de notre auteur, mais également l'orientation profonde et l'ambiance intellectuelle et spirituelle de cette grande œuvre.



Teilhard de Chardin 1881-1955

Il n'est pas sans importance de connaître un tant soit peu la vie et la personnalité, surtout la formation intellectuelle et scientifique, de notre penseur. Je me contenterai cependant de commenter brièvement la biographie sommaire proposée par Jean Onimus dans le livre qui est cité dans la bibliographie et que je reproduis en annexe.

## 2. Œuvre et biographie

L'œuvre de Teilhard est immense. Elle comprend d'un côté 13 volumes de livres ou d'articles de nature philosophique et théologique, presque

tous inédits de son vivant, Teilhard n'ayant pas eu de la part de ses supérieurs le droit de les publier. Je les citerai d'après les éditions qui m'étaient disponibles et qui sont présentées dans la bibliographie en annexe. A cela s'ajoutent 10 gros volumes d'articles proprement scientifiques. Enfin, il existe une abondante correspondance.

A propos de la formation scientifique de Teilhard, il n'est pas sans importance de remarquer qu'il a étudié en premier lieu la géologie, avant de se tourner vers la paléontologie. Il a par la suite tenté une synthèse entre les deux, qui est devenue non pas une géologie purement descriptive, mais une géologie historique prenant comme objet l'évolution.

Concernant sa personnalité, Teilhard en a brossé lui-même les traits fondamentaux dans un curriculum vitae rédigé pour la revue *Etudes* lors de son élection à l'Académie des Sciences en 1950: « Et c'est alors seulement (en 1923) que se produisit l'événement décisif de sa destinée: à savoir une invitation, tombant un beau jour de Chine, à venir rejoindre le P. Emile Licent dans ses hardies explorations du bassin du Fleuve Jaune. Jusqu'alors, Teilhard avait pu sentir profondément l'attrait... mais il n'avait pas réellement compris la grandeur, ni de la Terre, ni des phénomènes de la Terre. Eh bien, cette grandeur, c'est l'Asie qui la lui révélera... C'est l'impressionnante histoire d'un Continent tout entier qui va se développer peu à peu aux yeux du voyageur. Histoire

inscrite d'abord dans la flexuration et la granitisation du socle ancien. Mais histoire également lisible dans la formation de l'extraordinaire manteau de terres rouges et jaunes étendues, au Tertiaire, sur les immenses ondulations des vieilles pénéplaines. Mais aussi, et surtout, histoire manifestement apparente dans l'existence de vastes complexes faunistiques dont l'établissement et l'évolution peuvent se suivre d'une seule traite, à la même place, sur une profondeur de plusieurs millions d'années, depuis le Miocène jusqu'à nos jours. Or rien ne pouvait survenir plus à propos que cet éveil à notre géologue-paléontologiste, maintenant dans sa cinquantaine » (XIII, 194-195).

La matière, cependant, Teilhard ne l'étudiera pas seulement d'un point de vue froidement scientifique; il l'aime réellement, et dans sa totalité: « Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs (dès avant l'âge de dix ans), je remarque en moi l'existence d'une passion nettement dominante: la passion de l'Absolu. Evidemment, je ne donnais pas encore ce nom à l'inquiétude qui me pressait; mais aujourd'hui, je puis la reconnaître sans hésitation possible. Le besoin de posséder, en tout, 'quelque Absolu' était, dès mon enfance, l'axe de ma vie intérieure... J'avais dès lors le besoin invincible (et cependant vivifiant, calmant...) de me reposer sans cesse, en Quelque chose de tangible et de définitif; et je cherchais partout cet objet béatifiant... A mesure que toute forme individuelle d'existence se révélait à moi comme instable et caduque, je cherchais plus loin: dans la Matière élémentaire, dans les courants d'énergie physique, dans la totalité de l'Univers, — toujours, je l'avoue, avec cette prédilection instinctive pour la matière (considérée comme plus absolue que le reste), et que je n'ai corrigée que beaucoup plus tard... Si, dès mon enfance, et depuis lors avec une plénitude et une conviction grandissantes, j'ai toujours aimé et scruté la Nature, je puis donc dire que ce n'est pas en savant, mais en 'dévot'. Il me semble que chez moi tout effort, même portant sur un objet purement naturel, a été de tous temps, un effort religieux, et substantiellement unique » (XII, 269-270).

Mais toute sa vie durant, Teilhard sera en butte à l'incompréhension de ses supérieurs et du magistère de l'Eglise, et cela au plus tard après la Première Guerre mondiale. On lui refusera d'accepter des chaires universitaires, comme en 1948 encore celle au Collège de France. Il sera éloigné de la France jusqu'à sa mort, survenue, nous l'avons vu, à New York justement. Et enfin, on lui interdira la publication de tous ses livres, à l'exception de quelques rares articles dans des revues scientifiques.

## II. Vue d'ensemble de la pensée de Teilhard

### 1. Les 4 abîmes

Je voudrais commencer ce survol de la pensée de Teilhard avec Pascal, dont Teilhard rappelle toujours de nouveau les fameux deux infinis entre lesquels l'homme est situé dans une position inconfortable. Non pas comme entre deux chaises, qui après tout pourraient lui fournir un appui, mais dans un univers qui est d'un côté ouvert vers l'infiniment grand, «l'immense», comme dit Teilhard, et de l'autre l'infiniment petit, «l'infime» d'après Teilhard. Cette position est inconfortable, parce que dans les deux directions, l'horizon disparaît et il n'y a rien de solide à quoi s'accrocher.

Teilhard toutefois ne s'intéresse pas trop à ces deux infinis pascaliens, car il en a découvert deux autres, deux autres «abîmes» comme il dit. Si l'immense et l'infime peuvent en quelque sorte se représenter sur une ligne verticale, les deux autres sont plutôt à inscrire dans une ligne horizontale. L'un, qui est lié sans doute aux recherches paléontologiques de Teilhard, c'est ce qu'il appelle «l'abîme du Temps»: «Pascal s'extasiait en face des deux abîmes spatiaux, l'infiniment petit et l'infiniment grand, entre lesquels nous avançons. La plus magnifique découverte de notre temps est sans doute d'avoir pris conscience d'un troisième abîme, générateur des deux autres, celui du Passé. Désormais, pour toute pensée humaine qui s'éveillera au Monde, chaque chose est devenue, par structure, une sorte de puits sans fond où notre regard plonge et se perd jusqu'à l'infini des temps écoulés» (III, 182)<sup>1</sup>.

Voilà le véritable point de départ de la pensée de Teilhard: l'évolution, qui concerne toute chose sans exception: «L'évolutionnisme scientifique n'est pas simplement une hypothèse à l'usage des zoologistes, mais une clef dont chacun se sert pour pénétrer dans n'importe quel compartiment du Passé, — la clef du Réel universel»

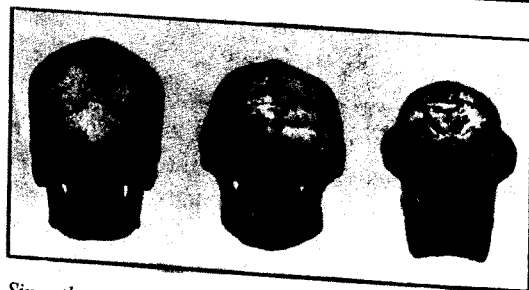
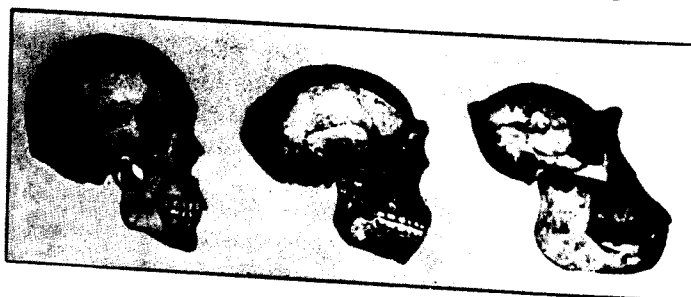
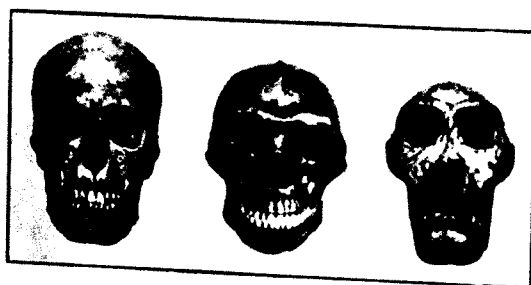
<sup>1</sup> «Notre Science du Réel expérimental, aujourd'hui (qu'il s'agisse d'organismes vivants, d'idées, d'institutions, de religions, de langues ou d'éléments constitutifs de la Matière), tend invinciblement à adopter, dans ses enquêtes et ses constructions, la méthode historique, c'est-à-dire le point de vue de l'évolution, du devenir. L'Histoire envahit peu à peu toutes les disciplines, depuis la Métaphysique jusqu'à la Physico-chimie, au point que tend à se constituer... une sorte de science unique du Réel, qu'on pourrait appeler 'L'Histoire naturelle du Monde'. En vertu de quelle nécessité mystérieuse se fait cet envahissement? se produit cette dérive? La réponse est la suivante: nous sommes en train de découvrir le Temps» (III, 179-180).

(III, 178)<sup>2</sup>. Dorénavant l'évolution sera le principe de lecture et d'explication principal de Teilhard, à tel point que par rapport à tous les phénomènes qu'il étudie, il parlera en termes de genèse: «En l'espace de deux à trois siècles, sous l'effet convergent de multiples influences (toutes liées à un envahissement de nos connaissances par l'Histoire), l'Univers a cessé de nous être représentable sous forme d'harmonie établie, pour prendre décidément l'aspect d'un système en mouvement. Non plus un ordre, mais un processus. Non plus un Cosmos, mais une Cosmogénèse» (VII, 282). Et la liste peut s'allonger: non plus vie, mais biogénèse, non plus homme, mais anthropogénèse, non plus esprit, mais noogénèse, non plus Christ, mais christogénèse.

Inutile d'insister sur le fait que ce ralliement, au plus tard dès la fin de la Première Guerre mondiale, à l'évolutionnisme, sera une des raisons majeures des démêlées de Teilhard avec les supérieurs de son ordre et le magistère de l'Eglise.

Mais Teilhard ne se contente pas de constater ce troisième abîme, qu'il appelle encore «l'infiniment lointain». Il s'intéresse surtout à savoir ce que signifie exactement cet écoulement, ce changement continu. Teilhard a été souvent accusé, dans ce contexte, de (re)tomber dans une approche finaliste de l'évolution, alors que Darwin avait explicitement écarté celle-ci. Mais ce que cherche Teilhard, ce n'est pas une quelconque finalité; il veut savoir bien plutôt si l'évolution est un changement arbitraire et désordonné, ou s'il s'y trouve un ordre, un «fil conducteur» (I, 138), une loi. Or, il pense en avoir trouvé une, et c'est le quatrième abîme, qui l'intéressera progressivement de plus en plus, pour devenir finalement son objet d'étude privilégié.

<sup>2</sup> «L'Evolution, pour beaucoup de gens, ce n'est toujours que le Transformisme; et le Transformisme lui-même, ce n'est qu'une vieille hypothèse darwinienne, aussi locale et caduque que la conception laplacienne du système solaire, ou la dérive wégénérienne des continents. — Aveugles vraiment qui ne voient pas l'ampleur d'un mouvement dont l'orbe, dépassant infiniment les Sciences naturelles, a successivement gagné et envahi autour d'eux la Chimie, la Physique, la Sociologie, et même les Mathématiques et l'histoire des Religions. L'un après l'autre, tous les domaines de la connaissance humaine s'ébranlent, entraînés ensemble, par un même courant de fond, vers l'étude de quelque développement. Une théorie, un système, une hypothèse, l'Evolution? ... Non point: mais, bien plus que cela, une condition générale à laquelle doivent se plier et satisfaire désormais, pour être pensables et vrais, toutes les théories, toutes les hypothèses, tous les systèmes. Une lumière éclairant tous les faits, une courbure que doivent épouser tous les traits: voilà ce qu'est l'Evolution» (I, 218-219).



Gorille, Sinanthrope, Homme moderne (de droite à gauche).



A la caverne de Castillo, en 1913: en face de Teilhard, Nelson, Breuil, Obermaier.

## 2. L'abîme/l'infini de complexité

A y regarder de près, on constate que la matière, considérée dans sa pureté et nudité, n'est que multiplicité ou même plutôt, est un pur champ énergétique. Mais cette énergie unique révèle, mystérieusement et inexplicablement, une double propension:

- La tendance à la corpusculation respectivement granulation dans l'infime, dans le sens des particules subatomiques élémentaires. Teilhard utilise d'ailleurs dans ce contexte une terminologie particulière, en distinguant énergie et matière: «En première approximation, au regard du physicien, l'Etoffe élémentaire du Monde se présente comme un flot d'Energie physique mesurable, plus ou moins corpusculisée en 'matière' » (VII, 397-398).
- En même temps la tendance de ces corpuscules à s'attirer et à s'agglutiner: «La substance cosmique est portée par une sorte d'attraction particulière qui lui fait à chaque instant saisir de préférence, dans le jeu des grands nombres où elle se trouve engagée, toutes les occasions de devenir plus complexe et ainsi de se libérer davantage » (V, 378).

C'est cette double propension que Teilhard croit constater dans l'évolution et qui à ses yeux forme «l'axe», «l'orientation» voire même «le sens» et «la ligne de progrès» de l'évolution (cf. I, 138). C'est cette tendance qu'il appelle complexification. Précisons cependant encore: «Par complexité, dans ce qui suit, je ne désignerai naturellement pas, d'abord, la simple agrégation, c'est-à-dire l'assemblage quelconque d'éléments non arrangés: tel un tas de sable... Mais, sous cette expression, j'entendrai, fort précisément, la combinaison – c'est-à-dire cette forme particulière et supérieure de groupement dont le propre est de relier sur soi un certain nombre fixe d'éléments (peu ou beaucoup, peu importe) –, avec ou sans l'appoint auxiliaire d'agrégation et de répétition – en un ensemble clos, de rayon déterminé: tels l'atome, la molécule, la cellule, le métazoaire..., etc. » (VII, 102-103).

C'est cette loi de complexification qui préside à la cosmogénèse. Cette dernière cependant passe par différents seuils, car la complexification ne s'arrête pas au cosmos anorganique. Le premier seuil est celui de la biogénèse, de l'apparition de la vie, d'organismes proprement dits. La matière fait montre ici d'une nouvelle propriété, surprenante et inexplicable: une «courbure» comme dit Teilhard. En effet, la vie n'est pas simplement un plus de complexité, mais en elle se révèle une tendance à la centration et à un début même d'intérieurisation, et par là à l'apparition d'un psychisme. Comme le dit Teilhard: «La Vie est montée de conscience » (I, 149).

Mais la complexification ne s'arrête pas à la biogenèse, elle avance vers une nouvelle étape, l'anthropogenèse, qui représente un nouveau seuil. Mais avant de nous y consacrer, il faut relever plusieurs conditions ou présupposés qui sont à clarifier, car ils se profilent à l'arrière-plan de tout ce mouvement de complexification.

a) *Le problème matière-esprit*

Pour Teilhard, le dualisme matière-esprit est ruineux et inacceptable. La solution qu'il en donne s'inscrit elle aussi dans son évolutionnisme qui, nous l'avons vu, n'exclut rien, et donc non plus ce problème-ci.

Pour Teilhard, la réalité consiste fondamentalement en une énergie unique, qu'il appelle encore « étoffe du monde » (Weltstoff). Or, cette étoffe du monde évolue: elle va d'un état d'énergie diffuse et multiple, appelé Matière, par corpusculation et complexification vers un état d'unité, appelé Esprit. Pour rendre plausible cette conception, Teilhard emploie plusieurs images et comparaisons: « Ainsi l'Esprit et la Matière, communément regardés comme deux Univers antagonistes incompréhensiblement associés, ne sont plus que deux pôles réunis par un flux » (III, 186). « Ce qu'il y a de plus révolutionnaire, au fond, et de plus fécond dans notre nouveau Temps, c'est la relation que celui-ci laisse apparaître entre Matière et Esprit: l'Esprit n'étant plus indépendant de la Matière, ni opposé à elle, mais émergeant laborieusement d'elle sous l'attrait de Dieu par voie de synthèse et de centration » (V, 111). « Il n'est plus possible, du reste, dans le système de l'Union créatrice, de continuer à opposer brutalement Esprit et Matière. Pour qui a compris, en effet, la loi de 'spiritualisation par union', il a cessé d'y voir deux compartiments dans l'Univers, celui des Esprits et celui des Corps: il n'y a plus que deux sens sur une même route... Matière et Esprit ne s'opposent pas comme deux choses, comme deux natures, mais comme deux directions d'évolution à l'intérieur du Monde » (IX, 80-81).

Ce qui subsiste éventuellement de dualité dans ces images, disparaît dès qu'on se rend compte que, au fond, cette étoffe ou énergie unique, arrive par cette évolution à manifester ce qu'elle est vraiment: c'est-à-dire que, tout au fond, elle est Esprit, mais ne se montre pas comme tel à n'importe quel stade d'évolution: « En un sens, l'une et l'autre sont bien fondamentalement une même chose, comme le prétendent les néo-matérialistes: mais entre les deux se place un retournement qui les fait en quelque manière l'opposé l'une de l'autre, comme le voulaient les anciens spiritualistes. Toute antinomie entre âmes et corps disparaît dans l'hypothèse d'un mouvement parvenu à son 'point critique' »

(VI, 128). « De ce point de vue, il n'y a dans l'Univers que de l'Esprit, à des états ou degrés divers d'organisation ou de pluralité » (VII, 132).

Teilhard est parvenu à cette conception à la suite d'un retournement dans cette problématique: les sciences ont depuis la Renaissance cherché à expliquer l'esprit à partir de la matière et à le ramener en quelque sorte à celle-ci. Teilhard propose de renverser les termes: expliquer la matière à partir de l'esprit: « Pour des raisons obviées de commodité intellectuelle et pratique, la Science a toujours cherché, depuis ses origines, à expliquer le Monde (c'est-à-dire à en donner une représentation cohérente totale) à partir de la Matière. Or voici que dans cet effort de synthèse elle vient, de plus en plus clairement, se heurter à un obstacle insurmontable: la Vie. Il faut bien enfin nous rendre à l'évidence. Prise en remontant, à partir des déterminismes mécaniques, la Vie se présente aux ascensions de la Physique comme une série de marches infranchissables. Les animaux, et plus spécialement l'Homme, en qui émergent décidément les phénomènes de spontanéité et d'immanence, sont impossibles à intégrer dans un système purement mécaniste de la Nature. Impossible par ailleurs de les laisser en dehors de nos constructions: ce serait la faillite de la Science. Que faire pour sortir de l'impasse? Une seule issue se présente: renverser notre direction de marche. Nous avons cherché jusqu'ici à atteindre et à reproduire l'Esprit en venant de la Matière. Il s'agit désormais par un processus inverse, de rejoindre et de reconstituer la Matière en redescendant de l'Esprit choisi comme substance primordiale des choses » (VI, 158-159).

b) *Rapports entre quantité et qualité*

Comment cependant rendre plausible cette solution qui heurte nos traditions intellectuelles? Teilhard s'y essaye en rendant attentif au fait que, dès que le Weltstoff s'approche de l'un des infinis pascaliens, « l'Univers change de forme. Son étoffe devient le siège d'effets nouveaux » (III, 315). Il en va ainsi de l'infiniment grand et de l'infiniment petit: « Dans l'Immense, les effets de relativité. Dans l'Infime, les effets quantiques » (III, 315).

Or, il en va de même, si nous considérons le quatrième infini, l'infiniment complexe, qui constitue, lui aussi, comme les deux autres, un extrême: « Dans un Univers à deux infinis seulement, les vivants supérieurs (l'Homme par exemple) peuvent être considérés comme 'moyens'. Mais, dans un Univers à trois infinis, ils se détachent des autres grandeurs moyennes non complexes; ils viennent occuper le sommet d'une branche spéciale, et dans cette portion terminale (où ils prolongent

directement la lignée des atomes et des molécules) ils forment un extrême, au même titre qu'une galaxie ou qu'un électron » (III, 315).

Contrairement à ce que pensait Pascal, l'homme et les vivants supérieurs ne sont donc pas situés dans une sorte de milieu entre deux extrêmes, dans une position moyenne, mais ils sont eux aussi à un extrême, un extrême de complexité. Ici se révèle l'apport déterminant de ce quatrième infini introduit par Teilhard.

Or, « contrairement au préjugé courant des philosophies anciennes, une relation existe dans la Nature entre Quantité et Qualité. Changez les dimensions spatiales des corps, et ce sont leurs propriétés mêmes qui se métamorphosent » (VII, 32). Et ces qualités, dans le cas de l'infini de complexité, c'est d'abord l'organicité spécifique de la matière vivante, et ensuite « la Conscience et la Liberté » (III, 315).

#### c) Entropie et Anti-entropie

Ceci dit, Teilhard reste cependant conscient du caractère surprenant, voire a priori improbable, de ces renversements des qualités, et surtout dans le cas du seuil qui est dépassé avec l'apparition de la vie, avec « le pas de la vie » (I, 69). En effet, à première vue, la vie semble en contradiction avec le principe de l'Entropie, le fameux deuxième principe de Carnot: « L'Entropie, on le sait, est le nom que la Physique donne à cette chute, inévitable en apparence, par suite de laquelle les ensembles corpusculaires (sièges de tous les phénomènes physico-chimiques) glissent, en vertu de lois statistiques de probabilité, vers un état moyen d'agitation diffuse, état où cesse tout échange d'énergie utile, à l'échelle de notre expérience » (III, 209).

Mais, considérés d'après le « fil conducteur » (I, 138) de la complexité, avec tout ce qu'il comporte, il faut supposer selon Teilhard, à côté et contre l'Entropie, un second courant, une Anti-entropie ou Néguentropie, comme on dira après lui: « Vraiment nous pouvons dire aujourd'hui, sans quitter le terrain des faits, que, à perte de vue, le Monde autour de nous dérive, entraîné en sens opposé par deux courants conjugués également irréversibles: l'entropie et la Vie » (X, 130). « Vers cette mort de la Matière, tout paraît descendre autour de nous, tout, excepté la Vie. La Vie, c'est, contrairement au jeu nivelant de l'Entropie, la construction méthodique, sans cesse élargie, d'un édifice, toujours plus improbable. Le Protozoaire, le Métazoaire, l'être sociable, l'Homme, l'Humanité, autant de défis croissants portés à l'Entropie; autant d'exceptions, de plus en plus démesurées, portées aux allures habituelles de l'Energétique et du Hasard » (III, 209).

Est justifié ainsi le fait de considérer un principe opposé à l'Entropie: la Vie montre des capacités propres, irréductibles à la matière entropique: « Aussi longtemps que la Vie demeure enveloppée dans ses formes 'instinctives', on peut, avec plus ou moins de vraisemblance essayer de la réduire en simples mécanismes. Mais, dans l'Homme, elle éclate avec des propriétés décidément irréductibles aux lois de la Physique qu'elle respecte et utilise. En l'Homme, la Vie, portée jusqu'à la Pensée, se dévoile comme une face sui generis des puissances du Monde » (III, 237).

Cette façon de voir les choses est tributaire toutefois de ce que nous avons appelé la révolution de Teilhard: à savoir apprécier la matière à partir de l'esprit, considérer celui-ci non pas comme un effet secondaire et non-représentatif de l'Univers, mais comme le fil conducteur de l'interprétation de l'Univers: « En termes de Physico-chimie, les phénomènes vitaux sont essentiellement caractérisés (juste à l'inverse de la Matière) par une évolution vers le moins probable... Mis en face de ce fait énorme, indéniable, de la montée régulière d'une partie du Monde vers les états improbables, la Science a cherché, jusqu'ici, à fermer ou à détourner les yeux. Improbables, les constructions de la Vie? donc fortuites, et inintéressantes pour la spéculation et le calcul. Et la Vie continue à rester en dehors de la physique, comme un aberrant, — comme un remous bizarre, né accidentellement dans le cours, seul primitif et définitif, de l'Entropie... Si, dans l'Univers, nous nous trouvons en présence de deux mouvements importants des unités élémentaires, l'un vers le plus, l'autre vers le moins probable, pourquoi ne pas chercher à voir, dans ce double courant, deux phénomènes de même généralité, de même importance, de même ordre, — les deux faces ou les deux sens d'un même événement extrêmement général? Pourquoi, en somme, la Vie ne serait-elle pas un double, ou un inverse, de l'Entropie? » (III, 236-237).

On pourrait certes objecter à cette façon de voir e. a. la « suprême fragilité » (III, 237) de la vie. Teilhard répond, en mettant en évidence « la sûreté des démarches qui l'ont [c'est-à-dire la vie] portée jusqu'à l'Humanité... Quelque chose d'aussi irrésistible que la Matière se dissimule sous la patiente infaillibilité de l'ascension des vivants. Nous avons pris l'habitude, quelque peu enfantine, de placer du côté des combinaisons les plus probables l'équilibre final, la solidité du Monde. Qui sait si nous ne ferions pas bien de retourner, bout pour bout, l'échelle de nos valeurs, c'est-à-dire si la vraie stabilité, la vraie consistance de l'Univers, ne seraient pas à chercher dans la direction où croît



*l'Improbable?* » (III, 237-238). Il est vrai qu'à la fin de son raisonnement, Teilhard ajoute: « *Poésie peut-être que tout cela?* » (III, 239).

### 3. *L'anthropogenèse*

Après le pas de la vie, un autre seuil, ou même deux, sont franchis: le « pas de la réflexion » (I, 160), avec lequel apparaît l'homme, ou encore le « phénomène humain », pour reprendre le titre du livre principal de Teilhard. Pour celui-ci, il s'agit en effet d'un véritable seuil qualitatif: « *Avec l'Homme, ce n'est pas seulement une espèce de plus qui est apparue dans la foule des êtres, caractérisée par certains détails du crâne et des membres; mais c'est un nouvel état de vie qui s'est manifesté dans la Nature. La Pensée est une énergie physique réelle, sui generis, qui a réussi, en quelques centaines de siècles, à couvrir d'un réseau de forces liées, la face entière de la Terre. Il faut donc lui faire une place à part dans nos constructions* » (III, 254).

Qu'est-ce en effet que la « réflexion », que Teilhard appelle aussi « pensée »? « *La Réflexion, ainsi que le mot l'indique, est le pouvoir acquis par une conscience de se replier sur soi, et de prendre possession d'elle-même comme d'un objet doué de sa consistance et de sa valeur particulières: non plus seulement connaître, – mais se connaître; non plus seulement savoir, mais savoir que l'on sait. Par cette individualisation de lui-même, l'élément vivant, jusque-là répandu et divisé sur un cercle diffus de perceptions et d'activités, se trouve constitué, pour la première fois, en centre ponctiforme, où toutes les représentations et expériences se nouent et se consolident en un ensemble conscient de son organisation* » (I, 161).

Les conséquences de la manifestation de la réflexion sont considérables: « *En réalité, c'est un autre monde qui naît. Abstraction, logique, choix et inventions raisonnés, mathématiques, art, perception calculée de l'espace et de la durée, anxiétés et rêves de l'amour. Toutes ces activités de la vie intérieure ne sont rien autre chose que l'effervescence du centre nouvellement formé explosant sur lui-même* » (I, 161).

Du même coup apparaît la différence essentielle avec les animaux: « *L'animal sait, bien entendu. Mais certainement il ne sait pas qu'il sait... Un fossé, – ou un seuil – infranchissable pour lui, nous sépare. Par rapport à lui, parce que réfléchis, nous ne sommes pas seulement différents, mais autres* » (I, 161-162).

Mais toutes ces capacités inédites et considérables n'épuisent pas la nouveauté que représente l'homme. Deux points capitaux sont à relever:

– L'homme est, pour Teilhard, le produit le plus complexe, donc le plus achevé, de l'évolution, du moins jusqu'ici. De ce fait, l'homme est pour Teilhard la « clef de l'Univers » (V, 126), pour le passé comme pour l'avenir (voir à ce sujet aussi II, 172-173). Nous retrouvons ici la fameuse révolution teilhardienne, suivant laquelle ce n'est pas le monde qui explique l'homme, mais c'est l'homme qui explique le monde. Ce qui ne veut pas dire que l'homme est le maître de l'Univers et qu'il aurait tous les privilèges, ni même qu'il est l'être le plus perfectionné possible.

Néanmoins, cette façon de le voir comme la clef de compréhension de l'Univers et de l'évolution lui rend sa grandeur: « *Au lendemain des intuitions révolutionnaires de Galilée d'abord, puis de Lamarck et de Darwin, peu de chose restait en apparence, au 'roi de la création', de sa grandeur passée. La ruine du géocentrisme, entraînant, à deux siècles de distance, celle de l'anthropocentrisme, l'Homme pouvait se croire définitivement submergé et nivelé par le flot 'temporel' que son intelligence avait réussi à déceler. Mais voici que, de nouveau, il fait mine d'émerger en tête de la Nature. L'Evolution, disait-on couramment à la fin du siècle dernier, a bel et bien englouti l'Homme puisque, nous en avons acquis la preuve, elle s'élève jusqu'à lui. Or, à bien observer la marche de la Science depuis quelques années, c'est justement l'inverse qui tend à se produire. Loin d'être absorbé par l'Evolution, c'est l'Homme, au contraire, qui est en train de transformer à sa mesure, et par suite de définir dans ses lignes, l'idée que nous nous faisons de l'Evolution* » (V, 104).<sup>3</sup>

– Mais, nous l'avons déjà laissé entendre: l'homme n'est pas le produit insurpassable de l'évolution; celle-ci ne se termine pas avec l'homme, mais elle rebondit avec lui respectivement elle peut rebondir avec lui. Selon une phrase de Julian Huxley, que Teilhard cite souvent, l'homme découvre « *qu'il n'est pas autre chose que l'Evolution devenue consciente d'elle-même* » (I, 221).

Avec l'homme, nous passons à « l'ère de l'auto-évolution » (II, 226). De ce fait, l'homme se trouve investi d'un rôle et d'une responsabilité énormes: « *Quelle doit être, à notre avis, la seule légitime réaction des*

<sup>3</sup> « Depuis Galilée, il pouvait sembler que l'Homme eût perdu toute position privilégiée dans l'Univers. Sous l'influence grandissante des forces combinées d'invention et de socialisation, le voilà en train de reprendre la tête: non plus dans la stabilité, mais dans le mouvement; non plus en qualité de centre, mais sous forme de flèche du Monde en croissance. Néo-anthropocentrisme, non plus de position, – mais de direction de l'évolution » (III, 349).

vues évolutionnistes sur un homme profondément convaincu de leur vérité? Avant tout cet homme voit s'exalter presque à l'infini, devant lui, la grandeur de ses responsabilités. Lui qui pouvait se croire jusqu'alors, dans la Nature, un être de passage, local, accidentel, libre de gaspiller, à ses dépens individuels, l'étincelle de vie qui lui est échue, il discerne soudain, au fond de lui-même, la charge redoutable de conserver, d'accroître, de transmettre la fortune du Monde... Pour une part infime, mais réelle, le succès de l'énorme affaire, de l'immense enfantement universel, est entre les mains du moindre d'entre nous» (III, 191-192).

Cette responsabilité est d'autant plus grande, que l'évolution ne va pas continuer sans l'homme, qui doit s'employer, faire des efforts, se battre et lutter pour la faire avancer. Mais alors se posent deux questions:

- L'homme peut-il faire rebondir l'évolution? En a-t-il réellement les moyens?
- Dans quelle direction doit-il faire avancer l'évolution?

Les deux questions trouvent une réponse ensemble. Nous avons vu que l'axe de l'évolution, c'est la loi de la complexité, de la multiplicité liée. Or, c'est bien dans ce sens d'une unification des choses et des êtres que doit continuer l'évolution: «D'une extrémité à l'autre de l'Evolution, telle que nous l'avons définie, tout se meut, dans l'Univers, dans le sens de l'unification» (VII, 122). Toutefois, au stade où nous considérons l'homme ici, celui-ci n'est encore qu'un individu, mais il peut et doit devenir une personne.

Teilhard a une conception particulière de ce qu'est une personne. Pour lui, individu et personne sont des centres: «Ce qui fait un centre 'individuel', c'est d'être distinct des autres centres qui l'entourent. Ce qui fait le 'personnel', c'est d'être profondément lui-même» (VII, 123, note 1). Cependant, l'individu est un centre, certes, mais instable: «En cherchant à se séparer le plus possible des autres, l'élément s'individualise; mais, ce faisant, il retombe et cherche à entraîner le Monde en arrière vers la pluralité, dans la Matière. Il se diminue, et il se perd, en réalité... Pour être pleinement nous-mêmes, c'est en direction inverse, c'est dans le sens d'une convergence avec tout le reste, c'est vers l'Autre, qu'il nous faut avancer. Le bout de nous-mêmes, le comble de notre originalité, ce n'est pas notre individualité, - c'est notre personne; et celle-ci, de par la structure évolutive du Monde, nous ne pouvons la trouver qu'en nous unissant» (I, 264). Le progrès est donc, selon Teilhard, incontestablement à chercher en direction de la personnalisation.

Une des idées récurrentes chez Teilhard consiste à affirmer que l'homme, en s'unissant aux autres, donc en se développant en tant que personne, ne se fond pas, ne se dissout pas dans les autres, mais au contraire devient lui-même: «La véritable Union ne fond pas les éléments qu'elle rapproche; par fécondation et adaptation réciproques, elle leur donne un renouveau de vitalité. C'est l'égoïsme qui durcit et neutralise l'étoffe humaine. L'union différencie» (VI, 83).<sup>4</sup>

En ce sens, l'homme, en s'hominisant, c'est-à-dire en se personnalisant toujours davantage, a en lui le potentiel requis pour faire avancer la complexification et l'unification. Et c'est là, nous l'avons vu, la direction que l'évolution doit prendre. Cependant, le mouvement de personnalisation ne doit pas s'arrêter aux différents hommes particuliers. Un nouveau seuil, après celui de la Vie vers l'Homme, doit être franchi, c'est celui de l'Homme vers l'Humanité, ou en d'autres termes: de l'anthropogenèse nous devons passer à la noogenèse.

#### 4. La noogenèse

La morale que Teilhard a développée sur la base de son évolutionnisme a comme principal objectif, et obligation, la création d'une noosphère, après la biosphère: «La Morale a été principalement comprise jusqu'ici comme un système fixe de droits et de devoirs, visant à établir entre individus un équilibre statique, et soucieux de maintenir celui-ci par une limitation des énergies, c'est-à-dire de la Force. Cette conception reposait, en dernière analyse, sur l'idée que chaque humain représentait dans le Monde une sorte de terme absolu, dont il s'agissait de protéger l'existence contre tout envahissement extérieur. Elle est transformée de fond en comble si l'on reconnaît, comme nous venons de le faire, que l'Homme sur Terre n'est qu'un élément destiné à s'achever cosmiquement dans une conscience supérieure en formation. Alors, le problème posé à la Morale n'est plus de conserver et de protéger l'individu, - mais de le guider si bien dans la direction de ses accomplissements attendus que la 'quantité de Personnel' encore diffuse dans l'Humanité se dégage avec plénitude et sécurité. Le moraliste était jusqu'ici un juriste - ou un équilibriste. Il devient le technicien et l'ingénieur des énergies spirituelles du Monde. La plus haute Morale est désormais

<sup>4</sup> «Tel est bien encore, expérimentalement, le résultat de l'unanimité sur nos consciences humaines. Qu'il s'agisse d'une équipe, ou de deux amants, ou mieux encore du mystique absorbé par la contemplation divine, le résultat psychologique est invariablement le même. Loin de tendre à se confondre, les centres réfléchis intensifient leur ego à mesure qu'ils se resserrent entre eux» (VII, 123).

*celle qui saura développer le mieux jusqu'à ses limites supérieures le Phénomène naturel. Non plus protéger, – mais développer, par éveil et par convergence, les richesses individuelles de la Terre* » (VI, 139).

La tâche de chaque humain n'est donc pas seulement de s'unifier soi-même, mais du même coup de contribuer à unifier l'humanité tout entière: celle-ci ajoute une nouvelle couche de réalité à la Terre: « *L'Humanité (c'est là un de ses aspects physiques les plus curieux) évolue de manière à former une unité naturelle d'extension aussi vaste que la Terre... De jour en jour, la masse humaine 'se prend'; elle se construit; elle tisse autour du Globe un réseau d'organisation matérielle, de circulation, et de pensée... Nous nous apercevons qu'à sa lithosphère, à son atmosphère, à sa biosphère, etc., la terre est en train d'ajouter, par nous, une enveloppe de plus à ses autres nappes, – la dernière et la plus remarquable de toutes: la zone pensante, la 'noosphère'... L'Humanité – pour reprendre, en la comprenant mieux, une expression déjà employée plus haut – est véritablement la Terre (on pourrait même dire la Nature) 'hominisée'* » (IX, 124).

La noosphère est pour Teilhard à la fois l'objet d'une obligation et déjà un fait respectivement un processus qui est en route. En effet, après une phase d'expansion de l'humanité partout de par la terre, cette même humanité est entrée depuis quelques siècles dans une phase de « *compression* » (VIII, 191) ou encore de « *convergence* » (ibid.). Teilhard la figure souvent par la comparaison avec un cône (où nous retrouvons d'ailleurs la solution teilhardienne du problème des liens entre Matière et Esprit): « *On pourrait dire que... les choses ont une structure pareille à celle d'un cône. Dans un cône il y a un sommet et une base, un centre de convergence et une région d'indéfinie divergence. Un observateur qui suit l'axe d'un cône en allant vers le sommet finit pas atteindre le point où toutes les génératrices se rencontrent et se nouent. Une marche inverse le conduit vers une dissociation sans limite des éléments de la figure* » (IX, 58).

Matière et Esprit sont ainsi deux directions opposées sur un même axe; vers la base, il y a multiplicité, dissolution: Matière; vers le sommet, il y a lien, réseau, union: Esprit, jusqu'à ce que, un jour, il y ait unité totale englobante: « *Nous savons maintenant ce que cela signifie: 'pénétrer au cœur des choses'. Pour atteindre la zone lumineuse, solide, absolue, du Monde, il ne s'agit pas d'aller vers le plus profond en dessous ou le plus lointain en arrière, mais vers le plus intérieur dans l'âme, et le plus nouveau dans le futur* » (IX, 58).

La Science, qui comprend la recherche ainsi que la communauté scientifique, est un élément important de la noosphère, de même que les techniques de communication, les institutions mondiales, les échanges économiques et le marché mondial. Toutefois, une mise au point importante est nécessaire: si le but ultime de l'évolution est donc une unité totale, celle-ci n'est à imaginer ni comme un bloc homogène (ce que pourrait suggérer le sommet du cône, qui a la forme d'un point), ni un univers spirituel détaché de la matière. L'image du cône, imparfaite, certes, comme toute image, permet elle-même de rectifier les deux méprises possibles:

- Le sommet rassemble toutes les génératrices, mais ne les fusionne pas. Teilhard n'écrit-il pas justement: « *se rencontrent et se nouent* » (IX, 58)? L'union est de l'ordre de la relation et non de la fusion.
- Matière et esprit sont des directions dans le cône, non des étapes ou des parties: toute la base se rassemble dans le sommet, celui-ci intègre toute la base.

Il reste, comme nous l'avons vu, que le passage de la base vers le sommet du cône n'est pas toujours déjà présent et accompli, son effectuation est entièrement de la responsabilité de l'homme. Nous avons parlé à ce sujet de morale, et nous sommes donc là dans le domaine non plus de la théorie, mais de la pratique.

Ici apparaît cependant d'après Teilhard un grave problème, celui de la motivation. Du moment que l'évolution ne se déroule plus automatiquement, mais sous la responsabilité de l'homme, il faut se poser la question des incitations de l'action humaine: « *A partir du moment où l'esprit, initialement apparu... 'comme un simple moyen de survivre', s'est peu à peu trouvé élevé à la fonction et à la dignité de 'raison de vivre', il était inévitable que, avec l'accentuation des forces de liberté, une modification profonde se dessine dans le régime de l'anthropogénèse... A mesure que grandit la Réflexion, une possibilité [s'ajoute] pour l'Homme de se dérober ou de se refuser à ce qui ne paraîtrait satisfaisant ni à son cœur, ni à sa raison. Ce qui revient à dire qu'à partir d'un degré suffisant d'hominisation, la 'chaîne planétaire' génératrice de l'Humain ne saurait plus continuer à fonctionner que dans une certaine atmosphère de consentement, c'est-à-dire finalement sous l'action de quelque désir. Doublant, et peu à peu relayant, la poussée venant d'en bas, voici donc que l'apparition d'un attrait descendant d'en haut se découvre comme organiquement indispensable pour la suite de l'opération: indispensable pour entretenir l'élan évolutif... Le 'pull' après le 'push'* » (V, 317-318).

En d'autres termes: le sommet du cône est certes le terme des efforts d'évolution de l'homme, mais il ne le sera que s'il est en même temps, et surtout, un pôle d'attraction. Or, pour motiver effectivement les hommes, ce pôle doit présenter, aux yeux de Teilhard, au moins trois caractères:

- Il faut que l'homme puisse raisonnablement espérer que ce sommet pourra être atteint: « Or que faut-il pour que nous acceptions, non seulement avec joie, mais passionnément, de pousser plus loin le travail de plus en plus lourd et compliqué exigé de nous par la synthèse cosmique? A quelle condition l'Univers doit-il absolument satisfaire, pour que, vers toujours plus de conscience, nous soyons attirés? Cette condition (de l'avis de tous ceux qui ont essayé d'approfondir le mécanisme psychologique de l'action) c'est que, du mouvement qui nous sollicite en avant, nous puissions penser qu'il n'est pas condamné d'avance à s'arrêter ou à reculer, mais que, par nature, il est irréversible. Promettez à l'Homme autant de millions d'années que vous voulez. Faites-lui entrevoir, au terme de cette période, un sommet aussi haut (c'est-à-dire aussi surhumain) qu'il vous plaît. Si, de ce sommet une fois atteint, il est entendu d'avance qu'il nous faudra descendre, sans que rien ne survive dans l'Univers de notre ascension, — eh bien, je vous le déclare, nous n'aurons pas le cœur de marcher, et nous ne marcherons pas. Jamais l'Homme (quoi que puissent dire Jeans et Langevin) n'acceptera de travailler comme un Sisyphe » (III, 322-323).
- Il faut que l'unité suprême vaille la peine pour qu'on y travaille, qu'elle soit durable: « L'Homme, lui, avant de continuer la tâche commune, peut, et doit, se demander si elle vaut la peine qu'elle exige, le travail de vivre, et l'effroi de mourir. Or, la seule récompense qui puisse nous satisfaire... c'est la garantie que le résultat tangible de nos labeurs, par quelque chose de lui-même, est recueilli dans une Réalité où ne sauraient l'atteindre aucun ver ni aucune rouille... La volonté libre ne peut être mise en mouvement, dans la moindre chose, que par l'attrait d'un résultat définitif, d'un 'ktéma eis aei', promis à son effort » (IX, 72).
- Enfin, l'homme étant une personne, c'est-à-dire un être pouvant et devant devenir lui-même, et qui ne s'anéantit pas dans ce à quoi il se relie, il faut que l'unité totale qu'il vise ne soit pas le contraire de ce qu'il est lui-même: « De même que l'homme... perdra le courage de construire et de chercher plus loin, de même il n'aura pas la force de vaincre les répulsions internes qui le séparent des joies de l'union, — à moins qu'il ne prenne enfin conscience de converger, avec

*l'Univers, non seulement en Quelque Chose, mais en Quelqu'un* » (III, 301).

Le sommet de ce cône, cette unité globale, dans la mesure où elle répond à ces trois conditions, ce n'est rien d'autre que le fameux « point Oméga ».

### 5. Le point Oméga

La lettre grecque « oméga », la dernière de l'alphabet, ne signifie pas la mort, chez Teilhard, bien au contraire: elle symbolise l'ultime aboutissement de l'univers en évolution, l'unité suprême. Teilhard est bien conscient que dans le cas du point Oméga, il s'agit d'une « extrapolation » (VII, 117) et d'un postulat à la fois, mais dans les deux cas, il est d'avis qu'il ne fait que prolonger, logiquement, la ligne, l'axe de l'évolution; ou encore en d'autres termes: qu'il ne fait que penser jusqu'au bout le cône, c'est-à-dire jusqu'à son sommet: « *L'Evolution, devenue réfléchie et libre en l'Homme, ne saurait plus continuer sa marche ascendante vers la complexité-conscience à moins de reconnaître que 'l'enroulement vital', non seulement échappe (vers l'avant) à une annulation ou mort totale, mais encore qu'il collecte toute l'essence préservable de ce que la Vie aura engendré en chemin. Cette exigence implique structurellement l'existence, au terme supérieur de la Convergence cosmique, d'un centre transcendant d'unification, 'le Point Oméga'. Sans foyer, à la fois irréversibilisant et collecteur, impossible de sauver la loi de récurrence évolutive, — jusqu'au bout* » (XIII, 173-174).

Le point Oméga est dit transcendant, ce qui pose deux questions:

- Comment cette transcendance est-elle compatible avec l'image du cône? Le sommet ne fait-il pas partie du cône, ne lui est-il pas inhérent et immanent? La réponse est: oui et non. Le sommet achève sans doute le cône et le noue; sans sommet, il n'y a pas de cône. Mais d'un autre côté, si le cône est un volume, le sommet est un point, avec lui, nous passons à une autre dimension, l'achèvement du cône par le sommet est d'un autre ordre que ce qui par là est achevé. On peut tout à fait penser que Teilhard n'aurait pas vu d'inconvénient à ce qu'à propos du point Oméga on parle de transcendance-immanence: « *Partiellement transcendant, enfin, c'est-à-dire partiellement indépendant de l'Evolution qui culmine en lui. Si Oméga n'échappait pas, en quelque façon, aux conditions du Temps et de l'Espace, ni il ne pourrait nous être déjà présent, — ni il ne serait capable (puisque soumis lui-même entièrement à l'inexorable Entropie) de fonder les*

espoirs d'irréversibilité sans lesquels, à partir de l'Homme, la Centrogenèse cesserait de fonctionner... C'est donc que par une face de lui-même, différente de celle sous laquelle nous le voyons se former, il émerge depuis toujours au-dessus d'un Monde, dont cependant, vu sous un autre angle, il est en train d'émerger. Et c'est précisément dans la réunion de ces deux moitiés (émergée et émergente) de lui-même que tend à s'achever, sous le type d'une union 'bipolaire', l'unification universelle» (VII, 119).

- Sommes-nous, avec le point Oméga, déjà dans le domaine de la transcendance proprement religieuse? A ce propos, les textes de Teilhard ne sont pas toujours clairs. Il y en a où l'Oméga est identifié tout simplement à Dieu ou au Christ. A d'autres endroits, qui à moi me semblent plus cohérents avec l'ensemble de sa pensée, il est question de deux Omégas, liés cependant: «La correspondance n'est-elle pas révélatrice entre la figure (le 'pattern') des deux Omégas en présence: celui postulé par la Science moderne, et celui éprouvé par la mystique chrétienne?» (X, 290; voir aussi X, 291 et X, 210).

Il reste que l'Oméga est le passage vers le domaine religieux proprement dit, et donc aussi vers notre deuxième partie.

### III. Science et Foi

#### 1. Teilhard et la science

Avec Teilhard, il ne faut pas s'attendre à un chrétien qui dénigrerait la science, bien au contraire: il en fait constamment l'éloge, allant jusqu'à parler à l'occasion du «besoin sacré de savoir»: «Obstinément, parce qu'un secret instinct le pousse et qu'une longue expérience l'a instruit, l'homme croit qu'aucune parcelle de vérité n'est stérile, mais que la moindre découverte scientifique est un élément irremplaçable, sans lequel ne s'achèvera pas l'éveil entier de sa conscience, c'est-à-dire la plénitude de son âme» (III, 65)<sup>5</sup>.

Quel est alors exactement le rapport de Teilhard à la science?

- D'abord, il s'affirme constamment et s'affiche lui-même comme étant en premier lieu et essentiellement un scientifique: «Nous allons essayer de regarder l'Homme en purs naturalistes, sans rien lui

<sup>5</sup> «La Recherche a pu longtemps passer parmi les Hommes pour un accessoire, une bizarrerie ou un danger. Le moment est venu, proche, où nous nous apercevons qu'elle est la plus haute des fonctions humaines, - absorbant en soi l'esprit de la Guerre, et resplendissant de l'éclat des Religions» (VI, 48).

ajouter» (III, 78). Ou encore: «Nous nous trouvons en face d'un problème de la Nature: découvrir, s'il existe, le sens de l'Evolution. Il s'agit de le résoudre sans quitter le domaine des faits scientifiques» (VI, 72). Il va même jusqu'à dire: «Laissons les discussions vaines, et voyons en vrais positivistes [souligné par moi, H. H.] si l'Univers se cohère» (IV, 73).

On pourrait multiplier les citations. Certes, il y a dans ces déclarations sans doute une part de tactique: elles servent à Teilhard à se protéger par rapport à ses supérieurs. Mais plus fondamentalement, elles concordent avec son amour de la matière, de la terre et son désir de connaître ce qu'il aime tant: «Si par suite de quelque renversement intérieur, je venais à perdre successivement ma foi au Christ, ma foi en un Dieu personnel, ma foi en l'Esprit, il me semble que je continuerais invinciblement à croire au Monde. Le Monde (la valeur, l'infailibilité et la bonté du Monde), telle est en dernière analyse la première, la dernière, la seule chose en laquelle je crois. C'est par cette foi que je vis. Et c'est à cette foi, je le sens, que, au moment de mourir, par-dessus tous les doutes, je m'abandonnerai» (X, 120).

- Teilhard n'est pas non plus quelqu'un qui s'effaroucherait des applications de la science, de la technique ou de la mentalité technicienne. D'abord, la technique est une des caractéristiques de l'homme par rapport à l'animal; celui-ci n'est que la transformation d'un membre ou de tout le corps en un instrument, mais «avec l'Homme, tout change. L'instrument devient extérieur au membre qui l'emploie; et cette façon toute nouvelle d'agir entraîne avec soi deux conséquences qui affectent profondément l'histoire de la Vie à partir de l'Humanité: d'abord, c'est évident, un extrême accroissement de puissance (en variété et en intensité) où il est permis de chercher un des principaux facteurs expérimentaux du succès humain; ensuite, et c'est là plus inattendu, une chute brusque dans la faculté apparente des organismes à évoluer. Cette dernière proposition peut paraître un peu étrange. A la réflexion, on s'apercevra qu'elle est tout à fait plausible, et voici pourquoi: si vraiment les différenciations somatiques dont se préoccupent les zoologistes sont liées à la transformation des organes en outils, l'Homme, capable de fabriquer des outils sans s'y incarner, échappe à la servitude de se transformer pour agir. Il peut donc progresser sans changer de forme, varier indéfiniment dans son psychisme sans modifier son type zoologique... Le même individu, alternativement, peut être taupe, oiseau ou poisson. Seul entre tous les animaux, l'Homme a la faculté de diversifier son effort sans en devenir définitivement esclave» (III, 84-85). Avec la technique,

comme avec la science, « nous continuons tout bonnement, sur un plan supérieur et avec d'autres moyens, le travail ininterrompu de l'évolution biologique » (III, 88).

– Teilhard s'est toujours prononcé pour la liberté de la recherche scientifique, pour une liberté absolue, sans limites, et cela pour au moins trois raisons:

- Il y a le besoin et le devoir de savoir: la science est au service de l'évolution.
- Il y a le désir de savoir: la connaissance exerce sur l'homme un attrait irrésistible.
- Il y a enfin aussi le constat d'une sorte de fatalité: une fois entamée, la recherche ne peut plus être arrêtée.

Ainsi, Teilhard écrit-il ceci à propos de la recherche en général: « [Que la chose nous plaise ou non], comprenons donc enfin que rien, absolument rien, n'empêchera jamais l'Homme (poussé qu'il est en cela par une urgence intérieure d'ordre cosmique) d'aller en toutes directions – et plus spécialement en matière de Biologie – jusqu'à l'extrême bout de ses puissances de recherche et d'invention » (II, 351). Et concernant plus précisément la bombe atomique: « Je ne m'attarderai pas ici à discuter ni à justifier la moralité essentielle de l'acte consistant à libérer l'énergie atomique. Au lendemain de l'expérience faite en Arizona, on a bien osé soutenir que les physiciens auraient dû, parvenus au terme de leurs recherches, étouffer et détruire le fruit dangereux né de leur esprit d'invention. Comme si le devoir de tout homme ne consistait pas en définitive à pousser jusqu'au bout toutes les puissances créatives de la connaissance et de l'action! Comme si, du reste, aucune force au monde était capable d'arrêter la pensée humaine dans aucune ligne sur laquelle elle s'est une fois engagée! » (V, 161).

De toute façon, la recherche scientifique s'inscrit pour Teilhard dans l'évolution du monde, où l'esprit prend le relais progressivement de la matière: la science n'est donc pas hors de ou étrangère à l'avancée spirituelle de l'humanité; ce qui une fois de plus justifie qu'il lui soit accordé toute liberté et qu'elle n'a à encourir aucune limitation: « Le Physico-moral obéit, dans son exercice, à une double loi, essentielle et universelle: tout essayer, – jusqu'au bout. Pareilles aux molécules d'un gaz, les innombrables unités humaines pressent simultanément sur la surface entière des obstacles opposés à leur expansion, jusqu'à ce que ceux-ci soient vaincus ou tournés à leur point de moindre résistance. Et lorsque cette issue est enfin trouvée par tâtonnement,

leur masse tend à s'y précipiter jusqu'à complète détente. Ainsi le veulent à la fois la structure corpusculaire et la tension interne qui caractérisent la Noosphère... Tout tenter, pour savoir et pouvoir toujours plus haut: telle est la formule la plus générale et la plus haute loi de l'activité humaine et de sa moralité » (VI, 167).

Teilhard n'hésite même pas à donner au devoir de recherche scientifique illimitée un fondement théologique: « Je dirai même ceci: Notre devoir d'Hommes est d'agir comme si les limites de notre puissance n'existaient pas. Devenus, par l'existence, les collaborateurs conscients d'une Création qui se poursuit en nous pour nous mener vraisemblablement à un but (même terrestre) bien plus élevé et éloigné que nous ne pensons, nous devons aider Dieu de toutes nos forces, et manipuler la matière comme si notre salut ne dépendait que de notre industrie » (IX, 60).

– Teilhard n'est toutefois pas aveugle à certains manques, défauts ou errements de la science, telle que celle-ci s'est effectivement développée. Il y a ainsi chez lui une critique de la science, non en vue de lui assigner une place restreinte, mais de lui permettre d'accéder à sa véritable importance: « En s'abandonnant aux rêves d'une humanité consciente, pour la première fois, de la grandeur de sa tâche terrestre, les gens du siècle dernier obéissaient à une loi profonde de la vie; et c'est de leur enthousiasme que notre monde actuel est sorti. Essentiellement, leur vision d'un univers en progrès était juste; et nous en vivons encore. Seulement, et ceci était grave, elle se trouvait viciée par une erreur, qui n'était rien moins qu'un renversement de perspective. Au lieu de suspendre la marche des choses à un pôle supérieur de l'esprit, la science du dix-neuvième siècle l'a imaginée comme supportée et limitée par les puissances élémentaires du multiple. Elle a projeté vers le bas le centre du monde. Sa mystique s'est égarée dans le culte de la matière » (VI, 226).

Teilhard fait la critique de ce qu'il appelle la méthode analytique de la science, la tentative donc de dissoudre les choses en leurs éléments de plus en plus fondamentaux, pour expliquer ces mêmes choses à partir de ces éléments: « La première idée qui vient à l'homme parvenu, par l'analyse scientifique, aux extrêmes limites inférieures de la Matière, c'est qu'il tient réellement, dans les dernières particules de la Matière, l'essence même des richesses de l'Univers. Les éléments contiennent en soi la vertu du tout: celui qui tient les éléments possède le tout. Voilà le principe admis implicitement par une quantité de savants et même de philosophes » (IX, 55).



Cette méthode cependant conduit à des résultats décevants:

« L'analyse est nécessaire, elle est bonne. Mais elle ne nous a pas conduits là où nous pensions. Le matérialisme naît d'une erreur fondamentale de perspective: par la Science, nous imaginons souvent avoir abordé aux sphères essentielles du Monde, aux régions les plus denses de l'Univers, au domaine de la Consistance et de l'Absolu. En fait nous ne sommes arrivés en la suivant qu'aux extrêmes limites inférieures du Réel, là où les êtres sont le plus appauvris et le plus raréfiés... Toute notre expérience scientifique nous en avertit: au-dessous de l'électron, de l'énergie, la Matière est encore analysable, elle est indéfiniment décomposable en éléments naturels, dans le temps et dans l'espace, – il n'y a pas d'atomes au sens étymologique du mot. La Matière est essentiellement pluralité sans limites, poussière: il est donc impossible de construire sur elle; et celui qui voudrait la suivre jusqu'au bout d'elle-même tendrait vers le néant. La Matière n'est pas un fondement stable du Monde: elle est une direction où les choses disparaissent toujours un peu plus à mesure qu'elles perdent un peu plus d'unité... Nous avons procédé par fractionnements successifs. A chaque opération nous séparions deux éléments: un principe ordonnateur, impondérable, inanalysable, synthétique, – et des éléments ordonnés (pondérables). Chaque fois, en vertu même de l'analyse, le principe ordonnateur s'évanouissait. Nous avons donc concentré notre attention sur les éléments ordonnés qui nous semblaient de nature plus stable. Ceux-ci à leur tour ont cédé à l'analyse, abandonnant un nouvel ordre et se réduisant à des sous-éléments. Et ainsi de suite. De la sorte nous avons laissé la statue pour étudier le grain de marbre, – la sensation lumineuse pour garder la vibration de l'éther, – la vie cellulaire pour nous attacher aux groupements chimiques, etc. » (IX, 55-57).

Ou bien, pour reprendre l'image du cône: la science du dix-neuvième siècle s'est dirigée dans la mauvaise direction, vers la base du cône et non vers son sommet, vers la Matière, la dissolution, et non pas vers l'Esprit, l'unification. C'est là le sens du reproche de matérialisme que Teilhard fait à la science. Mais cette erreur, une fois reconnue, peut être salutaire et nous (re)conduire vers la seule démarche valable: « Par l'exploration analytique du Monde, nous avons cheminé vers la base du cône: voilà pourquoi le Monde a paru se dissiper entre nos mains. Ce n'est pas là un échec. C'est au contraire une grande découverte. A ce signe de la pulvérisation croissante des êtres autour de nous, nous pouvons enfin fixer le point de l'Univers où nous sommes parvenus, comprendre sa structure, prendre des choses une perspec-

tive vraie, décider dans quelle direction se cache ce que nous cherchons. Nous savons maintenant ce que cela signifie: 'pénétrer au cœur des choses'. Pour atteindre la zone lumineuse, solide, absolue, du Monde, il ne s'agit pas d'aller vers le plus profond en dessous ou le plus lointain en arrière, mais vers le plus intérieur dans l'âme, et le plus nouveau dans le futur » (IX, 58).

Ceci montre qu'au-delà de la passion personnelle de Teilhard pour la science et la recherche, il ne peut y avoir pour lui, au fond, d'opposition et de concurrence entre la science et la religion; et dans le droit fil de ce que nous venons d'entendre, Teilhard s'emploie à montrer, à rebours d'une sorte de tradition séculière, que la science importe à la religion.

## 2. L'importance de la science pour la religion

Teilhard est bien sûr parfaitement conscient du « conflit qui, depuis la Renaissance, n'a pas cessé d'opposer entre elles la Science et la Foi » (IX, 229), de la « guerre malheureuse... entre science et religion » (VI, 238), ce même conflit ayant d'ailleurs mis en opposition également « Foi et Progrès » (IX, 187).

Ce conflit tient en grande partie au fait que les religions en sont restées à leurs ancrages cosmiques dépassés, et n'ont pas suivi le mouvement des découvertes scientifiques: « Pour la presque totalité des religions anciennes, le renouvellement des vues cosmiques caractérisant 'l'esprit moderne' a été une crise dont, si elles ne sont pas encore mortes, on peut prévoir qu'elles ne se relèveront pas. Etroitement liées à des mythes intenable, ou engagées dans une mystique de pessimisme et de passivité, il leur est impossible de s'ajuster aux immensités précises, ni aux exigences constructives, de l'Espace-Temps. Elles ne répondent plus aux conditions ni de notre Science, ni de notre action » (I, 298).

C'est en particulier l'évolutionnisme qui a posé problème, p. ex. concernant la genèse de l'homme et le péché originel: « Le principal obstacle rencontré par les chercheurs orthodoxes, quand ils s'efforcent de faire cadrer avec les données scientifiques actuelles la représentation historique révélée des origines humaines, c'est la notion traditionnelle du péché originel. – C'est la théorie paulinienne de la Chute et des deux Adams qui empêche (assez illogiquement, du reste), de regarder comme également didactiques et figuratifs tous les détails contenus dans la Genèse. C'est elle qui fait maintenir jalousement, comme un dogme, le monogénisme strict (un homme d'abord, puis un homme et une femme) pratiquement impossible à assimiler par la Science » (X, 49). Teilhard a

d'ailleurs consacré plusieurs études à ce fameux problème du péché originel dans « Comment je crois », le tome IX de ses œuvres.

La position de Teilhard est claire et comporte trois volets:

- Les croyants ne doivent pas craindre la science: « *Avant tout, n'ayons pas peur, nous, chrétiens, et ne nous scandalisons pas à tort et à travers des résultats de la recherche scientifique, soit en physique, soit en biologie, soit en histoire. Des catholiques sont déconcertés quand on vient leur montrer, - ou bien que les lois de la Providence se décomposent en déterminismes et en hasard, - ou bien que sous nos puissances les plus spirituelles se cachent des édifices matériels très compliqués, - ou bien que la religion chrétienne a des racines dans un développement religieux naturel de la conscience humaine, - ou bien que le corps humain suppose une série immense de développements organiques préalables. Ces catholiques nient les faits, ou bien ils s'en effraient. Ceci est un grand tort. Les analyses de la Science et de l'Histoire sont très souvent exactes; mais elles n'enlèvent absolument rien à la toute-puissance divine, ni à la spiritualité de l'âme, ni au caractère surnaturel du Christianisme, ni à la supériorité de l'Homme sur les animaux* » (IX, 62-63).<sup>6</sup>
- Les croyants ont tout à gagner de la part de la science, celle-ci conduit à Dieu, à condition, il est vrai, d'être entendue, comme nous l'avons vu tout à l'heure, dans un sens non exclusivement analytique: « *La Science ne doit donc pas nous troubler dans notre Foi par ses analyses. Elle doit au contraire nous aider à mieux connaître, comprendre et apprécier Dieu. Je suis convaincu, pour ma part, qu'il n'y a pas de plus puissant aliment naturel pour la vie religieuse que le contact des réalités scientifiques bien comprises. L'homme qui vit habituellement dans la société des éléments de ce monde, l'homme qui expérimente personnellement l'immensité écrasante des choses et leur misérable dissociation, - celui-là, j'en suis sûr, prend une conscience plus aiguë que personne, et de l'immense besoin d'unité qui chasse l'Univers toujours plus en avant et de l'avenir inouï qui lui est réservé* » (IX, 63). A remarquer dans ce contexte encore la phrase lapidaire suivante: « *Le grand œuvre obscurément pressenti et poursuivi par la Science n'est rien autre chose que la découverte de Dieu* » (IX, 184).
- Il reste que les contenus traditionnels de la foi, tout en n'étant pas tout simplement balayés par la science, doivent être réinterprétés à la

<sup>6</sup> Voir dans le même sens la remarque de Teilhard sur le transformisme, in III, 36-37.

lumière des résultats de la science: il faut « mettre d'accord Christologie et Evolution » (X, 96).

a) *La science conduit à Dieu*

C'est seulement à une religion réticente et hésitante que la science apparaît comme un danger d'un côté, et une puissance contraignante de l'autre, qui la forcerait à s'adapter. Une religion par contre, qui comprend l'évolution comme « *rebondissant réflexivement sur soi à partir de l'Homme* » (IX, 250) n'aura aucun mal à revaloriser la science et à la voir comme véritablement une alliée: « *Ce n'est rien moins qu'un régime biologique nouveau qui émerge dans le Monde: celui de l'Evolution dans sa phase hominisée. Si la Recherche envahit de plus en plus l'activité humaine, ce n'est ni fantaisie, ni mode, ni hasard: mais c'est tout bonnement que l'Homme, devenant adulte, se trouve irrésistiblement conduit à prendre en charge l'évolution de la Vie sur Terre, et que la Recherche est l'expression même (à l'état réfléchi) de cet effort évolutif non seulement pour subsister, mais pour être plus, non seulement pour survivre, mais pour survivre irréversiblement... La Recherche est la forme sous laquelle se dissimule et opère le plus intensément, dans la Nature autour de nous, le pouvoir créateur de Dieu. A travers notre recherche, de l'être nouveau, un surcroît de conscience, émerge dans le Monde* » (X, 251).

Rappelons-nous une fois de plus l'image du cône: une science libérée du monisme de l'analyse, montre la voie et l'orientation de l'évolution vers l'esprit et l'unité totale, c'est-à-dire vers le sommet du cône. Certes, la science ne permet pas de prouver l'existence de Dieu, mais ensemble avec le problème de la motivation évoqué tout à l'heure, la science conduit pour le moins jusqu'au seuil du point Oméga. Ou bien, comme nous l'avons entrevu, la science conduit à un point Oméga en quelque sorte scientifique, qui en appelle à une identification de nature religieuse.

Ces deux Omégas sont-ils un seul et même point? La question doit au moins être posée:

« *Prolongées logiquement jusqu'au bout d'elles-mêmes, les perspectives scientifiques et l'Humanisation déterminent, au sommet de l'anthropogenèse, l'existence d'un centre ou foyer ultime de Personnalité et de Conscience, nécessaire pour diriger et synthétiser la genèse historique de l'Esprit... Pris matériellement dans leur nature de 'Centres universels', le point Oméga de la Science et le Christ révélé coïncident, - je viens de le dire. Mais, considérés formellement, dans*



leur mode d'action, sont-ils vraiment l'un à l'autre assimilables? D'une part, la fonction spécifique de Oméga est de faire converger sur soi, pour les ultra-synthétiser, les parcelles conscientes de l'Univers. D'autre part, la fonction christique (sous sa forme traditionnelle) consiste essentiellement à relever, à réparer, à sauver l'Homme d'un abîme. Ici un salut, par le pardon obtenu. Là un achèvement, par le succès d'une œuvre réalisée. Ici un rachat. Là une genèse. Les deux points de vue sont-ils transposables, pour la Pensée et pour l'Action? – Autrement dit, peut-on passer, sans déformation pour l'attitude chrétienne, de la notion de 'Humanisation par Rédemption' à celle de 'Humanisation par Evolution'? Voilà, si je ne me trompe, le nœud du problème religieux moderne, et le point de départ, peut-être, d'une nouvelle Théologie» (X, 168-169).

On aura pu entrevoir dans ces citations que pour Teilhard, la religion qui est par excellence susceptible de cadrer avec l'évolution, c'est bien le christianisme. Aussi s'est-il employé toute sa vie à «faire aimer chrétiennement la Science» (IX, 49) et à persuader ses lecteurs de la profonde concordance entre le christianisme et l'évolution: «En premier lieu, considérés dans la vision essentielle du Monde qu'ils proposent, Evolutionnisme et Christianisme coïncident au fond» (X, 183). «[Le Christianisme] est la religion même de l'Evolution» (X, 112). «Cette foi-là est destinée à triompher, en fin de compte, qui se révélera capable d'activer l'Homme plus qu'aucune autre. Et voilà bien où (en de hors de toute autre considération philosophique ou théologique) le Christianisme émerge décidément en tête avec son extraordinaire pouvoir d'immortaliser et de personnaliser dans le Christ, jusqu'à la rendre aimable, la totalité temporo-spatiale de l'Evolution» (V, 235).

#### b) Réinterprétation évolutionniste des principaux dogmes chrétiens

Ce travail de Teilhard ne peut être retracé ici en détail; mais son principe peut et doit néanmoins être exposé. Les principaux contenus théologiques en cause sont les suivants: la création, la chute respectivement le péché originel, l'incarnation, la croix, la rédemption, la résurrection et l'eucharistie. Le principe de réinterprétation consiste à passer de la compréhension traditionnelle, que Teilhard accuse de fixisme ou de statisme, à une conception dynamique et évolutive.

Ce qu'il dit en ce sens de la chute et du péché originel peut servir de paradigme transférable aux autres thèmes théologiques (à l'exception de l'eucharistie, qui est d'un autre ordre): «Il ne paraît plus possible aujourd'hui de considérer le Péché originel comme un simple anneau dans la chaîne des faits historiques... Pour satisfaire à la fois les

données de l'expérience et les exigences de la Foi, la Chute originelle n'est pas localisable à un moment, ni en un lieu déterminés. Elle ne s'inscrit pas dans notre passé comme un 'événement' particulier. Mais, transcendant les limites (et affectant la courbure générale) du Temps et de l'Espace, elle 'qualifie le milieu au sein duquel se développe la totalité de nos expériences. Elle ne se présente pas comme un élément sériel, mais comme une face ou une modalité globale de l'Evolution» (X, 174-175).

Pensé selon la manière classique, le péché originel est censé être une solution du problème du Mal. Mais dans une perspective évolutionniste, le Mal se présente de façon différente que dans la théologie traditionnelle: «Il apparaît avec évidence que, dans un Univers de structure évolutive, l'origine du Mal ne soulève plus les mêmes difficultés (et n'exige plus les mêmes explications) que dans un Univers statique, initialement parfait. Plus besoin, désormais, pour la raison, de soupçonner et de chercher 'un coupable'. Désordres physiques et moraux ne naissent-ils pas spontanément dans un système qui s'organise, aussi longtemps que ledit système n'est pas complètement organisé? ... De ce point de vue, le péché originel, considéré dans son fondement cosmique... tend à se confondre avec le mécanisme même de la Création, – où il vient représenter l'action des forces négatives de 'contre-évolution'» (X, 175).

En effet, «le Mal, dans ces conditions, n'est pas un accident imprévu dans l'Univers. Il est un ennemi, une ombre que Dieu suscite inévitablement par le seul fait qu'il se décide à la création... Créer n'est donc pas une petite affaire pour le Tout-Puissant, une partie de plaisir. C'est une aventure, un risque, une bataille où il s'engage tout entier. Est-ce que ne commence pas à grandir et à s'éclairer devant nos yeux le mystère de la Croix?» (X, 103).

La création prend à son tour un autre sens: «Créer, même pour le Tout-Puissant, ne doit plus être entendu par nous à la manière d'un acte instantané, mais à la façon d'un processus ou geste de synthèse. L'Acte pur et le 'Néant' s'opposent comme l'Unité achevée et le Multiple pur. Ceci veut dire que le Créateur ne saurait, en dépit (ou mieux en vertu) de ses perfections, se communiquer immédiatement à sa créature, mais qu'il doit la rendre capable de le recevoir. Pour pouvoir se donner au Plural, Dieu doit l'unifier à sa mesure» (X, 101-102). Au sens précis du terme, il y a ici «création continue».

Cette idée de la création, telle que Teilhard l'entend, comporte dès le départ l'incarnation, le Christ, qui lui aussi est bien plus et autre chose

qu'un personnage ponctuel et historiquement daté. Teilhard parle ainsi de « Christogenèse » et du « Christ universel », dont la « fonction est de rassembler en Lui » (X, 183) l'Univers. Nous retrouvons par là la transcendence-immanence du Dieu chrétien.

La Rédemption s'inscrit elle aussi dans cette mission et ce processus d'unification, qui est celle du Christ: « De ceci il résulte que, prises dans leur sens plein, Création, Incarnation, Rédemption ne sont pas des faits localisables en un point déterminé du temps et de l'espace, mais de véritables dimensions du Monde (non pas des objets de perception, mais condition de toutes perceptions). Il n'en est pas moins vrai que toutes trois peuvent se traduire par des faits particuliers expressifs, tels que: l'apparition historique du type humain (création), la naissance du Christ (incarnation), sa mort (rédemption). Mais ces faits historiques ne sont que l'expression privilégiée de processus ayant des dimensions 'cosmiques' » (X, 157).

Dans l'Eucharistie, quant à elle, l'hostie désigne certes le corps de Jésus, mais comme le Christ est incarné dans le monde, ce corps signifie tout l'Univers créé avec ses puissances spirituelles: « Ainsi, quand se prononce la formule: 'Hoc est Corpus Meum', 'Hoc' désigne 'primario' le pain. Mais, 'secundario', dans un second temps de la nature, la matière du sacrement est le Monde lui-même, en qui se répand, pour l'achever, la présence surhumaine du Christ Universel. Le Monde est la définitive et réelle Hostie où descend petit à petit le Christ et jusqu'à la consommation de son âge. Une seule parole et une seule opération remplissent depuis toujours l'universalité des choses: 'Hoc est Corpus Meum'. Rien ne travaille dans la création que pour aider, de près ou de loin, à la consécration de l'Univers » (IX, 94-95; voir aussi XIII, 152-156).

Pour montrer le caractère à son avis tout à fait orthodoxe de ses réinterprétations, Teilhard cite toujours de nouveau quelques phrases clef de saint Paul (e. a. les versets 9 et 10 du chapitre 4 de l'Épître aux Ephésiens: « Il est monté », qu'est-ce à dire, sinon qu'il est aussi descendu dans les régions inférieures de la terre? Et celui qui est descendu, c'est le même qui est aussi monté au-dessus de tous les cieux, afin de remplir toutes choses »). Je pense pour ma part qu'il s'agit ici au fond de bien plus que d'une tactique: Teilhard a mis au jour la véritable teneur de la théologie réellement cosmique de saint Paul. Il le dit d'ailleurs lui-même: « Si le Monde est convergent, et si le Christ en occupe le centre, alors la Christogenèse de saint Paul et de saint Jean n'est rien autre chose, ni rien moins, que le prolongement à la fois attendu et inespéré

de la Noogenèse en laquelle, pour notre expérience, culmine la Cosmogénèse » (I, 299).

### 3. L'importance de la religion pour la science

Pourtant, le rapport entre science et religion, est-il à sens unique, comme on pourrait le croire d'après ce que nous venons de voir? Pas du tout, selon Teilhard, et même bien au contraire: « Dire du Christianisme que, malgré toutes les apparences contraires, il s'acclimate et grandit dans un Monde prodigieusement élargi par la Science, ce ne serait voir que la moitié de ce qui se passe. L'Evolution vient infuser en quelque sorte un sang nouveau aux perspectives et aux aspirations chrétiennes. Mais en retour la foi chrétienne n'est-elle pas destinée, ne s'apprête-t-elle pas, à sauver, ou même à relayer, l'Evolution? » (I, 299).

Il faut ici se rappeler ce que nous avons entendu sur le problème de la motivation qui se pose dès qu'il est devenu clair que la poursuite de l'évolution est désormais du ressort et de la compétence de l'homme; et se rappeler aussi la théorie de l'Oméga. Et il s'agit de se rendre compte en plus, et même principalement, que le sommet du cône doit être, selon Teilhard, de nature personnelle pour exercer sur l'homme l'attrait nécessaire.

Or c'est à la religion, ou pour être le plus exact possible, c'est à la religion chrétienne qu'est due la découverte et l'affirmation selon laquelle le point Oméga, qui unifie et réunit en lui en fin de compte le Tout du réel, est une personne:

« Pas de progrès à espérer sur Terre, ai-je essayé de montrer, sans primat et triomphe du Personnel au sommet de l'Esprit. Or, à l'heure présente, sur la surface entière de la Noosphère, le Christianisme représente l'Unique courant de Pensée assez audacieux et assez progressif pour embrasser pratiquement et efficacement le Monde dans un geste complet, et indéfiniment perfectible, où la foi et l'espérance se consomment en une charité. Seul, absolument seul sur la Terre moderne, il se montre capable de synthétiser dans un seul acte vital le Tout et la Personne. Seul il peut nous incliner, non seulement à servir, mais à aimer le formidable mouvement qui nous emporte » (I, 299-300).

La religion, du moins la religion chrétienne, peut ainsi apporter à la science la confirmation que son entreprise est signifiante et non pas vouée à une chute finale dans l'absurde ou le néant. Teilhard résume lui-même la contribution de la religion à la science dans le passage suivant: « [Après bientôt deux siècles de luttes passionnées], ni la Science ni la Foi ne sont parvenues à se diminuer l'une l'autre; mais, bien au

contraire, il devient manifeste que l'une sans l'autre elles ne pourraient se développer normalement; et ceci pour la simple raison qu'une même vie les anime toutes les deux. Ni dans son élan, en effet, ni dans ses constructions, la Science ne peut aller aux limites d'elle-même sans se colorer de mystique et se charger de Foi. Dans son élan, d'abord. Ce point, nous l'avons touché en traitant du problème de l'Action. L'Homme ne continuera à travailler et à chercher que s'il conserve le goût passionné de le faire. Or ce goût est entièrement suspendu à la conviction, strictement indémontrable à la Science, que l'Univers a un sens, et qu'il peut, ou même qu'il doit aboutir, si nous sommes fidèles, à quelque irréversible perfection. Foi au progrès. Dans ses constructions, ensuite. Nous pouvons considérer scientifiquement une amélioration presque indéfinie de l'organisme humain et de la société humaine. Mais sitôt qu'il s'agit de matérialiser pratiquement nos rêves, nous constatons que le problème demeure indéterminé, ou même insoluble, à moins que nous n'admettions, par une intuition partiellement supra-rationnelle, les propriétés convergentes du Monde auquel nous appartenons. Foi en l'Unité. Plus encore. Si nous décidons, sous la pression des faits, pour un optimisme d'unification, nous rencontrons techniquement la nécessité de découvrir, en plus de l'élan qu'il faut pour nous pousser en avant, en plus de l'objectif particulier qui doit fixer notre marche, le liant ou ciment spécial qui associera vitalement nos vies sans les fausser ni les diminuer. Foi en un centre souverainement attrayant de personnalité. En somme, dès que dépassant le stade inférieur et préliminaire des investigations analytiques, la Science passe à la synthèse, — une synthèse culminant naturellement dans la réalisation de quelque état supérieur d'Humanité, — aussitôt elle se trouve conduite à anticiper et à jouer sur le Futur et sur le Tout: et du même coup, se dépassant elle-même, elle émerge en Option et en Adoration. Renan et le XIX<sup>e</sup> siècle ne se trompaient donc pas en parlant d'une Religion de la Science. Leur erreur a été de ne pas voir que leur culte de l'Humanité impliquait la ré-intégration, sous une forme renouvelée, des forces spirituelles mêmes dont ils prétendaient se débarrasser. Lorsque, dans l'Univers mouvant auquel nous venons de nous éveiller, nous regardons les séries temporelles et spatiales diverger et se dénouer autour de nous et vers l'arrière comme les nappes d'un cône, nous faisons peut-être de la Science pure. Mais lorsque nous nous tournons du côté du Sommet, vers la Totalité et l'Avenir, force nous est bien de faire aussi de la Religion » (I, 285-287).

En fin de compte, on peut se demander s'il n'y a pas une certaine analogie entre le rapport science-religion et le rapport matière-esprit. Rappelons-nous à cet égard une fois de plus l'image du cône: il y a dans

le cône deux extrêmes, la base ouverte et le sommet fermé; et il y a deux directions possibles, également réelles, mais d'inégale valeur. On s'immerge dans la matière à mesure qu'on descend vers la base, on entre dans la sphère de l'esprit plus on s'approche du sommet. Mais ce qui compte, c'est le cône tout entier, c'est-à-dire l'étoffe du monde. Il en va de même pour le couple science-religion: la science doit, par l'analyse, explorer le cône, l'étoffe du monde, en se plongeant dans la base du cône. Mais de ce fait, toute une dimension du cône lui échappe. La religion pour sa part nous dirige vers le sommet du cône, nous pousse à une approche de synthèse. Science et religion en ce sens se complètent ou bien, comme dit Teilhard: « *Religion et Science: les deux faces ou phases conjuguées d'un même acte complet de connaissance, — le seul qui puisse embrasser, pour les contempler, les mesurer, et les achever, le Passé et le Futur de l'Evolution* » (I, 287).<sup>7</sup>

L'apport de la religion à la recherche scientifique consiste encore dans le fait que, selon Teilhard, la religion constitue le fondement de la morale. Cette affirmation peut être entendue, à condition de se rendre compte que la morale en question est, chez Teilhard, de type aristotélécien, c'est-à-dire finaliste, ou mieux: qu'elle est une morale de l'attraction, et non pas du devoir. Du même coup, c'est une morale de la motivation:

« *La Morale, trop souvent regardée comme un organisme purement artificiel (infra ou para-physique), n'est pas autre chose que l'expression plus ou moins ébauchée de cette Energétique de la Pensée. Eh bien, la Religion, si souvent reléguée dédaigneusement dans la Métaphysique, a précisément comme fonction de fonder à son tour la Morale en apportant, à la multitude inquiète et indisciplinée des atomes réfléchis, un principe dominateur d'ordre, et un axe de mouvement: Quelque chose de suprême à créer, à redouter ou à aimer. La Religion, dès lors, ne s'est pas surtout formée à la manière d'une réaction paresseuse, pour servir d'écran aux difficultés insolubles ou indiscretes rencontrées par l'esprit à son éveil. Elle est, dans son vrai fond, la contrepartie biologiquement (on pourrait presque dire, mécaniquement) nécessaire à la mise en liberté de l'énergie spirituelle terrestre* » (IX, 132-133).

<sup>7</sup> Ailleurs, il ajoute encore, pour préciser le partage des tâches entre science et religion: « Et, en tout cas, seule entre toutes les suppositions que nous pouvons faire sur la fin de la Terre, elle [il s'agit de l'hypothèse suivant laquelle l'humanité se détacherait psychologiquement de la terre pour rejoindre le point Oméga] nous ouvre une perspective cohérente, où convergent et culminent, dans l'avenir, les deux courants les plus fondamentaux et les plus puissants de la conscience humaine: celui de l'intelligence et celui de l'action, celui de la science et celui de la religion » (V, 140-141).

#### IV. Quelques réflexions critiques

1. Il n'est pas question pour moi de me livrer ici à un examen critique approfondi de l'ensemble de la pensée de Teilhard, même si j'ai cru devoir faire de celle-ci un exposé succinct bien que global pour faire comprendre la conception teilhardienne des rapports entre science et foi. Je m'en voudrais cependant de ne pas signaler, concernant justement les thèmes de la science et de la religion, quelques réticences de ma part qui, suffisamment fortes, ne me font cependant pas refuser cette pensée.

2. Une remarque générale pour commencer: une des forces et un des avantages de la pensée de Teilhard, une des fascinations également qu'elle exerce, c'est son caractère cosmique. La véritable préoccupation de Teilhard, ce ne sont pas les soucis de l'individu, ni les péripéties des rapports interpersonnels, mais c'est l'humanité dans sa totalité, et au-delà de celle-ci, l'Evolution et le terme de celle-ci; à tel point que, progressivement, Teilhard ne dira plus: «la personne», – mais le personnel; n'écrira plus «Dieu», – mais le «divin»; ne parlera plus du «Christ», – mais du «Christique».

Je pense que nous avons toujours de nouveau besoin de penseurs qui déchirent nos horizons étriés et nous replacent dans des dimensions de plus large envergure. Il reste, et c'est une de mes réticences, que la pensée de Teilhard est unilatérale voire unidimensionnelle en ce sens que lui manque toute une dialectique, une médiation entre le macroscopique et le mésoscopique, entre les perspectives cosmiques et celles des personnes individuelles, qui ne doivent pas être considérées comme de purs moyens au service de la réussite de l'Evolution. Soit dit en passant: ce manque explique sans doute que le thème de la justice n'est jamais mentionné chez Teilhard et ne semble pas vraiment avoir de place dans cette pensée.

3. Une autre de mes réticences concerne la déclaration, récurrente, de Teilhard au sujet de l'absence de limites dans la recherche scientifique. J'entends bien les raisons philosophiques et théologiques qui font affirmer à Teilhard l'absolue liberté de la science. Je ne puis cependant m'empêcher de frissonner quand Teilhard justifie lui-même quelques point d'application de la recherche. Nous avons déjà entendu son plaidoyer pour la bombe atomique. Mais il y a chez lui le souhait insistant de l'avènement d'autres explorations scientifiques et techniques encore, qui sont de nos jours justement d'une brûlante actualité.

Ainsi, Teilhard s'exprime d'un côté de façon on ne peut plus claire en faveur de l'eugénisme: «Comment faire, d'une part, pour que, sur la surface close de la planète, la compression humaine (salutaire en soi,

puisque c'est elle, nous l'avons vu, qui amorce l'unification sociale) ne dépasse pas un optimum au-delà duquel tout accroissement supplémentaire de nombre ne signifierait plus que famine et étouffement? Et comment faire, surtout, pour que, dans cet optimum numérique, ne figurent que des éléments aussi harmonieux en soi et aussi harmonisés entre eux que possible? 'Eugénisme' individuel (génération et éducation ne donnent que les meilleurs produits possibles), et eugénisme racial (groupement ou mélange des divers types ethniques non pas laissés au hasard, mais opérés dans les proportions humainement les plus favorables): soit du point de vue 'organisation technique', soit du point de vue 'résistances psychologiques', on se heurte dans ces deux directions, je le sais bien, à des difficultés apparemment insurmontables. N'empêche que le problème d'une saine construction de l'Humanité est désormais là, tout près, grossissant chaque jour sous nos yeux. – Aidés par la Science, et soutenus par un sens renouvelé de l'Espèce, saurons-nous franchir le tournant dangereux? » (V, 265-266).

Ce qui dans ce texte pourrait encore être interprété comme une hypothèse pleine d'hésitations, se trouve affirmé avec toute la clarté et la netteté souhaitables dans d'autres passages: «En ce qui touche l'énergie élémentaire incorporée, ou organisée, une tâche immense (déjà entreprise bien sûr, mais sans vues d'ensemble) s'offre à la Biologie, à la Physiologie, à la Médecine: non seulement dominer scientifiquement les maladies et les phénomènes de contre-évolution (stérilité, affaiblissement physique) qui minent les accroissements de la Noosphère; mais dégager par des moyens divers (sélection, contrôle des sexes, action d'hormones, hygiène, etc...) un type humain supérieur. Une pareille ambition a longtemps paru, et paraît encore à beaucoup, fantastique ou même impie. Résistances chez les uns à imaginer aucun changement profond de ce qui semble 'avoir toujours été', – fausse crainte religieuse chez les autres de violer les droits imprescriptibles du Créateur sur son œuvre de chair et de pensée: pour un complexe de raisons obscures, notre génération regarde encore avec méfiance tout effort ébauché par la science pour mettre la main sur les ressorts de l'hérédité, de la détermination des sexes, du développement nerveux. Comme si l'Homme avait le droit et le pouvoir de toucher à toutes les conduites du Monde sauf à celles qui le constituent lui-même? Et pourtant c'est sur ce terrain, éminemment, qu'il nous faut tout essayer, jusqu'au bout. Tentatives délicates, s'il en fut; mais qui, précisément parce que délicates, exigent pour être sagement, respectueusement, religieusement poursuivies, les précautions et la surveillance d'une recherche méthodiquement organisée. Non plus seulement l'homme

*expérimentant sur son semblable; mais l'Humanité tâtonnant pour donner à ses éléments une plus haute vitalité* » (VI, 168-169).<sup>8</sup>

Un autre exemple des conséquences dangereuses de l'absence de limites de la recherche scientifique, en étroite liaison avec le précédent, même s'il est effectué de façon beaucoup moins détaillée et insistante, c'est celui de l'intervention sur le cerveau humain: « D'autre part, grâce au jeu même de cette super-réflexion collective, l'esprit humain se révèle capable, en ce moment même et sous nos yeux, de découvrir et de manier les ressorts matériels qui lui permettront vraisemblablement (par action directe sur les lois de la reproduction, de l'hérédité et de la morphogénèse) de provoquer et d'influencer à volonté – dans certaines limites encore imprévisibles – la transformation de son propre organisme (cerveau compris...). Voilà où nous en sommes à ce moment » (IX, 250).

4. Enfin, une dernière critique concerne la façon dont Teilhard pose et pense résoudre le fameux problème du mal. Comme pour tous les autres thèmes théologiques ou philosophiques, Teilhard replace également ce problème dans le contexte de l'évolution. Et c'est cette réinterprétation même qui aux yeux de Teilhard nous donne une solution satisfaisante du problème qui consiste, comme il le rappelle, dans « la conciliation de nos déchéances, même simplement physiques, avec la bonté et la puissance créatrices » (IV, 88). Même si Teilhard ne manque

<sup>8</sup> Voir à ce sujet encore le texte suivant: « En matière d'énergie 'incorporée', nous sommes incroyablement lents à pousser (et même à concevoir) la réalisation d'un 'corps' de l'Humanité. Sur ce terrain, les apôtres du 'birth-control' (encore qu'animés trop souvent par le désir étroit de soulager des peines individuelles) nous auront rendu un service: celui d'ouvrir nos yeux à l'anomalie d'une société qui s'occupe de tout sauf d'organiser le recrutement de ses propres éléments. Or l'eugénisme ne se limite pas à une simple sélection des naissances. Toutes sortes de questions connexes s'y rattachent, à peine soulevées encore malgré leur urgence. Quelle doit être, par exemple, l'attitude de fond à adopter, vis-à-vis des groupes ethniques fixés ou décidément peu progressifs, par l'aile marchante de l'Humanité? La Terre est une surface fermée et limitée. Dans quelle mesure doit-on y tolérer, racialement ou nationalement, des aires de moindre activité? – Plus généralement encore, comment faut-il juger les efforts que nous multiplions pour sauver, dans les hôpitaux de toutes sortes, ce qui n'est souvent qu'un déchet de vie? Quelque chose de profondément beau et vrai (je veux dire la foi en la valeur irremplaçable et aux ressources imprévisibles contenues dans chaque élément personnel) se cache évidemment sous cette opiniâtreté à tout sacrifier pour sauver une existence humaine. Mais cette sollicitude de l'Homme pour son prochain individuel ne devrait-elle pas s'équilibrer d'une passion plus haute, naissant de la foi en cette autre personnalité supérieure qui est attendue, nous le verrons, de la réussite terrestre de notre évolution? Jusqu'à quel point le développement du fort (si tant est qu'on puisse clairement définir celui-ci) ne devrait-il pas primer la conservation du faible? Comment concilier, dans un maximum d'efficacité, le soin à prodiguer aux blessés avec les nécessités supérieures de l'attaque? En quoi consiste la vraie charité? » (VI, 174-175). Voir encore VII, 209 et VII, 308.

pas de reconnaître que cette conciliation « restera toujours, pour nos esprits et nos cœurs, un des mystères les plus troublants de l'Univers » (IV, 88), il n'en reste pas moins que, selon lui, nous pouvons entrevoir la solution ou du moins une partie de celle-ci.

C'est d'ailleurs l'évolution elle-même qui nous met sur la voie: « Dieu ne peut pas, en vertu même de ses perfections, faire que les éléments d'un Monde en voie de croissance, – ou tout au moins d'un Monde tombé en voie de remontée, échappent aux heurts et aux diminutions, même morales » (IV, 89. En note, Teilhard ajoute: « Parce que ses perfections ne sauraient aller contre la nature des choses, et que la nature d'un Monde supposé en voie de perfectionnement, ou 'en remontée', est justement d'être encore partiellement désordonné. Un Monde qui ne présenterait plus trace, ou menace de Mal, serait un Monde déjà consommé »). Dans un autre texte, Teilhard est encore plus explicite sur la raison et la nature du Mal: « Si vraiment le Monde représente une œuvre de conquête actuellement en cours, – si, vraiment, par notre naissance, nous sommes jetés en pleine bataille, – nous entrevoyons que, pour la réussite de l'effort universel dont nous sommes à la fois les collaborateurs et l'enjeu, il est inévitable qu'il y ait de la peine. Le Monde, vu expérimentalement à notre échelle, est un immense tâtonnement, une immense recherche, une immense attaque: ses progrès ne peuvent se faire qu'au prix de beaucoup d'insuccès et de beaucoup de blessures. Les souffrants, à quelque espèce qu'ils appartiennent, sont l'expression de cette condition, austère, mais noble. Ils ne représentent pas des éléments inutiles et amoindris. Ils paient seulement pour la marche en avant et le triomphe de tous. Ils sont des tombés au champ d'honneur » (VI, 65). Et Teilhard d'énumérer les différents types de maux que l'évolution entraîne: « Mal de désordre et d'insuccès... mal de décomposition [maladie, mort]... mal de solitude et d'angoisse... mal de croissance » (I, 316).

Considérer le mal en tant que prix à payer pour l'évolution fait, selon Teilhard, que:

« le problème (intellectuel) du Mal s'évanouit. Puisque, en effet, dans cette perspective, souffrance physique et fautes morales s'introduisent inévitablement dans le Monde, non pas en vertu de quelque déficience de l'acte créateur, mais par structure même de l'être participé (c'est-à-dire à titre de sous-produit, inévitable statistiquement, de l'unification du Multiple), elles ne contredisent ni la puissance, ni la bonté de Dieu » (X, 228).

Cette solution laisse cependant ouvertes bien des questions, entre autres celle de savoir « si le jeu en vaut... la chandelle » (X, 228). Mais

pour Teilhard, cette question comporte une réponse: « *Tout dépend de la valeur et de la béatitude finales de l'Univers, – un point sur lequel il faut bien nous en remettre à la sagesse de Dieu* » (X, 228). Pourtant, n'est-ce pas là employer le principe de la fin qui justifie tous les moyens?

Dans un autre passage, Teilhard touche à une des objections majeures qu'on peut adresser à sa théorie du mal: il y a du mal qui manifestement ne sert à rien, et surtout pas à l'avancée de l'évolution: « *Mais est-ce vraiment bien tout, – et n'y a-t-il pas autre chose à voir? C'est-à-dire est-il bien sûr que pour un regard averti et sensibilisé par une autre lumière que celle de la pure science, la quantité et la malice du Mal hic et nunc répandu de par le Monde ne trahisse pas un certain excès, inexplicable pour notre raison si à l'effet normal d'Evolution ne se sur-ajoute pas l'effet extraordinaire de quelque catastrophe ou déviation primordiale?* » (I, 317).

La réponse de Teilhard: « *Sur ce terrain, je ne me sens pas en mesure, et ce n'est du reste pas le lieu ici, de prendre position* » (I, 317), revient à une fin de non recevoir d'autant plus frustrante et malvenue, qu'elle figure dans son livre majeur « *Le Phénomène Humain* », dans un appendice intitulé « *Quelques remarques sur la place et la part du Mal dans un Monde en Evolution* »!

De rares fois, Teilhard laisse entrevoir une forme du Mal qui ruinerait toute sa pensée, à savoir l'absurde sous la forme d'un monde évoluant vers la mort totale: « *Appliquée à l'individu, l'idée de la mort totale peut, au premier abord, ne pas scandaliser. Etendue à l'Humanité globale, elle fait se cabrer notre esprit et nous donne la nausée. C'est que, plus l'Humanité prend conscience de sa durée, de son nombre, de ses possibilités, – et aussi du poids énorme qu'il lui faut pour survivre, plus elle comprend que, si tout ce travail doit retourner à zéro, nous sommes des dupes; et il n'y a plus qu'à nous révolter* » (V, 201). Mais il ne fait qu'effleurer cette éventualité pour tout de suite la balayer comme d'un revers de main: « *De plus en plus, je crois que le dilemme se pose: ou bien le monde va vers quelque absolu universel (et alors il peut continuer à vivre et à progresser) – ou bien, un pareil terme n'existe pas (et alors l'univers se révèle incapable de réflexion et de critique; il est irrespirable et manqué). Mais je ne puis me résoudre à admettre que l'univers dans son ensemble soit un raté, une 'failure'... Voilà pourquoi je crois en quelque Absolu, lequel hic et nunc, ne se manifeste pas à nous autrement qu'à travers le Christ. Vous le savez, c'est là toute mon apologétique* » (Lettres à Léontine Zanta, 1923, p. 53).

## V. Conclusion

Personnellement, je retiendrai de Teilhard deux idées fortes:

- Teilhard a proposé un christianisme, une foi résolument terrestres, tout en sachant pertinemment que le christianisme traditionnel aura à se convertir à cet amour pour la terre: « *Je pense que le Monde ne se convertira aux espérances célestes du Christianisme que si préalablement le Christianisme se convertit (pour les diviniser) aux espérances de la Terre* » (IX, 164).
- Teilhard a proposé d'autre part un christianisme qui se veut résolument du côté de la science et de la technique, ancré dans l'idée d'évolution, un christianisme qui se conçoit comme leur approfondissement et leur prolongement, voire même leur condition de possibilité.

Je voudrais terminer par une dernière citation de Teilhard, qui me semble être une sorte de testament, dans lequel il exprime le plus profond de sa pensée; et ce n'est pas par hasard qu'elle est tirée d'un rapport intitulé « *Sur la valeur religieuse de la Recherche* », présenté par notre auteur en 1947 au cours d'une semaine d'études, organisée par les Pères de la Compagnie de Jésus:

« *Sous l'influence des pouvoirs presque magiques que la Science lui confère pour guider la marche de l'Evolution, il est inévitable que l'Homme moderne se sente lié à l'Avenir, au Progrès du Monde par une sorte de religion souvent traitée (à tort, je pense) de néopaganisme. Foi en quelque prolongement évolutif du Monde interférant avec la foi évangélique en un Dieu créateur et personnel; – mystique néo-humaniste d'un En Avant se heurtant à la mystique chrétienne de l'En Haut: dans ce conflit apparent entre l'ancienne foi en un Dieu transcendant et une jeune 'foi' en un Univers immanent se place exactement (si je ne me trompe), par ce qu'elle a de plus essentiel, sous sa double forme scientifique et sociale, la crise religieuse moderne. Foi en Dieu et foi en l'Homme ou au Monde. Toute l'avance du Règne de Dieu, j'en suis convaincu, est en ce moment suspendue au problème de réconcilier (non pas superficiellement, mais organiquement) ces deux courants, l'un avec l'autre. 'Le Problème des deux Fois'. Suivant quelle méthode l'attaquer? et à qui confier la charge, la 'mission' de le résoudre? Dans un premier temps, c'est évident, le travail de l'apologète moderne (je n'aime pas beaucoup ce mot, trop suffisant et possessif de vérité, – mais je n'en trouve pas d'autre), – le travail de l'apologète moderne, donc, doit être un effort de réflexion intellectuelle, établissant que les deux Fois en présence (Foi en Dieu et Foi en l'Homme), loin de s'opposer entre elles,*



représentent au contraire les deux composantes essentielles d'une mystique humano-chrétienne complète. Pas de foi chrétienne réellement vive si celle-ci n'atteint et ne soulève pas, dans son mouvement ascensionnel, la totalité du dynamisme spirituel humain (la totalité de 'l'anima naturaliter christiana'). Et pas de foi en l'Homme psychologiquement possible, non plus, si l'avenir évolutif du Monde ne rejoint pas, dans le transcendant, quelque foyer de personnalisation irréversible. En somme, impossible d'aller En Haut sans se mouvoir En Avant, – ni de progresser En Avant sans dériver vers l'En Haut. Sur ce point, dans l'espace d'une génération, la Pensée chrétienne, approfondissant, sous la pression de la Pensée profane, les notions de Participation et d'Incarnation, est presque arrivée à se mettre d'accord à l'heure qu'il est; ceci pour le plus grand soulagement à la fois des âmes croyantes et incroyantes, et certainement pour la plus grande gloire de Dieu. Et on ne saurait exagérer l'importance de ce premier succès » (IX, 252-253).

## VI. Annexes

### 1. *Biographie sommaire*

Cette biographie est tirée de l'excellent petit livre de Jean Onimus « Teilhard de Chardin et le mystère de la Terre » (pour les références, consulter la bibliographie).

- 1881:** Naissance au Château de Sarcenat, près de Clermont-Ferrand.
- 1892-1912:** Collège (Mongré). Noviciat (Aix-en-Provence, puis Jersey). Professeur de physique au Caire. Théologie à Hastings.
- 1912-1914:** Travail de paléontologie humaine au laboratoire de Marcellin Boule, au Muséum.
- 1914-1918:** Mobilisé comme aumônier dans les Flandres, en Champagne, à Verdun, en Alsace. Genèse de sa philosophie.
- 1919-1923:** Professeur de géologie-paléontologie à l'Institut catholique. Thèse de doctorat.
- 1923-1924:** Premier séjour à Pékin, au musée du père Licent.
- 1924-1926:** Teilhard, à Paris, suscite des controverses passionnées. Seuls ses travaux scientifiques peuvent être publiés.
- 1926-1927:** Second séjour en Chine (Mission du Muséum et de la Fondation Carnegie).
- 1927:** Bref retour à Paris.
- 1928-1946:** Long séjour en Chine, coupé jusqu'en 1939 de courts passages à Paris et New York. Explorations en Abyssinie, Inde, Indonésie, Birmanie et Asie Centrale. En 1929 découverte du Sinanthrope, à Chou Kou Tien.
- 1946-1951:** Retour à Paris. Directeur de recherches au C.N.R.S. Missions en Afrique du Sud. Pressenti pour une chaire au Collège de France, il lui est interdit de se porter candidat. Elu à l'Académie des sciences. Aucun de ses livres ne peut paraître.
- 1951-1955:** Exil à New York. Travaille à la Fondation Wenner Gren pour les études anthropologiques. Second voyage en Afrique du Sud (1953). Brève apparition à Paris (1954). Meurt d'un infarctus dans l'après-midi du jour de Pâques, le 10 avril 1955. Ses œuvres commencent aussitôt à être publiées, par les soins de sa légataire universelle, Mlle J. Mortier.

## 2. *Bibliographie*

### a) *Œuvres de Teilhard de Chardin*

- L'œuvre scientifique: 10 tomes, avec un appendice contenant des cartes, Walter-Verlag, Olten/Freiburg im Breisgau 1971
- Les œuvres philosophiques et théologiques ont paru sous le titre «Œuvres complètes de Pierre Teilhard de Chardin» entre 1955 et 1976. Cette édition n'étant plus disponible dans son intégralité, la liste suivante comporte les références des éditions qui ont été effectivement utilisées.
- Tome I, *Le Phénomène humain*, Points Essais N° 6, Seuil, Paris 2000
- Tome II, *L'Apparition de l'Homme*, Seuil, Paris 1956
- Tome III, *La Vision du Passé*, Seuil, Paris 1957
- Tome IV, *Le Milieu Divin*, Seuil, Paris 1957
- Tome V, *L'Avenir de l'Homme*, Points Sagesses N° 160, Seuil, Paris 2001
- Tome VI, *L'Energie humaine*, Points Sagesses N° 176, Seuil, Paris 2002
- Tome VII, *L'Activation de l'Energie*, Seuil, Paris 1963
- Tome VIII, *La Place de l'Homme dans la nature*, *Espaces libres* N° 62, Albin Michel, Paris 1996
- Tome IX, *Science et Christ*, Points Sagesses N° 148, Seuil, Paris 1999
- Tome X, *Comment je crois*, Points Sagesses N° 140, Seuil, Paris 1998
- Tome XI, *Les Directions de l'Avenir*, Seuil, Paris 1973
- Tome XII, *Ecrits du temps de la guerre (1916-1919)*, Grasset, Paris 1965
- Tome XIII, *Le Cœur de la Matière*, Seuil, Paris 1976
- De l'abondante correspondance, un recueil a été cité: *Lettres à Léontine Zanta*, DDB, Paris 1965

### b) *Ouvrages sur Teilhard de Chardin*

- Ne seront mentionnés ici que les ouvrages effectivement consultés en vue de cette conférence.
- Claude Cuénot, *Pierre Teilhard de Chardin*, Club des Editeurs, Paris 1958
  - Georges Crespy, *La pensée théologique de Teilhard de Chardin*, Editions Universitaires, Paris 1961

- Henri de Lubac, *La pensée religieuse du Père Teilhard de Chardin*, Aubier, Paris 1962
- Edmond Wagner, *La place de l'homme dans l'univers. Introduction à la pensée de Teilhard de Chardin*, *Nouvelle Revue Luxembourgeoise* N° 3 1964 et N° 1 1965
- Jean Onimus, *Teilhard de Chardin et le mystère de la Terre*, *Espaces libres* N° 21, Albin Michel, Paris 1991
- Dr André Daleux, *Teilhard de Chardin. Science et foi réconciliées?*, Editions Gabri André, Saint-Jean-de-Valérisclle 2001



### Science et foi chez Teilhard de Chardin: Observations de M. Als

L'attrait de la vision du Père Teilhard de Chardin est multiple, et se situe au moins à 3 niveaux.

1. Cette vision tente une synthèse de la philosophie, de la théologie et des découvertes de la science, notamment de l'astronomie, de la physique, de la biologie, de la paléontologie, de la sociologie etc. Elle tend ainsi à rapprocher la science et la foi qui, depuis quelques siècles faisaient chambre séparée. Les découvertes scientifiques qui constituent une énorme masse de faits risquant de nous laisser désarmés s'ordonnent chez Teilhard dans une conception d'ensemble qui est sa philosophie de l'évolution.

2. Le second attrait de la vision teilhardienne c'est qu'elle nous offre une doctrine fondamentalement optimiste. Elle nous assure que les progrès scientifiques et les efforts des hommes politiques ont un sens, qu'ils font monter vers la lumière, vers la paix, vers un progrès, vers le point oméga. La « fin des temps » n'est pas catastrophique comme dans l'apocalypse, elle est ouverture vers le paradis. Que deviennent le purgatoire, voire l'enfer? Teilhard semble muet sur ce point.

3. Enfin, au point de vue sociologique la vision teilhardienne dépasse l'unification européenne, entrevoit une union mondiale où les hommes de toutes les races, et de toutes les classes seront unis dans un ensemble harmonieux. Rappelons que l'économiste allemand Friedrich List avait, dès 1841, proposé une telle évolution comme prolongement ultime de l'unification allemande; aujourd'hui nous pourrions y voir la continuation des efforts visant à l'unification de l'Europe.

La principale question soulevée par cette vision est de savoir si elle n'est pas trop optimiste.

D'abord, que devient le mystère du mal dans cette vision de l'évolution? Le mal ne serait-il qu'un raté de l'évolution, donc un simple accident?

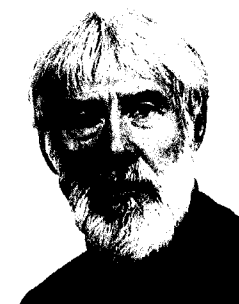
Dans les conférences de la société Teilhard de Chardin organisées il y a trente ans par Edmond Wagner la question avait été posée si une vie consciente avait pu se développer en d'autres endroits de l'univers, rendant évtl. nécessaire l'incarnation du Christ à ces endroits, et donc une évolution similaire à celle que nous vivons. Quoiqu'il en soit nous savons que sur notre terre même la vie est destinée à disparaître dans un laps de temps astronomique limité, mais aussi que, bien avant cet événement astronomique les progrès techniques réalisés par l'homme rendent possible une éventuelle destruction de la vie par l'homme lui-même, ce qui nous ramène au problème du mal c.-à-d. la question fondamentale qui reste après la lecture de Teilhard.

Séance du 20 décembre 2006

### LA FIN DE L'HOMME

par  
Paul Kremer

Etudes de philosophie, grec et latin à Aix-en-Provence et Paris; docteur en logique de la Sorbonne. Paul Kremer est enseignant-chercheur à l'université du Luxembourg, membre des deux commissions nationales d'éthique, collaborateur libre de RTL.



*Il paraît mal à propos de parler de la fin de l'homme à une époque qui se réclame des Droits de l'Homme. D'après Michel Foucault linguistique, psychanalyse et marxisme révèlent que l'intimité de l'homme est soumise à des lois qui lui échappent et qui détruisent son unité. Le privilège ancestral d'être l'animal doté de « logos » est contesté. Des espèces animales, peut-être même les virus, se comportent de façon « intelligente ». Si l'homme est capable d'accéder à la Transcendance, les voies du Seigneur sont plus obscures que jamais.*

Actes de la Section des sciences morales et politiques 2007.

## SOMMAIRE

1. La fin de l'Homme s'annonce chez Foucault ..... 4
2. L'homme continue de se croire libre. De grands philosophes du passé le confortent dans cette croyance ..... 6
3. Le discours scientifique vulgarisé étaye la thèse de la mort de l'Homme: les prérogatives traditionnelles deviennent intenable ..... 14
4. Le progrès technique dans le domaine de l'intelligence artificielle va dans le même sens ..... 15
5. Il y a une vie après les mythes ..... 18

## LA FIN DE L'HOMME

## Introduction

La fin de l'Homme a été proclamée il y a plus d'un quart de siècle par Michel Foucault: l'« homme » se voit réduit à des domaines d'investigation multiples.

De nos jours, la fin de l'Homme s'annonce au travers de phénomènes quasi tangibles: les machines à « intelligence artificielle » supplantent la ratio classique; la proximité de nos cousins bonobo et autres conteste de plus en plus le racisme de l'humain, et l'intimité innée – lisez: génétique – s'offre à la manipulation.

S'agira-t-il de repenser le « zoon logon echon »?

## La fin de l'Homme

Il peut paraître bizarre de parler de la fin de l'homme à une époque qui plus qu'aucune autre dans l'histoire prétend tabouiser les « droits de l'Homme » pour s'en réclamer comme d'un fondement inébranlable de valeurs et de conceptions destinées à montrer la voie vers laquelle serait appelée à s'engager l'humanité et avec elle la planète tout entière.

Car nous, Européens de la dernière chance, vivons un moment charnière de l'Histoire. Plutôt que d'en proclamer la fin comme l'a fait tel penseur américain au nom japonais ou avant lui Hegel, le professeur allemand qui avait tout compris, nous nous installons dans un monde certes soumis à des forces diverses et divergentes mais dans lequel nous nous obstinons à percevoir l'avance indéniable d'un humanisme toujours plus englobant. Il est vrai qu'une petite réflexion sur nous-mêmes devrait suffire à nous ramener à davantage de méfiance à l'égard de nos propres propos. Ne sommes-nous pas, en fin de compte, des observateurs privilégiés que ne faisons que refléter la structure pour nous encore bien-faisante des forces et des rapports de production mondiaux?

Toutefois le doute éventuel sur le statut royal de l'Homme n'est guère nourri, dans nos parages, par des considérations s'inspirant des conceptions développées par le fils le plus prodigieux de la ville voisine de Trèves. Car forts de l'expérience historique dont la conclusion se fit

en 1989, nous «savons» ou nous croyons savoir que le marxisme, comme d'autres monstres dont le nom se termine en «isme», a fait son temps pour finir par se retrouver dans les poubelles de l'histoire – sauf en Chine. Mais c'est là, pour nous, une autre histoire sinon l'histoire de l'Autre.

La fin de l'homme est pour nous ou pour ceux d'entre nous qui se targuent de connaissances philosophiques, au mieux, un sujet de débat plus ou moins académique. Nous nous rappelons avec un début de frisson vite calmé que le promeneur solitaire des berges du lac de Silvaplana a cru bon de proclamer la fin, imminente ou «en soi», de l'homme, être à mi-chemin entre le singe qu'il dépassait et le surhomme destiné à nous dépasser. Ce dernier est entré dans l'histoire vêtu du «schwarzer Rock», de l'uniforme noir des SS. Plus près de nous, chronologiquement parlant, nous nous rappelons la voix docte de Michel Foucault qui lui aussi déclara fini le temps de l'homme. Il le fit dans un sens tout à fait différent, il est vrai. Il nous retiendra quelques moments.

Que dit Foucault? S'il est permis de condenser en quelques mots une argumentation volumineuse, disons ceci:

Pour Foucault, l'Homme est une invention récente qui touche à sa fin. Précisons. Plutôt que de parler comme lui de l'homme tout court nous autres préférons parler du «concept» d'homme ou, mieux encore de la «vision» de l'homme et de l'importance que l'homme occupe, à nos yeux. L'homme ou la «vision» de l'homme et de l'importance qu'il a revêtue pendant quelques siècles, s'estompe, dit Foucault. Elle prit naissance d'après Foucault, à la Renaissance où, comme certains aiment à le répéter, l'esprit du monde sortit des ténèbres médiévales pour s'installer en plein jour, éclairé pour le «lumen naturale» de la raison, e. a. cartésienne, renforcée plus tard par les «Lumières» tout court. L'homme se posa pour un temps au centre de l'intérêt intellectuel de l'espèce zoologique homo sapiens. Il commencera à se fissurer et à se désagréger au début du XIX<sup>e</sup>.

Présentons le processus de disparition de la façon suivante. Ou anticipons et annonçons que désormais l'homme n'est plus un ni a fortiori le centre d'intérêt par excellence. Il éclate en une multiplicité – nous dirons: d'«aspects» – qui tout un chacun pris «en soi» méritent l'attention de l'investigateur qui, centré sur son intérêt à lui, oublie, néglige et cesse de voir l'homme «entier» ou en «lui-même». L'«homme» ne sera plus qu'une carapace vide et vidée de son contenu.

Expliquons encore! Trois choses tiennent à cœur au petit-bourgeois qui réfléchit. Trois choses marquent, pour nous, notre for intérieur: notre

«soi» – comme diraient les Hindous. Trois choses nous constituent – pour parler avec Husserl – Nous ne saurions en faire abstraction sous peine de perdre et de renier notre ego le plus intime. Ces trois choses, ce sont la langue, le sexe et le travail, ou, si vous préférez, à rebours: les choix engagés, assumés et subis de notre Dasein, de notre être-là.

Or, dit Foucault, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, des penseurs de taille – chercheurs, professeurs, docteurs – les figures de proue de la connaissance tout court nous montrent que ces trois domaines – qu'il s'agisse de la langue, du sexe ou du travail fonctionnent d'après des règles, des lois ou des structures qui nous échappent, à nous autres, petits-bourgeois cultivés, au niveau du vécu. – Songez: je crois parler, et bien parler ma langue maternelle. C'est en elle que je dis – si je suis poète – mes chagrins, mes espoirs ou les louanges du Très Haut. Je suis cette langue, je suis ces mots que je cherche, que je place, qui m'enchantent et qui me soulagent. Or, Franz Bopp ou de Saussure – pour ne nommer que les plus connus – nous montrent et nous démontrent que la langue ou que les langues définissent, par une découpe quasiment a priori, ce qui sera ou restera dicible ou non, intelligible ou non. Loin d'être une intimité où je me retrouverais et où je retrouverais les miens c'est-à-dire ceux qui partagent avec moi la même langue, la langue m'aliène de moi, me coupe du moi que je crois être ou sentir comme mien pour placer mon dit dans un milieu étranger et subi; je ne le note même pas. Quand on veut me le faire voir, je m'obstine à ne pas regarder vers la clarté de la connaissance, leur préférant les chères ombres de ma caverne profonde...

Le sexe ou éros, ou la libido ou ma force vitale se jouent, eux-aussi, du moi et me narguent. Le moi, ce pauvre moi, mince couche consciente flotte sur un océan d'inconscient où remuent les cétaqués les plus indécents. Sigmund Freud les a évoqués sur des milliers de pages. Le cogito s'en trouve réduit à la portion congrue, le «piccolo mè» fait bien piètre figure face aux ficelles qui commandent les gesticulations désordonnées du pantin – «thauma» chez Platon – que je suis et que je refuse d'être.

Enfin Karl Marx dévoile ce que l'actualité fait voir à qui daigne ouvrir les yeux. Notre vie dite active, voire «d'acteurs», que nous ne sommes qu'au sens dramatique ou dramaturgique du mot, est le résultat d'autres actions humaines et inhumaines. Ni le simple homme de la rue ni l'acteur au sens moderne ou postmoderne du mot ne connaissent les lois que le font agir et prendre «en toute liberté», les (pseudo)-décisions qui s'imposent – sans qu'on sache qui – ou quoi se tient derrière cette nécessité, appelée faute, demieux, «capital», par Marx.

Je m'arrête un instant. Bien sûr que je connais en gros ce qu'on a pu reprocher aux grands destructeurs du mythe de l'Homme ou du beau récit humaniste voire humanitaire. Je sais que tout un chacun concèdera qu'il y a « du » vrai dans les théories ou visions des grands hommes-phares précités, pour enchaîner et affirmer que ce vrai-là n'est pas pour autant la vérité et que les méchants patrons du réductionnisme ont oublié de voir ce que l'homme, lui, vous ou moi, continuons d'être par ailleurs et par delà les discours destructeurs qui font fi de ce qui nous tient le plus à cœur sinon à l'esprit à savoir: notre liberté.

Qu'est-elle? Difficile à dire. D'ailleurs le mot à une histoire mouvementée. Chez Platon, liberté s'emploie surtout au sens de liberté politique. La liberté au sens de liberté de choix n'y figure guère. Chez Aristote, des interprètes ont voulu déceler une liberté au sens d'une indétermination radicale. Il s'agit de ceci: une chose, c'est des déterminations, en principe intelligibles, portées par un je ne sais quoi, appelé encore: support ou matière. Par définition le support des déterminations reste du domaine du non-dit, de l'inintelligible. Or, il paraît qu'une détermination, ou une forme est toujours la forme de ce quelque chose qui lui, en fin de compte, échappe, par définition, à toute définition. Ce serait là le terreau de la liberté qui du reste n'est aucunement le propre de l'homme. Il est vrai que les aristotologues sont loin de s'accorder sur ce point. Il reste qu'on voit mal le lien entre ce néant d'intelligibilité et ce qui s'appelle la liberté à moins qu'on ne définisse la liberté, précisément comme ce qui échappe à toute connaissance. Cette position, je l'accepte volontiers et je la fais mienne en disant: Affirmer qu'un homme ou que l'homme est libre, revient à ni plus ni moins qu'à reconnaître ne pas savoir ce qu'il va faire ici, maintenant, demain ou ailleurs. On aura par là « sauvé » la liberté humaine au prix de ne plus lui faire rien dire d'assignable. Le terme sera superflu.

Descartes déclarera bien que l'homme est libre, absolument, de dire oui ou non à tel ou tel jugement. — Cette formulation abstraite couvre à peu près toutes les situations où l'usage veut qu'on recoure au terme de libre. Toutefois, Descartes ne nous fait pas voir comment pourrait fonctionner cette liberté. Elle se réduit encore une fois à un aveu d'ignorance de la part du tiers qui aimerait prédire le comportement d'un proche.

Kant s'est merveilleusement empêtré dans la problématique. Nourri par l'esprit de la science montante, il retient qu'un déterminisme rigoureux règne sur le monde de ce qui est connaissable — forcément, ajouterait M. de la Palisse, car comment connaître sinon connaître avec rigueur et sans aléas?

Pour le même Kant il reste néanmoins vrai qu'en dehors du domaine du connaissable, soit au niveau de la chose en soi, rien ne nous oblige — encore une fois: forcément! — à retenir une causalité rigide. C'est dire que l'homme qui aura compris le bon usage à faire du verbe modal « sollen » et qui aura compris sans toutefois en avoir la moindre connaissance, que si tu dois (du sollst) tu dois aussi pouvoir (musst du auch können) se saura libre — bel exemple de raisonnement prétracé par des contingences sémantiques, en l'occurrence celles de l'emploi des verbes modaux en Prusse à l'aube de 1800! — Donc l'homme qui peut obéir au « Sollen » est libre, sauf que là encore personne n'a jamais pu savoir ce que peut signifier ce « pouvoir » (Können) si ce n'est — encore une fois — un aveu d'impuissance intellectuelle de la part d'un tiers. — Fichte essaiera de se tirer d'embarras en rédigeant l'une après l'autre cinq sciences du savoir, Wissenschaftslehre, pour finir en mystique.

Sartre mettra la chose au point. Il affirme de fait que la liberté humaine, soit la possibilité de dire oui ou non et de faire accompagner le choix d'un début d'action est entière et il en accepte les conséquences, l'aveu d'ignorance: le choix est in-intelligible. Dans son langage cela s'appelle: « absurde ». Toutes les histoires et les belles explications qu'on invente ou qu'on s'invente après coup resteront ce qu'elles auront été depuis le début: de belles histoires qui n'engagent que l'auteur — et encore — ou tous ceux qui voudront se faire prendre aux récits qui leur plaisent, d'une façon ou d'une autre.

Est-ce tout? — Bien sûr que non. Quelles que soient les critiques qu'on adresse à la liberté humaine, nous y tenons. Il y va, entre autres, de l'estime que nous aimerions pouvoir nous témoigner. Ainsi Jules Prüssen se rebiffe contre toute annonce qui ferait de nous des machines qui s'ignorent.

Il y a plus. Il y a la vérité qui veut qu'au niveau de vécu, nous ne puissions — ni ne sachions — faire abstraction du sentiment obscur qui nous chuchote à l'oreille que c'est nous et personne ni rien d'autre qui ayons à faire notre vie. Bref, il nous est impossible de nous dégager de nous-mêmes tant que nous faisons l'effort d'être le sujet d'une vie et non la résultante à observer du dehors d'un concours de circonstances ou de forces qui ne seraient pas nous.

Cela reste vrai. C'est très peu. C'est très peu au regard de ce qu'il y a à connaître et des moyens d'action dont la connaissance est le préalable. C'est dire que la notion de liberté n'est d'aucun usage scientifique majeur. Elle est négligeable. Ce qui ne l'est pas, c'est ce qui reste à être décrit, décrypté, saisi et ordonné par le regard et l'esprit scientifi-

ques. Autant dire que les discours, du reste souvent bien faits et passionnants qui nous enchantent d'une liberté humaine et de sa dignité, ont le statut de « Begriffsdichtung », de poésie conceptuelle – pour employer le mot inventé par les penseurs du Cercle de Vienne pour désigner la philosophie à l'exclusion de la leur.

La fin de l'homme s'annonce de nos jours avec une insistance jamais vue. Elle le fait dans la réalité des choses. Non au niveau des discours. Les discours officiels, répercutés et multipliés par une presse plus aveugle que jamais et au service de l'idéologie du jour, l'ignorent à dessein. Car au niveau des discours, et donc aussi, probablement au niveau de nombreuses consciences individuelles ou collectives, il doit rester indéniable que la vision qui privilégie l'homme et sa liberté, vision véhiculée par la charte des Droits de l'Homme, primera à jamais.

Or que sont, au contraire de la super structure discursive officielle, les réalités qui démontent l'image flatteuse que l'homme aime à se faire de lui-même?

Elles sont multiples. Il est vrai que leur statut d'objet de connaissances est ambigu. – Expliquons-nous!

Je ne suis ni mathématicien, ni physicien, ni bio-chimiste, ni spécialiste en matière d'ordinateur. J'appartiens à une espèce en voie de disparition: je suis philologue, homme de textes et de lecture. Le domaine de mes certitudes, vécues ou acquises, est extrêmement réduit et le statut de mes connaissances est un statut de connaissances de seconde main. Ce que je dis de la science, du monde tel qu'il va, des événements qui se passent ailleurs que sous mon nez ou qui appartiennent au passé – tout cela est de l'ordre d'un savoir indirect, non-contrôlé par moi-même, sauf sur la cohérence et la qualité des textes qui le rapportent. J'appelle ce savoir de seconde main « Zeitungswissen » – avec tout ce que ce terme englobe de méprisant, d'approximatif et de non-sérieux. La seule consolation – qui n'en est même pas une – c'est que l'immense, sinon la totalité des gens ne sont pas mieux lotis que moi. Nous nageons dans ou sur une mer de textes que nous pouvons mal déclarer tout simplement ineptes, aussi longtemps que nous entendons continuer de vivre. Car vivre implique qu'à certains parchemins ou Bildzeitung plus qu'à certains autres, il importe d'accorder une certaine confiance voire une confiance certaine tout en n'oubliant pas que tout pari sur une vérité envisageable risque d'être le mauvais. Je parie, comme la plupart des hommes que je connais de près ou de loin, qu'en fin de compte un seul discours surclasse tous les autres, et que c'est le discours produit par la

science. – Quand on a tiré sur le pape, on l'a ramené à l'hôpital, pas ailleurs...

Cette précaution prise, me voilà donc installé dans une attitude qui accepte de suivre les on-dit au niveau purement phénoménologique tout en se réservant le droit, du reste illusoire, de se prononcer en définitive le moment venu. Peut-être qu'il ne viendra jamais. Tant pis!

J'aimerais distinguer trois types de faits qui défient l'anthropocentrisme qui nous est cher. J'aimerais y rajouter une considération d'ordre écologique.

Le premier type de faits menace les définitions traditionnelles de l'Homme censées lui assurer une place à part parmi les zôa, les animaux.

La définition la mieux connue en milieu philosophique est sans doute celle qu'Aristote a donnée quand il déclare que l'homme est l'animal doué de parole. Rappelons tout de suite que parole signifie ici autant la faculté de parler que la raison dont elle est l'extériorisation. – Il devrait être clair que ni la parole en tant que moyen de communication pour les membres d'un groupe d'êtres vivants ni la parole en tant qu'intelligence, ne sont l'apanage de l'homme. Les singes supérieurs, les dauphins – pour ne citer que les contre-exemples les plus connus – disposent de moyen de communication et sont manifestement doués de raison, ou d'intelligence. Certes on pourra toujours rétorquer que le système communicatif humain est plus complexe que l'idiome bonobo. Je rappelle toutefois que des études linguistiques ont révélé que des dockers britanniques se contentent d'un vocabulaire de 600 mots, ordonnés par une ou deux douzaines de règles grammaticales. Par ailleurs il est connu que le répertoire mobilisable de concepts olfactifs d'un chien moyen dépasse de loin celui de l'homme. – Ce dernier exemple montre du reste qu'un langage n'est pas forcément une affaire sonore.

Le logos au sens d'intelligence a longtemps été considéré comme le domaine réservé de l'être humain, en particulier à l'intérieur de la tradition chrétienne et /ou cartésienne, connues pour leur dédain du monde animal. Ce logos se voit reconnaître par les éthologues une place désormais solide dans le monde animal. Ainsi certaines espèces de corbeaux ont la notion d'instrument et l'appliquent; les Celtes s'en doutaient déjà, d'après ce que nous rapportent de vieilles légendes. La mémoire du chien allemand qui fait la une de la presse le confirme: on le dit capable de reconnaître plus d'une centaine de mots (allemands) et de leur faire correspondre les objets appropriés, alors que les dockers britanniques

parlent anglais, et non le doggy. A titre d'exercice d'humilité, demandons-nous quand et sous quelles conditions nous serions capables de reconnaître et de situer dans leur environnement d'origine ne fût-ce qu'une douzaine de types d'abolements ou de cris de chimpanzés! D'autre part, n'oublions pas qu'au bas de l'échelle humaine nous refusons de dénier la qualité d'homme à des êtres nés de parents humains dont les performances linguistiques et autres se retrouvent en dessous du seuil atteint par les cousins du monde animal.

Je ne veux pas prouver que le dauphin ou l'éléphant ou éventuellement le rat soient aussi intelligents ou bavards que l'homme. Il aura suffi de montrer que l'exclusivité de l'usage de la raison n'est plus la « *différentia specifica* » du « bipède sans plumes » que nous sommes, d'après Platon, Jonathan Swift et Bertrand Russell.

Il y a pis. A relire les premiers grands textes occidentaux qui vantent les mérites incomparables du logos, donc à relire Platon, nous rendons compte à quel point le logos, l'intelligence, la raison était perçu comme un instrument « plus fort » dans la lutte pour la vie et pour la survie. Si le médecin s'oppose au cuisinier et le maître de gymnastique au maquilleur comme l'être s'oppose au paraître ou la vérité à l'illusion, c'est que le médecin et le maître de gymnastique représentent la raison et s'adressent à elle alors que le cuisinier et le maquilleur représentent les charmes trompeurs du monde sensible. Les saveurs et les odeurs, les couleurs charment – ou non – les sens alors qu'en fin de compte il vaut mieux, à long terme ou en termes de survie, se laisser guider par l'appareil de connaissance qu'est la raison que par cet autre appareil de connaissances plus immédiat, que sont les sens. C'est dire qu'on peut oser l'hypothèse qui affirme que l'émerveillement qu'éprouvent les Grecs à la découverte du logos tient au fait qu'il est infiniment plus efficace et plus performant que la sensation, le sentiment ou l'habitude, faible décalque de souvenirs plus ou moins vagues. A l'autre bout l'estime profonde qu'éprouvent pour les mathématiques Platon et ses successeurs va dans le même sens: les dialogues du maître montrent en maint endroit que le calcul et l'arithmétique surclassent infiniment l'à-peu-près et l'approximation subjective du « vécu » de la perception sensorielle.

Si on admet que la suprématie réclamée pour l'homme dans la tradition qui voit en lui l'animal pensant, tient au fait que la raison est facteur de multiplication des chances de vie et de survie, hypothèse confortée par la création et l'existence depuis les débuts de cette tradition, d'écoles qui accumulent et transmettent le savoir rationnel en vue de la finalité indiquée, que dire alors des (proto)-animaux qui se trouvent

aux antipodes de l'homme, comme les virus, qui sont capables de par leur raison à eux, d'accumuler un savoir et de le transmettre aux générations futures non par le truchement de bibliothèques et d'académies savantes mais par inscription chimique dans les gènes, phénomène qualifié par nous de résistance acquise contre ce que nous appelons des traitements qui pour eux, pour les virus, sont des armes de guerre totale?

L'honnêteté exige que nous acceptions de voir que la souche de virus qui développe une résistance contre une molécule agit comme une intelligence capable de donner une réponse apparemment non programmée d'avance à une situation décisive vitale et d'en faire profiter précisément par transmission génétique les générations futures. – C'est un peu de la « *Nachhaltigkeit* » virale.

Cette comparaison peut paraître choquante. Il est vrai que si elle choque, elle ne le fait pas du point de vue logique. Ce qui paraît en cause, c'est autre chose. En fait, c'est deux choses; on les dit tenir à la « nature » humaine. – La première c'est l'abstraction faite de la conscience dans le rapprochement entre l'apprentissage humain et l'apprentissage bactériel ou viral; la deuxième, critique, qui s'annonce plus grave, me reprochera de vouloir réduire le logos à une fonction vitale, au sens biologiste du mot, et de négliger ce qu'ont mobilisé maintes définitions de l'homme au début du XX<sup>e</sup> siècle, à savoir l'ouverture de la raison et/ou de l'homme tout court vers un Ailleurs ou vers une Transcendance.

Voyons d'abord la conscience! – Il faut savoir que ce mot n'existe pas en grec classique. Ni le mot ni la chose ne sont un sujet ni pour Platon ni pour Aristote. Plus tard, chez Plotin, apparaîtra le terme d'« accompagnement » pour désigner le fait qu'un certain savoir noétique accompagne par exemple la perception sensorielle. Sartre parlera de conscience non-thétique dans ce cas.

En latin par contre l'adjectif « *consciens* » existe dès Lucrèce. Il y marque un savoir présent, sans plus. Le terme de *conscientia* est employé régulièrement par Cicéron dans le sens ou bien d'un savoir qu'on partage ou alors de conscience morale, dans plusieurs acceptions. – A l'aube des temps modernes, Descartes, déclaré le père de la philosophie de la conscience, n'emploie guère ce mot sinon pas du tout, au sens d'un savoir que l'homme aurait de lui-même. De fait c'est avec l'idéalisme allemand, inauguré par Kant et clos par Hegel, que le *Bewußtsein* entrera successivement dans le langage philosophique. Plus près de nous, les existentialistes en ont fait un usage immodéré.



Que dire? Le commun des mortels ignore le mot qui est resté un terme savant de spécialistes ou de pseudo-spécialistes, sauf quand il s'agit d'opposer l'état de conscience à l'état d'évanouissement. Bref on peut douter que l'emploi au sens strict d'un «j'ai conscience» soit davantage qu'une complication inutile du discours. Je rappelle qu'en bouddhisme théradine, la conscience est définie comme une attention qui accompagne – voir Plotin – une activité: par exemple la perception sensorielle. Donc, rien de particulier à l'homme, sauf le mot lui-même grevé de la difficulté quasiment insurmontable d'un savoir dont le sujet et l'objet seraient deux alors que le savoir qui les unit ne serait qu'un ou les ferait fondre en une (pseudo)-unité. – On aura remarqué que le mot relève de la Begriffsdichtung et qu'il n'a pas de valeur opérationnelle.

Reste le reproche de réductionnisme: la raison humaine ou la conscience humaine aurait la faculté de s'ouvrir en direction d'un Ailleurs ou d'un Mystère qu'une longue tradition européenne désigne du nom de Dieu ou plus récemment de celui de Transcendance.

L'homme est l'être ouvert. Il est l'animal non-fixé – «nicht festgestellt». L'homme est l'être ex-centrique, dé-porté. Autant de pseudo-définitions de l'homme qui visent à le rattacher à la bouche d'Ombre, comme dirait Victor Hugo, sauf qu'en notre contexte la bouche d'Ombre nous adresse un appel marqué de contingence historique – c'est ce qu'affirment les méchants ou les mécréants. – Ou alors c'est la voix muette du Seigneur qui nous interpelle; c'est ce que nous répètent les croyants qui se réclament de l'apport «judéo»-chrétien, en marquant par le préfixe, de mise depuis la dernière guerre, que c'est le peuple juif qui aurait eu le privilège voire le monopole de ce que les croyants appellent la Révélation.

On peut voir les choses autrement. S'agissant du terme et de l'idée de transcendance, je la vois apparaître pour la première fois dans le platonisme moyen en attendant de la voir affiner par les penseurs du néoplatonisme finissant. L'origine s'en trouve dans la discussion plurielle menée dans le Parménide de Platon à propos de l'essai de penser l'Un ou l'Un qui est. Le lecteur aura vite compris que le défi de les penser sape les fondements mêmes de la discursivité: l'un est à part de tout le reste, «exhèrèmenon». L'origine de la transcendance aura été logique, non religieuse, même si les platoniciens tardifs cités y ont senti comme une haleine mystique.

Quant à la notion de Transcendance divine que les tard venus veulent découvrir dès les premiers mots de la Genèse, le 1er livre de ce

qu'on appelle le Livre par excellence, il me paraît indiqué de préciser quelques points.

L'inventeur incontestable du monothéisme est Echnaton, le seul pharaon révolutionnaire dans l'empire immobile et quasiment sans fin que fut l'Egypte ancienne. Ce «nomothetès», l'idéologue et meneur d'hommes a bousculé tout ce qu'il y avait comme croyance religieuse à son époque: la multiplicité divine; le souci de préparer l'au-delà; la fixité; pour les remplacer par un monothéisme sans visage. Les effets de sa révolution furent de courte durée en Egypte mais continuent d'agir ailleurs de par le monde. En effet, si nous admettons les bons arguments qu'a eus Freud pour rédiger son article sur l'homme Moïse, nous affirmerons que Moïse, fils illégitime d'une princesse égyptienne, fut un haut dignitaire du régime d'Echnaton avant de se découvrir une veine proto-marxiste qui lui fit entreprendre la gageure de sortir d'Egypte une bande d'immigrés non qualifiés pour à la fois les mener vers une terre promise tout en les soudant ensemble en leur dictant de manière claire et distincte un ensemble de commandements qui résument la sagesse égyptienne traditionnelle, de l'époque, après lui avoir ajouté à titre de préalable deux commandements insolites. Le premier donne la parole à un Patron discriminatoire à l'extrême et le deuxième impose à son peuple l'interdiction d'entreprendre de le nommer, soit de s'en faire une image visuelle ou conceptuelle. Il restera «anonyme» car Moïse, héritier en tant qu'ancien ministre d'un sens de l'Etat deux fois millénaire, savait qu'une autorité qui commande, qui interdit et qui menace, a avantage à se cacher et à s'abîmer dans les ténèbres de l'inconnu: une bouche d'ombre, comme dirait l'autre. – Depuis les voies du Seigneur restent impénétrables et seul Hegel a osé en découvrir et décrire le tracé. Aussi a-t-il été puni par l'Histoire qui lui a assigné Marx comme fils à la fois légitime et illégitime.

L'histoire des errements des définitions de l'homme en connaît d'autres. Inventées pour distinguer notre espèce de ses voisins directs ou lointains, ces définitions se voient infirmées de nos jours. – Longtemps on a clamé que l'homme était le seul être au monde à être capable de comportement éthique ou moral et les rares penseurs qui avaient au moins l'honnêteté de reconnaître que certains animaux présentent indéniablement des comportements qui ressemblent à des comportements humains qualifiables de moraux, ont eu recours au terme dépréciatif et inepte de «instinct» pour les qualifier. Le poilu vaillant qui se bat pour défendre femme et enfant contre les hordes teutoniques le fait par courage, vertu éminemment morale alors que la pauvre chèvre qui risque

sa peau pour protéger les petits contre le grand méchant loup agit par instinct. La distinction est de mauvaise foi.

Il est vrai que depuis les travaux de Konrad Lorenz, les choses – entendez par-là: les conceptions traditionnelles en la matière – ont bougé. Depuis on parle pour le moins de comportement pré- ou peut-être de: proto- ou quasi-moral, ceci pour maintenir la distinction qui peut paraître importante sans l'être vraiment et qui nous dit que l'homme moral «réfléchit» à ce qu'il fait alors que l'animal est poussé à l'action morale par, mettons, quelque chose qui ressemble à une impulsion. La chèvre sentirait en quelque sorte le danger et le malheur qui menacent les chevreaux et voilà le moteur qui expliquerait son geste alors que l'homme, avant d'adopter une position morale, se serait livré à un travail évaluatif axé sur des syllogismes qui partent de prémisses différentes, variées ou variables. Deux remarques à ce propos: 1. il n'est pas sûr que le comportement moral humain soit la suite d'une réflexion qui précède et non plutôt le résultat d'une incitation ressentie et obéie; 2. à supposer que la réflexion consciente ait affaire avec le geste moral, il est douteux que l'impact réfléchi suffise à vraiment déclencher l'action censée lui correspondre. – Par ailleurs d'autres faits animaliers avérés à la fois plus complexes et plus spontanés, paraissent imposer une lecture anthropomorphe au sens profond du mot c'est-à-dire une lecture qui se fait en des termes qui relèvent de la forme humaine: la mère dauphin qui veut manifestement mourir sur la grève où avait échoué son petit et que des pêcheurs ou chercheurs bien intentionnés –? – ont remise en haute mer et qui revient à la charge et qui insiste pour pouvoir mourir là où son enfant est mort, cette mère dauphin affiche un comportement auquel seule – encore une fois! – la mauvaise foi coriace pourra dénier le caractère humain. Le mot de humain s'entend ici comme: ce que l'usage qualifie de typiquement humain.

Souvent la «Todesahnung», le pressentiment de la mort est invoqué comme une spécificité de l'homme. L'homme meurt, «stirbt», l'animal «verendet», – comment dire? – s'achève, dira Heidegger qui fait de la «course à la mort» le propre de l'homme. Des récits de voyageurs font état de ce même pressentiment de mort chez les éléphants, chez d'autres mammifères. – De quel côté donc chercher les contes de fées?

D'autre part, certaines races animales affichent une dynamique de groupes inquiétante. Il est connu que le rat est un animal intelligent, courageux et qui, comme un héros nordique, préfère mourir et entraîner dans la mort ses adversaires plutôt que de se rendre. Des observations

avérées – je l'espère du moins – nous rapportent qu'un groupe de rats, enfermés dans une cage 1. identifie à l'odeur l'intrus d'une autre ethnie et l'exécute sans plus. 2. En cas de danger, une patrouille de volontaires est désignée pour tâcher de trouver une issue, au prix de leur vie, bien entendu. 3. Les chances de réussite et d'échec d'une action sont testées à l'avance, puis la décision est prise «mit Wagemut und Rücksichtslosigkeit» avec audace et sans états d'âme. 4. Enfin, acculée à une situation désespérée, la «Ratte» se bat fanatiquement jusqu'au bout – comme les détachements SS lettons dans le Berlin assiégé du mois de mai 45.

Pour clore cette partie, insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas tellement d'accumuler des données pour prouver que le comportement animal ne saurait relever d'un simple instinct face au comportement humain qui serait au moins partiellement commandé par l'anti-instinct du nom de raison, le logos. Il s'agit d'autre chose. Il s'agit de voir et de comprendre que l'attitude scientifique à adopter face à des faits en somme connus depuis «toujours» ne consiste pas à ne pas les prendre au sérieux, à priori, en leur déniaient les ressemblances manifestes avec le comportement humain, mais qu'elle consiste à y voir les parallèles et à les expliquer le mieux possible à l'aide d'un appareil conceptuel unique quitte à en faire varier certains paramètres. Rappelons néanmoins que ce qui pousse d'ores et déjà de nombreux chercheurs sinon des philosophes ou hommes d'Eglise à aller dans ce sens, c'est le progrès époustouflant de la génétique et de la génétique comparée. Quand ceux qui savent nous disent que l'homme et le chimpanzé partagent plus de 98 % de gènes, il devient difficile de recourir au bon vieux dualisme corps-âme et réserver la dernière pour usage exclusif à l'homme pour faire de l'animal une machine cartésienne. – Il est vrai, il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Un deuxième domaine de développement scientifique et technique nous interpelle, et dérange le confort intellectuel de celui qui se trouve bien calé dans son fauteuil philosophique traditionnel et qui regarde passer sur l'écran en face toujours les mêmes concepts usés qui vantent l'exception de l'homme. Il s'agit du domaine de l'intelligence artificielle. Faut-il donner des exemples? La mémoire d'un portable dépasse, en général, celle de l'utilisateur. La calculatrice de l'élève bat les performances du professeur et Deep Blue et consorts ont relégué les luttes entre «Großmeister» à un «ferner liefern». – Certes, je sais que ces engins ne poussent pas en pleine nature. Ce sont des artefacts humains. L'homme les a construits, même ceux qui battent ses records à lui, à l'homme. Sans doute. N'empêche que la vision habituelle mérite d'être reconsidérée.



Partons d'un texte platonicien! Platon y met en scène le dieu égyptien Thot réputé pour être l'inventeur des mathématiques et de l'écriture. C'est d'ailleurs lui qui tient le registre des fautes humaines lors des séances du tribunal de dernière instance qui pèsera le poids de nos bonnes et de nos moins bonnes actions ici-bas. Ce dieu s'en va trouver le dieu suprême, Amon, pour lui faire part de son invention. Il lui vante les mérites de l'écriture qu'il présente comme un allègement de la mémoire. Or le patron des dieux ne partage pas l'enthousiasme et lui fait remarquer – j'abrège la réponse et la réduis au message – que l'homme ne sait que ce qu'il a en mémoire lui, en sa mémoire vivante, et non celle qui se trouve pétrifiée ailleurs.

Platon-Amon a au moins vu une chose: à savoir que l'invention de l'écriture, qui pour nous marque la frontière entre l'histoire et la préhistoire, est aussi le début d'une longue histoire d'aliénation. Ce qu'il nous faut rechercher et décoder laborieusement, soit une stèle soit une page d'Internet, ne nous appartient pas. C'est, peut-être, un savoir dont on peut profiter, d'accord, et c'est du reste dans ce sens que le profit gigantesque de l'écriture est entendu habituellement. C'est aussi, et peut-être surtout, une aliénation. Elle est double: du fait du codage qui est une opération multiple. Disons en simplifiant que la parole sensée est d'abord changée en mot, réalité audible conçue comme le produit segmenté d'un organe voisé, laquelle réalité audible ainsi que sa structure sont corrélées ensuite à des images plus ou moins fictives de réalités visibles; ces images sont peintes ou gravées et le lecteur éventuel en retrouvera le sens en faisant à rebours le chemin décrit. Il est clair que les 2 x 3 étapes cachent autant de types de malentendus possibles. Les Egyptiens s'en sont du reste parfaitement rendu compte. Pour preuve les jeux, allusions ou paradoxes qu'ils construisent en se balançant entre les différents paliers sémantiques.

Toutefois l'aliénation visée par Amon est autrement (plus) importante: L'homme se défait sur de la matière inerte d'une partie de savoir accumulé par lui-même, mais qu'il est incapable de gérer, de garder en mémoire. L'écriture devient une béquille pour l'esprit ou un cheval ou une voiture: de même que ces artefacts lui permettent, en des conditions données, d'augmenter pour un temps sa vitesse de locomotion, l'écriture ou Internet lui permettent, en des conditions données, d'augmenter pour un temps, l'étendue de son savoir. Il importe de noter les précisions données par les expressions: «en des conditions données» et «pour un temps». Elles nous rappellent, si besoin en était, que l'avantage gagné sur la situation naturelle par les gadgets techniques reste temporaire et lié à un environnement dénaturé. Ceci nous permettra d'affirmer que

contrairement à une idée reçue qui veut voir dans la dénaturation envahissante du milieu et de l'environnement humain c'est-à-dire marqué par l'intervention de l'homme, le signe majeur de l'éminence de l'être humain sur les autres animaux, y compris ceux qui défigurent à leur tour le milieu ambiant, on peut y voir le témoignage de la faiblesse humaine qui serait probablement restée irrémédiable si l'homme n'avait développé ses propriétés cancérogènes pour le reste de la création. – Insérons ici les quelques phrases annoncées plus haut à propos du fait écologique: d'après les connaissances en circulation, l'homme est de tous les êtres le plus ravageur. Plus qu'aucun autre il cause, à un rythme effarant, la disparition journalière d'espèces. Il bouscule le climat. Il éventre la terre et vit aux dépens des possibilités de subsistance de sa propre engeance. Pour utiliser une métaphore forte, disons que l'homme est le virus de loin le plus dangereux de la planète, et pour la planète. Il en est le cancer qui s'annonce létal. Y déceler la couronne de la création paraît dès lors être de l'ordre d'un cynisme éhonté.

Revenons aux béquilles! Leur problématique est d'une part intimement liée, comme on l'a vu, aux artefacts de l'intelligence artificielle. D'autre part ces béquilles sont en train de faire de l'homme une chimère, ou mieux: un être hybride qui comme certains monstres mythiques est ou bien un animal composite ou alors, pis, dira-t-on, un assemblage d'animal et de machine.

Le chip implanté dans le cerveau du traumatisé crânien lui permet de retrouver une partie de la vue ou de l'ouïe perdues. Cet exemple est paradigmatique.

Où en sommes-nous? – Nous sommes en situation de désarroi. Il est clair que tout n'est pas clair. Il est clair aussi que bien des gens arrivent à fermer les yeux sur ce qui se passe devant ces mêmes yeux. Ils continuent de répéter que l'homme est la valeur suprême parce qu'il coiffe le reste de l'étant. C'est lui, dira Heidegger, qui entretient une relation privilégiée avec l'Être parce qu'il est, d'une certaine façon, l'être-là, le «Da-Sein», pour lequel précisément l'Être se dévoile et sort de l'oubli dans lequel le tiennent tous les autres étants.

Ces mots pathétiques sont-ils toujours de mise? J'en doute. Je sais très bien qu'il est difficile, sinon impossible de prouver à quelqu'un qui n'en veut pas, que l'homme n'est pas le summum de tous ceux et de tout ce qui est, d'autant plus que l'interlocuteur fait partie du genre en cause. Je sais aussi à quel point il est difficile de se défaire d'une habitude de pensée millénaire. Toutefois je rappelle que le progrès scientifique est au prix d'un renoncement aux conceptions traditionnelles. Qui de nous

oserait prendre fait et cause pour le géocentrisme contre Copernic tout en voyant que le soleil se lève et se couche et non la terre?

Je suggère de répéter le geste de Copernic, admirablement décrit par le vieux Kant. Délaissons le faux-savoir qui privilégie «naturellement» l'anthropocentrisme et osons mettre à la place qui sera la sienne l'espèce de singe nu qui menace l'ordre de la planète, y inclus, le sien propre, même si les bouleversements appelés à intervenir à l'intérieur de la nature humaine, donc du bagage génétique, ne s'annoncent plus avec le fracas qui accompagnent ceux préconisés par les nazis. Les bouleversements ici prédits avancent à pas de velours cachés par le manteau d'une compassion généreuse.

Le surhomme viendra. Il n'aura pas le regard de glace d'un husky ou d'un SS. Il aura le regard calme du savant, tout adonné à sa tâche – ou presque.

Que fera-t-il? Il ne fera rien d'autre que d'accomplir ce qui se présente d'ores et déjà. L'homme, le vieil homme ne sera plus qu'un matériau – amendable et corrigible par adjonction, par implantation ou greffes d'appareils, de chips, relevant de la nanotechnologie, ou alors de parties animales, de xéno-greffes dérisoires d'aspect, imprévisibles d'effet. Et le chemin vers cet enfer – comme le qualifieront d'aucuns parmi nous – sera bien sûr pavé des meilleures intentions du monde.

Qu'en sera-t-il du discours? Je prévois deux étapes, ou deux niveaux.

Une première étape, ou plutôt un premier champ de travail consistera à déconstruire – feu Derrida a lancé le mot – l'édifice de la philosophie pérenne. Esquissons-en en quelques mots le programme!

L'histoire de la philosophie est souvent décrite comme un avatar majeur de la raison occidentale. A la suite du miracle grec, nous raconte-t-on, le logos serait né, quelque part entre l'Italie du Sud et la côte ouest de la Turquie actuelle pour passer ensuite à Athènes. La raison, à la fois spéculative et scientifique se serait créée, elle, quasiment ex nihilo, un peu comme le dieu égyptien qui s'est créé en criant son propre nom. Puis par académie et lycée interposés la philosophie grecque, bien distincte de la mentalité qui hante les mythes grecs – et autres d'ailleurs – aurait conquis l'esprit des happy few séduits par la rigueur créatrice et argumentative du discours. Ces deux aspects lui auront permis de survivre au retour en force du mythe, version juive, qu'on appelle aussi «avènement du christianisme», pour s'en affranchir globalement après une éclipse d'un millénaire. Les temps modernes verront la philosophie à la pointe à la fois du progrès scientifique et

social: Newton et la Révolution française furent prépensés, d'une façon ou d'une autre, par des philosophes. Puis, la philosophie ou du moins la métaphysique serait morte de mort naturelle. On cite indifféremment trois noms qui auraient signé l'arrêt de mort de la vieille dame: Hegel, Marx et Nietzsche. Après une tentative avortée de faire de la philosophie l'étude des méthodes de connaissance de la science moderne, la philosophie ou ce qui en reste devient ou bien la domestique, «ancilla», de la classe dominante, en se faisant éthique, ou bien elle pratique la criminologie conceptuelle académique ou bien elle essaye de concurrencer – mal, en général – les gurus, chamans et autres instances de gestion du sacré, du surnaturel ou de la «Sinnfindung».

Cette histoire est à déconstruire. D'ailleurs cela se fait d'ores et déjà, du moins par touches et par essais quand Sloterdijk essaie par exemple de reculer la naissance du logos au-delà de la limite grecque où déjà, Platon – eh oui – avait une conscience aiguë du fait que la réflexion discursive dont il restera le paradigme inégalé, sort d'une couche plus ancienne qu'il situe dans les tréfonds de l'histoire égyptienne.

Le deuxième champ de travail laissé à un discours – ou faudra-t-il dire à un babil? à un bégayement? à une vocifération? – à venir et qui aura classé c'est-à-dire remis à sa place historique à la fois contingente et nécessaire le mythe de l'homme comme de l'animal qui possède le logos – essaiera d'ouvrir les voies – ou les voix – vers le champ – ou le chant – d'un nouveau monde.

Entendons-nous bien! – J'entends annoncer ici la fin de l'homme et la fin des beaux vers qui prennent racine dans le mythe que l'homme s'est raconté pendant des siècles, voire quelques millénaires, et qui font de lui un être d'exception appelé à un destin unique – avec l'accord ou, depuis peu, sans l'accord du Très Haut.

Ce mythe est intenable. Il est intenable face au progrès des connaissances scientifiques et face aux changements qui interviendront à l'intérieur de la nature humaine, ou de ce qui se disait telle jusqu'il y a hier ou avant-hier.

A l'heure qu'il est je ne vois qu'un texte passablement connu capable d'offrir au lecteur averti un peu de la perspective qui nous attend – et encore. Il s'agit du dernier roman de Michel Houellebecq, annoncé à grand fracas publicitaire, ce qui est bizarre s'agissant d'un texte qui brave à peu près toutes les valeurs reconnues sacro-saintes par la political correctness. Or même ce roman-là n'ose pas vraiment quitter le point de vue anthropocentrique, même si l'espèce homo sapiens, que

nous incorporons encore en attendant mieux, s'y voit traitée dans l'optique des hommes corrigés qui nous remplaceront comme une espèce d'hominidés en fausse position avec leur temps -- d'ici quelques siècles.

Même la description propédeutique ou science-fictionnelle de Michel Houellebecq continue de s'installer dans l'homme, ex-cartésien, ex-double nature. Même si le versant physique se trouve amendé notablement, il n'en reste pas moins que les générations d'hommes nouveaux futurs brossés par Houellebecq s'articulent comme les consciences humaines d'aujourd'hui.

Or, c'est précisément cette conscience, cette pensée qui va non seulement se voir modifiée mais remplacée par autre chose.

Houellebecq en a pressenti quelque chose en faisant du compagnon privilégié de l'homme à venir un animal, un petit chien, tout ce qu'il y a de traditionnel sauf que le roman et la réalité déclarée de l'auteur en font autre chose, et même davantage qu'une simple présence -- humaine.

A ce propos il est curieux de noter qu'au même moment où sortit le livre d'Houellebecq -- a commencé à se vendre en traduction le best-seller de l'Espagne de ces derniers temps, « La pell freda » « La peau froide » où émerge, là aussi, une présence inquiétante, mi-homme, mi-animal et qui accompagne, pour ainsi dire, la vie du dernier homme sur son îlot perdu.

Autant de pistes à suivre.

Séance du 26 février 2007

## LES PARAMÈTRES D'UNE SOLUTION DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

par  
Jean Mischo

Docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques (Paris) et en droit international (Cambridge), Jean Mischo a été secrétaire général du ministère des affaires étrangères (Luxembourg) et a terminé sa carrière comme avocat général près la Cour de justice des Communautés européennes.



*Les négociations entre le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne tenues à Taba (Egypte) en 2001 ont permis de faire des progrès considérables en direction d'une solution définitive du conflit. Après l'accession de M. Sharon au pouvoir, en 2001, elles n'ont pas été poursuivies. Des négociations secrètes engagées par un groupe de personnalités israéliennes et palestiniennes ont abouti à un accord d'ensemble qui a été présenté publiquement et signé à Genève le 1<sup>er</sup> décembre 2003. Depuis lors aucune suite n'a été donnée à cet accord et on doit se demander quand les parties au conflit arriveront enfin à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour reprendre les négociations officielles en prenant comme base, comme cela serait raisonnable, l'accord intervenu à Genève.*

## SOMMAIRE

Résumé .....	1
Introduction: Les différentes phases de négociation .....	3
I. La délimitation du futur Etat palestinien .....	7
II. La sécurité de l'Etat d'Israël .....	9
III. Jérusalem .....	10
IV. Le problème des réfugiés .....	13
V. Le paramètre politique: la volonté de conclure? .....	17
Conclusion .....	23
Bibliographie .....	24
Annexe: Quelques questions soulevées lors de la discussion .....	25

## LES PARAMÈTRES D'UNE SOLUTION DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

### Introduction: Les différentes phases de négociation

Mon exposé sera essentiellement consacré à un examen des quatre problèmes principaux qu'il faudra résoudre si l'on veut aboutir à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, à savoir:

- la délimitation du futur Etat palestinien;
- la sécurité de l'Etat d'Israël;
- le statut de Jérusalem;
- le problème des réfugiés.

J'examinerai ces questions non pas sur la base de quelconques opinions personnelles, mais à la lumière des négociations officielles et officieuses qui ont eu lieu depuis la signature des accords « dits d'Oslo », en septembre 1993.

Quelles ont été ces négociations?

Au cours d'une première phase, sur laquelle je ne m'étendrai pas, on a mis en œuvre, avec de grandes difficultés, le régime intérimaire comportant la création d'une « Autorité palestinienne » et l'évacuation de certaines parties des territoires occupés depuis 1967.

Ensuite, en novembre 1999, les parties au conflit ont entamé les négociations en vue de la définition d'un statut définitif. Celles-ci n'ayant guère fait de progrès, le président américain Bill Clinton a invité Israéliens et Palestiniens à une « réunion au sommet » qui s'est déroulée à Camp David du 11 au 25 juillet 2000.

Ces négociations n'ont pas permis d'aboutir à un accord. Dans un premier temps Américains et Israéliens ont imputé la responsabilité de cet échec au président Yasser Arafat. Mais par la suite, selon M. Charles Enderlin, le correspondant de confession juive de France 2, des responsables des services secrets israéliens se sont érigés contre la propagande selon laquelle, à Camp David « Yasser Arafat a rejeté une proposition israélienne généreuse pour déclencher une guerre contre l'Etat juif ». Même Shlomo Ben Ami, ministre des Affaires étrangères et principal

négoceur israélien, pourtant très critique à l'égard d'Arafat, finira par admettre en 2006: « Si j'avais été palestinien, j'aurais également rejeté les propositions de Camp David ».<sup>1</sup>

Les parties ont cependant promis de se revoir.

Le 28 septembre de la même année M. Ariel Sharon, alors l'un des principaux leaders de l'opposition, a fait sa fameuse visite sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem appelée « Harâm al-Charif » par les Palestiniens. Il voulait signifier par ce geste que lui en tout cas n'était pas prêt à faire la moindre concession en ce qui concerne la souveraineté d'Israël sur l'ensemble de la ville de Jérusalem, y compris les sanctuaires musulmans.<sup>2</sup>

Le lendemain de cette visite de violents incidents se sont déroulés autour de l'esplanade. La police israélienne a tué quatre Palestiniens. C'était le début de ce qu'on allait appeler par la suite la deuxième Intifada ou « Intifida Al Aqsa », du nom de la grande mosquée qui se trouve sur la fameuse esplanade. Cette mosquée a été construite sur les restes de l'ancien Temple juif détruit par les Romains et pour cette raison les Israéliens appellent cet endroit le « Mont du Temple ».

Les échaffourées se sont d'abord poursuivies, dans les jours et les semaines qui ont suivi, par des jets de pierres mais elles ont fini par escalader. Les réactions israéliennes sont devenues de plus en plus violentes au point que le 7 octobre 2000 le Conseil de Sécurité a voté la résolution N° 1322 dans laquelle, après avoir « déploré l'acte de provocation commis le 28 septembre au Harâm al-Charif », il a « condamné les actes de violence, particulièrement le recours excessif à la force contre les Palestiniens ». Cette formule allait, par la suite, être reprise dans d'autres résolutions du Conseil de Sécurité comme dans des prises de position de l'Union européenne.

Nonobstant ces événements tragiques, les contacts se sont poursuivis entre le gouvernement Barak, les Palestiniens et les Américains. Finalement, le 23 décembre 2000 le président Clinton a présenté à Washington de nouveaux paramètres pour une solution du conflit. Ces propositions étaient plus détaillées et plus équilibrées (c.-à-d. plus favorables aux Palestiniens) que celles qui avaient été discutées à Camp David et elles ont permis une relance des négociations. Celle-ci a eu lieu à Taba, en Egypte, du 18 janvier au 24 janvier 2001. Entretemps le président Clinton avait cédé la place au président George W. Bush. Ce

<sup>1</sup> Charles Enderlin: *Les années perdues*, Fayard, 2006, p. 15-16.

<sup>2</sup> Charles Enderlin: *Le rêve brisé*, Fayard, 2002, p. 342.

dernier n'a pas voulu poursuivre l'œuvre de médiation de son prédécesseur, et c'est le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Proche-Orient, l'ambassadeur Moratinos, qui a participé aux entretiens.

A l'issue de ceux-ci les négociateurs ont déclaré dans un communiqué commun « qu'ils n'ont jamais été aussi proches d'un accord » et « que les divergences qui subsistent peuvent être surmontées lors de la reprise des négociations après les élections en Israël (...) Le calendrier politique a empêché la conclusion d'un accord sur tous les problèmes »<sup>3</sup>.

Mais le 6 février 2001 c'est M. Ariel Sharon qui est élu, par un vote populaire direct, Premier Ministre d'Israël avec 62,39 % des voix contre 37,61 % à M. Ehoud Barak.

M. Sharon fait savoir qu'il va en finir avec l'Intifada endéans les 100 jours, et qu'il n'est pas question de reprendre les négociations tant que le calme ne sera pas revenu. Il exige aussi de l'Autorité palestinienne qu'elle désarme les membres des organisations terroristes.

Le Président Arafat a bien réussi à faire arrêter 2.000 militants extrémistes et il a lancé un appel solennel demandant l'arrêt des combats mais il n'a pas été en mesure de les faire cesser complètement. Israël, de son côté, a commencé à procéder à l'exécution extrajudiciaire de militants palestiniens et ce parfois même à des moments où un calme relatif avait été rétabli.

Déjà sous le gouvernement de M. Ehoud Barak avait été lancé le slogan selon lequel Arafat n'était pas intéressé à la conclusion d'un accord de paix et qu'Israël n'avait dès lors pas d'interlocuteur palestinien. Deux éléments sont venus prouver que ceci était faux. D'une part Charles Enderlin a expliqué que ce slogan avait été une création de publicitaires et qu'il a été battu en brèche par la plupart des responsables de l'analyse des services de renseignements israélien, civils et militaires<sup>4</sup>. D'autre part, il s'est bien trouvé des personnalités palestiniennes représentatives pour participer à des négociations. En effet, grâce aux efforts des citoyens suisses Alexis Keller et Pierre Allan, et avec l'aide financière du Gouvernement helvétique, de premiers entretiens exploratoires secrets ont eu lieu à Genève à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2001 dans le but d'achever les négociations à partir de ce qui avait été acquis à Taba.

<sup>3</sup> Ch. Enderlin: *Le rêve brisé*, p. 345.

<sup>4</sup> Ch. Enderlin « *Les années perdues* », p. 14-15.

Les principaux interlocuteurs de ces nouvelles négociations étaient l'ancien ministre israélien de la Justice, M. Yossi Beilin et l'ancien ministre palestinien Yasser Abed Rabbo.

Ces négociations ont ensuite été poursuivies, toujours en secret, avec des interruptions dues au fait que les communications sont devenues difficiles suite à la réoccupation de l'ensemble de la Cisjordanie par l'armée israélienne.

Par ailleurs, d'autres tentatives ont été faites pour parvenir à une solution du conflit. A l'initiative de celui qui était à l'époque le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, le Prince Abdallah, les chefs d'Etats arabes ont adopté à Beyrouth, le 23 mars 2002, un plan offrant à Israël la signature d'un Traité de Paix et une normalisation totale des relations moyennant le respect des conditions suivantes:

- le retrait complet d'Israël sur les lignes d'armistice du 4 juin 1967;
- une juste solution du problème des réfugiés palestiniens;
- la création d'un Etat palestinien ayant Jerusalem-Est comme capitale.

Ce plan a été rejeté par le Gouvernement israélien de l'époque. Il est cependant cité comme une base de référence dans la «feuille de route» dont je vous parlerai plus loin.

De leur côté les négociations du groupe dirigé par MM. Beilin et Rabbo se sont poursuivies. En novembre 2002, Yasser Arafat a donné son accord aux négociateurs palestiniens pour aller de l'avant et conclure.

La signature du projet d'accord de paix a eu lieu au bord de la Mer morte, le 12 octobre 2003. Ensuite, le 1<sup>er</sup> décembre 2003, l'accord a été présenté publiquement à Genève, en présence d'un grand nombre de personnalités politiques de premier plan. Il est intéressant de noter que parmi les 29 signataires israéliens figurent 6 anciens généraux (dont un ancien chef d'état-major de l'armée), des anciens ministres, des députés, des professeurs d'universités, les écrivains MM. David Grossman et Amos Oz, des hommes d'affaires et mon ancien collègue directeur général au Ministère des Affaires étrangères, M. David Kimché qui a aussi été, à un certain moment, chef adjoint du service secret Mossad.

Du côté palestinien 22 personnalités ont signé l'accord, parmi lesquelles trois ministres en exercice, deux vice-ministres, un ancien ministre (M. Y. Rabbo) un brigadier général et un ancien délégué auprès des Nations Unies. La délégation palestinienne avait donc un caractère semi-officiel.

Enfin il y a lieu de signaler, au titre de ce rappel des efforts entrepris pour avancer vers une solution du conflit, que les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU, qualifiés familièrement de «Quatuor», avaient publié le 30 avril 2003 déjà un document appelé «feuille de route». Celle-ci prévoit, certes, le principe de la création d'un Etat palestinien, dans des frontières provisoires, pour la fin de l'année 2005, mais elle ne fournit aucune indication, ni au sujet des frontières que cet Etat devrait avoir, ni au sujet du statut futur de la ville de Jérusalem, ni au sujet d'une solution possible du problème des réfugiés. Elle ne décrit qu'un processus et ce processus a été complètement bouleversé par la non-observation, par les deux parties, des obligations que leur impose la feuille de route.

A mon avis cette «feuille de route» est dépassée et il convient d'entamer enfin des négociations sur la base du seul document qui établit les paramètres d'une solution définitive du conflit, à savoir l'accord de Genève.

Dès lors, dans la deuxième partie de mon exposé, je vais maintenant vous présenter l'essentiel des solutions auxquelles ont abouti les négociateurs de Genève en ce qui concerne les quatre problèmes les plus importants qui se posent et que j'ai déjà mentionnés au début.

## I. La délimitation du futur Etat palestinien

Je vous rappelle tout d'abord que la résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 22 novembre 1967, prévoyait déjà «le retrait des forces israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit». La version anglaise de la même résolution utilise l'expression «from territories», ce qui pourrait ne viser qu'une partie de ceux-ci. Ensuite, par sa résolution N° 465 adoptée à l'unanimité le 1.3.1980, le Conseil de Sécurité a déclaré que «toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens et des autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, ou de toute partie de ceux-ci, n'ont aucune validité en droit et que la politique et les pratiques d'Israël consistant à installer des éléments de sa population et de nouveaux immigrants dans ces territoires constitue une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et fait en outre gravement obstacle à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient».

Le Conseil de Sécurité poursuit qu'il « déplore vivement qu'Israël persiste et s'obstine dans ces politiques et pratiques et demande au Gouvernement et au peuple israélien de rapporter ces mesures, de démanteler les colonies de peuplement existantes et, en particulier, de cesser d'urgence d'établir, édifier et planifier des colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem ».

Israël a traité avec le mépris le plus total ces règles du droit international et ces injonctions de la Communauté mondiale. Depuis 1980 les colonies ont en effet connu une expansion formidable. Elles sont maintenant au nombre de 144 et elles regroupent au moins 420.000 personnes.

A Camp David on avait néanmoins commencé à discuter de l'évacuation d'une partie de ces territoires, sans pouvoir se mettre d'accord. D'après M. Alexis Keller<sup>5</sup> on avait parlé d'une annexion par Israël de 10 % de la Cisjordanie avec un bail de douze à trente ans sur 10 % de territoires supplémentaires dans la vallée du Jourdain. On avait aussi parlé d'échanges possibles de territoires mais les cartes présentées de part et d'autre étaient restées radicalement incompatibles. A Tabá, en janvier 2001, les positions des deux parties se sont sensiblement rapprochées puisqu'elles ont reconnu que les lignes d'avant la guerre des six jours (4 juin 1967) serviraient de base au tracé des frontières définitives. Israël avait notamment renoncé à la vallée du Jourdain, à Kiryat Arba et accepté le départ des colons installés à Hébron.

C'est en partant de là que les signataires de l'accord de Genève ont trouvé un compromis définitif. Ils ont précisé exactement la portée de l'échange de territoires et ils se sont mis d'accord sur une carte commune et l'ont signée. Israël se retire de l'essentiel, c'est-à-dire de 97,5 % des territoires occupés de la Cisjordanie, les 2,5 % restants étant compensés par l'extension de la bande de Gaza. Un « corridor » qui reste sous souveraineté israélienne, mais qui est administré par les Palestiniens, est créé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Les colonies qui sont évacuées sont laissées intactes, notamment pour accueillir des réfugiés palestiniens. Israël peut cependant annexer certaines colonies contiguës à sa frontière, notamment les colonies de Maale Adoumim, Givat Zeev, Alfe Menashe et Goush Etzion.

<sup>5</sup> Alexis Keller: L'Accord de Genève, un pari réaliste. Editions du Seuil / Labor et Fides, 2004, p. 44 ss.

Il faut signaler aussi que le plan de paix prévoit des organes chargés de veiller à sa bonne application.

Ainsi les deux parties devront constituer un *Haut Comité Directeur Israélo-Palestinien* à l'échelon ministériel, « pour orienter, surveiller et faciliter la mise en place de l'Accord ».

Par ailleurs, un *Groupe d'Application et de Vérification (GAV)* composé des Etats-Unis, de la Fédération de Russie, de l'U.E. et de l'O.N.U., aura pour mission de « faciliter, de garantir et de contrôler la mise en œuvre de l'accord, et de régler les différends relatifs à cette mise en œuvre ».

De plus, l'Accord prévoit toute une série de dispositions plus spécifiques en vue de garantir la sécurité de l'Etat d'Israël.

## II. La sécurité de l'Etat d'Israël

Le désir légitime des Israéliens de vivre une fois pour toutes en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues doit évidemment être pris en considération de manière efficace par tout accord de paix.

A Camp David des progrès avaient déjà été faits en ce sens que les Palestiniens avaient accepté que leur futur Etat serait un « Etat à l'armement limité ». Israël avait demandé que l'on retienne l'expression « Etat démilitarisé ». A titre de compromis le président Clinton avait proposé l'expression « Non-militarized State » et c'est effectivement l'expression « Etat non militarisé » qui a été retenue dans l'Accord de Genève.

Ce dernier prévoit également la création d'une *Force multilatérale* chargée de fournir aux Parties des garanties de sécurité, d'avoir un rôle de dissuasion et de superviser la mise en œuvre des dispositions de l'Accord. Elle déploiera des observateurs en vue de surveiller les frontières terrestres et maritimes de l'Etat palestinien afin d'empêcher que des armes prohibées n'y soient introduites.

La Force multilatérale contribuera aussi l'application des mesures anti-terroristes prévues par l'accord. Ce dernier prévoit en effet, en son article 5, point 4, « que les parties rejettent et condamnent le terrorisme et la violence sous toutes ses formes et poursuivent des politiques publiques en conséquence. En outre, les Parties s'abstiendront de toute action et de toute politique risquant d'alimenter l'extrémisme et de créer des conditions favorisant le terrorisme de part et d'autre ». Elles « entreprendront des efforts conjoints et, dans leurs territoires respectifs, des efforts continus, communs et unilatéraux, contre toute forme de violence et de terrorisme. Ces efforts viseront notamment à prévenir et à anticiper ces



actes et à poursuivre leurs auteurs. A cet effet, les Parties entretiendront des activités communes de consultation, de coopération et d'échange d'information continues (sic) entre leurs forces de sécurité respectives. Un comité de sécurité trilatéral composé des deux Parties et des Etats-Unis sera créé pour garantir la mise en œuvre de cet Article ».

Selon le point 5 de l'article 5, Israël et la Palestine « promulguèrent des lois destinées à empêcher toute incitation à l'irréductibilisme, au racisme, au terrorisme et à la violence et veilleront à leur respect strict ».

Le plan de paix de Genève prévoit également avec force détails de quelle façon doit s'opérer l'évacuation des troupes israéliennes (Article 5, point 7 et suivants). Le retrait par étapes débutera immédiatement avec l'entrée en vigueur de l'accord et se terminera trente mois après. Les étapes seront organisées notamment en fonction de la capacité d'Israël de replacer, loger et intégrer les colons. Le texte ajoute que les coûts et les désagréments inhérents à un tel processus ne devraient pas retarder indûment les opérations de retrait.

Israël pourra maintenir une petite présence militaire sur le Jourdain qui sera sous autorité de la Force multinationale. Cette dernière superviserait et vérifierait l'application des dispositions relatives au retrait.

Israël conservera deux stations d'alerte avancées au nord et au centre de la Cisjordanie et l'accès à ces stations sera assuré et escorté par la Force multinationale. Les arrangements en matière de sécurité seront sujets à révision dans dix ans, toute modification devant faire l'objet d'un accord mutuel. Il y aura par la suite des révisions tous les cinq ans à l'issue desquels les arrangements pourront être reconduits par consentement mutuel.

Enfin l'armée de l'air israélienne sera autorisée à utiliser l'espace aérien sous souveraineté palestinienne à des fins d'entraînement, conformément à des modalités qui seront définies dans une annexe. Un comité trilatéral déterminera un système de gestion pour l'aviation civile.

### III. Jérusalem

Selon le plan de partage de la Palestine adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1947, la ville de Jérusalem devait être constituée en « corpus separatum » (en toutes lettres dans le texte), et être placée sous un régime international spécial. La résolution prévoyait même que les résidents de la ville auraient une nationalité particulière. La ville devait être administrée par le Conseil de Tutelle des Nations Unies pendant dix ans. A l'issue de cette période son statut devait être revu à la lumière de l'expérience acquise. Un referendum

devait avoir lieu à ce moment-là pour connaître les suggestions des résidents relatives à d'éventuelles modifications au régime de la ville.

Toutefois, après le cessez-le-feu intervenu en 1949 la vieille ville de Jérusalem s'est retrouvée entre les mains de la Jordanie tandis que Jérusalem-Ouest, la ville nouvelle, était contrôlée par le nouvel Etat d'Israël. Il n'a plus été question d'un régime spécial pour la ville tout comme il n'était plus question de l'Etat palestinien également prévu par la résolution de l'Assemblée générale.

A l'occasion de la « guerre des six jours », en 1967, Israël a conquis l'ensemble de la ville et s'est mis à construire, à l'Est de la ville des habitations pour des personnes de religion juive. L'idée était d'entourer la ville de quartiers juifs afin d'en faire à tout jamais de Jérusalem « entière et réunifiée » la « capitale une et indivisible » de l'Etat d'Israël.

Cette intention a été consacrée par une loi fondamentale israélienne du 30 juillet 1980. La Communauté internationale s'est cependant souvenue de la décision de 1947 et, par la résolution 478 du 20 août 1980, le Conseil de Sécurité a condamné cette loi. Il a rappelé tout d'abord que « l'acquisition de territoires par la force est inadmissible ». Il a déclaré ensuite que « toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël, la Puissance occupante, qui ont modifié ou qui visent à modifier le caractère ou le statut de la Ville sainte de Jérusalem, et en particulier la récente 'loi fondamentale' sur Jérusalem, sont nulles et non avenues et doivent être rapportées immédiatement ». Le Conseil de Sécurité a ajouté que « cette action fait gravement obstacle à l'instauration d'une paix d'ensemble juste et durable au Moyen-Orient ». Le conseil de Sécurité a également demandé aux membres de l'O.N.U. qui avaient des ambassades à Jérusalem de les retirer, ce qui a été fait, sauf pour quelques Etats d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne.

Au cours des négociations de Camp David la question de Jérusalem, évidemment marquée des deux côtés par une forte charge émotionnelle, a constitué la pierre d'achoppement principale. Les Palestiniens ont exigé de pouvoir ériger la capitale de leur Etat dans la partie Est de la ville. Ils ont réclamé une souveraineté totale sur cette partie de la ville, et notamment sur le « Harâm Al-Charif », l'esplanade sur laquelle se trouve la mosquée au dôme d'or.

Comme pour les Israéliens il s'agit là du « Mont du Temple » ces derniers se sont refusés à céder aux musulmans la moindre souveraineté sur cet espace. Ils ont proposé, en revanche, d'élargir les limites officielles de la ville de Jérusalem pour y inclure le village de Abou Dis. Les Palestiniens auraient eu le droit d'établir à Abou Dis la capitale de



leur Etat tout en se voyant accorder certains pouvoirs administratifs au centre de la vieille ville.

Vers la fin des négociations de Camp David les Israéliens, reprenant une formule du président Clinton, ont accepté que les Palestiniens aient le «custodianship», c.-à-d. la garde du «Harâm Al-Charif», tandis que les Israéliens conserveraient une «souveraineté résiduelle» sur le «Mont du Temple». Ils auraient le droit de venir prier à un endroit à désigner, situé sur le Mont, et pas seulement le long du mur occidental encore appelé «Mur des Lamentations».

Y. Arafat n'a pas accepté cette proposition.

Dans le cadre de ses propositions du 23 décembre de 2000 le président Clinton a présenté de nouvelles formules alternatives qui venaient à la rencontre des Palestiniens. En partant de celles-ci les positions des Parties se sont nettement rapprochées et à Taba il a été acquis que Jérusalem, dans sa définition plus étroite, deviendrait bien la capitale de deux Etats.

Ceci a, bien entendu, été confirmé dans le cadre de l'Accord de Genève où il est également prévu que la Vieille Ville doit être déclarée «Ville ouverte», c.-à-d. un territoire sans frontières intérieures. Les souverainetés respectives seront définies selon le principe (proposé par le président Clinton): ce qui est juif doit être sous souveraineté israélienne, et ce qui est arabe doit être sous souveraineté palestinienne. Des cartes définiront les régions en question et un système de «codes couleurs» sera utilisé sur le terrain afin d'indiquer avec précision dans quelle zone se trouve une rue ou une maison donnée.

L'Accord prévoit aussi que le «Harâm Al-Charif» passera sous souveraineté palestinienne après une période transitoire de 30 mois.

Au vu de la signification religieuse et culturelle unique du site pour le peuple juif, il n'y aura dans l'enceinte aucune fouille, excavation ou construction, sauf par consentement mutuel des Parties. Le «Mur des Lamentations» restera, bien entendu, sous souveraineté israélienne.

Les parties créeront un organisme interreligieux constitué de représentants des trois religions monothéistes, «qui servira d'entité consultative sur des questions liées à l'importance religieuse de la ville et qui œuvrera pour la compréhension et le dialogue interreligieux».

Parmi les implantations israéliennes dont l'annexion à Israël a été acceptée par les négociateurs palestiniens, certaines font partie du Grand Jérusalem, notamment Maale Adoumim et Givat Zeev.

Venant s'ajouter au «Groupe d'Application et de Vérification» déjà cité, il sera encore créé un *Groupe international* chargé spécialement de surveiller, vérifier et contribuer à la mise en œuvre de la clause relative à l'enceinte du «Harâm Al-Charif/Mont du Temple». Outre les membres du G.A.V., y participeront également des membres de l'Organisation de la Conférence islamique.

Ce groupe international établira dans l'enceinte une présence multinationale, et celle-ci sera maintenue même après que l'enceinte aura été transférée sous souveraineté palestinienne.

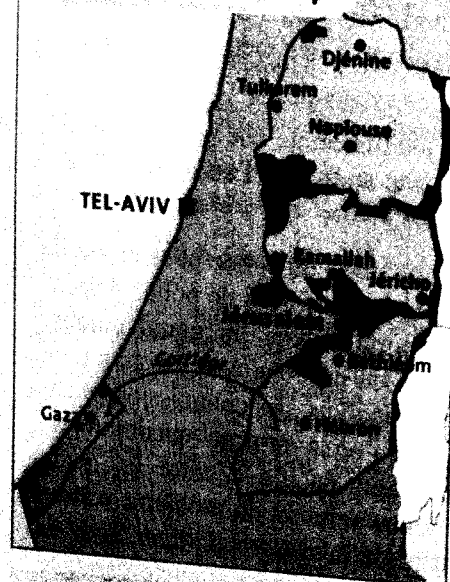
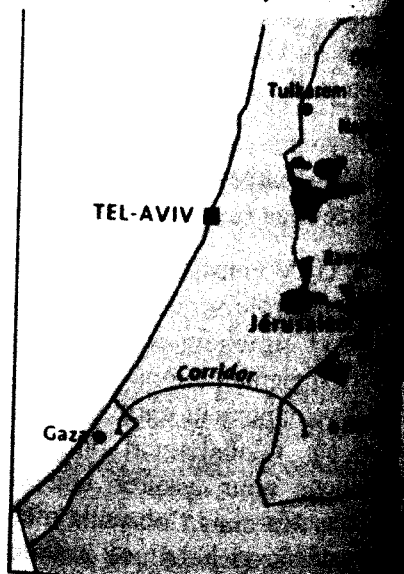
Le GAV constituera par ailleurs une unité de police pour la vieille ville dont le rôle sera de communiquer avec les forces de police palestiniennes et israéliennes. Le texte comporte encore un grand nombre d'autres réglementations détaillées telles qu'un comité de coordination et de développement entre les deux municipalités, des commissions techniques etc. Globalement on peut dire qu'on a pris un maximum de précautions pour assurer une cohabitation pacifique entre les deux communautés mais l'obstacle majeur à une solution du problème restera la volonté farouche d'une grande partie de la classe politique et de la population israélienne de ne jamais accepter une souveraineté partagée sur la ville.

#### IV. Le problème des réfugiés

Le résultat le plus remarquable de l'initiative de Genève réside dans le fait qu'il ait été possible de trouver un accord au sujet, délicat entre tous, du sort à réserver aux Palestiniens qui ont quitté leur demeure au moment des guerres de 1947/48 et de 1967.

Un certain rapprochement des positions avait déjà eu lieu à Camp David. Les Israéliens avaient, certes, refusé de se considérer comme responsables du problème des réfugiés, mais ils avaient accepté qu'un petit nombre d'entre eux-ci puissent s'installer en Israël dans le cadre d'un regroupement familial. Ils s'étaient aussi déclarés prêts à participer au financement d'un «Fonds international de Dédommagement des Réfugiés» à propos duquel un montant de 10 milliards de dollars avait été évoqué.

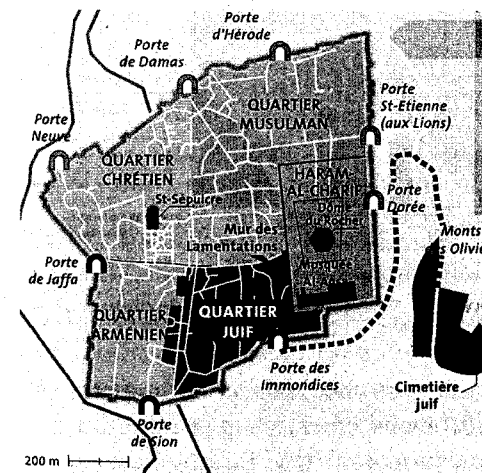
Les Palestiniens, de leur côté, avaient présenté à Camp David une revendication de principe à savoir la reconnaissance par Israël d'un «droit au retour», mais ils s'étaient montrés accommodants quant à la mise en œuvre effective de ce principe. Ils avaient en effet laissé entendre qu'ils pourraient accepter la fixation d'un chiffre maximal.

**CAMP DAVID (juillet 2000)****TABA (janvier 2001)****PROJETS**

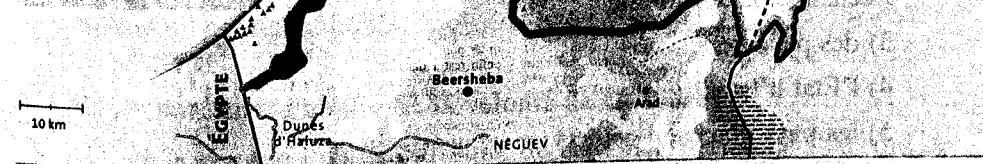
Territoires prévus pour l'état palestinien

Territoires prévus pour l'état israélien

Partage de territoires selon les accords (officiels, mais sans suites) en 2000 et 2001.

**UN PARTAGE POUR DEUX ÉTATS**

- Territoires annexés par Israël
- Territoires cédés par Israël au profit du futur état palestinien
- ▲ Colonies israéliennes
- « Ligne verte » de l'armistice de 1949 (frontières israélo-jordanienne et israélo-égyptienne jusqu'en 1967)
- Frontières d'Israël
- Frontières israélo-syrienne (1949-1967)
- ..... Ligne de cessez-le-feu entre Israël et la Syrie depuis 1967 (frontière de facto)



Partage de territoires d'après l'accord (inofficiel) de Genève du 1<sup>er</sup> décembre 2003.

Ils avaient par ailleurs demandé un dédommagement spécifique « pour les années d'occupation ».

Sur ces points également les propositions Clinton de décembre 2000 ont ouvert de nouvelles perspectives de solution et à Taba, selon A. Keller<sup>6</sup> les négociateurs palestiniens ont clairement réitéré qu'il n'était pas dans leur intention de mettre en cause le caractère juif de l'Etat d'Israël. De leur côté les négociateurs israéliens ont consenti au retour de quelques milliers de réfugiés.

Quelle a été, finalement, la solution retenue dans le cadre de l'Accord de Genève?

Après que les négociations aient plusieurs fois menacé de capoter sur cette question, les négociateurs palestiniens ont fait une concession importante sur le plan psychologique en proposant une formule qui ne mentionne plus explicitement un « droit au retour ». Au lieu de cela elle se réfère à la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 11 décembre 1948 dans laquelle ceux qui prendront la peine de la rechercher pourront lire néanmoins que ceux des réfugiés qui souhaitent retourner dans leurs foyers et y vivre en paix avec leurs voisins devraient être autorisés à le faire à la première date possible, les autres devant obtenir un dédommagement. L'article 7 du projet d'accord de Genève renvoie également à la résolution 242 du Conseil de Sécurité et à l'initiative de paix arabe du 28 mars 2002 (qui mentionne « une juste solution du problème des réfugiés »). Mais ce qui compte avant tout, c'est que l'Accord de Genève prévoit que « ces droits seront réalisés dans l'article 7 de cet Accord »<sup>7</sup>. Or, ce texte règle le problème d'une manière qui n'implique précisément pas un retour sur le territoire de l'Etat d'Israël de tous les réfugiés qui le souhaiteraient. Le projet d'Accord prévoit que les réfugiés auront le droit de choisir une résidence permanente parmi les cinq options suivantes:

- 1) l'Etat de Palestine;
- 2) les zones en Israël transférées aux Palestiniens dans le cadre de l'échange de territoires;
- 3) des pays tiers;
- 4) l'Etat d'Israël;
- 5) les pays d'accueil actuels.

<sup>6</sup> Alexis Keller: op. cit. p. 48.

<sup>7</sup> On aurait dû écrire « dans la cadre du présent article » ou « selon les modalités définies ci-après ».

Pour ce qui est de l'option du retour sur le territoire d'Israël il est stipulé qu'elle « sera laissée à la discrétion souveraine d'Israël et sera conforme aux chiffres qu'Israël soumettra à la Commission internationale. Ces chiffres exprimeront le nombre de réfugiés palestiniens qu'Israël acceptera. Israël prendra comme base la moyenne des chiffres soumis par les différents pays tiers à la Commission internationale ». (Article 7, point 4/v/c.) Ce texte est un peu énigmatique. Si je le comprends bien, il signifie que, plus des pays tiers autres que les pays d'accueil actuels accepteront des réfugiés, plus l'Etat d'Israël en accueillera lui-même.

Le projet d'accord règle également la question des indemnités. L'article 3 dispose en son point 3 que « Les réfugiés auront droit à des indemnités en compensation de leur état de réfugiés et de la perte de propriété. Ce droit ne peut porter préjudice au choix du lieu de résidence permanent du réfugié et le choix d'un lieu de résidence permanent du réfugié ne pourra porter préjudice à ce droit. » Un comité d'experts calculera la valeur des biens des Palestiniens au moment de leur déplacement.

Le financement des indemnités sera assuré au moyen d'un « Fonds international » et d'un « Fonds de la condition de réfugié ». Une « Commission internationale », déjà mentionnée ci-dessus, aura « la pleine et exclusive responsabilité d'application de tous les aspects de cet Accord concernant les réfugiés ». Elle sera assistée de cinq comités spécialisés, parmi lesquels un « comité des indemnités » et un « comité du lieu de résidence permanent ». Ce dernier devra aider les réfugiés à choisir, en toute connaissance de cause, l'une des options prévues.

Tous les cas individuels devront être réglés cinq ans après l'entrée en vigueur de l'Accord.

Vous conviendrez avec moi que, pour ce qui est du problème des réfugiés également, les négociateurs de Genève se sont efforcés de régler toutes les questions susceptibles – a priori – de se poser. Contrairement à la campagne de désinformation lancée par les milieux de droite et d'extrême-droite israéliens, il n'a jamais été question du retour d'un million et demi de réfugiés.

## V. Le paramètre politique: la volonté de conclure?

Je pense que l'on peut déduire de cette description de l'Accord de Genève que les paramètres essentiels d'une solution juste et durable du conflit existent d'ores et déjà. Si jamais un accord interviendra, il sera certainement très proche des termes de cet Accord, même s'il s'en distinguera peut-être sur tel ou tel point.

Reste à savoir s'il se trouvera, des deux côtés, des personnalités prêtes à prendre la responsabilité politique voire le risque physique de conclure sur cette base une paix définitive. N'oublions pas que le président Anouar El Sadate et le premier Ministre Yitzhak Rabin ont déjà payé de leur vie leur volonté de faire paix.

Quelles ont été les réactions des dirigeants des deux camps après la signature intervenue à Genève?

Selon M. Charles Enderlin<sup>8</sup>, le Premier Ministre israélien de l'époque, M. Ariel Sharon a déclaré que «C'est l'erreur historique la plus grave commise depuis Oslo». Un communiqué des services de la présidence du Conseil israélien a ajouté: «C'est la même vision naïve de la situation au Proche-Orient qui s'est trouvée dans les accords d'Oslo et de Camp David». Selon le même journaliste, M. Ehoud Barak, l'ancien Premier Ministre a lui aussi condamné l'initiative de Genève. Il aurait dit: «C'est une manœuvre commanditée par Arafat. Je ne comprends pas comment des gens sérieux comme Beilin et Mitzna ont pu se laisser prendre». M. Shimon Pérès, à l'époque président du parti travailliste – qui n'a pas été consulté – estime qu'il existe des solutions bien plus réussies et rejette le texte.

Le 30 novembre 2003, 250 rabbins ont publié un jugement religieux selon lequel: «Les Israéliens qui ont signé l'initiative de Genève sont des traîtres». Ils se fondent sur le principe que c'est Dieu lui-même qui a donné au peuple hébreux «Eretz Yisraël» (la terre d'Israël). Selon sa définition la plus large, celle-ci s'étend du Nil jusqu'à l'Euphrate. Dans d'autres parties de la Bible il existe également des définitions plus étroites, mais celles-ci englobent toujours une partie de l'Egypte, la majeure partie de la Syrie, le Sud du Liban, et une partie de la Jordanie. Quiconque cède un pouce de ce territoire doit mourir. Dès lors les partis d'extrême droite «Union nationale» et «Parti national religieux» continuent imperturbablement à prôner l'annexion de la Cisjordanie ainsi que le transfert de tous les Palestiniens de Cisjordanie vers des pays arabes. Le parti Likhoud semble rester tout aussi annexionniste.

Du côté palestinien on peut se risquer à affirmer que l'autorité palestinienne a, du moins implicitement, approuvé le document. Yasser Arafat a, en effet été consulté tout au long du processus et il a demandé à M. Qadoura Farès, ministre sans portefeuille dans le gouvernement Qorei, de faire le voyage à Genève. Je vous rappelle aussi que 700 personnalités parmi lesquelles 58 hommes politiques de premier plan,

<sup>8</sup> Charles Enderlin: Les années perdues, page 265 ss.

venus du monde entier sont, elles aussi, venues à Genève le 1<sup>er</sup> décembre 2003 pour exprimer leur soutien au plan de paix.

En revanche, en Cisjordanie et à Gaza, le Hamas, le Jihad islamique, mais aussi des groupes du Fatah ont manifesté contre «la trahison de Genève».

Mais si ces attitudes négatives font mal augurer de l'avenir, tout espoir n'est peut-être pas perdu.

Il est en effet clair que le texte de Genève constitue le meilleur accord que les Palestiniens pourront jamais obtenir, et qu'ils ne pourront jamais faire disparaître l'Etat d'Israël. La communauté internationale ne le permettrait pas.

De leur côté, les Israéliens ne pourront pas, après ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie, se permettre de procéder à la «purification ethnique» préconisée par leurs partis de droite et d'extrême droite.

Ils ne pourront pas non plus, comme M. A. Sharon lui-même l'a admis devant les caméras de télévision, «envisager de garder trois millions et demi de Palestiniens sous occupation», car «c'est bien d'une occupation qu'il s'agit»<sup>9</sup>. On pourrait aussi qualifier une telle situation de néo-coloniale.

Enfin, les Israéliens ne pourront pas se permettre d'accorder aux Palestiniens la citoyenneté israélienne car vers 2020 ceux-ci constitueront 55 % de la population vivant entre le Jourdain et la Méditerranée.

La seule manière de préserver un Etat juif plus ou moins homogène passera donc par l'acceptation de la création d'un Etat palestinien à ses côtés.

C'est parce qu'ils ont compris cela que M. Ariel Sharon et M. Olmert ont franchi le pas considérable qu'a constitué la scission du parti Likhoud et la création du parti Khadima. M. Ariel Sharon a également eu le mérite d'avoir fait un premier pas important, malheureusement unilatéral, en faisant évacuer la bande de Gaza.

Les Israéliens ont manifestement un interlocuteur valable en la personne de M. Mahmoud Abbas, mais un temps précieux été perdu entre le moment où le président Abbas a été élu, à savoir le 9 janvier 2005, et le moment où le Hamas a remporté les élections législatives, à savoir le 25 janvier 2006. Il y a bien eu deux rencontres entre MM. Sharon et Abbas, mais elles n'ont splabouti à aucun résultat. Les Israé-

<sup>9</sup> Voir Ch. Enderlin: Les années perdues, page 236.

liens n'ont pas répondu à l'appel du président Abbas en faveur de la réouverture des négociations pour un statut final. Il est presque certain que si de telles négociations avaient été reprises, le Hamas n'aurait pas gagné les élections. MM. Sharon et Olmert ont opté, au contraire, en faveur de la solution unilatérale consistant dans le retrait d'Israël « dans sa forteresse » c.-à-d. derrière son mur en voie de construction. Je suppose qu'à leurs yeux ceci aurait le grand avantage de ne pas devoir accepter un partage de Jérusalem, ni la moindre concession au sujet du problème des réfugiés.

Toutefois la première évacuation du Liban par les troupes israéliennes, en l'an 2000, l'évacuation de la bande de Gaza en 2005 et la guerre de l'été 2006 au Liban ont montré qu'un retrait qui ne se situerait pas dans le cadre d'un traité de paix ne procurerait pas à Israël le calme auquel il aspire à juste titre.

A la fin du mois d'août de l'année dernière j'avais osé, dans une lettre adressée aux principaux journaux luxembourgeois, lancer un appel vigoureux à la reprise des négociations entre le gouvernement israélien et M. Abbas « par-dessus la tête » du Hamas. Le 30 octobre 2006, 120 personnalités d'un grand nombre de pays (en fait tout ce que le monde compte comme « elder Statesmen » ou Prix Nobel) ont, elles aussi lancé un appel à la reprise des négociations. Dans cet appel elles ont d'ailleurs préconisé des négociations entre Israël et un gouvernement d'unité nationale palestinien, ce que je n'avais pas fait <sup>10</sup>.

En revanche, Mme Condoleezza Rice a, de son côté, opté pour la formule d'une négociation Olmert/Abbas en annonçant son intention de rencontrer ces deux personnalités au mois de février 2007. Cette rencontre, qui a eu lieu le 19 février, semble cependant avoir été un échec. Entretemps, c'est-à-dire le 8 février 2007, s'est en effet tenue à La Mecque la réunion entre le Fatah et le Hamas. Au cours de celle-ci le principe de la constitution d'un gouvernement palestinien d'unité nationale a été arrêté, décision qui semble être de nature à mettre fin au conflit armé entre ces deux organisations. Malheureusement, aussitôt après, toute l'attention internationale s'est à nouveau focalisée sur la question de la reconnaissance d'Israël par le Hamas et le gouvernement israélien semble à nouveau avoir subordonné toute négociation sur la solution du conflit à cette reconnaissance.

Or, cette réunion de La Mecque a quand même apporté un autre résultat très important.

<sup>10</sup> [www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4424&1=2](http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4424&1=2)

Selon le journal israélien Haaretz, le président Abbas aurait lancé l'appel suivant à M. Haniyeh:

« I call upon you as head of the upcoming Palestinian government to commit to the higher interests of the Palestinian people, to preserve its rights and to preserve its achievements and to develop them, and to work in order to achieve its national goals as was approved by the Palestine National Council, the clauses of the Basic Law and the Reconciliation Document.

Based on this, I call upon you to respect the international resolutions and the agreements signed by the Palestine Liberation Organization (referring to peace accords with Israel). »

Je suppose que cet appel a été accepté sous une forme ou une autre par M. Haniyeh, mais j'ignore laquelle.

Le même journal Haaretz donne, dans son éditorial du 11 février 2007, l'interprétation suivante à ce texte:

« Hamas has come a long way along two important roads. The organisation is willing to honour – even if it has not promised to implement – the agreements signed by the Palestinian Liberation Organization and the PA with Israel, and it has adopted the international and Arab League resolutions, including the latter's Beirut Declaration of 2002. This resolution can be interpreted as accepting, in effect, all the Quartet's conditions. Those who honour the international agreements and adopt the Beirut resolution are in any event honouring the Oslo Accords, which include the recognition of Israel and an end to warfare against it.

Hamas is also willing to accept the principle contained in the Beirut declaration, according to which Arab states agree to form an alliance of peace with Israel and to normalize relations with it if Israel withdraws to the 1967 borders and achieves a just solution to the refugee problem, in accordance with UN General Assembly Resolution 194.

It could be argued that this theoretical acceptance must be put to a test on the ground. Indeed, that is the position adopted by the Quartet itself in light of the results of the Palestinian summit. The Palestinian unity government has not yet been formed. When it does, it will be possible to determine whether it intends to break through the political paralysis that is affecting the region. » Et le journal conclut un peu plus loin:

« Meanwhile, it is appropriate to move to a concrete practical step: to ease the sanctions, to permit the inflow of money to rehabilitate the economy and services in the territories, and to hold direct talks with the

Palestinian government over the prisoner exchange and begin building a relationship of trust with it.»

J'estime pour ma part qu'il est déraisonnable de continuer à proclamer, comme le font certains, qu'avant tout progrès en la matière le Hamas devrait déclarer en toutes lettres « Nous reconnaissons l'existence de l'Etat d'Israël ».

Dans le domaine de la diplomatie le mieux est parfois l'ennemi du bien et beaucoup de conflits n'ont pu être acheminés vers une solution qu'en maintenant, pendant quelque temps, une certaine « ambiguïté constructive ».

Dès avant le réunion de La Mecque le chef du bureau politique du Hamas, M. Khaled Meshal, avait déclaré dans une interview avec l'Agence Reuter's, partiellement reproduite par le journal « Le Monde » dans son édition du 12 janvier dernier: « En tant que Palestinien, aujourd'hui, je parle d'une demande palestinienne et arabe d'un Etat dans les frontières de 1967. C'est vrai que dans la réalité il y aura une entité ou un Etat appelé Israël sur le reste de la terre palestinienne. C'est une réalité, mais je ne veux pas la traiter du point de vue de la reconnaissance. C'est un fait qui est le produit de facteurs historiques. » Plus loin il ajoute: « Le futur lointain aura son propre contexte, ce n'est qu'à ce moment-là que les positions pourraient être déterminées ».

## Conclusion

La conclusion que je tire de tout cela est la suivante: au stade actuel il faut établir une séparation nette entre la question de la reconnaissance d'Israël par le Hamas (et celle, connexe, du type de relations à établir avec le gouvernement d'unité nationale) d'une part, et celle des négociations de paix d'autre part.

Il faut, certes, s'efforcer d'obtenir la libération des soldats israéliens capturés, mais en même temps ou aussitôt après il faut entamer des négociations sur le statut définitif, en prenant comme base de référence l'Accord de Genève. A défaut de pouvoir mener ces négociations avec le gouvernement d'unité nationale palestinien, il faut les conduire avec le Président Abbas et l'OLP qui ont formellement reconnu l'Etat d'Israël. Si, par cette voie, on aboutissait à un accord, le texte agréé pourrait faire l'objet d'un referendum parmi la population palestinienne. L'accord serait presque certainement approuvé car le Hamas ne pourrait pas se permettre d'appeler à un vote négatif.

Mais n'oublions pas que, du côté israélien on trouve aussi plusieurs partis qui ont des positions aussi dures que le Hamas, même s'ils ne sont pas au pouvoir. Les accords d'Oslo n'ont été votés qu'à une très faible majorité. Ensuite les partis de droite ont créé dans le pays un climat de chasse à l'homme tel qu'il a conduit un jeune fanatique à croire qu'il ferait œuvre de patriotisme en assassinant Yitzak Rabin. Or, même ce dernier avait déclaré qu'il n'accepterait jamais de diviser la ville de Jérusalem. Il est dès lors loin d'être certain qu'un accord du type du projet de Genève trouverait une majorité à la Knesset.

Il est dès lors indispensable que l'Europe, mais aussi les Etats-Unis, exercent sur l'Etat d'Israël, comme ils le font déjà sur le Hamas, les plus fortes pressions possibles car le monde ne saurait plus tolérer la poursuite de la situation actuelle.

Maintenant que les Palestiniens ont trouvé en la personne de Mahmoud Abbas un émule de Ghandi, espérons qu'Israël trouvera en la personne de M. Ehoud Olmert, ou d'un autre dirigeant une personnalité de la trempe du général de Gaulle.



### Bibliographie sommaire

- Albright (Madeleine): Madame le secrétaire d'Etat, Albin Michel, 2003
- Elvinger (Marc): Histoire d'une injustice, Brennpunkt Drött Welt, N° 82, octobre 1988; N° 83, novembre 1988
- Enderlin (Charles): Le rêve brisé, Fayard, 2002.
- Enderlin (Charles): Les années perdues, Fayard, 2006.
- Goldmann (Nahum): Le paradoxe juif, Stock, 1976.
- Grosser (Alfred): Les fruits de leur arbre, Presses de la Renaissance, 2001
- Guillaume (Gilbert): Les grandes crises internationales et le droit, Seuil, 1994.
- Halévy (Ephraïm): Mémoires d'un homme de l'ombre, Albin Michel, 2006
- Keller (Alexis): L'accord de Genève, un pari réaliste, Seuil/Labor et Fides, 2004.
- Perez (Shimon): Battling for peace, Orion, 1995.
- Savir (Uri): The Process, Random House, 1998.
- Schoutheete (Philippe de): La coopération politique européenne, Labor/RTL Editions, 1986.
- Shoufani (Emile): Comme un veilleur attend la paix, Albin Michel, 2002.
- Weizmann (General Ezer): La bataille pour la paix, Hachette, 1981.

### DISCUSSION

**Michel Legrand**, président du Comité pour une « Paix juste au Proche-Orient »

demande pourquoi l'Europe n'exerce pas des pressions plus fortes en faveur d'une solution.

**Larry Joffé**, représentant du « Comité pour une Paix équitable et contre la désinformation »

répond que qu'il ne servirait à rien de demander au Premier Ministre israélien et au Président de l'Autorité palestinienne de signer un accord basé sur l'accord de Genève parce que ces derniers savent que leurs populations respectives ne seraient pas d'accord. M. Joffé fait état de sondages dont il résulte que sur 4 des 5 paramètres leurs vues sont diamétralement opposées, ce qui prouve par ailleurs que les accords de Genève sont équilibrés. Il faut d'abord mettre sur pied une action de sensibilisation en direction des deux populations afin de faire évoluer leurs mentalités. Un jour, mais pas encore au cours des deux années qui viennent, elles seront prêtes à accepter la signature d'un texte de ce type.

En ce qui concerne le problème des réfugiés palestiniens, aucun des deux peuples ne peut accepter la solution proposée. Les négociateurs leur ont menti. 10 % des réfugiés, c'est-à-dire 400.000 personnes veulent rentrer en Israël. Il faut leur expliquer que 20.000 personnes au maximum pourront y revenir. M. Joffé, qui signale que les membres de son association se situent à gauche du « mainstream » israélien, admet que toute initiative anti-annexionniste serait positive.

**Michel Legrand**

rétorque qu'une évolution des mentalités prendra nécessairement beaucoup de temps alors que les faits accomplis s'accumulent à Jérusalem, dans les colonies, dans la vallée du Jourdain etc. Il faut qu'il se passe rapidement quelque chose d'important en ce qui concerne la recherche d'une solution pacifique.

**Marc Elvinger**

fait valoir que le retard dans l'évolution des mentalités lui semble largement dû au discours des responsables politiques qui ne font rien pour faire évoluer ces mentalités.

**Larry Joffé:**

il existe deux sortes de leaders politiques: ceux qui tirent la population avec eux et ceux qui la suivent. Actuellement les chefs sont faibles. Il appartient donc à la société civile d'agir.

**Jean-Paul Harpes**

se demande si l'on peut raisonnablement extrapoler sur la réaction future des populations. Ceux qui ne veulent pas d'un compromis sont capables de générer des événements qui vont rejeter l'évolution des mentalités en arrière.

**Larry Joffé:**

des études indiquent que des opérations terroristes ont une incidence sur 10 % des votes.

**Georges Santer**

parlant à titre privé, est d'accord avec Jean Mischo pour dire que l'accord de Genève représente la meilleure solution que les Palestiniens puissent obtenir. Malheureusement une tentative faite au cours de la présidence luxembourgeoise du Conseil de 2005 pour relancer le processus de Genève n'a pas pu aboutir. La recherche d'une solution est devenue plus compliquée parce qu'il y a maintenant plusieurs conflits au Moyen-Orient. La Jordanie a dû accueillir 2 millions de réfugiés en provenance de l'Irak. Les Américains devraient exercer plus de pressions. En ce qui concerne le problème posé par le Hamas, il se montre pessimiste pour ce qui est de la possibilité de traiter avec un gouvernement isolé.

**Jacques Loesch**

estime que la création d'un Etat palestinien composé de deux territoires séparés serait lourde de dangers.

**François Bremer**

considère qu'il faut réécrire la feuille de route, et se dit sceptique quant aux chances de succès d'une négociation directe avec M. Abbas, qui lui semble trop faible pour pouvoir conclure un accord. A son avis les Palestiniens devraient opter pour une démarche plus radicale consistant à proclamer d'ores et déjà l'Etat palestinien.

**Michel Legrand et Claude Grégoire**

insistent à nouveau sur l'humiliation au quotidien des Palestiniens, y compris les personnes âgées, les femmes enceintes, les enfants. Même l'accès à l'hôpital leur est souvent refusé ou accordé trop tard. Les agriculteurs se font arracher leurs vignes et confisquer leurs terres pour la construction du mur. Même les personnes de confession juive qui concluent un mariage mixte sont pénalisées. Pour M. Grégoire Israël a créé une situation de colonisation et d'apartheid. Il se demande comment

on peut demander à celui qui est opprimé de renoncer à la violence alors que l'opresseur en fait quotidiennement usage. L'occupation dure depuis 39 ans et on ne peut pas admettre que le statu quo se prolonge encore une fois pendant vingt ans. Le plan de l'ONU de 1947 avait accordé aux Palestiniens 43 % du territoire et maintenant on leur refuse même 22 %.

M. Grégoire rappelle aussi que le « Comité pour une paix juste » a été créé dès 2002, alors qu'au cours de l'été 2006 une autre organisation a été fondée qui a sciemment voulu créer une ambiguïté en prenant le nom de « Comité pour une paix équitable ».

**Henri Entringer**

expose six raisons qui font qu'à son avis le conflit entre Israël et les Palestiniens semble sans issue dans un avenir prévisible.

– La haine de beaucoup de Palestiniens à l'égard des Israéliens, le mépris d'un grand nombre d'Israéliens pour les Palestiniens, et la méfiance réciproque sont des sentiments très défavorables à une coexistence pacifique.

– Une partie des Palestiniens et quelques Etats du Proche et du Moyen Orient contestent le droit à l'existence de l'Etat hébreux et souhaitent le rayer de la carte.

– L'utilisation politique de l'Holocauste par Israël fait que toute critique de son gouvernement est considérée comme de l'antisémitisme. En plus, l'appui inconditionnel des Etats-Unis a pour conséquence que des choix politiques inacceptables et le non-respect de résolutions de droit international sont tolérées par de nombreux pays et suscitent de faibles réactions de la part du monde occidental.

– La possession de l'arme atomique par Israël a jusqu'à présent garanti sa sécurité. Au cas où ce monopole risquerait de disparaître dans cette région, une attaque préventive d'Israël, et donc un grave renforcement du conflit, ne serait pas à exclure.

– Selon certains commentateurs, plusieurs Etats de cette zone ne sont pas favorables à la constitution d'un Etat palestinien laïc et démocratique. En désignant Israël comme l'ennemi à abattre, ils croient détourner l'agressivité de leurs populations et éviter ainsi que des groupes révolutionnaires ne provoquent de l'insécurité à l'intérieur de leurs propres pays.



– L'évolution démographique des territoires voisins désavantage à la longue Israël. Ainsi, la population palestinienne (à l'exception des Arabes installés en Israël) est passée entre 1967 et 2002 de 450.000 à 3,3 millions de personnes. L'ensemble des Palestiniens âgés de moins de 15 ans s'est élevé en 2002 à 2,05 millions, ce qui représente 47% de la population totale (4,35 millions), tandis que les Juifs de moins de 15 ans représentent 1,2 millions, c'est-à-dire 24% de la population dans les territoires juifs. Ces enfants palestiniens deviendront les jeunes de 15 à 24 ans (ce qu'on appelle le « youth bulge » de la pyramide des âges), sans avenir et sans travail, parmi lesquels se recrutent les combattants les plus fanatiques.

Séance du 6 novembre 2006

## RE-EMERGENCE DE LA CHINE

*De quelques répercussions sur l'économie mondiale et sur celle du Luxembourg*

---

par  
Guy Schuller

---

Guy Schuller est conseiller économique auprès du Statec, où il est responsable des statistiques économiques extérieures; il est chargé de cours associé à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Lille.



*La Chine connaît une expansion économique considérable qui affecte également l'économie mondiale. L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a été largement favorisée par la globalisation qui facilite la circulation des biens et des personnes et rend la communication possible à faible prix. Les changements technologiques à l'origine de la globalisation sont des déterminants majeurs du type d'intégration de la Chine comme « atelier du monde » entraînant de surcroît une nouvelle division du travail qui représente pour les pays spécialisés dans les mêmes gammes de produits un défi majeur. En revanche, d'autres pays sont bénéficiaires de la demande supplémentaire générée par la croissance chinoise. Le Luxembourg a connu une forte croissance de ses exportations vers la Chine et en tire par ailleurs des avantages indirects.*

## SOMMAIRE

1. Introduction .....	4
2. Tendances lourdes au début du XXI <sup>e</sup> siècle .....	4
3. Quelques caractéristiques de la croissance chinoise .....	8
4. Répercussions au niveau de l'offre et de la demande mondiale	11
4.1. La forte croissance des exportations chinoises .....	12
4.2. Un volume croissant des approvisionnements à l'étranger ..	12
4.3. Le relèvement des revenus et de la consommation .....	14
5. Répercussions sur le commerce avec certains pays .....	16
6. Répercussions pour l'UE et pour le Luxembourg .....	23
7. En guise de conclusion .....	26
Bibliographie .....	29

## RE-EMERGENCE DE LA CHINE

*Avant d'entamer la présentation permettez-moi de faire deux remarques préliminaires. D'abord une remarque d'usage: en tant que fonctionnaire je suis obligé de préciser que je fais cette présentation en mon personnel et que mes propos n'engagent pas mon employeur principal.*

*Ma seconde remarque a trait au sujet de mon intervention. Faire en novembre 2006 une présentation sur la Chine est à la fois banal et ambitieux. Banal parce que le sujet est largement traité – tout semble être dit – et ambitieux, parce que le pays est si impressionnant et complexe qu'il est impossible d'en parler en moins d'une heure. En dépit de ce double défi, je m'y lance avec – cependant – une double précaution:*

- J'ai tout d'abord cerné le sujet pour laisser de côté une majorité des questions internes de la Chine. Ce dont je veux traiter c'est des implications de la croissance économique chinoise pour le reste du monde*
- Par ailleurs, je n'ambitionne pas du tout d'être exhaustif; voilà pourquoi j'ai mis en sous-titre « De quelques répercussions ... ». Mais la locution « de quelques ... » veut aussi indiquer qu'il y a une pluralité de répercussions. Traiter des relations économiques extérieures veut dire traiter des relations qui sont au moins à double sens. En outre, je voudrais aussi souligner au fil de l'analyse qu'il y a des effets directs – ce qui se passe dans les relations bilatérales avec la Chine –, mais également de nombreux effets indirects. Pour beaucoup de pays – et notamment pour le Luxembourg – ces effets indirects ne sont pas négligeables.*

## 1. Introduction

Depuis presque trois décennies la Chine connaît une forte croissance, de quelque 9 % en volume en moyenne par année. En soi cet essor est remarquable. Mais cette évolution n'a pas seulement des répercussions à l'intérieur de ce pays continent. C'est justement parce qu'elle se produit dans le pays le plus peuplé du monde qu'elle a aussi des répercussions pour le reste de l'humanité.

Cette présentation porte donc essentiellement un regard sur les retombées externes de cette mutation de l'économie chinoise. Ce n'est pas prioritairement une analyse de la croissance et de la mutation structurelle de l'économie et de la société chinoise, mais bien plus une analyse de quelques répercussions de ces évolutions notables de l'économie de la Chine sur le reste du monde.

La présentation est structurée comme suit: Après un rappel rapide de quelques tendances profondes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du poids géographique de la Chine (chapitre 2), nous esquissons quelques facteurs déterminants de la croissance forte et rapide et de l'évolution exceptionnelle des relations économiques extérieures de la Chine (chapitre 3). Ensuite nous examinons quelques répercussions de ces évolutions au niveau de l'offre et de la demande mondiale, ainsi que pour les équilibres internationaux et les constellations géo économiques (chapitres 4 et 5). Dans la même lignée nous examinons de plus près quelques répercussions directes et indirectes pour l'Union Européenne et pour le Luxembourg (chapitre 6). En guise de conclusion nous essayons de dégager quelques perspectives.

## 2. Tendances lourdes au début du XXI<sup>e</sup> siècle

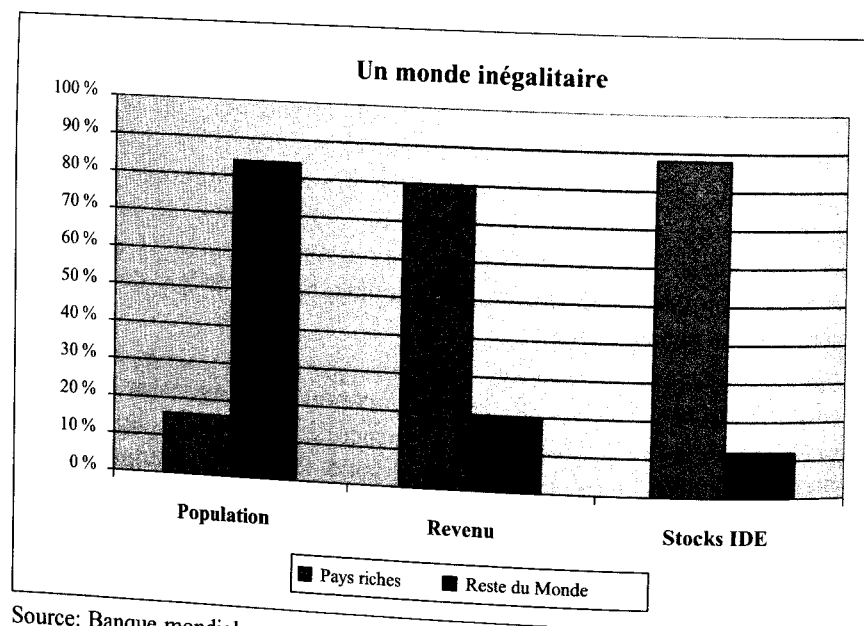
La fin du XX<sup>e</sup> siècle, comme le début du XXI<sup>e</sup> siècle sont – d'un point de vue économique – profondément marqués par le phénomène de la globalisation. Un des principaux déterminants de ce phénomène est sans aucun doute le progrès technologique dans les domaines des transports et des communications renforcé par une baisse des prix. Cette conjonction d'améliorations de performance et de baisses des prix est d'un point de vue économique un phénomène rare, qui se traduit par une poussée exceptionnelle d'efficacité. Celle-ci se manifeste surtout en termes d'accélération, de vitesse. Il est non seulement possible de communiquer avec tous les continents, voire de se déplacer aux quatre coins du monde – on peut, de surcroît, le faire en peu de temps.

Du point de vue organisationnel de la production, ces progrès technologiques ont rendu possible un fractionnement du processus de production. Au lieu d'être fabriqué en un même lieu, un produit est progressivement réalisé en plusieurs étapes en des lieux différents se trouvant dans des pays différents. Les grandes entreprises divisent, segmentent ainsi la chaîne de production, en fonction de critères de coûts, mais aussi de disponibilité ou d'accès aux ressources. Ces révolutions technologiques sont un préalable indéniable du modèle de développement retenu par la Chine.

Le phénomène de la globalisation a connu aussi son essor en raison des tendances à la libéralisation – particulièrement dans le domaine économique – qui furent initiées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher et renforcées au lendemain de l'écroulement du mur de Berlin. Car pour mettre en application plusieurs progrès technologiques dans les domaines du transport et des communications, certaines déréglementations étaient bien requises. Ceci ne veut pas dire qu'une libéralisation à outrance est recommandée. Après un mouvement de libéralisation très intense au plan mondial, d'aucuns revendiquent aujourd'hui une certaine «re-régulation». Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, mais plutôt d'un appel à une meilleure adaptation à la nouvelle donne et à une bonne gouvernance au plan mondial.

A cette toile de fond caractérisée par le phénomène de la globalisation, il convient d'ajouter que du point de vue écologique la planète connaît des évolutions inquiétantes. La prospérité économique de la planète a indubitablement un revers écologique. Une certaine prise de conscience est à noter dans le Nord. Des actions visant la protection de l'environnement sont prises, mais elles restent insuffisantes. Par contre, certains pièges ne sont pas évités dès le début du processus de développement dans les pays émergents.

Une autre tendance lourde concerne la lutte contre la pauvreté. L'émergence de certains pays du Sud, notamment d'Asie, a certainement contribué à la réduction de la pauvreté, mais d'un autre côté l'écart entre les pays riches et les pays pauvres reste énorme. De surcroît, les inégalités au sein de nombreux pays – du Nord et du Sud – ont plutôt tendance à croître. Ce serait un phénomène «normal» en période de chambardement structurel et d'évolutions technologiques nous dit-on en référence à l'analyse de Kuznets. Cela reste néanmoins préoccupant et mérite une attention prioritaire dans l'action politique économique et sociale.



Les tensions (avec leurs réflexes «anti mondialistes») sont bien réelles en Europe. Elles se manifestent aussi dans les pays émergents connaissant une croissance forte – qui n'est que rarement égalitaire à ses débuts. De manière générale, les évolutions rapides de certains pays émergents d'Asie ont entraîné une réduction notable de la pauvreté absolue (même si des écarts se sont creusés au niveau de la répartition générale des revenus). Il n'en est pas autrement en Chine où le nombre des Chinois vivant sous le seuil de pauvreté absolue (moins d'un dollar par jour) a été réduit de 400 000 personnes en 5 ans.

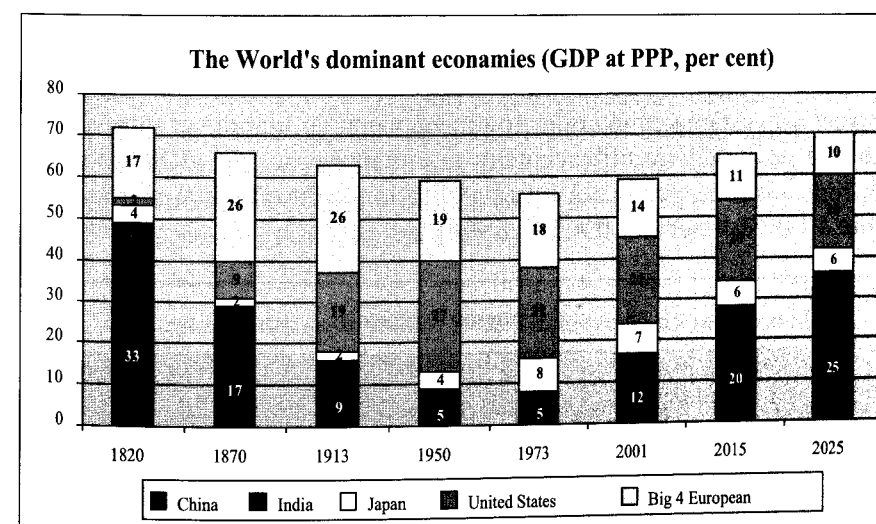
En dépit des tensions sociales, la croissance chinoise est manifeste et remarquable. Est-ce qu'un processus de développement de ce type est exceptionnel? La réponse à cette question est clairement non. D'autres pays ont à une époque relativement récente connu des évolutions similaires, notamment en Asie.

Le Japon d'abord, les quatre dragons<sup>1</sup> ensuite. Ainsi le Japon et la Corée du Sud ont connu un rythme de croissance du même ordre sur des durées semblables. Comparés à ces pays, la Chine est à juste titre à qualifier de pays émergent. Ce qui différencie la Chine de ces pays ce sont sa taille et son degré d'ouverture<sup>2</sup> exceptionnel. Nous avons choisi

<sup>1</sup> Singapour, Hong Kong, Taiwan et Corée du Sud

<sup>2</sup> Nous reviendrons à ce dernier aspect.

le titre de «ré-émergence de la Chine» pour souligner d'une part cet aspect d'évolution semblable à d'autres «pays émergents», mais pour rappeler, d'autre part, que ce pays continent a été la première puissance mondiale il y a deux cents ans et qu'il est appelé à le re-devenir dans quelques années.

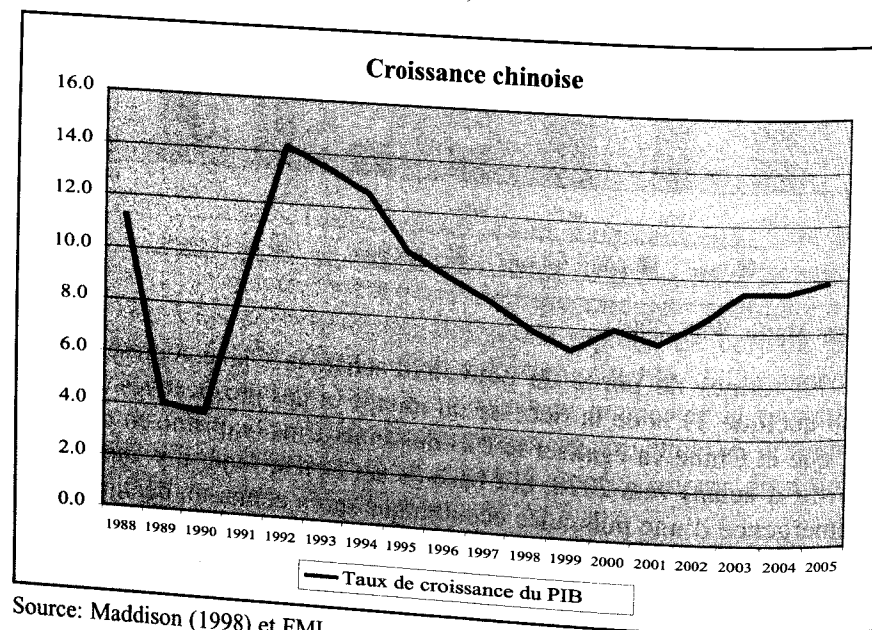


En termes de parité de pouvoir d'achat, la Chine représentait en 1820 quelque 33 % de la richesse du monde et des perspectives escomptent que la Chine va égaliser le PIB des Etats-Unis (exprimé en parité de pouvoir d'achat) vers 2020. Sur base de cet arrière fond, il y aurait donc ré-émergence d'une puissance économique qui a connu un déclin majeur au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles pour retomber à 5 % de la richesse mondiale. En termes nominaux, les évolutions sont également impressionnantes: retombée à 0.5 % du PIB mondial de 1978, la Chine atteint aujourd'hui 5 %, soit un décuplement de la part de la Chine en moins de trois décennies. Tout ce revirement remonte à 1978 lorsque les responsables politiques de la Chine ont décidé de lancer des réformes structurelles dans le domaine économique qu'ils réussissent à transposer avec succès.

Deux dates permettent de résumer ces tendances lourdes et de dater autrement une époque charnière: 1989 (écroulement du mur de Berlin) marque la fin du XX<sup>e</sup> siècle et 1978 (réforme économique en Chine) marque le début du XXI<sup>e</sup> siècle! Ce dernier aspect vient à juste titre indiquer que la Chine va sans doute marquer le XXI<sup>e</sup> siècle, comme les Etats-Unis ont marqué le XX<sup>e</sup>.

### 3. Quelques caractéristiques de la croissance chinoise

Comme indiqué, l'effet déclencheur du processus de croissance a été donné en 1978 par un ensemble de réformes prises dans le cadre d'une stratégie visant à libéraliser progressivement l'économie chinoise et à l'intégrer dans l'économie mondiale. Ces réformes ont pu prendre appui sur toute une série de facteurs déterminants, avec lesquels elles ont interagi: La richesse en capital (taux d'épargne très élevé), en ressources naturelles et en main-d'œuvre; une agriculture solidement ancrée; un système économique où mécanisme de marché et intervention étatique se concilient efficacement; une maîtrise ou une atténuation des tensions sociales, propice à une stabilisation politique, elle-même favorable à l'investissement (OCDE, 1996).



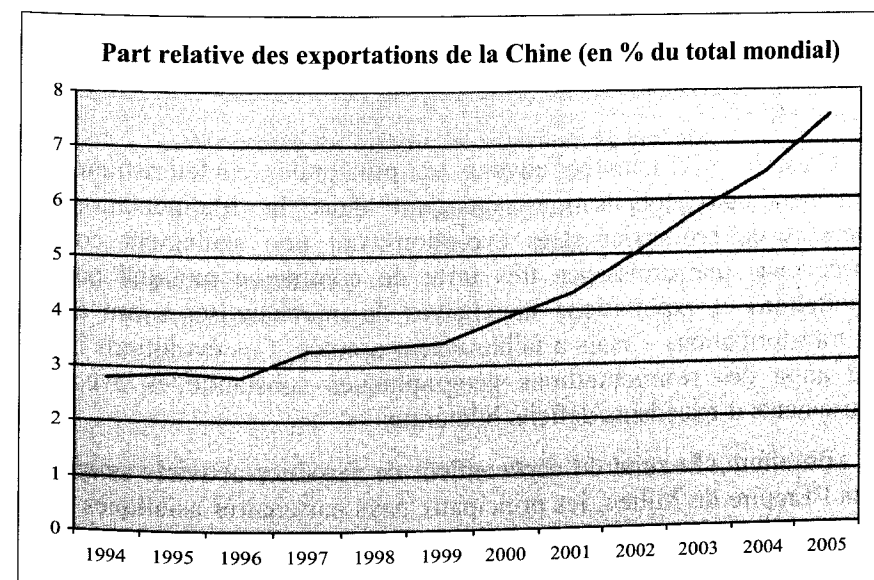
Source: Maddison (1998) et FMI

Tous ces facteurs jouent un rôle important dans le processus de la croissance chinoise. Certains de ces facteurs ont également joué dans les autres pays émergents asiatiques avec la différence que ces pays ont connu un autre régime politique. Comparé au modèle de développement du Japon, il faut cependant noter que la Chine connaît une ouverture économique nettement plus prononcée et ceci à un double titre:

- A un stade de développement similaire, l'économie japonaise était nettement moins dépendante des exportations. Par ailleurs, le taux de croissance des exportations de la Chine est bien supérieur à celui du Japon à une époque similaire de son développement.

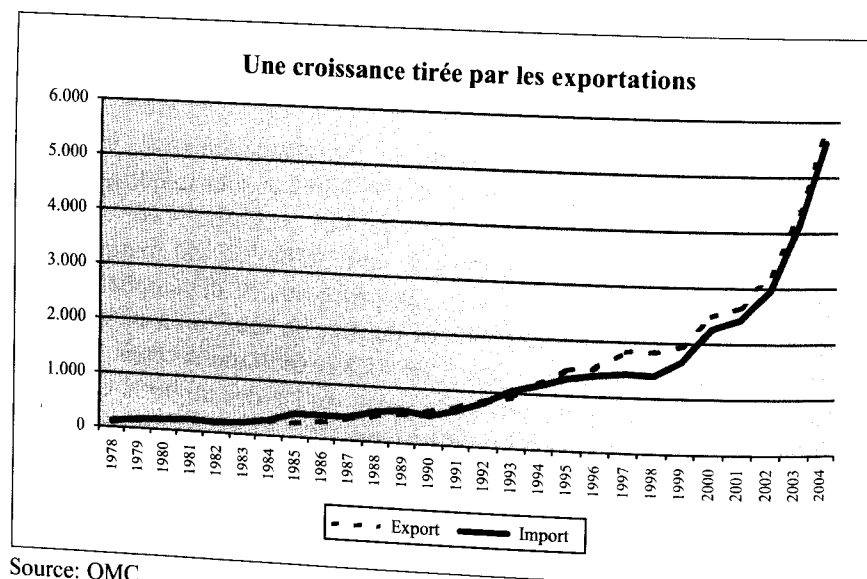
- De surcroît, l'économie chinoise est également très ouverte aux capitaux étrangers (ce qui constitue une autre différence avec la Corée du Sud et le Japon – même comparé au stade actuel de ce dernier pays)

La principale caractéristique de la croissance chinoise est donc qu'elle est tirée par les exportations et que celles-ci sont majoritairement réalisées par les entreprises étrangères établies en Chine. Ceci constitue un signe bien distinctif pour un pays de cette taille. Ce fait marque aussi une divergence certaine par rapport aux processus de développement du Japon et de la Corée du Sud (pour ce dernier en tout cas à un stade de développement comparable). La part des exportations dans le PIB chinois est très élevée pour un grand pays: de l'ordre de 40 % en 2005, contre 20 % pour le Japon ou les Etats-Unis.



Source: OMC

Les exportations chinoises de marchandises sont constituées à raison de plus de la moitié de la valeur totale par des marchandises soumises à travail à façon («processing trade») en Chine. Il s'agit ici surtout de produits dont les parties et pièces ont été importées en Chine – principalement en provenance d'autres pays asiatiques – pour y être assemblées (d'où le qualificatif: Chine – atelier du monde), en vue de l'exportation dans les pays industrialisés. Pour réaliser ces exportations, la Chine doit donc importer des matières premières, des biens intermédiaires (composants et demi-produits) et des biens d'équipement. Ceci explique pourquoi les importations évoluent quasi parallèlement aux exportations.



Source: OMC

C'est ici que nous retrouvons les principales caractéristiques du phénomène de globalisation consistant dans la fragmentation du processus de production. Ces évolutions ont non seulement comme conséquence une croissance très forte du commerce mondial par les importations et exportations successives de marchandises ayant connu des transformations – mais à faible valeur ajoutée. Ces évolutions induisent aussi des restructurations géographiques substantielles avec des creusements d'excédents/déficits bilatéraux.

En effet, à la suite du déplacement de certaines activités asiatiques dans l'Empire du Milieu, les principaux pays partenaires asiatiques de la Chine dégagent des excédents avec ce pays (et la Chine donc un déficit notable). En revanche, la Chine qui exporte les produits transformés/assemblés (préalablement importés en pièces détachées d'autres pays asiatiques) vers les pays industrialisés enregistre d'importants excédents avec les Etats-Unis et l'Union européenne. Nous reviendrons encore sur les conséquences de ces déséquilibres au plan mondial. A ce stade, il convient d'ajouter encore que quelque 80 % des activités de transformation/d'assemblage («processing trade») sont réalisées dans des entreprises détenues partiellement ou intégralement par des capitaux étrangers.

De récentes études viennent souligner que la forte croissance s'explique certes par la réserve en main d'œuvre (effet emploi) et par une importante épargne (effet d'accumulation du capital), mais que la principale contribution viendrait de la productivité totale des facteurs.

L'apport de ce dernier vecteur serait proportionnellement même plus important que dans les autres pays asiatiques. Cette conclusion «surprenante» serait à mettre en relation avec le volume élevé des investissements directs étrangers (IDE). En effet, les IDE ne signifient pas seulement un apport étranger de capitaux, mais ces derniers recèlent bien d'autres fonctions, comme celle de la technologie et du management. Ceci explique donc cela. La Chine qui dispose d'un taux d'épargne très élevé pourrait assurer – en termes de capitaux – une large part de son développement. Néanmoins en raison d'un système financier sous-développé, mais surtout en l'absence de capacités technologiques et managériales suffisantes, elle recourt aux investisseurs étrangers. (On pourrait trouver ici – toute proportion gardée! – certaines analogies avec l'économie luxembourgeoise qui a aussi un solde courant structurellement positif (= capacité de financement), mais recourt néanmoins à des investisseurs étrangers!)

#### Structure du commerce extérieur de la Chine

Part relative en % du total

	Importations		Exportations	
	1992	2003	1992	2003
Biens intermédiaires	58	72	30	38
Produits finis	24	25	47	61

Source: Havik and McMorow (2006)

#### 4. Répercussions au niveau de l'offre et de la demande mondiales

L'objectif de cette contribution étant essentiellement de dégager les répercussions de la croissance chinoise sur les autres économies de la planète, la suite de l'analyse sera basée sur des données des relations économiques internationales. Celles-ci sont en principe une voie à deux sens (exportations/importations; entrées/sorties; recettes/dépenses).

Il est important d'insister sur cet aspect (en principe trivial) pour la simple raison que l'émergence de la Chine est surtout perçue par beaucoup d'observateurs occidentaux comme l'arrivée d'un nouvel acteur venant concurrencer les producteurs nationaux/locaux. Si ce fait n'est pas à nier, bien d'autres aspects méritent d'être considérés. C'est à cela que sera consacrée cette partie qui se propose d'examiner les répercussions de la croissance chinoise pour les autres pays sous les aspects de l'offre chinoise, de la demande et du revenu (y compris celle des prix).

#### 4.1 *La forte croissance des exportations chinoises*

Du côté offre nous analysons d'abord les répercussions de la croissance et de l'ampleur des exportations chinoises. Deux types d'agents sont à distinguer à ce niveau: les consommateurs dans le reste du monde qui acquièrent ces produits et les producteurs dans le reste du monde qui se voient concurrencés par cette offre.

C'est le dernier effet qui est le plus fréquemment abordé dans les discussions américaines et européennes sur la Chine. Il est indéniable que certains secteurs sont sérieusement mis en concurrence au plan mondial (notamment les secteurs textiles et électroniques). Au niveau de l'Organisation mondiale de commerce (OMC) des mesures de sauvegarde sont prévues et d'aucuns envisagent de négocier des modalités de transition voire d'ajustement.

Il est non moins vrai que la percée de produits à bon marché et de qualité en provenance de la Chine fait bien sûr tout l'avantage des consommateurs qui sont normalement les bénéficiaires de réductions de prix<sup>3</sup>.

Dans un certain nombre de domaines le poids de la Chine est désormais substantiel au niveau de la production mondiale. A titre d'exemple rappelons que la Chine produit/assemble les deux tiers des copieurs, fours à micro-ondes et jouets du monde, la moitié des caméras digitales et du textile, le tiers des PC, un quart des téléphones portables, des radios pour voitures, de l'acier. Pour certains produits (e.a. acier) une majeure partie de la production est destinée au marché intérieur. Néanmoins, pour la majorité des produits cités en exemple, une large part est destinée à l'exportation, avec donc le double effet (évoqué plus haut) pour le reste du monde.

#### 4.2 *Un volume croissant des approvisionnements à l'étranger*

Disposant de maintes ressources naturelles, la Chine a été pendant longtemps auto-suffisante dans beaucoup de domaines. Néanmoins la croissance rapide et l'option pour une modernisation tirée par les investissements étrangers, y compris de haute technologie, ont rapidement impliqué une forte importation de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de matières premières.

<sup>3</sup> A condition que les baisses des prix à l'importation soient répercutées – du moins en grande partie – sur le prix final et qu'elles ne soient pas intégrées dans leur totalité dans la marge des commerçants.

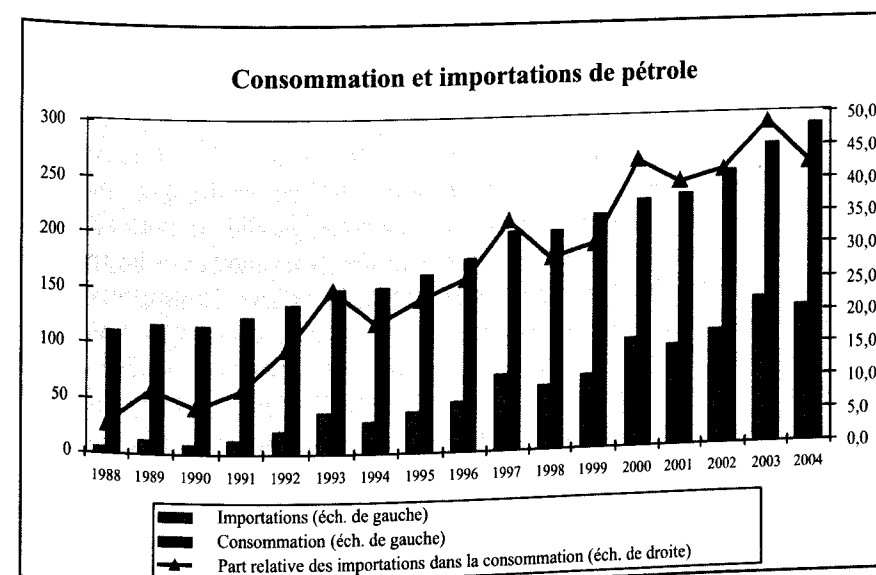
Ceci a bien sûr bénéficié à maints fournisseurs étrangers de ces produits qui ont vu leur carnet de commande se remplir. Dans ce sens, la croissance chinoise contribue indubitablement à la prospérité du reste du monde.

**Demande chinoise en % de la production mondiale**

	1996	2000	2004	2005
Cars	1	2	6	7
Steel	13	16	30	33
Iron ore	17	27	39	42
Aluminium	12	17	28	28
Copper	7	16	22	22
Cotton	22	23	32	41
Oil	5	6	8	8
GDP (MER)	3	3,7	4,8	5,1
GDP (PPP)	11,6	13,6	16,5	17,3

Source: Oxford economic forecasting (2006)

A ce facteur «volume» s'ajoute plus récemment également un effet «prix». En particulier sur les marchés des matières premières des goulots d'étranglement ont été enregistrés. La demande supplémentaire (en partie non prévue) de la Chine a poussé à la hausse beaucoup de prix de matières premières, dont en premier lieu les produits pétroliers. Dans ce domaine particulier et hautement sensible, les répercussions de la Chine sont très importantes. Mais elles le sont essentiellement en termes de croissance.





Ainsi entre 2000 et 2005, la croissance mondiale en énergie a été due à raison d'un tiers à la demande supplémentaire de la Chine. En 2005 pourtant, la consommation par tête d'habitant de la Chine n'a représenté qu'un treizième de celle des Etats-Unis. Les effets auxquels nous avons donc fait face par le passé sont uniquement à considérer en termes de « croissance supplémentaire ». Par contre, en niveau la Chine reste encore dans beaucoup de domaines bien en retrait des pays de l'OCDE.

Mise en perspective, la consommation actuelle de matières premières est estimée comparable au même stade de développement du Japon et de la Corée du Sud. Dès lors, si la Chine emprunte un même rythme de croissance, cela engendrera certes un déplacement de la consommation d'énergie en trois décennies, mais sa consommation par tête d'habitant sera toujours de 30 % inférieure à celle des Etats-Unis (de 2005).

Pour beaucoup de matières premières on peut donc retenir que la croissance de la Chine – et son orientation vers l'extérieur – ont entraîné une forte demande qui a généré une croissance en volume des exportations et une forte hausse des prix. Cette dernière a – contre toute attente – mis (provisoirement) fin à la tendance de la baisse des prix des matières premières. Mais cet engagement pour les produits de base a aussi soulevé des problèmes d'approvisionnement et de réserve et donne naissance à des tensions géopolitiques/géostratégiques pour l'accès aux produits stratégiques. Nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre suivant.

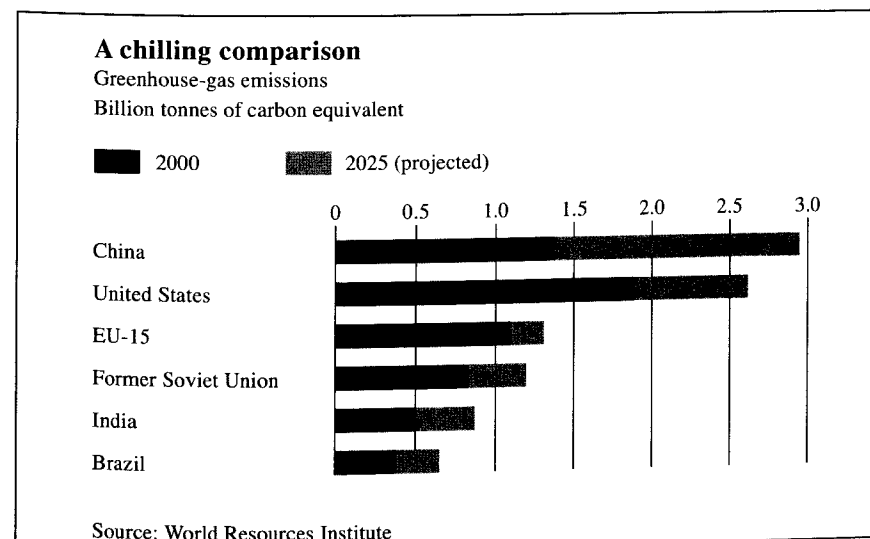
#### 4.3 Le relèvement des revenus et de la consommation

Passons désormais encore à l'aspect « revenu » de la croissance chinoise. Comme nous l'avons déjà indiqué, la forte croissance a permis de réduire substantiellement le nombre des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. De manière générale, la forte croissance devrait se traduire par un relèvement du pouvoir d'achat en Chine. Cette évolution devrait aussi engendrer des importations de produits de consommation. Ces tendances sont déjà décelées. La consommation a sensiblement augmenté en termes absolus. Compte tenu de l'effet de rattrapage, ceci n'est pas surprenant. D'aucuns se demandent toutefois si cette croissance est suffisante.

Le développement d'une classe moyenne dans les centres urbains industrialisés va certainement engendrer une croissance de la consumma-

tion et, partant, des importations (notamment en provenance des pays industrialisés). Mais sous l'aspect revenu il convient également de considérer – à moyen et long terme – d'une part l'effet bénéfique sur la réduction de la pauvreté et d'autre part l'effet de convergence au niveau des salaires.

L'impact de la croissance sur l'évolution de la consommation ne recèle pourtant pas seulement un effet bénéfique en termes économiques. Ainsi les modes de consommation et de vie seront déterminants pour l'avenir de la planète. La voiture automobile permet d'illustrer cet aspect. A l'heure actuelle la Chine compte 2 voitures par 100 personnes, contre 50 aux Etats-Unis... et 65 au Luxembourg. Pour 2040 les experts escomptent 29 voitures par 100 personnes en Chine et 21 en Inde.



Selon ces prévisions, le parc automobile indo-chinois – qui est actuellement de 30 millions de voitures – passerait à 750 millions de voitures. De belles perspectives pour le secteur automobile! La question est toutefois de savoir de quel type de voiture on parle. Car si les modèles ne changent guère par rapport aux gammes actuelles – pour ce qui est de la consommation d'énergie – l'on devrait enregistrer d'ici 2020 un doublement des émissions de CO<sub>2</sub> pour la Chine et l'Inde. Mais à cette date l'émission de CO<sub>2</sub> par tête d'habitant de ces deux pays ne représente toujours qu'un tiers de celle des Etats-Unis d'aujourd'hui. Les questions écologiques et surtout celles des modes de transport moins nocifs devraient ainsi être mises en points prioritaires de l'ordre du jour de la communauté internationale.



### 5. Répercussions sur le commerce avec certains pays

Nous venons de voir surtout les répercussions de la croissance chinoise pour les aspects offre, demande et revenu en privilégiant les retombées par catégorie de produits. Dans cette partie il s'agit de synthétiser ces effets plutôt en termes de groupes de pays pour essayer de dégager les pays bénéficiaires et/ou concurrencés.

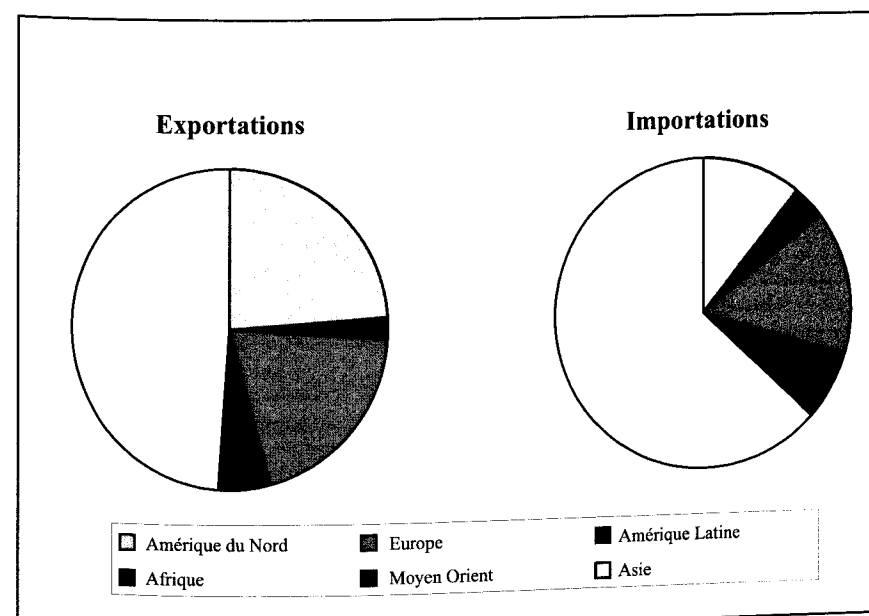
Pour les pays bénéficiaires nous retenons schématiquement les trois groupes de pays exportateurs nets de matières premières, de biens intermédiaires, de biens d'équipement. Ils verront un effet bénéfique en termes de volume et pour certains biens même en termes de prix. Certains pays latino-américains et asiatiques, mais surtout les pays africains largement dépendants des exportations de matières premières sont en particulier concernés. Ces derniers ont connu des décennies de détérioration des termes de l'échange, notamment en raison des baisses relatives des prix de matières premières. La tendance à cette baisse a été pendant longtemps expliquée par les progrès technologiques et/ou par des effets de substitution. Les demandes supplémentaires inattendues – du moins dans cette ampleur – ont complètement démenti ces pronostics et ont désormais un effet très bénéfique pour plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne. Entre 2001 et 2004 le PIB des pays africains s'est ainsi accru de 4.4 % en volume par année, contre 2.6 % les trois années antérieures. L'économie africaine s'est même accrue de 5.5 % en 2005 et pourrait encore améliorer ses performances à l'avenir.

La forte demande de la Chine pour le cuivre et le cobalt (R.D. Congo et Zambie), le minerai de fer et le platine (Afrique du Sud), le bois (Gabon, Cameroun et Congo-Brazzaville), le coton (pays de l'Afrique de l'Ouest) et, bien sûr le pétrole (Nigeria, Angola, Soudan, Guinée Equatoriale, Gabon et Congo-Brazzaville) a fait augmenter les exportations de nombreux pays. Aussi le commerce de la Chine avec l'Afrique a-t-il décuplé en 10 ans passant de 3 milliards de \$ en 1995 à 32 milliards en 2005; en 2006 le commerce sino-africain a même dépassé 50 milliards de dollars. La Chine est désormais le troisième partenaire commercial de l'Afrique derrière les Etats-Unis et non loin de la France. Pour la Chine les échanges commerciaux avec l'Afrique restent relativement faibles (2.3 %). En revanche, pour l'Afrique la Chine devient actuellement un partenaire important (10 % du commerce total africain). Pour certains pays africains la Chine représente même une part très importante (70 % pour le Soudan – contre seulement 10 % en 1995 ou encore un tiers pour le Burkina Faso (coton)). La Chine est derrière les Etats-Unis le principal pays partenaire de l'Angola qui a dépassé l'Arabie Saoudite au niveau des pays fournisseurs de pétrole.

Parallèlement la part de l'Europe dans le commerce de l'Afrique a décliné, passant de 44 % à 32 %. (*The Economist*, 2006)

La Chine établit des relations particulières avec de nombreux pays africains pour s'assurer l'accès à des ressources naturelles indispensables et pour diversifier les approvisionnements. A cet effet, elle déploie toute une panoplie d'opérations (investissements directs, aide au développement, crédits avantageux, conversion de dette etc.). A première vue, ces relations commerciales et diplomatiques semblent avantageuses pour l'Afrique. La hausse des prix des matières premières est incontestablement une bonne nouvelle pour maints pays pauvres. Néanmoins l'attrait pour les ressources naturelles maintient, voire renforce la position dominante de cette exploitation dans ces pays et risque de barrer la route aux efforts de diversification.

### Le commerce extérieur de la Chine par zone

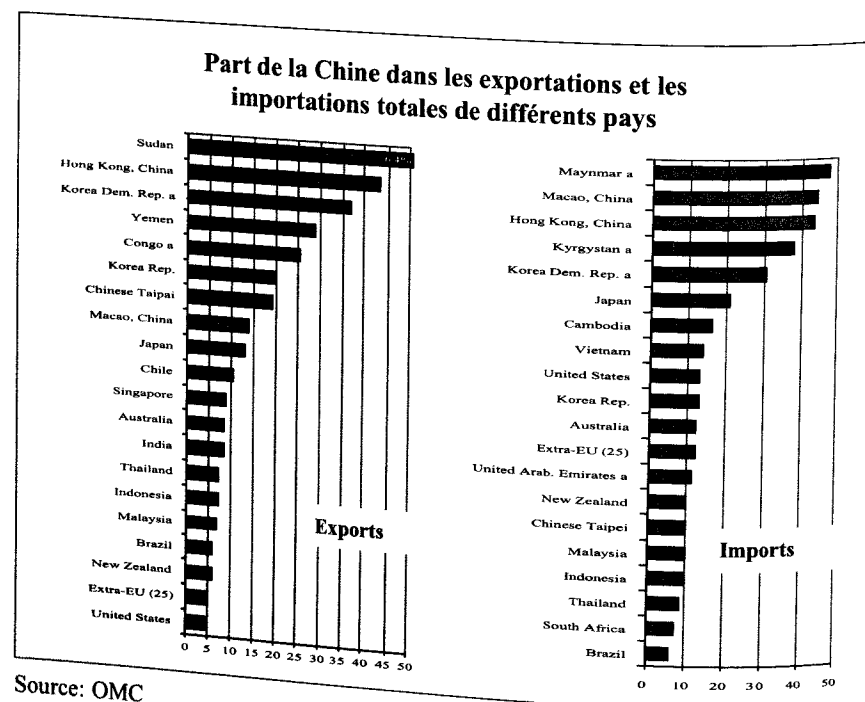


L'intensification des formes de coopération vient positivement concurrencer les apports traditionnels des pays de l'OCDE qui n'ont guère évolué au cours de la dernière décennie. La politique internationale de coopération au développement gagnerait sans doute par une certaine concertation entre puissances économiques. A ce sujet une recomposition des stratégies et une réorganisation du dialogue au niveau planétaire sont requises. Une reconsidération des opérations de politique internationale, d'une part, et de politique de coopération, d'autre part,

est ainsi à agencer sur base d'exemples comme le Soudan (délaisse longtemps par l'Occident et qui trouve désormais une ouverture du côté chinois).

Par contre, les pays qui seront confrontés à des revers de la croissance chinoise sont ceux qui sont fortement spécialisés dans la gamme de produits dominant dans la structure de production chinoise (textile, électronique) – notamment le Vietnam, le Cambodge, ainsi que les pays exportateurs de produits textiles.

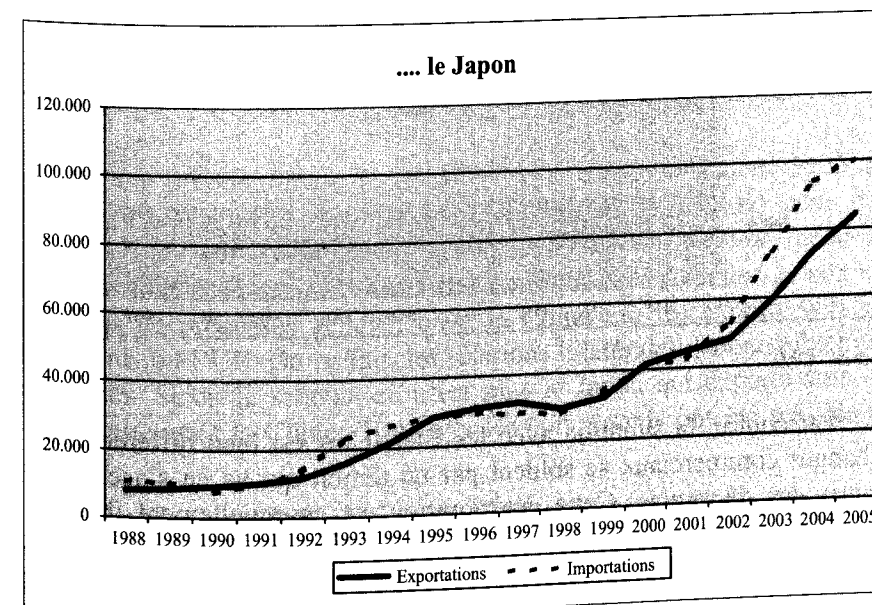
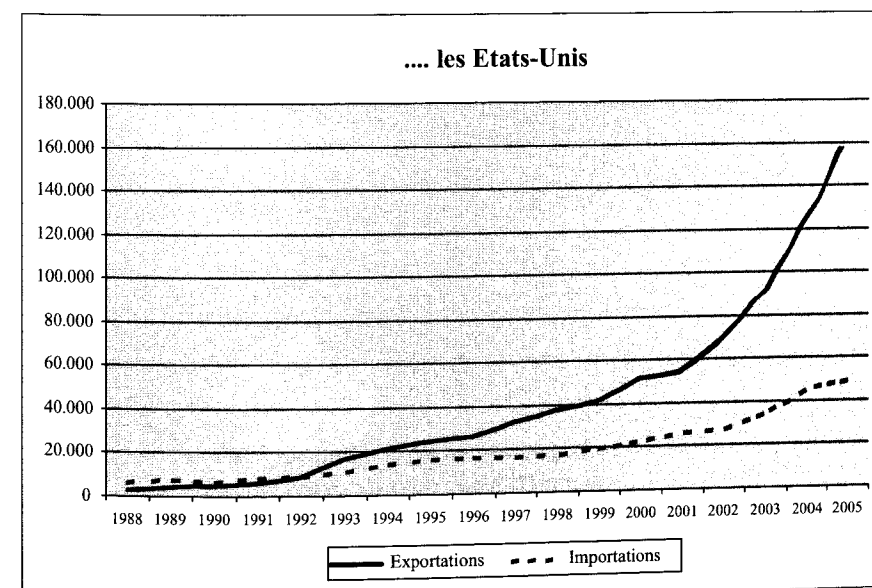
Il ressort du graphique ci-dessous que beaucoup de pays ont vu la part relative de la Chine s'accroître dans les deux flux d'échange. Pour certains pays on observe désormais une forte dépendance de la Chine (Soudan, Hong Kong, Corée du Nord). Mais au total peu de pays sont largement orientés vers la Chine (seuls dix pays enregistrent un pourcentage supérieur à 10%). La plupart des pays ayant une forte orientation proportionnelle de leurs exportations vers la Chine sont essentiellement asiatiques et africains.

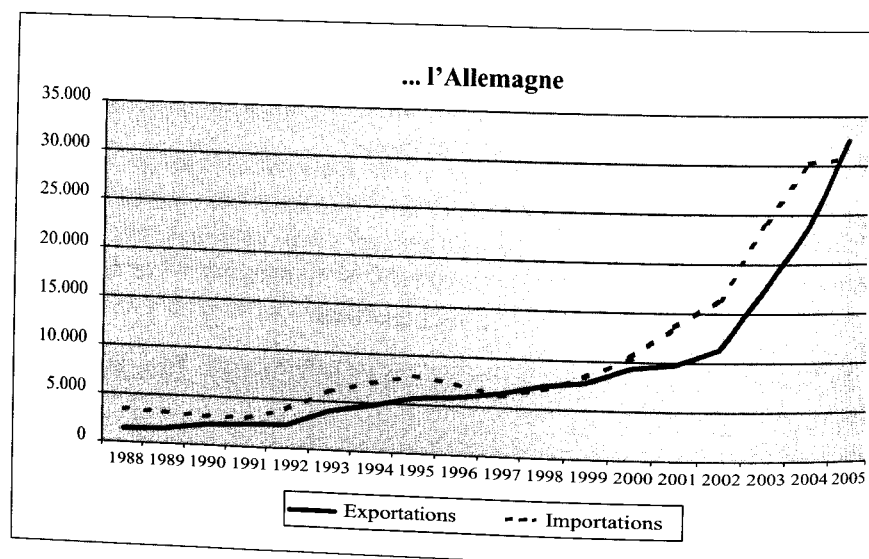


De leur côté les trois principaux acteurs du commerce mondial (Etats-Unis, Allemagne, Japon) ont des relations commerciales de nature très différente de celle de la Chine. Ainsi le Japon est depuis des années

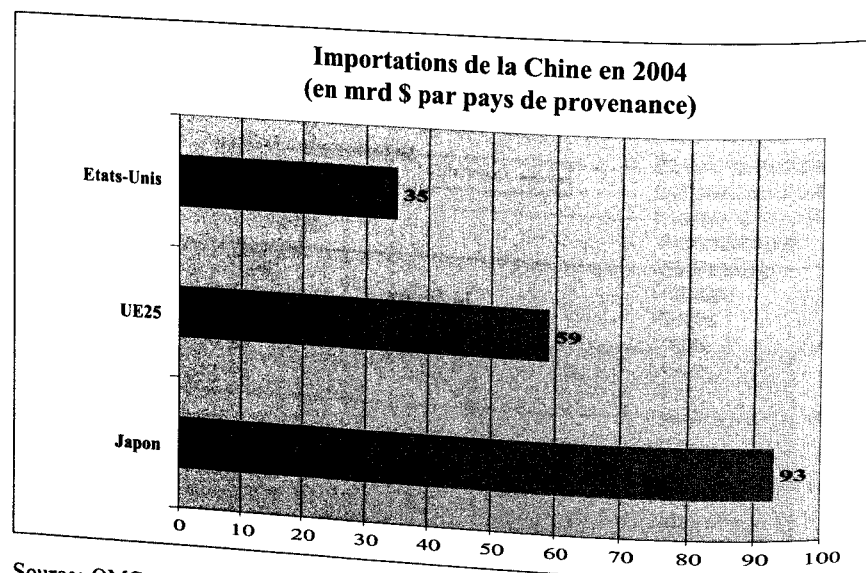
un exportateur net à destination de la Chine. Il est surtout un fournisseur net de biens d'équipement et de certains biens de consommation. L'Allemagne connaissait une situation comparable au début du millénaire avec une progression très rapide des exportations.

### Echange de la Chine avec ...





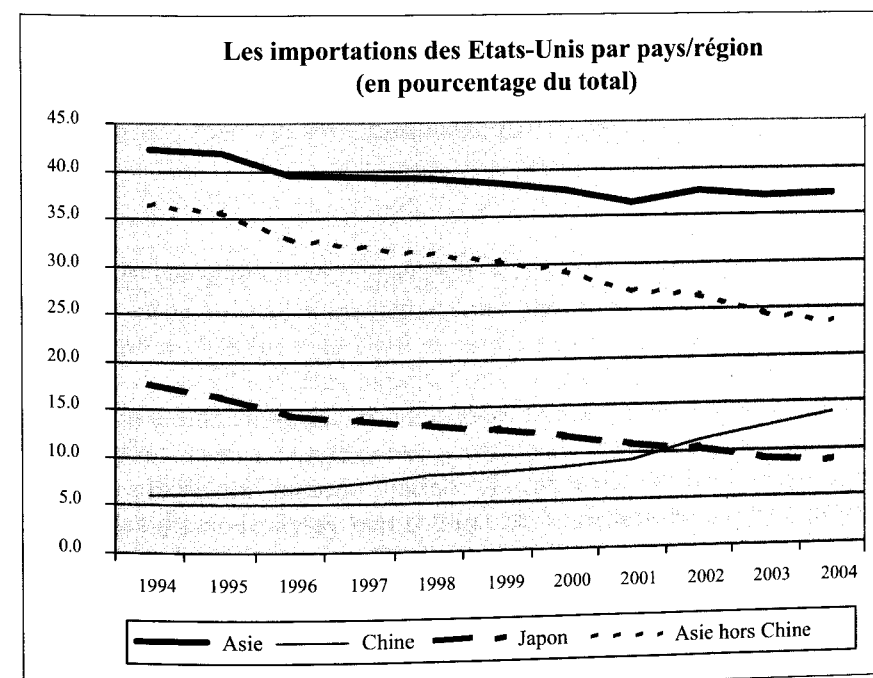
Source: OMC



Source: OMC

Par contre, la situation avec les Etats-Unis est bien différente. Les échanges commerciaux se soldent par un déficit qui va en s'accroissant depuis des décennies. Cette détérioration est essentiellement due à la croissance rapide des importations. Au regard des évolutions allemande et japonaise on note toutefois une croissance très modeste des exportations américaines.

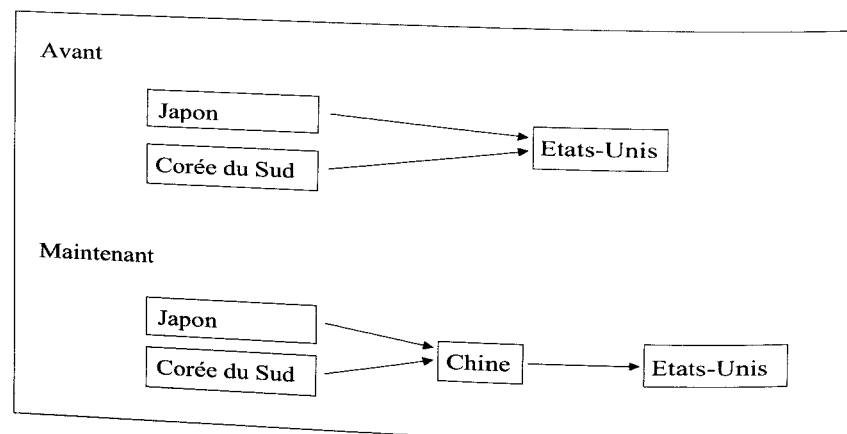
Le processus de globalisation, et en particulier la segmentation du processus de production, viennent biaiser quelque peu les analyses bilatérales des échanges. Ceci ressort en partie des données bilatérales du Japon et des autres pays industrialisés avec la Chine. Globalement la part de l'Asie n'a guère changé au niveau des importations des Etats-Unis en dépit de la poussée de la part de la Chine. Il y a en effet substitution dans les relations bilatérales entre la Chine et les autres pays asiatiques.



Avant l'ouverture de la Chine certains produits étaient fabriqués intégralement au Japon (ou dans un autre pays asiatique) pour être exportés vers les Etats-Unis ou l'UE. Depuis lors la Chine reçoit du Japon et d'autres pays asiatiques des demi-produits pour les assembler. Une fois ce processus achevé, c'est la Chine qui les exporte vers les Etats-Unis ou l'UE. De ce fait, les relations bilatérales sont sensiblement modifiées. Selon le schéma ce n'est plus le Japon qui exporte vers les Etats-Unis, mais la Chine. Toutefois les composants ont été réalisés au Japon.

L'important déficit général de la balance courante des Etats-Unis est en partie couvert par des entrées nettes de capitaux en provenance de la Chine, dont les réserves de change ont dépassé le seuil de 1.000 milliards de \$. Aussi la Chine – un pays encore relativement pauvre –

vient-elle largement financer les dépenses de consommation du pays le plus riche du monde. Au-delà de ce paradoxe, le déséquilibre très élevé recèle des risques qui sont perçus par la communauté internationale. Néanmoins pour l'instant aucun inversement de tendance n'est perceptible et les déséquilibres vont plutôt en s'aggravant.



Plusieurs solutions de redressement sont envisageables, mais leurs issues ne sont pas neutres. Esquissons succinctement deux variantes. La première reviendrait à réduire le déficit courant américain par une résorption des importations à la suite d'une propension plus forte des citoyens américains à l'épargne (ce qui diminuerait les besoins en capitaux étrangers). En revanche, les exportations chinoises vers les Etats-Unis seraient réduites et les réserves de devises diminuées. En fonction de l'intensité de ce mouvement, des effets de récession relativement graves seraient à craindre pour l'économie mondiale, et l'économie européenne en pâtirait aussi.

Une seconde variante pourrait connaître une issue nettement plus stimulante pour tous les acteurs. Le noyau de cette approche serait ancré au niveau de la consommation privée en Chine qui serait supposée progresser plus rapidement. Ceci stimulerait les exportations des Etats-Unis (et celle de l'Europe). Les déficits américains (et européens) avec la Chine diminueraient (de même que l'excédent de la Chine). Un renversement des tendances des déséquilibres serait entamé par une stimulation de la consommation dans le pays excédentaire. Cette approche aurait un effet plus propice pour l'économie mondiale.

Il y a encore bien d'autres scénarios envisageables. La communauté internationale est appelée à les examiner et à opter pour une issue à une situation critique qui appelle un réajustement.

## 6. Répercussions pour l'UE et pour le Luxembourg

Les échanges entre l'UE et la Chine ont augmenté considérablement au cours des dernières années, doublant même entre 2000 et 2005. L'Europe est désormais le plus gros marché d'exportation pour la Chine et représente plus de 19 % du commerce extérieur chinois. En outre la Chine est également un important partenaire commercial de l'UE.

Les exportations de l'UE vers la Chine ont plus que doublé entre 2000 et 2005, soit une croissance bien plus rapide que les exportations vers le reste du monde. Dans le secteur des services, les exportations de l'UE vers la Chine ont été multipliées par six pendant la période 1994-2004, notamment grâce aux puissants secteurs que sont les services financiers, le bâtiment, la distribution et l'éducation.

L'UE est particulièrement bien placée dans les exportations de machines et de véhicules qui représentent les deux tiers des exportations totales de marchandises de l'UE et un tiers des importations totales des machines de la Chine. Les exportations de produits chimiques de l'UE vers la Chine ont doublé au cours des cinq dernières années, faisant de la Chine le deuxième marché d'exportation de l'UE. En 2005, la part de marché de l'UE en Chine était de 16 % – équivalente à la part au Japon et dans les pays de l'ANASE, mais inférieure à celle aux Etats-Unis (20 %), en Inde (21 %) ou au Brésil (31 %).

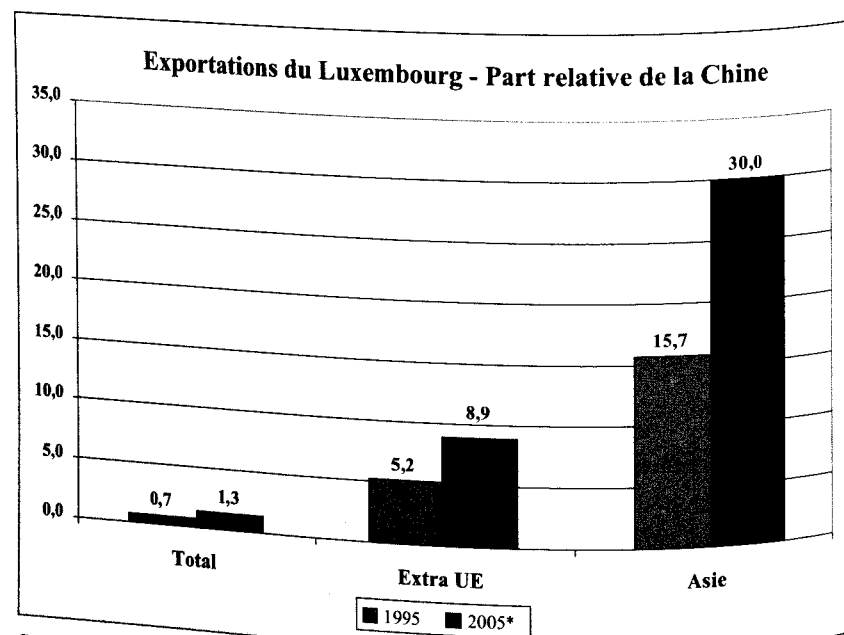
La délocalisation vers la Chine a certes eu un effet néfaste sur certains secteurs et certaines régions, mais cela reste un phénomène limité. A l'heure actuelle, les investissements directs de l'UE en Chine représentent une part infime du total des investissements de l'UE à l'étranger (seulement 1 % du total des flux de capitaux européens sortants, à l'exception des investissements indirects). Le total des investissements directs de l'UE en Chine est égal à 5.5 % du total des investissements étrangers en Chine (Commission, 2006).

L'Europe enregistre un fort déficit commercial avec la Chine: en 2005, les exportations chinoises vers l'UE ont atteint 158 milliards EUR et les exportations européennes vers la Chine 52 milliards EUR, ce qui s'est traduit par un déficit commercial de 106 milliards EUR. Toutefois, il y a lieu de considérer le commerce UE – Chine dans son contexte. Au cours des dix dernières années, la part asiatique des importations de l'UE est restée relativement stable, oscillant entre 20 et 25 %. Le déficit commercial avec la Chine fait oublier, dans une certaine mesure, que les

exportations de cette dernière ont partiellement remplacé les exportations d'autres pays asiatiques (comme précisé plus haut).

Par ailleurs, les importations à des prix compétitifs en provenance de la Chine se sont traduites par une baisse des coûts de production pour les entreprises européennes et des prix pour les produits manufacturés en Europe, aboutissant généralement à des prix plus faibles pour les consommateurs. L'OCDE a évalué que l'effet total sur l'inflation était de -0.2 % pour la zone euro au cours de la période 2001 à 2005. Le service d'études de la «Hypo- und Vereinsbank» a évalué pour l'Allemagne un impact négatif de 0.3 point de pourcentage sur les prix à la consommation à la suite de la croissance des importations en provenance de la Chine. En revanche, les répercussions à la hausse des prix d'énergie sont estimées à 0.5 point de pourcentage. De même, cela a permis de maintenir à un niveau bas les taux d'intérêt mondiaux.

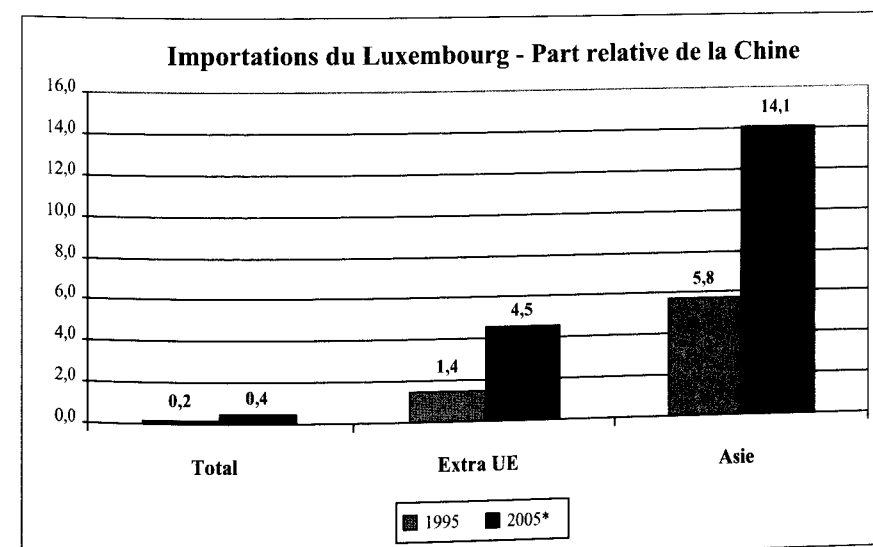
Les échanges entre le Luxembourg et la Chine ont également fortement évolué au cours des dix dernières années et leur part relative dans le commerce a doublé. Par rapport aux exportations totales la part de la Chine reste modeste. Ceci tient surtout au fait que le Luxembourg est concentré sur les échanges intra UE, voire avec les pays limitrophes.



Source: Statec

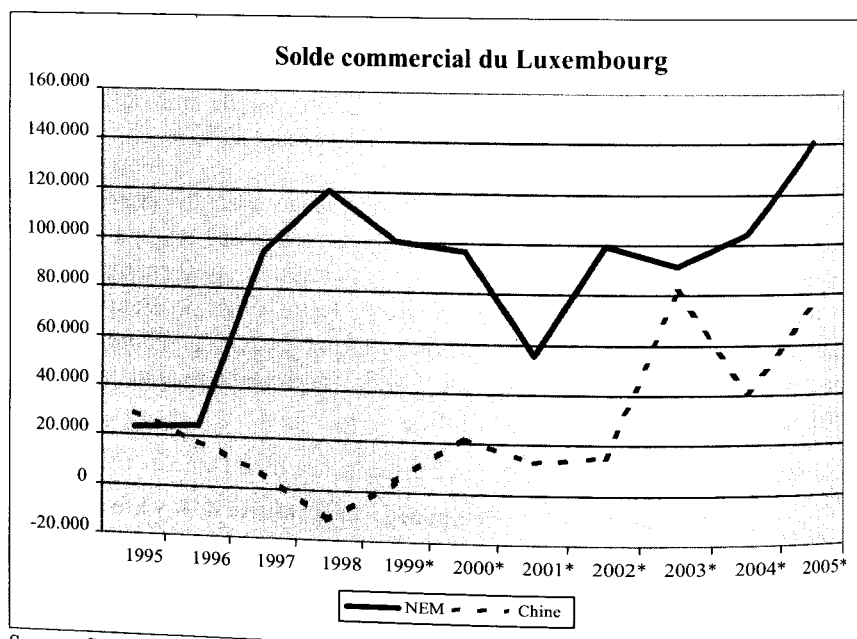
En revanche, le rapport du commerce avec la Chine à celui avec les pays hors UE est presque comparable à celui dans les autres pays industrialisés. Plus spécifiquement encore, la Chine est de loin le principal partenaire commercial en Asie et couvre désormais 30 %.

Par contre, la balance commerciale évolue bien différemment de celle des autres pays de l'UE. En effet, le Luxembourg dégage un excédent avec ce pays émergent, comme avec d'autres pays émergents tels que les nouveaux Etats membres de l'UE. Cette situation s'explique en partie par le fait que certains produits exportés par la Chine ne sont acheminés vers le Luxembourg que via des représentants généraux dans l'UEBL, le Benelux voire dans l'UE.



Source: Statec

Néanmoins, cet ajustement à prendre en considération au niveau des importations peut être contrebalancé par un autre facteur du côté des exportations dans le contexte de l'analyse des répercussions de la croissance de la Chine. Ainsi certaines activités industrielles ou de service connaissent un essor indirect de la croissance chinoise. En effet, maintes activités au Luxembourg consistent dans la fabrication de biens/services intermédiaires rentrant dans la production d'autres entreprises européennes. Dès lors que ces entreprises (clientes des producteurs luxembourgeois) exportent largement vers la Chine – et bénéficient de la croissance – les entreprises «fournisseurs» du Luxembourg peuvent tirer indirectement un avantage de la demande supplémentaire de Chine.



## 7. En guise de conclusion

La croissance chinoise des vingt cinq dernières années est exceptionnelle. Jamais une nation d'une taille comparable n'a connu une phase de croissance à la fois aussi forte et longue. Jamais une nation aussi gigantesque par sa population n'a connu une économie si ouverte et une intégration si forte dans l'économie mondiale. Cette double intensité (forte croissance et grande ouverture) a indubitablement un impact non négligeable pour l'économie mondiale lorsque l'acteur représente un cinquième de la population mondiale.

L'ensemble des effets d'offre, de demande et de revenu de cette rapide et ample croissance a des répercussions directes et indirectes pour la plupart des pays du monde. Certains en tirent un avantage indéniable, d'autres sont surtout concurrencés, voire mis en difficulté. La plupart des pays connaissent des situations ambivalentes avec des avantages pour certains acteurs (des consommateurs trouvant des produits à meilleurs prix, des producteurs spécialisés dans des produits fortement demandés par la Chine), alors que d'autres acteurs ressentent surtout les effets négatifs (concurrence sur des marchés similaires et/ou renchérissement des prix de certaines matières premières).

Cette évolution rapide n'est donc pas sans appeler des adaptations et ajustements. Compte tenu de l'ampleur des répercussions, tous les

acteurs politiques et économiques ont intérêt à les mettre en haut de l'agenda économique.

A côté des répercussions plus directes, visibles et largement médiatisées (augmentation des exportations chinoises et concurrence de certains marchés), il y a lieu de suivre également d'autres effets comme les opportunités d'exportations directes et indirectes. De surcroît, des considérations géo-économiques et géo-stratégiques ne sont pas à négliger, notamment dans le domaine de l'accès aux ressources naturelles.

Contrairement à l'attente de la plupart des observateurs occidentaux, la croissance chinoise a été très rapide au cours des dernières années. En dépit des efforts des autorités chinoises visant à ralentir le rythme de croissance, un revirement substantiel n'est guère une perspective de court ou de moyen terme.

Nonobstant ce fait, force est de constater que la Chine s'est ouverte et qu'elle a changé. Elle continue à s'adapter aux méthodes occidentales et le monde est en train de changer la Chine. Mais en même temps la Chine change le monde. Dans ce sens, des implications directes et indirectes sont à déceler. Schématiquement elles peuvent être résumées en trois ordres qui interagissent.

Compte tenu de notre point d'analyse économique, retenons d'abord *l'ordre géo économique*. Le modèle de développement économique de la Chine entraîne une nouvelle division internationale du travail. Beaucoup de pays en tirent un avantage, mais certains secteurs sont mis en concurrence. C'est certes un jeu à somme non nulle, mais de nouvelles interdépendances se mettent en place et les relations bilatérales sont fortement réorientées. La carte-monde économique change sensiblement.

*L'ordre géo stratégique* interfère aussi avec le domaine économique. Ainsi la question de l'accès à certaines ressources naturelles est au cœur des négociations internationales. Les relations avec l'Afrique se développent sur cette toile de fond. C'est une chance pour l'Afrique, mais cette option recèle aussi des risques d'un revers pour ce continent. Par ailleurs, il s'agit en tout cas d'un défi pour l'Occident.

Et puis il y a *l'ordre géo politique*. Avec Robert Skidelsky (2005) nous pouvons résumer la question du leadership mondial de la façon suivante: «If China rises economically, America falls politically». Les positionnements au plan mondial changent rapidement. Le cadre de

régulation mondiale doit être adapté – surtout pour définir l'agenda des priorités planétaires visant à arrêter les critères et les modalités d'action.

Il faudra donc composer au plan mondial avec une Chine en renforcement continu du point de vue économique. Ceci nécessitera des recompositions dans les relations internationales surtout entre les grands. Un préalable à ces opérations diplomatico-stratégiques est sans doute une ouverture d'esprit, une disposition au dialogue et une attitude positive en vue du règlement des questions prioritaires du monde (écologiques, sociales, sécuritaires). Des attitudes trop (voire purement) défensives envers l'Empire du Milieu auront des effets contre productifs. Le processus de croissance de l'économie chinoise recèle d'innombrables avantages qu'il convient de favoriser. Par ailleurs, il faut rester très vigilant sur tous les effets négatifs (e.a. écologiques et sociaux) ou dangereux en termes sécuritaires et géo stratégiques. Pour cette raison, il est dans l'intérêt de tous les acteurs d'accorder l'attention nécessaire à cette évolution dans les domaines directement affectés et d'institutionnaliser un dialogue continu avec la Chine.

### Bibliographie

ADB (2006), « Asian Development Outlook 2006: II. – economic trends and prospects in developing Asia: East Asia People's Republic of China. » ADB. Asian Development Bank  
<http://209.225.62.100/Documents/Books/ADO/2006/part020000.asp>

ALLAIRE Julien (2005), « L'intensité énergétique de la croissance chinoise. Tendances et enjeux ». <http://webu2.upmf-grenoble.fr/iepe/Equipe/allaire/allairePubli.html>

ANDO Mitsuyo, Fukunari KIMURA (2004), « New Dimensions of International Production Sharing in East Asia: Evidence from International Trade Data and Japanese Micro Data »  
<http://www.sinica.edu.tw/econ/activities/past/20040720a.pdf>

BENASSY-QUERE Agnès, Valérie MIGNON, Alexis PENOT (2005), « China and the Relationship between the Oil Price and the Dollar »  
[http://intranet.holborncollege.ac.uk/students/mibhud/ATHE\\_INTERNA-TIONAL%20BUSINESS\\_MASTERS\\_PROGRAMME\\_2005\\_06\\_/3\)\\_\\_\\_DOCUMENT\\_NOTES/1\)\\_INTERNATIONAL\\_ECONOMICS/8\)\\_China%20and%20the%20Relationship%20Between%20the%20Oil%20Price%20and%20the%20Dollar.pdf](http://intranet.holborncollege.ac.uk/students/mibhud/ATHE_INTERNA-TIONAL%20BUSINESS_MASTERS_PROGRAMME_2005_06_/3)___DOCUMENT_NOTES/1)_INTERNATIONAL_ECONOMICS/8)_China%20and%20the%20Relationship%20Between%20the%20Oil%20Price%20and%20the%20Dollar.pdf)

BLANCHARD Olivier, Francesco GIAVAZZI (2005), « Rebalancing growth in China: a three-handed approach »  
<http://www.blackwell-synergy.com/doi/abs/10.1111/j.1749-124X.2006.00027.x>

CHEONG Young Rok, Geng XIAO (2003), « Global Capital Flows and the Position of China: Structural and Institutional Factors and their Implications »  
<http://www.econ.hku.hk/~xiaogeng/research/Paper/Fondad-ch8-Xiao-Cheong.pdf>

Commission (2006), « En accompagnement du document COM (2006) 631 final: un partenariat renforcé, des responsabilités accrues. Document stratégique sur le commerce et les investissements UE-Chine: Concurrence et partenariat » (COM (2006) 632 final du 24 octobre 2006

Danske Bank (2006), « Global: Asia's growth miracles – is China different? » Research 25 october  
<http://www.goldenoccean.no/reports/135378/R/1091185/192436.pdf> (?)

DRYSDALE Peter, Christopher Findlay (2006), « US and EU Trade Policies and East Asia », Pacific Economic Paper No 353/2006



[http://anulib.anu.edu.au/eprints\\_redirect/redirector.html?what=http://eprints.anu.edu.au/archive/00003444/](http://anulib.anu.edu.au/eprints_redirect/redirector.html?what=http://eprints.anu.edu.au/archive/00003444/)

EICHENGREEN Barry, Hui TONG (2005), « How China is Reorganizing the World Economy ».  
[http://www.aeaweb.org/annual\\_mtg\\_papers/2006/0106\\_1430\\_1702.pdf](http://www.aeaweb.org/annual_mtg_papers/2006/0106_1430_1702.pdf)

EICHENGREEN Barry, Hui TONG (2005), « Is China's FDI Coming at the Expense of Other Countries »  
[http://www.econ.berkeley.edu/~eichengr/research/chinese\\_fdi14apr29-05.pdf](http://www.econ.berkeley.edu/~eichengr/research/chinese_fdi14apr29-05.pdf)

EICHENGREEN Barry, Yeongseop RHEE, Hui TONG (2004), « The Impact of China on the Exports of Other Asian Countries? »  
<http://www.econ.berkeley.edu/~eichengr/research/kiép-claremont8sep28-04.pdf>

GAULIER Guillaume, Françoise LEMOINE, Denis ÜNAL-KESENCI (2006), « China's Emergence and the Reorganisation of Trade Flows in Asia » Working paper No 2006-05, Mars  
<http://www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/pdf/2006/wp06-05.pdf>

GAULIER Guillaume, Françoise LEMOINE, Denis ÜNAL-KESENCI (2005), « Chine: Atelier du monde, marché pour l'Europe »  
<http://www.cepii.fr/francgraph/publications/lettre/resumes/2005/let245.htm>

GOLDSTEIN Morris and Nicholas R. Lardy (2004), « What kind of landing for the Chinese Economy? » Institute for International Economics, Policy Briefs (November)  
<http://www.iie.com/publications/pb/pb04-7.pdf>

GUINOT François (2006), « Chine: Transferts de Technologies: Jusqu'où ne pas aller trop loin? »  
<http://www.academie-technologies.fr/V2/actu10/actu10.htm> (?)

HAVIK Karel and Kieran McMorrow (2006), « Global Trade Integration and Outsourcing: How Well is the EU coping with the New Challenges? » EU Economic Paper No 259 (October)  
[http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/economic\\_papers/2006/ecp259en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/economic_papers/2006/ecp259en.pdf)

Hypo- und Vereinsbank (2006), « The China Factor: Net impact on German Inflation » Global research  
[http://www.hypovereinsbank.de/portal?view=/media/pdf/rese\\_pano\\_ecco\\_frno\\_061013.pdf](http://www.hypovereinsbank.de/portal?view=/media/pdf/rese_pano_ecco_frno_061013.pdf)

IIZAKA Hitomi (2004), « Trade, Investment and Development in East Asia »  
<http://www.fbe.hku.hk/doc/courses/tpg/mecon/2006-2007/ECON6014.pdf>

IZRAELEWICZ Erik (2005), « Quand la Chine change le monde » (Edition Grasset)

KIMURA Fukunari, Yuya TAKAHASAH, Kazunobu HAYAKAWA (2005), « Fragmentation and Parts and Components Trade: Comparison between East Asia and Europe »  
[http://www.aeaweb.org/confer/hito05/papers/kimura\\_et al.pdf](http://www.aeaweb.org/confer/hito05/papers/kimura_et al.pdf)

KUIJS Louis, TAO WANG (2005), « China's Pattern of Growth: Moving to Sustainability and Reducing Inequality »  
<http://team.univ-paris1.fr/teamperso/DEA/Cursus/M1/M1coursecochine.htm>

LARDY Nicholas R. (2006), « China: Toward a Consumption Driven Growth Path »  
 Institute of International Economics, Policy Briefs (October)  
<http://scholar.google.com/scholar?q=LARDY+Nicholas:+China:+Toward+a+Consumption+Driven+Growth+Path&hl=fr&oi=scholar>

LE LAN Jean-Yves (2003), « Le commerce français avec l'Asie avant la compagnie des Indes Orientales de Colbert »  
[http://www.histoire-genealogie.com/article.php3?id\\_article=158](http://www.histoire-genealogie.com/article.php3?id_article=158)

LEMOINE Françoise (2006), « L'économie chinoise » (Edition Repères)

MADDISON Angus (1998), « L'économie chinoise: une perspective historique Paris », Editions de l'OCDE, (Etudes du Centre de développement)

Mc KINNON Ronald (2006), « China's Exchange Rate Trap: Japan Redux? » (January)  
[http://www.aeaweb.org/annual\\_mtg\\_papers/2006/0107\\_1015\\_1302.pdf](http://www.aeaweb.org/annual_mtg_papers/2006/0107_1015_1302.pdf)

MOONEY Paul (2005), « China's African Safari », Yale Global  
<http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5106>

OCDE (1996), « La Chine au XXI<sup>e</sup> siècle », Paris

PALANCA Ellen H. (2001), « China's Economic Growth: Implications to the ASEAN (An Integrative Report) »  
<http://pasen.pids.gov.ph/DiscList/d01/s01-01.pdf>

PRASAD Eswar S. and Raghuram G., Rajan (2006), « Modernising China's Growth Paradigm » IMF Policy Discussion Paper PDP 06/1  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/pdp/2006/pdp03.pdf>

SAUTMAN Barry V. (2006), « Friends and Interests: China's Distinctive Links with Africa », CTR, Working Paper No 12  
<http://www.cctr.ust.hk/articles/pdf/WorkingPaper12.pdf>

SEN Gautam (2001), « Post-reform China and the international economy »  
<http://www.theglobalsite.ac.uk/press/103sen.htm>

SKIDELSKY Robert (2005) « The Chinese Shadow » The New York Revue of Books Volume 52, Number 18 November  
<http://www.nybooks.com/articles/18437>

TAYYEBI Seyed Komail, Amir HORTAMANI (...), « The Impact of Trade Integration on FDI Flows: Evidence from EU and ASEAN+3 »  
<http://www.univ-lehavre.fr/actu/itlcsge/tayebi.pdf>

The Economist (2006), « Asia and the World Economy: the Alternative Engine » (19 October)

The Economist (2006), « China in Africa: Never too late to scramble » (26 October)

UNCTAD (2005), « China in a Globalizing world », New York and Geneva

VIRMANI Arvind (2005), « A Tripolar century: USA, China and India »  
<http://www.icrier.org/pdf/wp160.pdf>

WANDA Guo (2003), « The Impetus and Resistance of Chinese Long-Term Economic Growth »  
[http://www.cdi.com.cn/publication/pdf/cdireview\\_200304\\_guowd1.pdf](http://www.cdi.com.cn/publication/pdf/cdireview_200304_guowd1.pdf)

WANG Zhi (2003), « The Impact of China's WTO Accession on Patterns of Asian and World Trade »  
<http://www3.nccu.edu.tw/~ctung/Wang%20Zhi/JPM03CHNWTO.pdf>

WANG Zhi (2003), « WTO accession, the 'Greater China' free-trade area, and economic integration across the Taiwan Strait »  
<http://www.gtapecon.purdue.edu/resources/download/1497.pdf>

WOLF Martin (2004) « Why Globalization Works », New Haven: Yale University Press, 2004, 398 pp.

WOO Wing Thye (1999), « The real reasons for China's growth »  
[http://links.jstor.org/sici?sici=13249347\(199901\)41%3C115%3ATTRFCG%3E2.0.CO%3B2-T](http://links.jstor.org/sici?sici=13249347(199901)41%3C115%3ATTRFCG%3E2.0.CO%3B2-T)

XIAO Geng (2003), « Asia Team of flying Geese: The Rise of China and Implications for HKSAR »  
<http://www.econ.hku.hk/~xiaogeng/research/Paper/China%20and%20the%20Asia%20Team%20of%20Flying%20Geese.pdf>

ZHANG Runlin (2005), « Asian Monetary Cooperation: Perspective of RMB Asialization »  
[http://www.ris.org.in/china\\_zhang\\_runlin.pdf](http://www.ris.org.in/china_zhang_runlin.pdf)

ZHANG Runlin (2005), « Asian Monetary Cooperation: Perspective of RMB Asialization »  
[http://www.ris.org.in/china\\_zhang\\_runlin.pdf](http://www.ris.org.in/china_zhang_runlin.pdf)

ZHANG Xiaoji, Jimping ZHAO, Qi ZHANG (2004), « Impact of Regional Economic Integration on the Expansion Strategies of Domestic and Multi-national Enterprises in China »  
[http://www.tcf.or.jp/data/20041108-09\\_Zhang\\_Zhao\\_Zhang.pdf](http://www.tcf.or.jp/data/20041108-09_Zhang_Zhao_Zhang.pdf)

Séance du 25 avril 2006

## EN ATTENDANT BELVAL

---

par  
Rolf Tarrach

---

Physicien espagnol d'origine allemande, et disposant d'une large expérience internationale, membre de l'Académie des sciences de Barcelone, Rolf Tarrach est, depuis le 1.1.2005, recteur de l'Université du Luxembourg, successeur en cette fonction de François Tavenas, décédé.



*Le titre évoque la question non résolue de la localisation de l'université, actuellement dispersée sur trois sites. La communication évoque brièvement les principaux problèmes, selon le plan stratégique: recrutement et caractère international, priorités de la recherche, private-public-partnership etc., sans oublier l'épineuse question de la réorganisation de la recherche publique et le rôle de l'université comme moteur de la société de la connaissance.*

## SOMMAIRE

Introduction .....	3
1. Plan stratégique et plan quadriennal 2006-2009 .....	4
2. PPP et LLL (private-public partnership et life-long learning) ...	5
3. Recrutement .....	6
4. Locaux .....	7
5. Réorganisation de la recherche publique .....	7
Conclusion .....	8

## EN ATTENDANT BELVAL

Comme membre en congé de la *Reial Acadèmia de Ciències i Arts de Barcelona*, institution royale du 18<sup>e</sup> siècle, ainsi que membre de l'*Institut d'Estudis Catalans*, institution qui fêtera son premier anniversaire l'année prochaine, en 2007, je me sens aujourd'hui spécialement honoré de pouvoir m'adresser aux membres de la *Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal*.

L'intitulé a été choisi en hommage à Beckett, dont nous fêtons cette année le premier centenaire de sa naissance ainsi que les 150, 200, 250 et 400 ans depuis la naissance de Sigmund Freud, Hans Christian Andersen, Wolfgang Amadeus Mozart et Harmensz van Rijn Rembrandt respectivement. Mais il est aussi très significatif pour l'Université du Luxembourg, parce que l'attente de la mise en place de la *Cité des Sciences et Lettres* sur la friche industrielle de **Belval** va déterminer une grande partie de nos choix pendant le temps qui reste. L'indétermination de ce temps d'attente – s'agit-il de 5, 7 ou 9 ans? – est peut-être le plus contraignant goulot d'étranglement pour le développement de l'Université du Luxembourg.

Cela fait un peu plus de 15 mois que je suis au Luxembourg. Il m'a fallu 5 mois pour connaître un peu le pays et l'idiosyncrasie de ses citoyens, les problèmes historiques et récents de l'Université, les personnes qui prennent les décisions à propos de l'Université, la réalité du panorama de recherche et d'enseignement supérieur au Luxembourg et les possibilités objectives du développement qualitatif de l'Université. Les 5 mois suivants étaient nécessaires pour rédiger, discuter et peaufiner le *Plan Stratégique*. C'est un document assez personnel, écrit en anglais, d'abord parce que je voulais avoir ce texte dans de très brefs délais et l'anglais m'est plus familier, et puis parce que je voulais envoyer le texte à plusieurs amis et connaissances pour connaître leurs avis. Le *Plan Stratégique* a été arrêté par le Conseil de Gouvernance vers la fin de cette période. Les derniers 5 mois ont permis de faire de même pour le *Plan Quadriennal 2006-2009*, qui représente une concrétisation du Plan Stratégique pour une période initiale de quatre ans et qui se veut réaliste parce qu'il tient compte des circonstances concrètes de l'Université. Cette période correspond au premier quart de mon mandat

comme recteur de l'Université. Les autres trois quarts serviront à réaliser les projets qu'on a proposés dans le *Plan Quadriennal 2006-2009*. On a pu faire ce travail de planification dans un temps si court, parce qu'on a suivi, et même peut-être abusé d'une approche *top down*. Néanmoins cela était nécessaire: il fallait rattraper le temps perdu par suite du décès inopportun du premier recteur de l'Université, le Professeur François Tavenas. N'oublions pas que la jeune université, après 30 mois de vie, a déjà beaucoup vécu. Avant la fin de l'année on espère signer avec le Gouvernement un contrat de développement quadriennal qui, entre autres, nous permettra de financer le Plan Quadriennal.

La loi portant création de l'Université du Luxembourg nous permet, malgré quelques articles qui nous causent des problèmes, de bien travailler et en particulier son modèle de gouvernance est moderne et efficace.

Le *Plan stratégique* présente un modèle d'université internationale, de petite taille, multilingue, avec un corps professoral associé de haut niveau, centrée sur la recherche, où les masters ont un lien étroit avec les priorités de recherche, avec un souci pour l'encadrement des étudiants, qui au niveau des bachelors doivent jouir d'un semestre de mobilité, avec des parcours décisionnels courts, avec une gouvernance concentrée et avec, à longue échéance, une dotation financière qui permettrait une autonomie un peu plus large par rapport au gouvernement, grâce à sa relative indépendance budgétaire. Bien sûr, dans une université moderne le recteur doit toujours convaincre, au moins le personnel académique reconnu, sinon ses projets ne pourront pas être réalisés; son pouvoir réel étant trop limité pour agir à contre courant.

On offre aujourd'hui déjà 11 bachelors et 11 masters, tous dans le cadre du Processus de Bologne. On complétera les bachelors sur les 6 semestres, on organisera la mobilité de ses étudiants et on agencera le multilinguisme ainsi que le tutorat, mais on ne débutera pas d'autres bachelors pendant cette période quadriennale. Par contre, on propose plusieurs nouveaux masters à démarrer au plus tard en 2009/2010. Un débat intéressant, mais délicat, qu'il nous faudra entamer avant la fin du Plan Quadriennal est à propos des langues et littératures qu'on veut offrir à l'Université et s'il faut offrir une formation complète ou, par contre, qu'une formation initiale.

Le *Plan quadriennal* définit 7 priorités de recherche dans les domaines de l'informatique (sécurité et fiabilité), matériaux (semi-conducteurs et polymères), biomédecine (communication cellulaire), droit (européen et des affaires), finance (internationale), éducation (dans

un contexte multilingue et multiculturel) et études luxembourgeoises. Cela est le résultat d'une longue discussion avec le *Conseil de Gouvernance*, dont quelques membres voulaient un choix plus limité, pour pouvoir atteindre plus rapidement une qualité internationale. Finalement on a pensé que l'université est encore trop fragile, qu'elle n'a pas encore une base de recherche assez large, pour ne se concentrer que sur 2, 3 ou 4 priorités et négliger les autres. A la fin du Plan, les priorités qui n'auront pas su se situer sur la voie amenant à un niveau de qualité internationale ne seront pas reconduites, ou seront réorganisées. Les priorités couvrent les trois motivations dominantes de la recherche: la curiosité, les problèmes sociaux et l'innovation nécessaire aux entreprises. La philosophie suivie a été de bien tenir compte de la société luxembourgeoise et des circonstances pour choisir les priorités, mais de les développer à partir de la recherche fondamentale jusqu'à un niveau d'applicabilité qui permettrait de faire le lien avec les institutions plus proches aux entreprises, comme les *Centres de Recherche Publics (CRP)*, avec les institutions gouvernementales, communales ou privées, ou directement avec les entreprises intéressées ou avec la société en général.

Le *private-public partnership (ppp)* et le *life-long learning (lll)* sont d'autres activités prioritaires dans lesquelles on a eu déjà quelques expériences très encourageantes.

La *Luxembourg School of Finance* a été intégrée à l'Université du Luxembourg. Elle est la partie de Finance de la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance, et on est en train de renforcer son activité de recherche. La *Fondation Luxembourg School of Finance*, externe à l'Université mais dont le but est de participer à la mise en route et au financement de l'enseignement et de la recherche, sera créée pendant cette année.

Le *Luxembourg Institute of Advanced Studies in Information Technologies* est une école doctorale dans le domaine de l'informatique où chaque doctorant est accompagné d'une entreprise, qui le finance partiellement, et souvent d'un professeur d'une université étrangère prestigieuse. Avec l'entreprise japonaise TDK on espère signer une convention pour développer ensemble la recherche sur des semi-conducteurs avec des rendements qui les rendraient utiles à la fabrication de cellules photovoltaïques.

Avec la *Chambre de Commerce de Luxembourg* on travaille sur un projet d'un nouveau *Master in Entrepreneurship and Innovation*, qui veut renforcer la base de ressources humaines innovantes si nécessaires

pour le maintien de l'essor économique d'un pays riche sans matières premières comme l'est le Luxembourg.

Pour la formation en cours d'emploi, continue, le long de la vie, complémentaire, à distance, à temps partiel, sans doute très importante pour le Luxembourg, il nous faut encore définir notre politique, parce qu'elle ne doit pas toujours être universitaire et parce que même quand elle doit l'être d'autres institutions para-universitaires pourraient jouer un rôle important dans son organisation.

Le **recrutement** est sans doute l'aspect le plus important pour la réussite du projet de l'Université. Les enseignants-chercheurs, les assistants et assistants-chercheurs du plus haut niveau sont la *conditio sine qua non* pour la réalisation de notre stratégie. Mais pas seulement eux; les responsables des différents services qu'on est en train de recruter sont aussi essentiels pour cette université moderne et performante que nous nous souhaitons. Le renforcement de la bibliothèque universitaire, l'élargissement du service des étudiants et de la vie estudiantine à toutes les activités qui concernent les étudiants, la création de l'unité de conseil juridique, l'étayage du service de communication, le renforcement des connaissances linguistiques de notre personnel et de nos étudiants, la création des unités de recherche, la mise en route du service de logistique et d'infrastructures, sont tous des dossiers qui requièrent pour leur réalisation et mise en route des responsables du plus haut niveau.

On annonce nos postes dans la presse et les journaux professionnels et dans des sites web, pour nous assurer une qualité qui aujourd'hui, même dans le pays d'une grande taille, ne peut être trouvée que si l'on cherche globalement. Le **caractère international** de notre université nous est très cher; un autre choix, d'une institution d'enseignement supérieur plutôt locale et centrée essentiellement sur la Grande Région aurait été possible, mais il n'a pas été retenu par le gouvernement et l'expérience du recteur actuel n'aurait pas été vraiment utile pour ce modèle d'université.

Il y a, bien sûr, aussi d'autres grands sujets pour lesquels, probablement, on ne disposera pas du temps nécessaire pour les faire avancer dans l'avenir immédiat, comme la politique des publications propres de l'université, les règles d'octroi du titre d'*honoris causa*, l'adoption et utilisation des toges. Par contre, la mise en place des procédures de budgétisations qui promeuvent la responsabilité dans la demande et l'autocontrôle dans la dépense, ainsi qu'une analyse des coûts réels de l'enseignement et de la recherche séparément, moyennant une comptabilité adéquate, est urgente.

Le goulot d'étranglement le plus sérieux pendant cette étape pré-Belval est le **manque de locaux**, d'espace. On a déjà aujourd'hui, sur les trois sites de Limpertsberg, Kirchberg et Walferdange des problèmes sérieux. Il pourrait nous forcer à ralentir le développement de l'Université. Dans cette étape initiale si cruciale cela serait regrettable, mais peut-être inévitable. La décision du Gouvernement, reportée en principe jusqu'à l'année 2009, sur le caractère de site unique ou central à Belval est une autre cause de difficulté programmatique pour la direction de l'Université. Un avancement de cette décision serait sans doute bienvenu à l'Université.

La croissance et la maturation de l'Université devraient amener inévitablement à une **réorganisation de la recherche publique** au Grand-Duché. C'est un sujet délicat pour maintes raisons, mais il serait irresponsable de ne pas entreprendre cette restructuration absolument nécessaire. Elle devrait se faire bien avant d'arriver à une dépense publique de 1% du PIB en Recherche et Développement, conformément aux propositions de Barcelone (2002) dans le cadre des objectifs de Lisbonne (2000) et comme il a été décidé par le gouvernement du Grand-Duché. L'aterrage de cette réorganisation risque de mettre en danger d'abord le projet Belval en tant que projet rassembleur de la recherche au Luxembourg et en tout cas le développement sans contraintes injustifiables et inutiles de l'Université. Cela est un sujet qui **inquiète fortement l'Université**, parce qu'il n'est pas sous sa houlette, mais les conséquences d'une inaction seront graves pour elle, comme d'ailleurs pour tout le système, et la responsabilité en risquerait d'être partiellement attribuée à l'Université.

Le projet de l'Université du Luxembourg est un défi très important pour le pays: l'Université est là, mais son rôle comme moteur de la société de la connaissance dépendra de sa qualité. Une bonne université, distincte, connue et respectée serait tout autre chose qu'une université quelconque. En partie cela dépend, au moins pendant cette période initiale, du recteur actuel, de l'équipe dirigeante de l'Université, du Conseil de Gouvernance, ainsi que de son personnel, de la qualité du travail du recteur avec le Conseil de Gouvernance, qui aujourd'hui jouit d'une excellente santé, mais finalement la volonté sans défaillance de la société, et vous faites partie d'elle, sera essentielle. De mon côté, pouvoir travailler sur ce projet si merveilleux est un privilège dont je voudrais remercier ici et aujourd'hui mon Conseil de Gouvernance et mon Ministre de tutelle. Pour une personne qui a vécu à Valence, Barcelone et Madrid en Espagne, Genève en Suisse, des longues périodes à Hambourg en Allemagne et des périodes de quelques mois à La Plata en

Argentine, à Toronto au Canada, à San Diego, Houston et Tucson aux Etats-Unis, à Marseille en France, à Oxford au Royaume-Uni, à Copenhague au Danemark, à Saint Petersburg en Russie et finalement dans beaucoup d'autres endroits du monde international de la recherche pendant quelques semaines chaque fois, cette opportunité de pouvoir réaliser ses rêves de création d'une université européenne exemplaire et excellente représente un cadeau pour lequel je veux remercier ici le peuple luxembourgeois qui nous a si aimablement accueillis au Luxembourg.

Je voudrais finir avec la transcription du dernier paragraphe de mon rapport annuel 2005:

*« Le personnel des Facultés et de l'Administration Centrale a fait un grand effort, et quelques personnes ont fait un effort surhumain. C'est grâce à eux qu'on a pu progresser dans notre chemin vers une université, dont les citoyens luxembourgeois puissent être fiers un jour. On n'y arrivera que si on y travaille tous ensemble, y compris les étudiants, pour le même but. La générosité de faire des choses dont les bénéficiaires seront d'autres personnes et pas nous-mêmes, des personnes qui en grande partie ne sont pas encore là, est nécessaire pour le succès. Je suis persuadé que le personnel et les étudiants offriront cette générosité à l'Université. De notre côté nous n'avons pas de doutes aujourd'hui sur les pas à suivre, même si les défis restent si grands, qu'éprouver une humilité devant eux s'impose ».*

## ANALYSE CRITIQUE DES ATTENTES, REALISATIONS ET PERSPECTIVES DE L'UNIVERSITE DU LUXEMBOURG

par  
Henri Entringer

Henri Entringer, économiste, a été enseignant avant d'être fonctionnaire européen, chef de Cabinet auprès de membres de la Commission et conseiller en matière de diffusion des connaissances. Sa carrière s'est poursuivie comme responsable de la division « Formation du personnel ». Auteur notamment de « La présence européenne à Luxembourg » et de l'ouvrage « Art contemporain et société post-moderne », H. Entringer est directeur hon. de la Commission de l'U.E.



*La création de l'Université du Luxembourg constitue une opération à hauts risques. Cette opinion repose sur un examen des cinq aspects suivants: le changement d'attitude des autorités à propos de l'opportunité d'établir une université; les intentions du législateur et les mesures de gestion appliquées jusqu'à présent; les avantages escomptés et les difficultés pressenties; les répercussions économiques attendues mais peu probables de la recherche universitaire; le type d'université qui pourra prévaloir et les conséquences qui en découleront. L'analyse expose les obstacles à surmonter et les conditions à remplir pour assurer à l'Université du Luxembourg le succès auquel elle peut prétendre. En conclusion, le texte insiste sur la nécessité de procéder périodiquement à une évaluation objective des orientations et des performances.*



## SOMMAIRE

Avant-propos .....	3
1. Une conversion tardive des pouvoirs établis .....	4
2. La loi du 12 août 2003 et ses premières applications .....	7
2.1. Objectifs, principes et programmes .....	7
2.2. Orientations pour la période 2006-2009 .....	14
3. Les avantages escomptés et les problèmes à résoudre .....	18
3.1. Arguments en faveur de l'Université .....	18
3.2. Entraves et obstacles à surmonter .....	19
4. Retombées économiques de la recherche universitaire .....	24
4.1. Les activités de recherche au Luxembourg .....	25
4.2. Le rapport de l'OCDE, l'étude FNR Foresight, l'avis du CES .....	27
4.3. Fraudes scientifiques et recherches sans résultat .....	30
5. Les principaux scénarios d'évolution envisageables .....	32
5.1. Une université d'excellence spécialisée dans la recherche .....	32
5.2. Une université axée sur des atouts et des besoins des entreprises du pays et de la société luxembourgeoise .....	35
5.3. Une université généraliste accessible à tous .....	37
6. Considérations finales .....	39
Bibliographie .....	43

## ANALYSE CRITIQUE DES ATTENTES, REALISATIONS ET PERSPECTIVES DE L'UNIVERSITE DU LUXEMBOURG

### Avant-propos

Malgré l'optimisme des déclarations et des documents officiels sur l'établissement au Luxembourg d'une université d'excellence, cette initiative comporte à maints égards des risques appréciables.

En raison des enjeux de cette entreprise pour le Luxembourg, il serait souhaitable que non seulement le milieu politique et la communauté universitaire, mais également des observateurs critiques non directement impliqués dans les affaires de l'Université en suivent le déroulement dans le respect des faits, avec discernement et en toute sincérité intellectuelle. Mais étant donné que la loi sur l'Université du Luxembourg a été votée dans une sorte d'euphorie par la Chambre des députés et que le Conseil d'Etat et les Chambres professionnelles ont émis – avec quelques nuances – des avis très positifs, se montrer sceptique sur les résultats qui sont attendus de cette décision provoquera à coup sûr une désapprobation agacée.

L'Université du Luxembourg a été créée en août 2003. En 2007, nul n'est en mesure de prévoir son développement au cours des prochaines décennies. Il ne paraît néanmoins pas trop tôt d'essayer d'analyser, avec objectivité et lucidité, l'espace des possibles de cette nouvelle institution.

Trois scénarios d'évolution ont été examinés sous cet angle: une université d'excellence spécialisée dans la recherche, telle que le prévoit la loi; une université axée sur les atouts et les besoins d'un côté des entreprises du pays et de l'autre de la société luxembourgeoise; enfin, une université généraliste accessible à tous.

Bien que l'étude exprime de sérieux doutes envers de trop grandes ambitions et met en garde contre les solutions de facilité, elle ne préconise pas la résignation face aux défis à relever.

### 1. Une conversion tardive des pouvoirs établis

Jusqu'à une date relativement récente, les dirigeants politiques, les intellectuels, les milieux économiques et sociaux ont été majoritairement hostiles à l'idée de créer une université au Luxembourg. Les arguments avancés tout au long du XX<sup>e</sup> siècle contre un tel projet et qui continuent d'être évoqués sont énumérés dans les pages qui suivent. Batty Weber (1860-1940), le feuilletoniste luxembourgeois le plus célèbre, dit à la fin d'un article paru, le 19 octobre 1922, sous la rubrique *Abreißkalender*: «Und darum sollen wir uns mit Händen und Füßen dagegen wehren, dass in Luxemburg eine Universität entsteht.»

Pour ce qui est de la décennie passée, en décembre 1991, Jean-Paul Harpes plaide avec ferveur la cause de l'Université devant la Section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal dans une communication intitulée: «Il faut, malgré tout, une université au Luxembourg» (voir Institut grand-ducal, Actes de la Section des Sciences morales et politiques, Volume III C, 1990-1997, 2005). Toutefois, le texte de l'invitation à une table ronde, organisée en janvier 1992 sur ce thème, à l'initiative d'un certain nombre de personnalités favorables à une université au Luxembourg – principalement des enseignants – commence par exprimer leur désenchantement: «Depuis longtemps, le débat semble clos devant le refus massif d'établir une université à Luxembourg.»

Mais surtout, dans un entretien publié en avril 1997 au n° 175 du mensuel *forum*, le Premier ministre Jean-Claude Juncker – aujourd'hui l'homme politique luxembourgeois à la fois le plus doué, le plus influent et le plus populaire – répondait de la façon suivante à la question pourquoi le Luxembourg n'établit pas sa propre université: «Weil ich mit einem unbegrenzten Fanatismus gegen eine luxemburgische Universität bin, weil ich Angst habe vor der Betriebsblindheit junger Luxemburger, die nicht mindestens vier Jahre im Ausland studiert haben. Ich fürchte den akademischen Inzest.»

Lors des élections législatives de 1999, seul le LSAP s'est clairement prononcé en faveur d'une université au Luxembourg. La déclaration gouvernementale du 12 août 1999 (coalition CSV et DP) prévoit non pas la création d'une université, mais un développement des structures universitaires existantes selon les orientations suivantes:

«Mir wëlle keng vollëmfänglech Universitéit zu Lëtzebuerg. Eng däerarteg Ambitioun géif eis Méiglechkeeten dépasséieren. Ausserdem deet et de jonke Lëtzebuerger gutt, e puer Joer vun hirem Liewen am Ausland ze verbréngen.

Um 'Centre Universitaire' kommen nei Enseignementער bäi, besonnesch um Niveau vum zweete Joer vum éischten Zyklus.

Den Hauptakzent awer gëtt op de post-universitaire Beräich, den drëtten Zyklus also, geluecht. Do wou mer staark sin an eng gutt Reputation hun, wëlle mer nei akademesch Offerten ubidden, déi renoméiert auslännesch Professerer a Studenten vun dobaussen an heiheem unzéien. An der Bank- a Finanzwëssenschaft, am Beräich vun de Medien a vum communautaire Contentieux hu mer déi Startreputation déi mer brauchen. Studente maachen eis Stad méi flott an d'Héichschoul mécht se méi interessant» (voir p. 31 du document publié par le Service Information et Presse du Ministère d'Etat).

Compte tenu des divergences de vue et des hésitations sur la finalité d'une université luxembourgeoise, il n'est pas étonnant que le projet de loi portant création de l'Université du Luxembourg<sup>1</sup> ait dû être défendu à trois reprises devant le Conseil des ministres, avant d'avoir pu être déposé à la Chambre des députés, le 3 décembre 2002.

Rappelons à ce sujet que Marc Fischbach, ministre de l'Education nationale de 1989 à 1994, et Robert Mackel, professeur à la Rockefeller University de New York ainsi que président au Luxembourg du Conseil national de l'Education supérieure de 1998 à avril 2003, ont préconisé le développement d'un troisième cycle, centré sur la recherche, et déconseillé la création d'une université complète. Robert Mackel s'est prononcé pour une petite université performante (avec quelques centaines et non pas quelques milliers d'étudiants), spécialisée dans un nombre très limité de domaines de recherche (voir l'interview parue au *Luxemburger Wort* du 10.03.2003). Il a par ailleurs insisté sur la nécessité d'assurer une grande transparence des qualifications des professeurs et l'indispensable évaluation de leurs prestations.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture de la Chambre des députés a consacré 16 réunions au projet de loi de décembre 2002 sur la création de l'Université. Elle a organisé de nombreuses entrevues avec des experts et des représentants d'associations concernées par la création d'une université au Luxembourg. Son rapport, adopté le 11 juillet 2003, porte, entre autres, sur les prises de position exprimées lors des auditions auxquelles la Commission a

<sup>1</sup> Les documents cités dans ce texte et énumérés dans la bibliographie ne sont pas repris comme notes en bas de page.

procédé; expose la situation de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au Luxembourg; analyse les principales caractéristiques de ce projet de loi; résume les avis des Chambres professionnelles et celui du Conseil d'Etat; commente les différents articles du projet et présente finalement un nouveau texte coordonné qui comporte un grand nombre de modifications de forme et de fond.

Malgré les difficultés de démarrage, un large consensus des députés s'est dégagé au cours des discussions en séance publique du projet de loi portant création de l'Université du Luxembourg et modifiant ou abrogeant dans cette perspective plusieurs lois. Après l'adoption du projet, le 17 juillet 2003, par la Chambre des députés (52 votes pour et 7 abstentions des élus ADR) et l'entrée en vigueur de la loi, le 12 août 2003, s'est produite une remarquable volte-face des représentants des pouvoirs établis. En effet, la nécessité d'une université pour le Luxembourg est devenue pour la majorité des décideurs une vérité incontestable et incontestée. Bien entendu, cela n'empêche pas que dans une large partie du public cultivé des doutes et des réticences subsistent toujours. Cependant, en raison de l'effacement progressif de la pensée critique des intellectuels luxembourgeois, de telles réserves ne sont plus guère publiquement exprimées. Il n'en demeure pas moins que l'absence de controverses sur ce thème entrave la formation d'une opinion éclairée.

Le renversement d'attitude des gens occupant des postes de pouvoir et d'influence est en très grande partie dû à la détermination de la ministre Erna Hennicot-Schoepges, ayant alors ce dossier dans ses attributions. Avec beaucoup de persévérance elle a réussi à mener à bien un projet initialement fort contesté.

En ce qui concerne les revendications les plus significatives des Chambres professionnelles, formulées dans leurs avis sur le projet de loi, retenons que la Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce pour une Université qui s'appuie sur des atouts réels existant sur le terrain, insiste sur l'avantage pour nos élites d'effectuer leurs études aux universités étrangères et signale la nécessité d'attirer des étudiants de l'extérieur. La Chambre des métiers s'oppose avec vigueur à toute tentative d'incorporer des études supérieures à caractère professionnel dans les structures de l'Université. La Chambre des employés privés souligne, en revanche, qu'il faut veiller à l'intégration de formations existantes dans l'Université. La Chambre de commerce s'exprime contre le regroupement de l'ensemble des formations alors proposées par les établissements luxembourgeois sous l'enseigne « Université du

Luxembourg». En matière de recherche, la Chambre de commerce préconise une étroite synergie de l'Université avec les Centres de recherche publics, notamment pour la gestion de projets de recherche bénéfiques pour l'économie luxembourgeoise.

L'avis du Conseil d'Etat soulève des questions de fond, décrit les particularités de l'Université projetée, propose de nombreuses modifications d'ordre juridique et suggère de multiples améliorations rédactionnelles aux différents articles du projet de loi. A l'initiative du Conseil d'Etat, la dénomination « Université de Luxembourg » a été remplacée par celle d'« Université du Luxembourg » (UdL).

## 2. La loi du 12 août 2003 et ses premières applications

L'Université du Luxembourg est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche. Selon l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 août 2003, l'Université a son siège à Luxembourg et l'exposé des motifs du projet de loi du 17 décembre 2002 parle de trois sites: Luxembourg-Limpertsberg, Belval-Ouest et Walferdange.

### 2.1. *Objectifs, principes et programmes*

Outre la formation et la recherche, la loi précise que l'Université a pour objectif « de contribuer au développement social, culturel et économique du Luxembourg ». Parmi les principes énoncés, une grande importance est accordée à la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs; au caractère multilingue de l'enseignement; à la valorisation d'une recherche à caractère fondamental et appliqué; à l'interdisciplinarité<sup>2</sup>; à la formation continue.

Dans son intervention à la Chambre des députés, le 17 juillet 2003, Erna Hennicot-Schoepges, ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a donné une définition de l'Université visant très haut:

«Mä wat fir eng Uni wëlle mer dann? Mir wëllen eng Uni déi kleng ass an eng Uni déi lues wiist. Mir wëllen eng Uni, där hiert éischt Zil d'Qualitéit ass. Mir wëllen eng Uni, déi esouwuel an der Recherche, déi se bedreift, wéi an den Enseignement, déi se offréiert, eng interna-

<sup>2</sup> Trois centres interdisciplinaires regroupent des enseignements et des recherches sur des thématiques transversales à plusieurs disciplines.

tional Renommée an Unerkennung kritt. Mir wëllen eng Uni, déi duerch hir Qualitéit gutt Enseignanten, gutt Chercheuren a gutt Studenten aus dem Land an aus dem Ausland unzitt. Mir wëllen eng Uni, déi eis an eiser Gesellschaft et erlaabt eng Reflexioun iwwert sech ze fëieren an déi d'Plaz gëtt wou Wësse geschaaft gëtt. Mir wëllen eng Uni fir eist Land, eng Uni déi hir Plaz an Europa an an der Welt anhëlt. A mir brauchen eng Uni als Standuert.»

Le trait distinctif de l'Université du Luxembourg consiste surtout dans le rôle décisif accordé à la recherche. Selon l'article 2.d) de la loi votée la recherche est le support nécessaire des formations dispensées; l'article 3.(2)b) précise que l'Université se fonde sur la symbiose de l'enseignement et de la recherche et d'après l'exposé des motifs (p. 22) «elle (l'Université) donne la priorité à la recherche pour en décliner ensuite les enseignements». L'exposé des motifs de la loi du 12 août 2003 indique par ailleurs que «l'Université est internationale avant d'être nationale» (p. 21).

L'Université peut mettre en œuvre trois niveaux d'études conduisant au grade de *bachelor* (6 semestres) qui assure une formation de base, de *master* (*bachelor* + 4 semestres) qui offre une formation approfondie, et de *doctorat* (durée minimum de 6 semestres après le *master*) consacré aux travaux de recherche. Exprimé en années d'études après le bac, cela signifie: *bachelor* = bac+3 (diplôme universitaire de premier cycle qui correspondait à bac+4 avant l'application du *processus de Bologne*), *master* = bac+5 et *doctorat* = bac+8. Les diplômes délivrés par l'Université du Luxembourg répondent à la nomenclature établie par le *processus de Bologne*<sup>3</sup>.

Selon l'article 5.(2) de la loi, l'Université «offre aux deux premiers niveaux de formation des filières d'enseignement à caractère fondamental et/ou professionnel...». Ainsi la première filière de la formation universitaire initiale est sanctionnée par un *bachelor* académique (formation préparant à la poursuite des études et à la recherche) et la deuxième par un *bachelor* professionnel (formation préparant à une entrée directe dans la vie active), de même la formation universitaire

<sup>3</sup> La déclaration de Bologne, signée en juin 1999 par 29 pays européens, vise à bâtir un espace européen de l'enseignement supérieur d'ici à 2010. Le processus de Bologne, auquel participent désormais 40 Etats, rend, entre autres, les niveaux d'études comparables, en les organisant en crédits ECTS (European Credit Transfer System) et en les faisant reposer sur trois cycles: Bachelor, Master et Doctorat. Pour l'Union européenne, ce processus s'inscrit dans le cadre des objectifs du Conseil européen de Lisbonne de mars 2000.

avancée est sanctionnée soit par un *master* académique soit par un *master* professionnel.

Le 20 juin 2006 a eu lieu à la Chambre des députés un «Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg». Au cours de cette séance, la très grande majorité des députés ont approuvé la politique menée, notamment en ce qui concerne l'importance revenant à la recherche.

L'Université comprend trois facultés:

- la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication (FSTC);
- la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance (FDEF);
- la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education (FLSHASE).

Indépendamment des trois facultés, l'Université se composera de centres interdisciplinaires (trois au plus) (article 16). Selon l'Exposé des motifs du projet de loi du 17 décembre 2002, le centre interdisciplinaire «constitue l'outil dont se dote l'Université pour que la qualité mène à l'excellence» (p. 22 et 32).

Les organes de l'Université sont: le conseil de gouvernance; le rectorat; le conseil universitaire; le décanat (direction des facultés par les doyens assistés par des conseils facultaires et sous l'autorité du recteur). Le premier recteur a été le Canadien-Français François Tavenas, en fonction du 1<sup>er</sup> décembre 2003 jusqu'à son décès le 13 février 2004. Rolf Tarrach, de nationalité espagnole et d'origine allemande, est recteur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Ce docteur en physique a été vice-recteur de l'Université de Barcelone de 1990 à 1994 et président du Conseil national espagnol de la recherche scientifique.

Au cours de la période de 2004 à fin mars 2007, trois membres du personnel dirigeant de l'Université ont présenté leur démission. En 2004, le Luxembourgeois Raymond Bisdorff a renoncé au mandat de doyen de la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance. La vice-rectrice allemande, Adelheid Ehmke, nommée en 2004, a quitté ce poste en février 2006. Jean-Paul Lehnert, vice-recteur de nationalité luxembourgeoise cessera d'exercer cette fonction le 31 août 2007.

Dans sa brochure d'information de 2005, l'Université du Luxembourg annonçait onze formations de *bachelor* et treize formations de *master*, réparties comme suit selon les trois facultés:

FSTC (Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication)

a) *Bachelor*

- Bachelor Professionnel en Ingénierie et Informatique
- Bachelor Académique en Sciences et Ingénierie
- Bachelor Académique en Sciences de la Vie

b) *Master*

- Master of Science in Information and Computer Sciences
- Master Académique en Mathématiques

FDEF (Faculté de Droit, d'Economie et de Finance)

a) *Bachelor*

- Bachelor Académique en Droit
- Bachelor Académique en Sciences Economiques et de Gestion
- Bachelor Professionnel en Sciences de Gestion
- Bachelor Professionnel en Informatique de Gestion

b) *Master*

- Master en Droit Européen
- Master of Science in Financial Economics
- Master of Science in Banking and Finance (full-time and part-time)
- Master of Science in Information and Computer Sciences

Préalablement à la création de l'Université du Luxembourg en août 2003, a été instituée, en octobre 2002, la *Luxembourg School of Finance* (LSF). Elle forme aujourd'hui le département « Finance » de la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance de l'UdL. La LSF offre un programme à plein temps d'un an et un programme à temps partiel de deux ans, qui mènent au *Master of Science in Banking and Finance*. Les frais d'inscription s'élèvent à 17 500 euros. De 2003 à 2006, ces frais ont été pris en charge dans 48 % des cas par les entreprises. Les étudiants dont le pays d'origine était le Luxembourg représentaient alors 13 % d'un total d'environ 130 participants provenant de 23 nationalités. Afin de soutenir sur le plan intellectuel et matériel (bourses d'études et de recherche) la LSF, on a créé, en janvier 2007, la *Fondation Luxembourg School of Finance*.

FLSHASE (Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education)

a) *Bachelor*

- Bachelor Professionnel en Sciences de l'Education
- Bachelor Professionnel en Sciences Sociales et Educatives
- Bachelor Académique en Psychologie
- Bachelor Académique en Cultures Européennes

b) *Master*

- Master Académique en Philosophie
- Master Académique en Psychologie « Evaluation and Assessment »
- Master Professionnel en Communication et Coopération transfrontalières
- Master Académique en Histoire Européenne Contemporaine
- Master Professionnel en Médiation
- Master Professionnel en Gérontologie
- Master Académique in European Sustainable Spatial Development and Analysis.

Etant donné que l'intitulé de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education comprend les « Arts », il appartiendra aux autorités de l'Université de dispenser un enseignement dans ce domaine, après en avoir précisé la nature et le contenu. Selon le dossier de presse du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam), distribué lors de l'ouverture en juillet 2006, « Mudam, en partenariat avec l'Université du Luxembourg, travaille à la mise en place de nouveaux cycles de formation, le *Bachelor* en Cultures Européennes ainsi que le *Master* en Arts et Médias. Avec le Fonds national de la recherche, il disposera d'un centre en 'Art thérapie' dirigé par des chercheurs » (p. 14). En effet, le programme « Vivre demain au Luxembourg » du Fonds national de la recherche comporte, entre autres, le projet « Application de l'art thérapie à quelques problèmes cruciaux de la société luxembourgeoise. Approche clinique et expérimentale », projet coordonné par le CRP-Santé et disposant d'un budget de 210 000 euros. Précisons qu'on appelle « art-thérapie » un accompagnement thérapeutique de nature psychologique des personnes en difficulté, au moyen de

productions artistiques au sens large du terme (œuvres plastiques, sonores, théâtrales, littéraires, dansées, etc.).

Le seul projet de recherche dans le domaine « Arts/sciences humaines », mentionné dans le rapport de 2005 de l'Université, est intitulé « Joseph Haydn's schottische Volksliederbearbeitung ».

Le rapport 2005 énumère et décrit les différents projets de recherche entrepris par faculté dans le cadre de l'Université. Qui jugera en dernière analyse de l'utilité collective de ces projets? Dans quelle mesure correspondent-ils à la stratégie suivie par les pouvoirs publics? Ne faudrait-il pas privilégier en sciences sociales et humaines la recherche sur les facteurs conditionnant principalement l'avenir du Luxembourg (maintien d'une croissance économique assurant un niveau de vie élevé; prise en compte des conséquences de l'évolution démographique; intégration d'une majorité d'immigrés dans la société luxembourgeoise)? Vu les erreurs et omissions à propos de certains événements de l'histoire récente du Luxembourg, ne vaudrait-il pas mieux faire porter les recherches sur cette période, au lieu d'approfondir l'histoire urbaine médiévale? Voilà des questions que devraient se poser les responsables politiques, surtout si le principe « top-down » est préconisé en matière de recherche.

Compte tenu du nombre de formations de *bachelor* organisées en 2005 et en 2006, on ne peut pas dire que l'Université du Luxembourg soit actuellement spécialisée dans la recherche. Une telle orientation ne pourra d'ailleurs s'imposer que progressivement<sup>4</sup>. En revanche, dès à présent il faut regretter l'interprétation acceptée de la notion de mobilité des étudiants, prévue à l'article 3.(2)d) et à l'article 6.(1) de la loi. Depuis 2006, l'étudiant doit au moins passer un semestre dans une autre université pour obtenir le grade de *bachelor*. Toutefois, celle-ci peut être proche de nos frontières même si cela est déconseillé (par exemple, Trèves ou Metz). Il est ainsi possible de remplir l'exigence de mobilité sans quitter le Luxembourg comme lieu de résidence et donc sans participer réellement à la vie estudiantine à l'étranger. Sous certaines conditions, les étudiants peuvent être dispensés de l'obligation de passer une période des études à l'étranger.

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre d'étudiants inscrits à l'UdL par faculté depuis le semestre d'hiver 2005/2006.

<sup>4</sup> Dans un entretien publié au *Luxemburger Wort* du 9 novembre 2006, le ministre François Biltgen a déclaré: « Die Uni hat eine klar umrissene Rolle als Forschungsuniversität, die vorrangig Studien des zweiten und dritten Zyklus anbietet (Master und Doktor). Die aktuellen elf Bachelor-Studiengänge sind fürs Erste genug. »

Nombre d'étudiants inscrits à l'Université du Luxembourg			
Facultés	05/06 Sem. hiver	05/06 Sem. été	06/07 Sem. hiver
FSTC	632	549	742
FDEF	1 082	1 122	1 325
FLSHASE <sup>a)</sup>	978	1 259	1 154
<b>Total Université<sup>b)</sup></b>	<b>2 692</b>	<b>2 930</b>	<b>3 221</b>
<sup>a)</sup> FLSHASE hors formation pédagogique	978	955	1 007
<sup>b)</sup> Total Université hors formation pédagogique	2 692	2 626	3 074

Source: Données fournies par l'Université du Luxembourg.

La formation pédagogique visée par le tableau précédent concerne le stage pédagogique des enseignants du secondaire et du secondaire technique.

Par nationalités, la répartition en pourcentage de ces étudiants était la suivante au semestre d'hiver 2005/2006 selon le Rapport d'activités 2005 (p. 184): Luxembourgeois: 58%; Français 14%; Portugais 7%; Belges 6%; Allemands: 4%; Italiens: 2%; Autres: 9%. Des 2 692 étudiants alors inscrits à l'Université, il y en avait 2 207 (81%) dont la résidence parentale était le Luxembourg (p. 184).

Pour le semestre d'hiver 2006/2007, 3 221 jeunes se sont inscrits à l'Université du Luxembourg (formation pédagogique comprise). Cela représente une augmentation de 19,5% par rapport au semestre d'hiver 2005/2006, variable suivant les facultés: Droit, Economie et Finance + 22,5%; Sciences de la Technologie et de la Communication + 17,4%; Lettres, Sciences Humaines, Arts et Sciences de l'Education + 18,0% formation pédagogique comprise et + 2,9% sans cette formation. Ces étudiants sont originaires de 70 pays différents; 52,1% sont Luxembourgeois, 11,4% Français, 6% Portugais, 5,1% Allemands, 4,5% Belges et 20% ont une autre nationalité. Comparé à l'année précédente, l'accroissement relatif concerne surtout le groupe « autres nationalités ».

Quant à leurs pays de naissance ou d'habitation, deux groupes d'étudiants peuvent être distingués: ceux originaires du Luxembourg ou

d'une région voisine et ceux venus de pays très éloignés: le Cameroun (42 étudiants), l'Ile Maurice (7), le Niger (1), le Kazakhstan (1), le Sénégal (14), la Serbie-et-Monténégro (28).

En vue de connaître l'attractivité de l'Université à l'étranger, il faudrait, outre la connaissance de la résidence parentale, savoir combien parmi les étudiants ont habité une localité proche de la frontière au moment de leur inscription. Il serait en outre intéressant de connaître par nationalité le nombre des étudiants composant principalement la catégorie « Autres ». Enfin, quel a été le nombre des étudiants inscrits attirés par l'absence de tests d'aptitude et de *numerus clausus*?

Le premier Rapport annuel indique que le personnel employé par l'Université en 2005 se répartissait comme suit:

Central (rectorat, administratif, technique)	86
FSTC (dont 46 postes académiques)	125
FDEF (dont 18 postes académiques)	35
FLHASE (dont 70 postes académiques)	115
Total	361 personnes.

En outre, il y avait 3 professeurs invités et le nombre des enseignants vacataires s'élevait à 750 (personnes qui donnent certains cours, tout en exerçant à plein temps une autre activité).

En octobre 2006, l'Université employait 430 personnes, dont 146 constituant le personnel académique, contre 134 l'année précédente.

## 2.2. Orientations pour la période 2006-2009

### • Le Plan quadriennal proposé par l'Université

Le Plan quadriennal de développement de l'Université du Luxembourg pour la période 2006-2009, arrêté par le conseil de gouvernance de l'Université le 13 mars 2006, a été proposé au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, conformément à l'article 44(1) de la loi du 12 août 2003, en vue de la négociation d'un Contrat d'établissement entre l'Etat et l'Université.

Le Plan quadriennal proposé par l'Université (version finale du 21 mars 2006) expose, entre autres, les priorités suivantes de recherche et d'enseignement des deuxième (*Master*) et troisième (*Doctorat*) niveaux.

Sept axes hautement prioritaires:

Sécurité et fiabilité en informatique – Science des matériaux – Science de la vie – Droit européen et droit des affaires – Finance internationale – Science de l'éducation – Etudes luxembourgeoises.

Quatre axes moyennement prioritaires:

Géodynamique et sismologie – Ressources et technologie pour l'environnement – Economie et entrepreneuriat – Sciences sociales.

Plusieurs axes de recherches sont considérés comme faiblement prioritaires: les Mathématiques, le «Computational Engineering», l'Université Multilingue, la Gouvernance Européenne... Le nombre de lignes de recherches que contient ce plan portant sur quatre ans semble assez élevé. Une grande importance y est accordée aux sciences exactes.

Quant aux motivations dominantes de la recherche, chaque axe (ou ligne) hautement prioritaire et moyennement prioritaire est classé d'après les trois critères suivants: curiosité; problèmes de la société; intérêt des entreprises. Deux priorités ont pour seule motivation la curiosité (les sciences de la vie et la géodynamique et sismologie), quatre priorités ont pour motivation les seuls problèmes de la société; dans les cinq autres cas, deux ou trois motivations sont simultanément indiquées.

Signalons en outre que le Plan quadriennal de l'Université du Luxembourg prévoit pour 2009/2010 un nombre total d'étudiants de 4 400 (*Bachelor* 2 400; *Master* 1 000; *Autres* 1 000). En 2015, leur effectif est estimé par le recteur à environ 6 000.

### • Le Contrat d'établissement pluriannuel entre l'Etat et l'Université

Le Contrat d'établissement pour les années 2006-2009 entre l'Etat et l'Université, élaboré à partir du Plan quadriennal proposé par l'Université, a été signé le 10 octobre 2006, après avoir été approuvé le 13 septembre 2006 par le Conseil de gouvernement. Il porte sur six chapitres et comporte une annexe.

Le chapitre 1<sup>er</sup> *Recherche* reprend dans son art. 3. comme pôles bénéficiant de la priorité dans le budget alloué à l'Université les sept axes hautement prioritaires énumérés dans le Plan quadriennal proposé par l'Université. Le texte du Plan quadriennal concernant les axes moyennement et faiblement prioritaires ainsi que les motivations dominantes de la recherche ne figure pas au Contrat d'établissement. L'art. 5. stipule que dans le domaine de la recherche des conventions seront créées entre l'Université, le ou les Centres de recherche publics ou le ou les établissements publics actifs dans le domaine de la recherche concernée et le Ministère ayant en charge l'enseignement supérieur, en



vue d'assurer une complémentarité des activités. L'art. 6. indique les critères définissant pour chaque faculté et chaque unité de recherche la qualité et l'efficacité de la recherche.

Le chapitre 2 *Enseignement* précise à l'art. 9. que les formations retenues sont celles qui sont définies dans le Plan quadriennal de l'Université. Le nombre d'étudiants que prévoit l'art. 10. au terme de ce contrat correspond à celui mentionné par le Plan quadriennal (4 400), mais avec seulement 20% d'étudiants inscrits dans des formations de deuxième et troisième niveaux. Selon l'art. 11., l'Université met en place un système lui permettant d'avoir une connaissance précise des emplois de ses diplômés.

Le chapitre 3 *Vie étudiante* se rapporte notamment à l'emploi des médias électroniques pour le contact avec les étudiants, au soutien par l'Université des associations d'étudiants et aux contrats de travail avec l'Université dont peuvent bénéficier des étudiants.

Le chapitre 4 *Principes fondamentaux suivant l'article 3. de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg* a trait aux principes suivants: interdisciplinarité, caractère international, mobilité des étudiants, multilinguisme, tutorat (organisé par l'Université pour les étudiants de première année de formation).

Le chapitre 5 *Evaluation* précise, d'une part, que l'Université procède à l'évaluation de l'enseignement à partir de 2007/08 (les étudiants y sont associés), d'autre part, qu'un système d'évaluation des fonctions de recherche, d'enseignement et d'administration est appliqué entre le 1<sup>er</sup> octobre 2006 et le 31 janvier 2008.

Le chapitre 6 *Dispositions finales* porte sur le développement de la bibliothèque universitaire et engage l'Etat à financer l'Université par une dotation budgétaire en augmentation annuelle pour atteindre le montant de 72 millions d'euros en 2009.

L'annexe concerne les objectifs, les missions et les actions du centre de mobilité pour les chercheurs.

Deux règlements grand-ducaux, datés du 22 mai 2006 et publiés au Mémorial – Recueil de législation du 22 juin 2006, ont pour objet les modalités d'obtention des diplômes universitaires. L'un fixe les conditions et les procédés applicables aux études et travaux conduisant au grade académique de *docteur* de l'UdL, l'autre porte sur l'obtention du grade de *bachelor* et du grade de *master* de l'UdL. Le 6 septembre 2006, le grade de *docteur* de l'UdL a été conféré pour la première fois par la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication.

Le règlement d'ordre intérieur de l'UdL a été arrêté le 22 juillet 2006 par le Conseil de gouvernance.

En juillet 2006, la Commission européenne a choisi l'Université du Luxembourg pour assurer la coordination du projet de recherche u-2010 (vision 2010) relatif «aux questions de sécurité publique en recherchant de nouvelles solutions pouvant être mises en œuvre pour gérer l'urgence et les crises en faisant appel à des techniques de communication actuelles et novatrices basées sur les technologies Internet présentes ou à venir» (communiqué de presse du 20 juillet 2006 de l'UdL). Ce projet sera réalisé en trois ans par 16 établissements associés (dont 8 luxembourgeois) de 8 pays européens, avec un budget de 6,5 millions d'euros.

Surtout pour des universités de création récente, la collaboration avec d'autres établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche est très bénéfique, notamment s'il s'agit d'institutions de réputation mondiale. Deux sortes de relations sont à envisager à cet égard: d'une part, la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs (voir art. 3.(21) de la loi du 12.08.2003) et, d'autre part, la coopération stratégique avec des universités et des centres de recherche (voir art. 10.(5) de la loi du 12.08.2003). Pour ce qui est des échanges d'étudiants, on peut rappeler que le programme *Erasmus* de la Commission européenne, auquel participent 31 pays et 2 520 universités, a permis depuis juin 1987 à un million et demi d'étudiants de bénéficier d'une bourse pour poursuivre leur formation dans d'autres universités (voir *Commission en direct*, 08.12.-14.12.2006).

Lors de la visite d'Etat du Grand-Duc en Chine, début septembre 2006, le recteur Rolf Tarrach a pris contact avec plusieurs universités chinoises en vue d'une coopération avec l'UdL. Parmi celles-ci, la Renmin University of China (RUC), installée à Beijing (Pékin), avec laquelle l'UdL a conclu, le 21 décembre 2006, un contrat de coopération concernant l'échange d'étudiants. Cette université applique le *numerus clausus*, ce que ses responsables considèrent comme un critère de qualité. Toutefois, cette institution ne fait pas partie en 2006 des 500 meilleures universités du monde, selon le classement de Jiao Tong Université de Shanghai<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Selon des informations trouvées sur Internet, début 2007, La RUC est communément considérée comme une des cinq meilleures universités de Chine. Sa concentration universitaire porte sur les sciences humaines et sociales. Parmi les près de 19 000 universitaires, plus de 1 000 sont des étudiants internationaux. «L'université est généralement connue au sein de la population chinoise en tant qu'"université du parti", en raison de ses liens étroits avec les dirigeants du parti communiste de Chine.»

### 3. Les avantages escomptés et les problèmes à résoudre

La décision de créer une université au Luxembourg est indiscutablement une entreprise périlleuse. C'est pourquoi il ne paraît pas inutile, même après l'entrée en vigueur de la loi, d'évoquer non seulement ses avantages, mais aussi de mentionner ses inconvénients et ses handicaps.

#### 3.1. Arguments en faveur de l'Université

Parmi les arguments qui militent en faveur d'une université grand-ducale, quatre semblent particulièrement convaincants. Premièrement, l'obligation morale pour le Luxembourg de participer intellectuellement et financièrement à la production et à la diffusion de savoir à caractère scientifique. Deuxièmement, parer aux difficultés résultant de mesures restrictives que peuvent rencontrer des étudiants luxembourgeois à s'inscrire dans des universités à l'étranger (à partir de septembre 2006, la limitation du nombre d'étrangers qu'appliquent les universités de la « Communauté francophone » (Bruxelles et Wallonie) dans 8 filières vise également les étudiants luxembourgeois, à l'exception de ceux en 2<sup>e</sup> année de médecine). Troisièmement, permettre à des jeunes de condition modeste de faire des études universitaires à un coût de scolarité supportable. Quatrièmement, inciter davantage de Luxembourgeois à faire des études universitaires, c'est-à-dire faciliter l'accès au savoir, accroître les chances sur le marché du travail et assurer à l'économie une offre suffisante de diplômés de l'enseignement supérieur. Pour ce qui est de ce dernier point, d'après le STATEC, parmi les salariés âgés entre 30 et 65 ans habitant le Grand-Duché (à l'exception des fonctionnaires internationaux), seulement 25,7 % des Luxembourgeois avaient en 2005 un diplôme de l'enseignement supérieur, contre, par exemple, 61,4 % des Belges, 51,9 % des Français et 46,4 % des Allemands<sup>6</sup>. En outre, l'installation au Luxembourg de quelques-uns des meilleurs étudiants étrangers de l'UdL constituerait un appréciable avantage pour le pays.

D'autres arguments paraissent plus discutables, car l'impact positif exige en l'occurrence un contexte particulièrement favorable. Il en est ainsi de l'opinion que l'université stimulera l'innovation au profit d'établissements implantés au Luxembourg, attirera des entreprises, diversifiera l'économie luxembourgeoise, offrira une formation continue répondant aux besoins des firmes et produira des retombées bénéfiques notables pour certains secteurs (librairies, musées, restaura-

<sup>6</sup> *statnews* n° 65/2006 du 15.12.2006.

tion, etc.). Tel semble également le cas de l'idée qu'elle constituera un moyen pour lutter contre le chômage intellectuel et un remède permettant d'arrêter l'exode des cerveaux; que sa présence améliorera l'image de marque et accroîtra le prestige du Luxembourg à l'étranger, activera la scène intellectuelle et culturelle du pays, renforcera l'identité nationale et consolidera l'épanouissement d'une culture luxembourgeoise autonome. Pour le ministre François Biltgen, en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, « l'université est un moteur de développement économique et social » (voir l'entretien paru dans le *Lëtzebuurger Land* du 30.09.2005).

Sur le plan individuel, l'éducation est en règle générale rentable (obtention d'un emploi, rémunération plus élevée, statut social privilégié...). En revanche, l'effet de l'éducation comme facteur de croissance de l'économie dépend des conditions économiques, institutionnelles et sociologiques qui caractérisent à une époque donnée telle collectivité. Aussi existe-t-il sans doute un seuil de l'impact positif de l'accroissement du nombre relatif d'étudiants et de la prolongation de la durée des études. La qualité et le genre des formations suivies semblent avoir les conséquences les plus bénéfiques au niveau de la société<sup>7</sup>.

Notons au passage ce paradoxe apparent: la coexistence au Luxembourg d'un faible pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur et d'un système éducatif peu performant avec la plus forte productivité de la main-d'œuvre de l'Union européenne et d'un PIB par tête d'habitant le plus élevé des pays de l'OCDE.

#### 3.2. Entraves et obstacles à surmonter

De nombreux arguments sont depuis plus de cent ans évoqués contre la création d'une université au Luxembourg. On dit, à juste titre, que des études à l'étranger garantissent une meilleure ouverture d'esprit des futures élites luxembourgeoises. D'autres parlent du danger d'un repli sur soi (jeunes Luxembourgeois formés par d'autres Luxembourgeois), de protectionnisme encouragé face à la compétition internationale, du péril d'un provincialisme académique. Il est également vrai que l'offre universitaire proche du lieu d'habitation incite des jeunes peu doués et guère motivés à commencer des études supérieures.

Pour ce qui est des handicaps, l'absence de tradition et par conséquent d'expérience dans ce domaine est souvent mentionnée. Mais si,

<sup>7</sup> Voir Marie Duru-Bellat, *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Editions du Seuil et La République des Idées, 2006, p. 57 à 62.

d'un côté, il faut créer de toutes pièces une nouvelle université, il s'agit, de l'autre, d'intégrer dans l'Université du Luxembourg des unités d'enseignement hétéroclites existantes et une partie de leur personnel. En d'autres termes, l'université naissante est en partie bâtie sur d'anciennes structures scolaires qui sont dissoutes et absorbées par différentes facultés.

En plus, dans le domaine de la recherche l'Université est tenue à coopérer avec trois Centres de recherche publics (Santé, Gabriel Lippmann et Henri Tudor) ainsi qu'avec le CEPS/Instead (Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques – International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development). En outre, l'activité du Fonds national de la recherche, celle de *Luxinnovation* (agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche) et d'autres organismes publics intervenant dans la recherche et l'innovation sont à prendre en considération à cet égard, de même que la recherche des firmes privées. Compte tenu de la nouvelle situation, il paraît indispensable de réformer la recherche publique au Luxembourg et de redéfinir ses orientations stratégiques. Normalement, l'Université devrait jouer un rôle primordial dans la coordination de la recherche financée par des fonds publics. Il faudrait, par ailleurs, conférer à l'Université la mission de promouvoir la collaboration entre le secteur public et le secteur privé en matière de R&D.

On ne trouvera au Luxembourg pas assez d'enseignants qualifiés pour donner des cours à l'Université. Etant donné que la ville de Luxembourg et surtout Belval (Esch-sur-Alzette) ne possèdent ni la réputation de vieilles villes universitaires ni ne disposent des atouts culturels et des agréments environnementaux des grandes métropoles, il ne sera pas simple de faire venir au Luxembourg, pour s'y installer, des professeurs de niveau international et des scientifiques de haut vol. Parmi d'autres raisons qui vont dans ce sens, il y a la crainte de moins bonnes perspectives d'avancement des enseignants, la difficulté de constituer de nouvelles équipes de collaborateurs compétents, l'espace insuffisant affecté aux laboratoires et aux bureaux. Dans certains cas, ces inconvénients peuvent en partie être compensés par le niveau relativement élevé des rémunérations<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Il est probable que l'incitation purement financière de venir travailler à Luxembourg devienne assez forte à partir d'un doublement de la rémunération. Cette attractivité augmente dans la mesure où la distance entre le lieu d'habitation et le Luxembourg est plus faible. Ces conditions – que remplissent notamment des professeurs d'université belges – ne garantissent évidemment pas le recrutement des meilleurs ni la fixation du domicile des enseignants au Grand-Duché.

Des conditions pécuniaires favorables ne permettront évidemment pas à elles seules de recruter des enseignants-chercheurs hors pair. Cependant, cet avantage intensifiera la compétition internationale autour des postes vacants, cela d'autant plus que le caractère multilingue de l'enseignement accroît le nombre de candidats potentiels. Or, compte tenu de l'expérience professionnelle et des activités académiques dont peuvent se prévaloir beaucoup de ressortissants de pays à longue tradition universitaire, parfois en quête d'un emploi stable, la nomination de Luxembourgeois comme professeurs de l'UdL deviendra de plus en plus problématique. (Bien entendu, cette évolution sera atténuée si, d'une part, l'Université réussissait à engager des universitaires luxembourgeois ayant fait carrière à l'étranger ou si, d'autre part, l'Université accordait une importance particulière à la langue luxembourgeoise, à l'histoire et au folklore du pays, c'est-à-dire opterait résolument pour le provincialisme.)

La décision du gouvernement de décembre 2005, prise pour des raisons électorales et de prestige local, de retenir Belval-Ouest comme site unique de l'Université ne facilitera sans doute pas son fonctionnement. Même la ville de Luxembourg – une des trois « capitales » de l'Europe – est peu connue dans la plupart des pays, alors que la renommée de Belval ne dépasse pas le Grand-Duché. Le moyen le plus efficace, mais nécessitant de grands efforts financiers, pour propager ce site serait sans doute d'y faire construire les locaux pour l'enseignement, la recherche et l'administration d'une qualité exceptionnelle, selon les plans d'un ou de plusieurs architectes mondialement célèbres, et de faire enrichir le site par des commandes passées à des artistes renommés dont les œuvres s'intégreraient à l'architecture. (La Cité universitaire de Caracas au Venezuela, considérée comme exemplaire pour la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a été classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.) L'attractivité de Belval pour les professeurs et étudiants non luxembourgeois sera encore longtemps plus faible que celle exercée par la ville de Luxembourg où se trouvent la plupart des infrastructures culturelles du pays. Il paraît qu'une faculté, la FDEF, pourra rester à Luxembourg après examen de la situation en 2009. L'Université aura alors un site unique avec une antenne distante de 18 km du centre de décision académique et administratif. Cette bilocalisation ne facilitera pas la communication entre enseignants, compliquera la coordination des activités, rendra plus difficile l'organisation de travaux interdisciplinaires et entravera le développement d'une vie estudiantine active.

La construction des bâtiments, qui débutera fin 2007, prendra du temps. Douze candidats ont participé au concours restreint d'architectes.

ture, dont l'avis a été publié le 13 décembre 2005 dans le Supplément du Journal officiel des Communautés européennes, en vue de la construction du bâtiment de la Cité des sciences à Belval-Ouest (bâtiment à aménager sur la terrasse des hauts fourneaux, situé sur les friches industrielles et implantation urbanistique des divers bâtiments de la Faculté des Sciences<sup>9</sup>). Les projets étaient à remettre fin mars 2007 et la décision du jury est prévue pour le 12 mai 2007.

Commencer les cours du semestre d'hiver 2011/12 à Belval, comme le souhaite le recteur, n'est certes pas impossible, mais peu probable compte tenu des expériences faites au Luxembourg dans un passé récent. Nos voisins français expriment quelques doutes à ce sujet. Ainsi, Jean-Pierre Masseret, président de la Région lorraine, a déclaré en mai 2006 que le dossier transnational d'Esch-Belval ne progresse pas. «Les Luxembourgeois avancent au rythme qui est le leur.» Et Philippe Leroy, président du Conseil général de la Moselle, s'est inquiété en septembre 2006 de l'absence, du côté français, d'un opérateur qui coordonne les travaux concernant l'Université du Luxembourg (*Tageblatt* du 16 mai et des 2 et 3 septembre 2006). Cette situation a-t-elle entre-temps changé? Au dire de François Biltgen, le ministre en charge du dossier, le déménagement de l'Université aura lieu en 2010 ou en 2011. D'après Jean Tonnar, échevin d'Esch-sur-Alzette, le rectorat sera installé fin 2007 à Esch-Belval et les cours y commenceront au semestre d'hiver 2010. En tout cas, pendant un plus ou moins long intervalle l'Université aura un site provisoire, ce qui posera de sérieux problèmes d'organisation et augmentera considérablement le coût d'installation de l'Université.

Le logement des étudiants (éventuellement une résidence universitaire), la création de bibliothèques répondant aux besoins des facultés, l'équipement des laboratoires, les infrastructures culturelles, les installations sportives, l'ouverture de restaurants pour les étudiants, la mise en place d'un réseau de transport efficace... posent à l'évidence des problèmes difficiles à résoudre à court terme. («... c'est la bibliothèque qui constitue une des grandes faiblesses de l'Université...» (p. 50\* du projet de budget de l'Etat pour 2007). Les améliorations à apporter ne

<sup>9</sup> Le Fonds Belval a invité 4 architectes internationaux pour participer au concours: Baumschlager & Eberle Architekten (A) – David Chipperfield Architects (GB) – Diener & Diener Architekten (CH) – Zaha Hadid Architects (GB). Dans sa réunion du 7 mars 2006, le jury a sélectionné 8 autres architectes sur base d'un appel de candidature: Behnisch Architekten (D) – Bourguignon, Siebenaler (L) – COOP HIMMELBLAU (A) – Hermann & Valentiny (L) – Moreno; Miralles (L/E) – Paczowski / Fritsch (L) – Perrault Dominique (F) – planet + (L).

concernent pas seulement les volumes et les revues disponibles, mais également la localisation des bâtiments, les espaces de travail qu'ils offrent compte tenu du nombre d'étudiants par faculté, les horaires d'ouverture, le monitorat pour venir en aide aux utilisateurs. La phase de construction de la nouvelle Bibliothèque nationale et universitaire commencera suite à la libération du Bâtiment-Schuman par le Parlement européen en 2012/2013 et après la démolition de cet immeuble.

Un groupe de réflexion a été chargé d'examiner les liaisons à établir entre le centre-ville d'Esch-sur-Alzette (28 746 habitants au 31.12.2005, dont 51,12 % de non-Luxembourgeois) et le quartier de l'Université (Esch-Belval), afin d'en former une unité (voir *Tageblatt* du 27 juillet 2006). L'implantation de l'Université à Esch-Belval aboutira à des changements plus ou moins profonds en ce qui concerne la composition de la population, les transports, le marché du logement, le commerce, l'ambiance de la ville. Il est donc normal que cette perspective soulève auprès de certaines gens des appréhensions. Mais, en définitive, tout dépendra du nombre d'étudiants dont les parents n'habitent pas le Luxembourg ou près de la frontière, car ce sont eux qui temporairement feront vraiment partie de la population d'Esch-sur-Alzette.

Le fonctionnement d'une université coûte cher. Voici les chiffres arrondis concernant la contribution actuelle de l'Etat, tels qu'ils figurent dans le projet de budget pour 2007: Compte provisoire 2005: 35 millions d'euros; Budget voté 2006: 48,6 millions d'euros; Projet de budget 2007: 53 millions d'euros. Selon le plan quadriennal de l'Université pour les années 2006 à 2009 (version du 21.03.2006), le budget de l'Université s'élèvera en 2010 à 96,5 millions d'euros. Il a été indiqué précédemment qu'en ce qui concerne 2009, l'objectif du gouvernement est une dotation de 72 millions d'euros. (Dans une interview publiée dans la *Süddeutsche Zeitung* du 29 mai 2006, Ernest-Ludwig Winnacker, alors président du DFG, Deutsche Forschungsgemeinschaft, a déclaré: «Eine mittelgroße Universität mit etwa 12 000 Studenten hat heute ein Budget von 100 Millionen Euro. Die ETH in Zürich mit ähnlich vielen Studenten hat mindestens achtmal so viel.»)

Dans les années à venir, la concurrence entre universités s'intensifiera afin d'attirer les meilleurs talents (enseignants et étudiants) et d'obtenir des contrats de recherche des entreprises et d'organismes publics. Or dans un périmètre de 250 km de Luxembourg, il existe 22 universités. L'Université du Luxembourg devra donc offrir des études de grande qualité et présenter un profil typique ne pouvant être confondu avec celui d'autres établissements.

Si l'on ne veut pas que seuls des étudiants luxembourgeois ou résidant au Luxembourg (dont le nombre peut être estimé à environ 8 000 sur la base des 7 380 aides financières de l'Etat demandées pour études supérieures en 2005/2006, selon des données publiées par le STATEC) suivent des cours à l'Université du Luxembourg, il s'avère indispensable d'accueillir un nombre croissant d'étudiants non luxembourgeois pour disposer d'un effectif justifiant la création de l'Université.

#### 4. Retombées économiques de la recherche universitaire

La recherche scientifique comprend la recherche publique et la recherche privée. La recherche universitaire ainsi que celle des Centres de recherche publics et de quelques organismes dépendant du gouvernement forment au Luxembourg la recherche publique. La recherche privée, c'est-à-dire celle effectuée par les entreprises, dispose au Luxembourg de moyens financiers et d'effectifs en personnel qui dépassent de loin ceux de la recherche publique. Les résultats poursuivis, l'exploitation de ceux-ci et l'évaluation des performances des chercheurs diffèrent le plus souvent considérablement entre ces deux types de recherche.

Quant aux objectifs à atteindre, on distingue entre, premièrement, la recherche fondamentale qui tend à acquérir de nouvelles connaissances scientifiques, sans viser d'utilisation particulière; deuxièmement, la recherche appliquée qui est orientée vers des buts précis; et, troisièmement, la recherche-développement (R&D) qui expérimente les inventions de la recherche, en vue d'introduire l'innovation dans des processus de production ou de gestion.

Enfin, il y a lieu de différencier entre, d'une part, la recherche en sciences de la nature (biologie, physique, ...) et en sciences formelles (algèbre, informatique, ...) et, d'autre part, la recherche en sciences sociales et humaines dont la nature est fondamentalement différente de celle en sciences exactes<sup>10</sup>.

Etant donné que l'UdL se propose d'accorder la priorité à la recherche, l'impact qui peut en être attendu est ici brièvement évoqué sous trois angles: les activités de recherche au Luxembourg; des prises de position de l'OCDE, du FNR et du CES sur la situation luxembourgeoise; les risques de fraudes scientifiques et les recherches sans résultat.

<sup>10</sup> La notion de recherche devrait être réservée à des travaux qui améliorent et augmentent les connaissances dans un domaine scientifique. Or, de nos jours on appelle souvent « recherche » des études, des essais, des enquêtes, des descriptions ... qui ne répondent nullement à ce critère.

#### 4.1. Les activités de recherche au Luxembourg

La recherche effectuée au Luxembourg doit devenir, selon les autorités politiques, un des principaux moteurs de l'économie luxembourgeoise. En effet, le gouvernement s'attend que la valorisation de la recherche contribue à renforcer la compétitivité de l'économie nationale, facilite la diversification industrielle et confère, par ailleurs, à l'Université une incontestable notoriété hors des frontières.

Dans cette perspective, le gouvernement fera construire sur le futur campus de l'Université à Belval-Ouest la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, qui regroupera les activités de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, de même que les différents Centres de recherche publics. L'investissement de l'Etat nécessaire à la réalisation de ce projet sur un des dix sites des friches industrielles est estimé à 1 milliard d'euros. Cependant, la « Cité des Sciences » a été programmée pour remplir plusieurs fonctions: outre celle « d'enseignement supérieur et de recherche », il y a les fonctions « enseignement secondaire », « vie-étudiante », « start-up et entreprises de la nouvelle économie » et « administrations de l'Etat ».

L'option de la loi créant l'Université du Luxembourg qui privilégie la recherche sous ses différentes formes est-elle réaliste? Certes, personne ne met en doute l'importance de la recherche pour l'innovation conduisant à l'expansion économique et au progrès social, ni l'intérêt de la proximité de l'enseignement supérieur avec la recherche. Mais on ne peut pas extrapoler à un minuscule territoire l'expérience faite dans de grands pays ayant un environnement économique et sociologique favorable aux transferts des résultats de la recherche. Par ailleurs, en ce qui concerne les activités constituant actuellement le moteur de l'économie luxembourgeoise, à savoir le secteur financier, les facteurs déterminants de la croissance sont l'amélioration du management, la fusion des établissements bancaires, la promotion de la place financière à l'extérieur, l'acquisition de nouvelles compétences, la motivation des collaborateurs et en grande partie l'exploitation de niches de souveraineté, c'est-à-dire une capacité d'adaptation constante plutôt que des transferts de résultats de la recherche. Dans l'étude *Luxembourg Banking Market Challenges and Opportunities Survey 2006*, entreprise par PricewaterhouseCoopers auprès de 48 responsables de banques luxembourgeoises, les priorités retenues sont principalement la qualité de service et le développement des ressources. Au sujet de la recherche et de l'innovation, l'étude fournit, entre autres, les appréciations suivantes: « Everyone agrees that financial related research and innovation activities are undersized in Luxembourg when compared to the importance of the financial marketplace in the

country's economy.» ... «Academics frequently select research projects that are of greatest interest for themselves and their fellows. However, it is the economic potential of these projects that should be the top selection criteria.» Selon des informations fournies sur Internet (www.fnr.lu/... à la date du 27.06.2006), le Fonds national de la recherche (FNR) a prévu une contribution de 998 486 euros (plus de 40 millions d'anciens francs luxembourgeois) en faveur du projet «L'avenir de la place financière du Luxembourg. A la recherche d'un cadre juridique, économique et éthique porteur», dont le CRP-Gabriel Lippmann est contractant.

L'innovation constitue sans aucun doute un facteur essentiel de la compétitivité. Toutefois, il n'existe pas de lien automatique entre les dépenses de recherche et de développement (R&D) effectuées par les pouvoirs publics et la croissance économique. Aussi y a-t-il souvent innovation rentable sans recherche, notamment en ce qui concerne l'artisanat, les petites et moyennes entreprises et le secteur des services. Enfin, l'innovation comporte dans bien des cas des risques pour les entreprises et rend souvent obsolètes les connaissances et le savoir-faire acquis.

Sera-t-il possible d'attirer à Belval-Ouest des talents scientifiques de haut niveau? Le nombre de chercheurs, d'étudiants et de laboratoires atteindra-t-il une masse critique suffisante? La renommée internationale de l'Université pourra-t-elle venir de la recherche, qui est affaire d'équipes de spécialistes exigeant des fonds toujours plus importants, tandis que ses retombées, souvent escomptées dans le long terme, demeurent aléatoires et sont dans bien des cas difficiles à évaluer. Autrement dit, l'orientation choisie en faveur de la recherche constitue un pari osé dans la mesure où l'on prévoit des répercussions économiques qui comptent (brevets, innovations, création d'entreprises). C'est pourquoi l'on peut se demander s'il n'aurait pas été plus rentable pour le Luxembourg d'améliorer prioritairement le système d'éducation dans le primaire et dans le secondaire classique et professionnel ainsi que le service de la formation professionnelle.

Certes, la recherche publique luxembourgeoise aboutit souvent à des constatations, descriptions et explications fort intéressantes sur le plan intellectuel. Les doutes émis ici portent sur l'impact économique.

Lors de la déclaration du 12 octobre 2005 sur les priorités politiques du gouvernement, le Premier ministre Jean-Claude Juncker disait, entre autres: «D'Recherche bleift eng Regierungsprioritéit ...» ... «D'Recherche zu Lëtzebuerg organiséiert sech ronderëm d'Uni Lëtzebuerg. Si wäert hiren Haaptakzent éischter op Doktorater a spezialiséiert Master-Diplôme leeën. D'Uni gëtt och eng Kompetitivitéitsfabrik. Si

wëllt net a ville Beräicher wéineges ubidden mee a wéinegen Domainer villes. Akademesch Fokusséierung, net universitär Megalomanie wäert si auszeechnen. 2006 wäert eis Uni 3 400 Studenten hunn – 200 méi wéi elo –, am Joer 2010 studéieren op hir maximal 4 800 Studenten an am Joer 2015 sollen et der net méi wéi 6 000 sin.» Dans sa déclaration de politique générale sur l'état de la nation du 2 mai 2006, le Premier ministre a souligné la nécessité d'une université au Luxembourg et a plaidé pour davantage de recherche (environ 500 millions d'euros de plus au cours des années 2007, 2008 et 2009).

Pour ce qui est des résultats attendus en matière de recherche, rappelons que lors de la signature, le 25 mars 1957, des deux traités de Rome instituant, d'une part, la Communauté économique européenne et, d'autre part, la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), des experts scientifiques de haut niveau et des hommes politiques de prestige ont accordé bien davantage d'importance au traité d'Euratom qu'au traité de la CEE. En quoi ils se sont lourdement trompés.

Rien ni personne n'ébranlera la croyance de quelques grands décideurs dans les futures prouesses de la recherche luxembourgeoise, et nul ne demandera sans doute d'en évaluer de façon objective les résultats. Pourtant, Claude Wehenkel, administrateur délégué du CRP-Henri Tudor, qui devrait être orfèvre en la matière, dit à ce propos: «Tankstellen bringen dem Land mehr als Innovation». Et encore: «Es gibt keine direkte Verbindung zwischen Forschung, Reichtum und Innovation. Auch eine Universität bedeutet nicht automatisch Reichtum» (voir *Luxemburger Wort* du 28 avril 2006).

#### 4.2. *Le rapport de l'OCDE, l'étude FNR Foresight, l'avis du CES*

Bien avant la création de l'Université du Luxembourg, les activités dans le domaine de la recherche avaient atteint au Luxembourg une extension non négligeable.

Le rapport de l'OCDE de 2006 sur la politique d'innovation au Luxembourg (*OECD Review of Luxembourg's Innovation Policy*, Draft Final Report, 24 May 2006) indique qu'en 2003 un montant de 425,8 millions d'euros a été dépensé en faveur de la recherche et du développement, représentant 1,78 % du PIB du pays. L'industrie a contribué pour 89,0 % à ces dépenses, contre 10,6 % revenant au secteur public et 0,4 % engagé par l'enseignement supérieur (voir p. 68 du rapport mentionné). Les crédits budgétaires des différents ministères et organismes concernés, consacrés en 2005 au financement de la recherche



publique, se sont élevés à 82,23 millions d'euros, ce qui correspond à 0,3% du PIB. Selon les recommandations du Conseil européen de Barcelone de mars 2002, le gouvernement luxembourgeois veut élever les dépenses pour l'ensemble de la recherche à 3% du PIB en 2010, dont 2% investis par le secteur privé et 1% par le secteur public (en 2005, le total de cet investissement s'est élevé à 1,8% du PIB et 80% de la recherche financée par le secteur privé ont été réalisés par seulement 20 entreprises). Signalons dans ce contexte que la DFG, Deutsche Forschungsgemeinschaft, dépense pour la recherche et le développement annuellement 1,5 milliard d'euros. En France, le budget du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) s'est élevé en 2006 à 2,7 milliards d'euros. En 2002, les Etats-Unis ont consacré 267 milliards de dollars à la recherche et au développement.

Ce qui compte en définitive, ce sont les résultats obtenus sur le plan scientifique (reconnaissance internationale) et surtout les retombées économiques (emplois créés, contribution à la diversification économique, compétitivité accrue) et non pas les crédits alloués et dépensés. Rappelons à cet égard que la réussite scolaire est au Luxembourg très en-dessous de la moyenne de l'OCDE, alors que les dépenses par élève sur la durée théorique des études y sont de loin les plus hautes (le coût par élève du primaire et du secondaire s'établissait en 2003 au Luxembourg à 188 605 dollars, contre en moyenne 77 204 dollars de l'OCDE et, par exemple, 83 055 dollars en Allemagne, 77 710 en Finlande et 68 959 dollars aux Pays-Bas<sup>11</sup>).

En ce qui concerne l'effectif en personnel de la recherche au Luxembourg, le rapport cité de l'OCDE (p. 78) indique pour 2003 un total de 1 693 chercheurs, dont 81,8% employés par l'industrie (l'ensemble du personnel du secteur de la recherche [chercheurs et autres] s'élevait à 3 724 personnes). Pour 2010, le chiffre de 1 000 chercheurs dans le seul secteur de la recherche publique a été avancé. Si l'on compare l'effectif de 476 agents travaillant en 2003 au Luxembourg dans le secteur public de la recherche aux 26 000 agents (11 600 chercheurs et 14 400 ingénieurs techniciens et administratifs) affectés en 2006 en France au CNRS, la disparité est considérable en chiffres absolus, tandis que la situation du Luxembourg est extrêmement favorable au cas où le nombre d'habitants serait pris en compte.

Qui a le droit de s'appeler chercheur? Tantôt cette activité est exercée à plein temps, tantôt à temps partiel ou marginalement. Il y a,

<sup>11</sup> *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE 2006, OCDE, 2006, p. 204.*

d'un côté, les modestes auxiliaires de la grande recherche scientifique et, de l'autre, les véritables savants à haute compétence et de notoriété internationale. La brochure « *Firwat net Fuerscher?* » (Pourquoi pas chercheur?), publiée en 2005 par le Musée national d'histoire naturelle, décrit brièvement le domaine d'activité de douze chercheurs et contient des interviews de dix autres chercheurs travaillant au Luxembourg sur la perception de leur profession.

Quant aux structures d'organisation et de décision de la recherche au Luxembourg, le document de l'OCDE contient un certain nombre de recommandations et mentionne comme principal problème « structural weakness and imbalances », surtout « weak governance ».

A l'initiative du Fonds national de la recherche a été lancée en janvier 2006 l'étude prospective « FNR Foresight », qui sera effectuée en collaboration avec des représentants de la recherche publique et privée. Cet exercice portera sur les domaines de la recherche publique à considérer comme prioritaires pour la société luxembourgeoise et définira, à partir de ces résultats, les nouveaux programmes de recherche pluri-annuels du Fonds national de la recherche qui commenceront en 2007. En 2007, le budget du FNR s'élève à 18,59 millions d'euros, dont 18 millions représentent la contribution de l'Etat.

Lors de la première phase de l'exercice « FNR Foresight », de janvier à juin 2006, six champs de recherches prioritaires pour le Luxembourg ont été identifiés: économie, droit et finances – technologies de communication et d'information (TCI) – sciences physiques et ingénierie – sciences de la vie – sciences de l'environnement – sciences sociales et humaines.

La deuxième phase du processus « Foresight » a débuté en octobre 2006. Elle a consisté, en collaboration avec le professeur Michael Keenan de l'Université de Manchester, dans une évaluation de la première phase et des réflexions sur les phases 2 et 3. Le professeur Keenan affirme à ce sujet, entre autres: « I think Luxembourg should not try to win any 'Nobel Prizes' by doing research in novel and 'hip' areas, but should focus on essential research which will help the country's welfare and economy in the short and long run. »

Le point crucial du succès ou de l'échec de la politique en matière de R&D sera l'évaluation des programmes. Mentionnons à cet égard l'extrait suivant de l'avis de 2005 du Conseil économique et social (CES) sur l'évolution économique, sociale et financière du pays (texte repris à la p. 12 de l'avis CES/LDI (2006) du 15 juin 2006:



«Le CES se prononce pour la mise en place de procédures d'évaluation de l'efficacité des programmes de recherche publics ou subventionnés. Il faudra établir des indicateurs de qualité et d'efficacité afin d'évaluer de manière pertinente les travaux menés au sein des laboratoires publics (impact économique, qualité scientifique, etc.). Alors que les indicateurs retenus à Lisbonne ne mesurent que l'input – en termes de pourcentage par rapport au PIB – qu'un pays investit dans la R&D, le CES insiste pour que l'orientation des activités de R&D dans le domaine de la recherche appliquée soit appréciée à la lumière de la capacité de ces activités d'engendrer des retombées économiques pour le Luxembourg à travers des innovations marchandes permettant, le cas échéant, à des entreprises 'spin-off' de sortir du giron de la recherche publique.»

#### 4.3. *Fraudes scientifiques et recherches sans résultat*

Le champ de la recherche est vaste et flou et ses acteurs présentent une grande diversité. Certaines gens associent à tort l'idée de recherche à celle des génies de la science qui ont «trouvé»: Edison, Pasteur, Röntgen, Einstein, Planck... En réalité, le plus souvent les résultats de la recherche sont assez modestes. Dans de nombreux cas, on ne trouve pas ce qui est recherché. Il arrive aussi que des chercheurs découvrent ce qui est déjà connu ou qui existe sous une autre forme de bien meilleure qualité. Enfin, il y a toujours eu en matière de recherche «scientifique» des tricheries dont les plus graves sont la falsification des données, la fabrication de données et les plagats. D'où la nécessité d'un système rigoureux d'évaluation. Aussi n'est-il pas inutile de préciser dans cette optique ce que l'on entend par recherche en comparaison à d'autres travaux.

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la plus extraordinaire des arnaques scientifiques – par son origine idéologique, sa longue durée (des années 30 jusqu'aux années 60) et ses conséquences néfastes pour la population et la science de l'URSS – a été celle commise par l'agronome soviétique Lyssenko, qui affirmait pouvoir modifier le patrimoine générique et la transmission des caractères acquis, notamment en ce qui concerne les céréales. Des hommes politiques d'une grande intelligence, en l'occurrence Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et leurs conseillers, ont été mystifiés en 1978 par deux escrocs ayant prétendu avoir «inventé» un procédé pour trouver des gisements souterrains (l'affaire dite des «avions renifleurs».)

Des tricheries médiatisées, assez rares, font périodiquement la une de la presse. En revanche, les petites manipulations semblent fréquentes.

Selon un article paru dans la prestigieuse revue *Nature*, un tiers des 3 247 chercheurs américains des *National Institutes of Health* avouaient avoir eu, au cours des trois années précédentes, un comportement douteux (voir Meredith Wadman, *One in three scientists confesses to having sinned*, *Nature*, June 9, 2005). L'«inconduite» scientifique a des causes et des prétextes variés. Selon l'enquête citée, 15,5% des chercheurs ont déclaré avoir changé leur protocole expérimental suite à des pressions des sources de financement. Il va de soi que la nécessité de publier pour acquérir du prestige et obtenir des fonds incite à la fraude (dans les milieux scientifiques américains on dit «*publish or perish*», c'est-à-dire publie ou périclites).

Dans certains cas, le manque d'objectivité s'explique du fait que des autorités politiques ou administratives souhaitent recevoir des études démontrant le succès de leurs actions, tandis que des chercheurs se sentent obligés d'accepter de telles commandes pour pouvoir poursuivre leurs activités.

En matière de recherche il ne faudrait pas oublier ce mot du général de Gaulle: «Ce dont la France a besoin, ce ne sont pas des chercheurs, ce sont des trouveurs.» Le poète belge Julos Beaucarne exprime la même préoccupation en chantant dans *L'imagination au pouvoir*:

*Des chercheurs qui cherchent  
On en trouve*

*Des chercheurs qui trouvent  
On en cherche.*

Malgré l'importance des ressources qui y sont consacrées, un grand nombre de recherches appliquées en sciences exactes n'aboutissent pas aux résultats escomptés; d'autres conduisent à des innovations qui ne réussissent pas à s'imposer sur les marchés; il existe aussi des progrès ainsi obtenus sans réels avantages.

En sciences sociales et humaines, la nature des recherches limite souvent leur intérêt (absence d'expérimentation, impossibilité de faire des prévisions significatives, influence d'idées préconçues, etc.). Notamment dans ces disciplines il arrive que des recherches démontrent scientifiquement ce qui est déjà connu d'avance.

A force d'ignorer ces évidences, on ne voit plus dans la recherche que de mirobolantes perspectives, risquant ainsi de sortir peu à peu des règles de la vraisemblance.

Ces objections ne mettent nullement en question la priorité qui revient à la promotion des technologies d'avenir industriellement effi-

caces, économiquement rentables et socialement acceptables. Il est également indiscutable que mainte étude en sciences sociales et humaines fournit des éclaircissements d'une portée capitale. Tel est au Luxembourg, entre autres, le cas de nombreuses publications du STATEC et du CEPS/Insteat.

### 5. Les principaux scénarios d'évolution envisageables

Le terme de scénario définit ici des évolutions possibles, compte tenu de tendances du passé et du présent, mais aussi des contraintes éventuellement exercées par le contexte interne et externe à l'Université et, enfin, des choix politiques pouvant intervenir. Certes, nul ne peut prévoir l'avenir tel qu'il se présentera dans le long terme. Il n'en reste pas moins qu'une réflexion sur les événements vraisemblables permettra de réduire les incertitudes et contribuera à prendre les décisions en meilleure connaissance de cause. Les scénarios exposés dans les pages suivantes ne constituent donc nullement des visions imaginaires d'un certain futur, mais trois hypothèses relevant d'un peut-être, dont la probabilité de se concrétiser varie en fonction des conditions situationnelles qui prévaudront dans les années à venir.

La loi-cadre sur l'Université est très générale. Dans la perspective très plausible où cette loi sera amendée et également dans l'hypothèse qu'elle restera inchangée, trois principaux scénarios d'évolution de l'Université sont ici examinés: soit, comme le prévoit la loi, une université d'excellence, sélectionnant ses étudiants, recrutant des professeurs de haut niveau, spécialisée dans la recherche et visant une renommée internationale; soit une université axée sur des niches de compétence du Luxembourg et offrant des formations de qualité répondant aux besoins de l'économie et de la société luxembourgeoise; soit une université généraliste, accessible à tous, dont l'enseignement porte sur des domaines que la plupart des universités offrent.

#### 5.1. Une université d'excellence spécialisée dans la recherche

Créer au Luxembourg une université d'excellence<sup>12</sup>, de taille réduite, donnant la priorité à la recherche et ayant un rayonnement international, c'est-à-dire une université d'élite, se heurte à des difficultés

<sup>12</sup> La Communication de la Commission européenne du 05.02.2003, sur le rôle des universités dans l'Europe de la connaissance, insiste fortement sur la nécessité pour les universités d'atteindre et de développer l'excellence en matière d'enseignement et de recherche. L'excellence d'une université se mesure non pas à l'échelle nationale, mais au niveau international (européen ou mondial).

bien redoutables que nous avons mentionnées. Par ailleurs, même si cette orientation était maintenue, le choix des priorités continuera à être discuté, (recherches fondamentales ou recherches appliquées dans le domaine des sciences exactes; recherches historiques ou recherches sur des problèmes d'actualité en sciences sociales; identification des disciplines où la réputation d'excellence est visée).

La sélection des professeurs et des étudiants constituera en définitive le plus grand défi et le critère décisif de la réussite d'une telle université. Citons à ce propos le philosophe Karl Jaspers: «Bei jeder Berufung und jeder Habilitation finden fast unmerklich Aufbau und Zerstörung der ganzen Universität statt.» On retrouve la même idée dans le *Strategic Framework for the University du Luxembourg 2006-2009, 2010-2015*, daté de novembre 2005, où le recteur Rolf Tarrach énumère avec beaucoup de courage les questions essentielles pour évaluer le succès de l'Université:

«Will we be able to select good students and good postdocs?  
Will the UL be their first or last choice?  
Will excellent professors come to the UL?  
Will our Masters and PhDs be employed at the right positions?»

On pourrait ajouter à ces critères d'autres, valables quel que soit le type d'université, tels que le taux d'échecs en première année; le pourcentage des étudiants recalés qui recommencent leurs études universitaires dans une autre discipline; la proportion d'étudiants quittant l'Université sans diplôme (taux d'abandon des études); le taux de chômage des diplômés selon les disciplines; le taux d'encadrement (nombre d'étudiants par enseignant); le pourcentage d'enseignants non résidents au Luxembourg<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> Il s'avérera sans doute très difficile de convaincre un grand nombre d'enseignants non luxembourgeois de fixer leur domicile à Luxembourg et dans quelques années à Esch-sur-Alzette. Cependant, selon d'aucuns cette condition paraît indispensable pour que se développe sur le campus, au-delà des cours, une vie académique sociable, conviviale et intellectuellement enrichissante (entretiens avec les étudiants, conférences, cercles de discussion...). Jochen Hörisch, professeur à l'Université de Mannheim, propose dans ce contexte, les mesures suivantes (p. 130 du livre cité dans la bibliographie):

«Es gibt eine Residenzpflicht für festangestellte Dozenten. Wer weiter als 10 km von der Universität entfernt wohnt, erhält 5 Prozent weniger Gehalt, ist sein Wohnort mehr als 25 km von seiner Wirkungsstätte entfernt, reduziert sich das Gehalt um 10 Prozent, bei mehr als 50 km Entfernung um 20 Prozent. Wer in unmittelbarer Nähe zur Universität wohnt, also diese in wenigen Minuten zu Fuß oder mit dem Fahrrad erreichen kann, erhält hingegen eine zehnprozentige Zulage.»

Appliquer une sélection sévère des étudiants signifierait actuellement réduire leur nombre pourtant déjà insuffisant et pourrait à l'avenir conduire aux yeux de certains à une trop forte élimination de candidats luxembourgeois. Cependant, en l'absence de sélection, il est impossible d'instaurer un lieu d'excellence du savoir: la London School of Economics – fondée par des intellectuels socialistes – est un établissement très sélectif, comme le sont les meilleures universités de la Chine communiste. S'il n'est procédé ni à un test d'aptitude à l'admission ni à un entretien d'orientation, le risque est grand que les diplômés de certaines disciplines de l'UdL deviennent des chômeurs de longue durée.

L'option en faveur d'une université d'excellence est certes intellectuellement fascinante. Mais est-il réaliste d'imaginer que dans le classement des universités et de la recherche le Luxembourg se place dans le premier tiers, alors que dans *Academic Ranking of World Universities 2006* (Institute of Higher Education, Shanghai Jiao Tong University), parmi les Top 500 World Universities, la première université française est classée 45<sup>e</sup> (Uni. Paris-VI) et la première université allemande 51<sup>e</sup> (Uni. München) et l'Ecole Normale Sup de Paris 99<sup>e</sup>? Quant aux Top 100 European Universities, l'Ecole Polytechnique (France), la Techn. Uni. Aachen (Allemagne) et l'Uni. Complutense de Madrid (Espagne) sont en 2006 toutes classées au rang 79-122. Signalons, à titre de curiosité, que l'Université de Barcelone, dont Rolf Tarrach a été vice-recteur de 1990 à 1994, est classée en 2006 comme première université espagnole; elle occupe la position 57-78 (avec d'autres universités) parmi les 100 meilleures universités européennes et se trouve placée au rang 151-200 sur le plan mondial<sup>14</sup>.

Bien sûr, si l'on admet pour l'Europe dans son ensemble (au-delà de l'Union européenne) environ 4 000 établissements d'enseignement supérieur, fréquentés par 17 millions d'étudiants, chiffres retenus par la Commission européenne, se trouver parmi le premier tiers serait moins illusoire, mais ne procurera guère de prestige international.

Le coût d'une université d'excellence pourra-t-il être supporté par l'économie luxembourgeoise au cas où sa croissance, aujourd'hui, tout

<sup>14</sup> Le classement mondial, régional et national des établissements d'enseignement supérieur, établi par l'Université Jiao Tong de Shanghai, est basé sur des indicateurs de notoriété scientifique des professeurs et d'anciens élèves (performances dans la recherche; publications et citations d'articles dans le domaine des sciences exactes et sociales). Il existe d'autres «rankings» internationaux, fondés sur des critères différents, comme ceux publiés par le Financial Times ou par le Wall Street Journal. Sur le plan national, les universités et les disciplines enseignées sont dans la plupart des pays régulièrement évaluées.

à fait exceptionnelle, reculera? Le budget de fonctionnement, exprimé en dollars, par étudiant et par an de l'enseignement supérieur s'est élevé d'après l'OCDE en 2003 aux Etats-Unis à 24 074, en Grande-Bretagne à 11 866, en Allemagne à 11 594, en France à 10 704, en Espagne à 8 943 ... (voir *Regards sur l'éducation*, 2006). Harvard, la meilleure université dans le classement mondial, dépense 45 000 dollars par étudiant/an. Quant au Luxembourg, le document cité *Strategic Framework* de 2005 prévoit pour 2015 par étudiant une dépense de 11 000 euros. A ce montant s'ajoute à cette date un coût de 140 000 euros par chercheur. Le Plan quadriennal de l'Université du Luxembourg (2006-2009) prévoit pour 2010 un total des dépenses de 96 546 000 euros (mis à part les coûts d'infrastructure) et des recettes de 97 millions d'euros, dont les allocations du Ministère de tutelle s'élèvent à 86 millions. Nous avons vu que dans le Contrat d'établissement pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg (art. 29), l'Etat s'est engagé à accorder, pour financer les activités de l'Université, une dotation budgétaire qui augmentera annuellement pour atteindre en 2009 le montant de 72 millions d'euros.

Préconiser au Luxembourg une université au rayonnement international, spécialisée dans la recherche, n'est-ce pas faire preuve d'une ambition démesurée, voire de beaucoup de naïveté, souhaitant créer une *self-fulfilling prophecy*. Car dans toutes les disciplines universitaires, il est, bien entendu, extrêmement ardu d'acquérir une réputation mondiale. Cela vaut plus particulièrement pour une université nouvellement créée. En plus, une telle notoriété s'acquiert sans aucun doute le plus difficilement dans le domaine des sciences exactes et de l'économie.

## 5.2. Une université axée sur des atouts et des besoins des entreprises du pays et de la société luxembourgeoise

La solution la plus réaliste pour le Luxembourg en ce qui concerne le prestige académique et l'utilité sociale semble être une université dont l'enseignement, principalement de 3<sup>e</sup> niveau, est fondé sur des compétences spécifiques du Luxembourg et sur des besoins du pays.

De telles formations spécialisées, généralement postdiplômes universitaires, sont dispensées dans le secteur bancaire et financier par la *Luxembourg School of Finance*, intégrée dans l'Université. La *Fondation LSF*, créée par le secteur financier de l'économie luxembourgeoise, conseille l'Université et participe à la gestion de cet enseignement. Elle est ainsi un exemple de partenariat public-privé (PPP). Avec l'aide d'experts de la Cour de justice des Communautés européennes, des enseignements de haut niveau sont offerts en droit européen.

Il faudrait faire preuve d'une confiance excessive pour croire qu'une extension au Luxembourg d'activités universitaires en matière de droit européen et dans le secteur de la banque et des finances, jouissant d'une réputation internationale, se fera sans difficultés. Imaginer par ailleurs que grâce au *know-how* qui se trouve au Luxembourg, créer des enseignements et des recherches autour de l'intégration européenne serait chose facile, c'est méconnaître la forte concurrence existant sur ce plan.

Des formations favorisant le développement économique du pays et tenant compte de ses spécificités (par exemple, le droit luxembourgeois) devront être poursuivies ou organisées. Toutefois, gardons-nous de trop d'espérance de passer sans problèmes des niches législatives aux niches de compétence. Enfin, il s'agira de développer prioritairement des domaines de la recherche ayant des chances réelles d'être convertie en innovations rentables.

Cette orientation paraît assez correspondre à celle préconisée par le Premier ministre Jean-Claude Juncker dans un entretien que *Le Jeudi* a publié dans son numéro du 28 décembre 2000:

«Je ne veux pas d'une université générale au Luxembourg. Qu'on ne me comprenne pas mal: dans un contexte d'eupérisation de l'enseignement, de globalisation pédagogique, il ne serait pas souhaitable d'offrir au Luxembourg la même chose que ce qu'on trouve ailleurs en Europe. J'ai du mal à comprendre pourquoi, au niveau des sciences humaines notamment, nous devrions imiter ce qui se passe ailleurs avec probablement une meilleure qualité.

Ceci dit, notre pays manque cruellement d'apport scientifique. L'ambiance de la capitale et du pays demande aussi qu'on y remédie. On ne peut pas dire que Luxembourg soit une grande métropole de la pensée. Il faudrait donc offrir des cycles universitaires complets là où nous sommes forts, dans le domaine des finances par exemple, et ceci non pour renforcer l'image négative qu'on a de nous à l'étranger.»

L'*Economist Club Luxembourg* défend également ce type d'université dans une contribution au débat public, datée d'août 2005, en proposant:

- une université spécialisée et de haut niveau, offrant «des programmes permettant de satisfaire aux besoins du Luxembourg, que ce soit pour les entreprises industrielles ou les sociétés de service»;
- une université paneuropéenne et internationale, capable d'attirer des étudiants d'un excellent niveau de tous pays;

- une université axée sur notre économie et sur notre culture, dont les formations pointues sont «utiles et nécessaires à nos entreprises et administrations»;
- une université de compétences et de recherche appliquée, qui «pourrait se placer comme un catalyseur et un moteur de lancement de nouvelles activités».

### 5.3. Une université généraliste accessible à tous

A l'opposé de l'orientation décrite, on peut prévoir, après modification de la loi actuelle, une université accessible à tous, offrant, dans un nombre limité de disciplines, des formations analogues à celles de la plupart des établissements d'enseignement supérieur. La majorité du personnel politique, des enseignants et les étudiants luxembourgeois préféreront probablement dans leur for intérieur une telle université. Les uns parce qu'ils sont contre une université réservée à une élite. D'autres penchent en faveur d'une université dispensant en premier lieu une formation professionnelle au plus grand nombre. Beaucoup souhaitent sans doute que les facultés délivrent des diplômes donnant accès à la fonction publique luxembourgeoise ou au moins à des professions protégées chez nous de la concurrence. Grâce à la présence au Luxembourg d'une université, certaines catégories de la fonction publique s'attendent à des promotions professionnelles. Ainsi, pour éviter une qualification insuffisante des futurs «universitaires»<sup>15</sup>, les syndicats des hauts fonctionnaires et des professeurs du secondaire ont exigé du gouvernement, le 24 octobre 2006, de réserver l'admission à la carrière supérieure de l'Etat aux détenteurs d'un *master* académique (voir *Lëtzeburger Journal* du 25 octobre 2006).

Tout laisse à prévoir que la majorité des enseignants luxembourgeois seront favorables à un tel type d'université, car celui-ci crée le moins de difficultés de gestion et assure le maximum de chances d'être nommés professeur d'université.

En outre, cette option permettra plus facilement aux pouvoirs établis d'intervenir sur l'évolution de l'université. Ainsi, il semble qu'en décembre 2005, Lydia Mutsch, la maire d'Esch-sur-Alzette, ait déclaré qu'à travers le groupe de travail, mis en place après la décision choisissant Belval-Ouest comme site, la municipalité souhaite participer à

<sup>15</sup> L'expression «universitaire» désigne en France un enseignant ou un chercheur d'université. En revanche, en Belgique, au Luxembourg et en Suisse, les diplômés de l'enseignement supérieur s'attribuent couramment ce titre.

l'orientation des programmes de l'Université. Signalons par ailleurs que Charles Konnen, président de l'association *Lobby fir den Norden*, demande une implantation de l'Université dans la Nordstadt (voir *Luxemburger Wort* du 4 juillet 2006).

Il va de soi qu'une université aux ambitions modestes, appelée par tel député «Wald- und Wiesen-Uni», revient beaucoup moins cher qu'une université d'élite. Ce fait constituera, dans certaines circonstances, un argument non négligeable. Par ailleurs, le succès à l'étranger auprès de candidats souhaitant faire des études supérieures pourra plus facilement être obtenu par ce type d'université. En effet, outre le fait de faibles frais d'inscription et de bourses d'études attrayantes, une telle université sera en mesure d'attirer des étudiants de différents pays par l'absence de sélection. Un grand nombre d'inscriptions pourra être interprété par les autorités politiques comme preuve de la compétitivité internationale de l'enseignement supérieur luxembourgeois. Aucune autre des trois options ne permet si aisément de travestir un échec en succès apparent.

Le choix de ce type d'université s'impose si l'on constate que l'idée de créer au Luxembourg une université d'élite internationalement reconnue n'est pas réaliste et qu'une université centrée sur des domaines où le Luxembourg possède des atouts et ressent des besoins s'est avérée illusoire. Cependant, du point de vue de la nature des études offertes, une telle université ne se justifie guère au Luxembourg, car les pays voisins dispensent ces formations, souvent de niveau plus élevé.

Dans l'hypothèse du troisième scénario, la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education serait sans doute la grande bénéficiaire, compte tenu du grand nombre de futurs enseignants luxembourgeois du secondaire et du primaire qui s'y inscriront (au dire du ministre Biltgen, 50 % des élèves des Premières classiques se décident chaque année pour une carrière dans l'enseignement, voir *Luxemburger Wort* du 9 novembre 2006).

En l'absence de sélection ainsi que de frais d'inscription et de scolarité des étudiants, l'accès à l'enseignement supérieur sera considérablement facilité par cette option. Elle contribuera certes à démocratiser les études universitaires, mais entraînera aussi un taux élevé d'abandon des études et une relative dévaluation des diplômes. En ce qui concerne les formations universitaires délivrant des diplômes qui ne correspondent pas aux qualifications recherchées par le marché du travail, le décalage entre l'espoir d'ascension sociale et la réalité suscitera, auprès des

étudiants tant luxembourgeois qu'étrangers qui ne trouvent pas d'emploi, des frustrations et des tensions (cf. la grève des élèves en novembre 2006 contre le projet de loi 5611). Une telle situation sera d'autant plus difficile à maîtriser que les autorités luxembourgeoises auront déclaré que l'Université du Luxembourg compte parmi les meilleures en Europe. Voilà pourquoi il est indispensable de fournir aux jeunes des informations précises sur les perspectives d'emploi auxquelles mènent les différentes formations.

Le Luxembourg étant ce qu'il est, on ne peut pas exclure que la situation redoutée par le Premier ministre dans l'entretien au *forum* d'avril 1997, cité au début de cet article, soit plus près de la réalité que mainte déclaration euphorique. Certes, il est possible d'envisager une université généraliste où coexistent des formations d'excellence (par exemple, droit européen et finance) avec des cursus aux performances ne dépassant pas les moyennes européennes. On peut aussi concevoir une université qui n'accorde pas la priorité à la recherche, tout en disposant de professeurs très qualifiés et en recrutant des étudiants brillants et motivés.

## 6. Considérations finales

Par la loi du 12 août 2003, le point de non retour a été atteint. C'est pourquoi il s'agit de tirer le meilleur parti de la décision de créer au Luxembourg une université. La présente contribution se propose d'y contribuer en attirant l'attention sur quelques-uns des grands défis auxquels la réalisation de ce projet sera confrontée. Outre la nécessité de surmonter ces obstacles, il faudra que des gens influents de la société luxembourgeoise prennent fait et cause pour l'Université. Une telle attitude dépendra de l'utilité de l'institution universitaire pour le pays, de sa reconnaissance à l'étranger et du rapport qualité-prix des prestations qu'elle fournit. La création d'un Club universitaire (*Faculty Club*), réunissant des membres de la communauté universitaire ainsi que des intellectuels et des décideurs luxembourgeois, constituerait sans doute un pas vers cette direction. Dans le *Strategic Framework*, Rolf Tarrach dit: «An association of *les amis de l'université* could help in approaching donors and sponsors and certainly alumni would also play roles in this undertaking.»

Rendre attentif aux menaces qui guettent l'Université ne signifie pas se résigner par fatalisme. Au contraire, c'est réclamer des mesures prévenant certaines orientations. Cela semble d'autant plus nécessaire qu'au Luxembourg on a la mémoire courte et les belles déclarations des

politiques sont vite oubliées. D'autre part, le consensualisme à la luxembourgeoise fait passer sous silence les constatations dévalorisantes et évite aux responsables, en cas d'échec, des sanctions politiques et les décharge tout sentiment de culpabilité.

Par ailleurs, il faut savoir que le secteur public luxembourgeois n'a qu'une faible culture du suivi (*follow-up*) des projets en cours de réalisation. Il n'existe guère de tradition d'évaluer les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés. La volonté de transposer dans la pratique les conclusions et les recommandations auxquelles parviennent les audits n'est pas très répandue. En outre, il est généralement d'usage d'accorder assez peu d'attention aux critiques venant de l'extérieur, d'ignorer autant que possible les comparaisons internationales et de ne pas mettre en doute les décisions prises. Le défaut de pensée critique ou l'indifférence aux objections découle pour l'essentiel de trois phénomènes. D'abord, la disparition des idéologies, qui entraîne l'absence de propositions alternatives. Ensuite, l'argent facile et abondant, fourni pendant une très longue période par le secteur financier, évite (jusqu'à présent) de graves problèmes en cas de mauvaise gestion des fonds publics. Enfin, les excellentes relations personnelles qu'entretiennent la plupart des notables de tous bords – notamment la camaraderie entre députés de différents partis – ainsi qu'une presse rarement engagée dans de vives polémiques rendent difficiles les débats contradictoires, l'esprit critique et les contestations.

En matière de recherche publique, la moindre réserve se heurte à l'attitude résolue des chercheurs sur l'intérêt de leurs travaux et à leur réticence à jouer la transparence<sup>16</sup>. En plus, il y a la difficulté d'établir et de faire accepter dans ce domaine des priorités d'utilité publique ou de marché ainsi que la grande complexité d'évaluer les résultats obtenus. Pourtant, en ce qui concerne la recherche publique il est indispensable:

- de fixer des objectifs prioritaires précis mais limités, compte tenu de la stratégie suivie et des crédits disponibles tout en garantissant une certaine autonomie de la recherche;
- d'appliquer des procédures de coopération entre acteurs du secteur public et du secteur privé (chercheurs, entreprises, Etat) et de constituer au niveau international un réseau de centres et de chercheurs collaborant efficacement avec le Luxembourg;

<sup>16</sup> Grâce à l'Internet, il devient de plus en plus difficile de dissimuler des vérités d'ordre économique, social et culturel, c'est-à-dire d'imposer l'opacité.

- de mettre en œuvre des mécanismes assurant une évaluation externe des résultats avec des chercheurs internationaux non impliqués dans les travaux de la recherche effectuée au Luxembourg;
- de calculer le coût de la recherche;
- de réorienter les travaux en fonction des résultats de l'évaluation, c'est-à-dire, d'une part, des effets de la recherche sur la performance économique (des brevets d'innovation rentable), son rendement social (proposition de nature à favoriser l'intégration des non-Luxembourgeois, à améliorer le système éducatif, à protéger l'environnement, à faciliter l'accès à la culture ...) et, sa contribution au développement de connaissances d'ordre culturel (littérature, histoire, philosophie ...) et, d'autre part, son apport à la recherche fondamentale dont la qualité est évaluée par les pairs (reconnaissance académique de la compétence scientifique) sur la base d'articles publiés dans des revues de prestige, dotées d'un comité de lecture (en sciences dures, entre autres, *Nature*, *Science*, *The Lancet* ou *Physics*) et surtout en fonction des publications figurant à l'indice de citation par grands champs disciplinaires de l'*Institute of Scientific Information* à Philadelphie; en ce qui concerne les sciences humaines et sociales, le *Social Sciences Citation Index* constitue une base de données bibliographiques des principaux articles de la littérature académique internationale depuis 1956 (économie, philosophie, histoire, psychologie, droit ...<sup>17</sup>).

Dans ce contexte, on peut se référer au rapport mentionné de l'OCDE sur la politique d'innovation qui développe les considérations suivantes concernant l'évaluation externe de la recherche (p. 98):

« Performance contracts are the outcome of a negotiation process between funders/owners and performers. While the preferences and priorities of the two parties are ensured to a high extent, all the more as consensus enjoys a high esteem in the Luxembourg society, the outcome of research and teaching activities in the course of the years can be nevertheless poor. Thus a thorough external evaluation every 4-7 years may be adequate in order to adjust content and structure of the performance contract and the ways in which the performance contract are used as a steering tool. »

<sup>17</sup> Dans un tableau de bord, établi par l'OCDE, les pays de cette organisation sont classés selon le nombre de publications scientifiques par million d'habitants, parues en 1999 dans environ 5 000 revues. Le Luxembourg y figure à la toute dernière place (voir p. 207 du n° 5 – novembre 2005 de la publication *Perspectives de politique économique* mentionnée dans la bibliographie). Ce classement privilégie la quantité des publications par rapport à leur qualité.

Quoique parmi les principes fondateurs de l'Université figure l'utilisation de méthodes critiques rigoureuses (art.3.(1)c) de la loi du 12 août 2003), il paraît légitime de se demander si le Luxembourg n'est pas un pays trop petit, devenu trop riche et ayant une trop faible identité nationale pour supporter des critiques visant globalement ou partiellement la communauté indigène.

Il n'en reste pas moins vrai qu'il est capital de procéder périodiquement à une évaluation des orientations de politique universitaire et des performances scientifiques et pédagogiques selon des critères significatifs, tels que ceux retenus par le recteur Rolf Tarrach dans un texte cité dans cet article.

Nous avons vu que la création d'une université au Luxembourg pose de multiples problèmes. A défaut d'y parer, les risques sont grands que cette institution s'achemine, peu à peu, vers ce que l'Association de référence sur l'enseignement supérieur et la recherche a qualifié d'université «Potemkine», du fait qu'elle ressemble «à ces 'façades' bâties par Potemkine, comme autant de trompe-l'œil capables de piéger un observateur superficiel» (voir p. 86 du document ARESER, cité dans la bibliographie).

A la lumière de l'analyse qui vient d'être effectuée, il paraît improbable que les objectifs fixés par la loi sur l'Université du Luxembourg puissent être atteints. Pourtant, dans la mesure où l'Université a la possibilité de compter sur la ferme volonté du gouvernement de réaliser des projets exigeants, reçoit l'appui de la société civile convaincue de l'utilité de la nouvelle institution et est dirigée par un recteur compétent, motivé et disposant de réels pouvoirs, l'UdL possède sans doute des chances de s'imposer à moyen terme dans la grande région.

## Bibliographie

### A) Textes concernant l'Université du Luxembourg

Un très grand nombre d'articles et d'interviews ont été publiés avant la décision de créer l'Université du Luxembourg. Notamment le périodique *forum* a traité de cette question dans une série de contributions (voir par exemple *forum* 140 de décembre 1992). Nous nous limiterons ici à énumérer des documents officiels, des débats parlementaires, des prises de position du ministre en charge de l'Université et du recteur ainsi que plusieurs documents et rapports.

Projet de loi portant création de l'Université de Luxembourg, Chambre des députés, document n° 5059 du 17 décembre 2002.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, Chambre des députés, document n° 50599 du 1<sup>er</sup> août 2003.

Compte rendu des séances publiques de la Chambre des députés, Session ordinaire 2002/2003, n° 22, 17 juillet 2003, p. 925 à 944.

Compte rendu des séances publiques de la Chambre des députés, Session ordinaire 2005/2006, n° 13, 20 juin 2006, p. 451 à 464.

Loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, Mémorial, A – n° 149 du 6 octobre 2003.

Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Programme gouvernemental, Internet ([www.mcesr.public.lu/](http://www.mcesr.public.lu/)... du 01.06.2006).

*Université du Luxembourg*, brochure d'information éditée par l'Université du Luxembourg, 2005.

*My University, mon Université, meine Uni, meng Uni*, brochure d'information éditée par l'Université du Luxembourg, 2006.

*Bienvenue à la Faculté des sciences, de la technologie et de la communication*, brochure d'information éditée par l'Université du Luxembourg, 2006.

*Venez étudier à la Faculté de droit, d'économie et de finance*, brochure d'information éditée par l'Université du Luxembourg, 2006.

*Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation*, brochure d'information éditée par l'Université du Luxembourg, 2006.

Rolf Tarrach, *Ma seule intention, c'est de bâtir une bonne université*, entretien publié par le périodique *paperJam* de mars 2005.



Rolf Tarrach, *Strategic Framework for the Université du Luxembourg 2006-2009, 2010-2015*, novembre 2005 (texte reproduit dans le Rapport d'activités 2005 de l'Université du Luxembourg).

François Biltgen, *Recherche de l'excellence*, entretien paru au *Lëtzeburger Land* du 30 septembre 2005.

François Biltgen, *Discours à l'occasion de la rentrée académique 2005*, 10 octobre 2005, Internet (www.gouvernement.lu/... du 01.06.2006).

*Plan quadriennal de l'Université du Luxembourg (2006-2009)*, Université du Luxembourg, version finale 21 mars 2006, Internet (www.uni.lu/... du 20.09.2006).

*Contrat d'établissement pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg* (pour les années 2006-2009), signé le 10 octobre 2006.

Rapport d'activités 2005 de l'Université du Luxembourg, 2006.

Rapport annuel 2005 du Fonds national de la recherche, 2006.

*Les activités d'innovation et de recherche au Grand-Duché de Luxembourg. Etat des lieux et pistes de réflexion*, n° 5 novembre 2005, Perspectives de politique économique, Ministère de l'économie et du commerce extérieur, 2005.

*OECD Review of Luxembourg's Innovation Policy*, Draft Final Report, 24 May 2006.

Rapport sur la valorisation de la recherche, République française, Inspection générale des finances, Inspection générale de l'administration de l'éducation et de la recherche, janvier 2007.

#### B) *Communications de la Commission européenne*

*Le rôle des universités dans l'Europe de la connaissance*, 5 février 2003.

*Mobiliser les cerveaux européens: permettre aux universités de contribuer pleinement à la stratégie de Lisbonne*, 20 avril 2005.

*Faire réussir le projet de modernisation pour les universités: formation, recherche et innovation*, 10 mai 2006.

#### C) *Prises de position récentes d'universitaires*

Les brèves mais denses prises de position mentionnées ci-après exposent des réflexions assez récentes sur l'université et son avenir.

ARESER (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*, Raisons d'agir éditions, 1997.

Jacques Derrida, *L'Université sans condition*, Editions Galilée, 2001.

Jochen Hörisch, *Die ungeliebte Universität. Rettet die Alma mater!*, Carl Hanser Verlag, 2006.

## II. IN MEMORIAM

## Louis Schiltz (1934-2006)

Le 1<sup>er</sup> août 2006 s'est éteint notre regretté confrère Louis Schiltz qui était membre de notre section de l'Institut Grand-Ducal depuis 1994.

Louis Schiltz, né à Luxembourg le 20 août 1934, fait ses études secondaires à l'Athénée auquel il a gardé sa fidélité toute sa vie. Ainsi, pendant de longues années, il assume la présidence de l'Association des parents d'élèves de l'Athénée. Après ses études de droit aux universités de Strasbourg et de Paris, il prête le serment d'avocat le 14 juillet 1959. Avocat, il va le rester toute sa vie.



Il entre en stage chez Tony Bieber, un regretté membre, puis membre honoraire, de notre section. Le choix était tout tracé. Louis venait d'une famille catholique, son frère Mathias, Menna pour ses amis, était entré au Grand Séminaire et est actuellement Vicaire Général. Louis Schiltz était aussi président de la Fabrique d'Église de Belair.

L'affinité avec Tony Bieber n'était pas seulement d'ordre social et religieux. S'il y avait une qualité commune du patron et du stagiaire, je la définirais comme *la solidité*. Sur le plan professionnel, c'était la solidité de la connaissance: connaissance du droit, connaissance du dossier. Mon patron, Paul Elvinger, m'avait dit, lorsque j'affrontais Tony Bieber à la barre la première fois: «*Pass op, beim To'ni kris de naischt geschenkt*». Même chose chez Louis Schiltz – «*Ly*» comme l'appelaient ses amis et ses confrères. Ses conclusions et ses plaidoiries étaient fouillées, longues s'il le fallait, toujours complètes.

Il y avait pourtant des différences entre ce bon patron et cet excellent stagiaire. Le patron était un volcan, très expansif, et un adversaire agressif, parfois d'une agressivité presque physique. Le stagiaire Ly était plutôt le fleuve tranquille.

Autre différence: Tony Bieber était homme politique, membre de la Chambre des Députés, l'un des députés les plus respectés par sa conscience politique et sa contribution éminente, reconnue sur tous les bords, à l'œuvre législative. Le stagiaire avait compris que la double carrière

d'avocat et d'homme politique ne pouvait être menée de pair à long terme, chacune des deux absorbant désormais un homme. Ly ne se présenta donc jamais aux élections, même si sa proximité du parti chrétien social était connue et reconnue.

Par contre, il allait se dévouer corps et âme à la profession. Non seulement à l'exercice de sa profession, mais également à l'organisation de celle-ci, à sa représentation et à la défense de ses intérêts dans une Europe de plus en plus envahissante.

Pour commencer, il fut Président du Jeune Barreau, 1967-1968, membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Luxembourg, 1972-1974. Il fut élu Bâtonnier de l'Ordre des Avocats en 1989.

Mais son activité au service de la profession ne s'arrêtait pas aux frontières. Il fut Vice-Président de l'Association Internationale des Jeunes Avocats, puis membre du conseil de l'Union Internationale des Avocats. En 1974, le Conseil de l'Ordre le nomma membre de la délégation luxembourgeoise à la Commission consultative des Barreaux de la Communauté Européenne, la CCBE, une fonction où s'étaient distingués ses aînés Tony Biever, Ernest Arendt, lui aussi membre de notre section de la première heure, Fernand Zurn, Max Baden et d'autres. La CCBE était l'organisation reconnue par la Commission des Communautés Européennes par laquelle les barreaux de l'Europe dialoguent entre eux et dialoguent avec Bruxelles. La tâche des représentants du Barreau de Luxembourg n'était pas facile. Notre Barreau était conservateur voire anxieux devant ce qu'on peut désormais appeler la globalisation de la profession. On peut rendre à Ly cet hommage qu'il fit la transition d'une attitude protectionniste vers une plus grande ouverture.

Le couronnement de sa carrière sur le plan international fut la présidence en 1983 de cette redoutable Commission consultative des Barreaux Européens.

L'activité internationale fut aussi, je crois, son bonheur, un bonheur qu'il partageait avec son épouse Annette Hoss qui l'accompagnait avec beaucoup de tact dans ses nombreux voyages. C'est ce qui lui valut de hautes distinctions. Outre celle d'Officier de la Couronne de chêne et de Commandeur de l'Ordre du mérite, il portait une haute décoration autrichienne, car il était attaché au Barreau autrichien, ainsi que la médaille d'argent de l'*Ordem dos Advogados* du Portugal et la médaille d'or de la *Mutualidad General de Prevision de la Abogacia Española*. Il les avait bien mérités.

Comme l'avait fait avant lui pendant de très longues années Ernest Arendt, Ly présentait chaque année à l'assemblée générale du Barreau

son rapport sur les développements internationaux intéressant la profession et plus particulièrement les travaux de la CCBE.

\*\*\*

Ses activités internationales, menées de pair avec l'exercice assidu de la profession, lui laissaient peu de temps pour une activité académique ou de publication. Pourtant il fut, à partir de 1979 et pendant de longues années, titulaire des cours de déontologie aux travaux du stage à la profession d'avocat, rien d'étonnant avec sa passion pour la profession.

Il fut aussi membre du groupement luxembourgeois de l'Association Henri Capitant pour la Culture juridique française. À ce titre il avait, en collaboration avec Alphonse Huss, le premier Président de notre section, présenté en 1975 un rapport national sur « *Le corps humain et le droit* », et en 1976 il présenta, aux Journées françaises de cette Association, en collaboration cette fois-ci encore avec deux autres membres de notre section, Ernest Arendt et Jacques Neuen, un rapport sur « *La protection juridique du voisinage et de l'environnement* ».

Éclectique, il avait abordé des sujets très différents, comme dans un rapport sur « *Les professions libérales et l'assurance de groupes* », présenté à un colloque de l'Association Internationale du droit des assurances, ou encore sur « *La responsabilité du fabricant* » pour le Congrès de l'Union Internationale des Avocats 1975 à Munich et, en collaboration avec Albert Weitzel et André Thill, eux aussi membres de notre section, sur « *La responsabilité du prestataire de services en droit luxembourgeois* ».

Le plus attachant de ses travaux reste cependant la contribution qu'il fit à un colloque présidé par notre confrère Pierre Pescatore et organisé par la Conférence St Yves en avril 1979 – le parti chrétien social était, pour quelques mois encore, dans l'opposition – sur: « *Allons-nous vers le contrôle de la constitutionnalité des lois? - Atteinte actuelle ou possible à l'ordre constitutionnel et aux droits fondamentaux* », un sujet qui avait ému les juristes à l'époque à la suite d'actes du législateur qui, pour des raisons d'opportunité politique, et protégé par l'absence de contrôle de la constitutionnalité, avait manifesté des tendances à prendre des libertés avec la loi fondamentale.

\*\*\*

Depuis quelques années, la santé de Louis Schiltz faiblissait à tel point qu'il se retirait de la profession en 2006 pour devenir avocat honoraire, malheureusement pour quelques mois seulement.

Il eut cependant, avec son épouse Annette, le bonheur d'avoir trois fils exemplaires, un professeur, Marc, et deux avocats, Jean-Louis et Franz, qui étaient entrés en association avec lui jusqu'au jour où Jean-Louis, comme vous savez, allait suivre une brillante carrière politique qui fait de lui l'actuel Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire, des Communications et de la Défense.

Nous avons perdu en Louis Schiltz un confrère fidèle à nos travaux et un homme engagé pour l'idéal de sa profession et pour les valeurs de notre société.

André Elvinger

## Robert Legros (1913-2004)

*Membre d'honneur de notre Section, Robert Legros a exercé en Belgique des fonctions prestigieuses: professeur à l'Université de Bruxelles, président de la Cour de cassation, membre de l'Académie royale ... C'est par ses responsabilités de Commissaire Royal à la Réforme du Code Pénal et de membre de la Commission de justice Benelux qu'il eut l'occasion de rencontrer Alphonse Huss, qui a été le premier président de la section des sciences morales et politiques. Nos membres qui ont personnellement connu Robert Legros étant décédés, nous reproduisons ci-après des extraits de l'éloge funèbre prononcé à l'Académie de Belgique par François Rigaux.*

Né à Namur le 24 novembre 1913, docteur en droit avec grande distinction en 1934, Robert Legros fit dans la magistrature une carrière étincelante, passant en 1964 de la Cour d'appel de Liège à la Cour de cassation où il fut élu président en 1981 et premier président en 1982.

Alors qu'il était déjà juge au tribunal de première instance de Namur, Robert Legros défendit en 1952 à l'Université libre de Bruxelles sa thèse d'agrégation de l'enseignement supérieur intitulée *L'élément moral dans les infractions*. Publiée à Paris à la Librairie du Recueil Sirey et aux Éditions Desoer à Liège, la thèse est précédée d'une longue préface de son promoteur, Maximilien Philonenko.

\*\*\*

Élu correspondant de l'Académie de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques le 9 mai 1983 sur la présentation des professeurs Chaïm Perelman et Paul De Visscher, membre le 8 janvier 1996 et admis à sa demande à la qualité de membre hors-cadre le 1<sup>er</sup> avril 1998, Robert Legros écrit le 24 avril 1999 au Secrétaire perpétuel qu'il se déplace de plus en plus difficilement. Pendant ces dernières années, la maladie avait tenu notre confrère éloigné de nos travaux alors que jusque-là son assiduité et son activité étaient remarquables.



Après son élection dans notre Compagnie, et quelques mois avant son accession à l'éméritat à la Cour de cassation (le 24 novembre 1983), Robert Legros fut, par arrêté royal du 8 avril 1983, nommé Commissaire royal à la réforme du Code pénal. Il paraissait en effet merveilleusement préparé à cette mission qui tendait à procéder à une refonte fondamentale de notre Code pénal de 1867. À une longue pratique de la justice pénale aux différents degrés de juridiction et, pour finir, durant dix-neuf années au siège de la Cour de cassation il joignait une connaissance exhaustive de la doctrine pénale de langue française. Il maîtrisait un faisceau d'idées et de considérations personnelles sur les principaux thèmes du droit pénal général (entendons par là les principes fondamentaux de la matière déposés dans le Livre premier du Code). Toutefois, la vigueur de son tempérament ne le prédisposait pas à l'accomplissement d'une mission nouvelle: animer une œuvre collective.

Aux fonctions judiciaires exercées en Belgique par Robert Legros, s'ajoutent ses charges à la Cour de Justice Benelux où il fut juge et premier vice-président. Il a présidé de nombreuses associations, notamment la Commission nationale de la magistrature, l'Association belge pour le droit européen, l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de Droit international de La Haye; il présida le Congrès de droit pénal européen organisé en 1968 par l'Institut d'Études européennes de l'Université de Bruxelles. Professeur ordinaire à cette Université, il y enseigna principalement le droit pénal et le droit pénal international.

À cet homme qui paraissait taillé dans le chêne, le décès de son épouse Marie-Thérèse, « Chouchou » pour les intimes, le 16 mai 1997, apporta une secousse dont il n'a pu se remettre. Aussi liégeoise qu'il était namurois, Marie-Thérèse Legros dispensait autour d'elle le charme d'une intelligence fine et attentive, une vivacité de bon aloi. Leurs deux fils, l'un avocat, qui fut bâtonnier de l'ordre, et qui est professeur à la Faculté de droit, l'autre professeur de philosophie à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université de Caen, ont recueilli un héritage spirituel dont ils surent se montrer dignes et l'Académie leur adresse ses condoléances émues.

### III. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques  
(Mai 2007)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

#### Statistique des membres:

1) par catégorie		2) par sous-section	
Membres effectifs et agrégés	44	Droit	22
(décédés: 23)		Économie/Sciences sociales	12
Membres correspondants	8	Philosophie	10
(décédés: 3)			44
Membres d'honneur	6		
(décédés: 28)	58		

#### Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 –

[1]

# **Institut Grand-Ducal** **Section des Sciences morales et politiques**

**Tableau des Membres (2007)**  
 (entre parenthèses: année de l'élection)  
 (Préfixe téléphone et fax 00352)

## Membres effectifs et agrégés

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>AHLBORN Henri (1978)</b> Maréchal de la Cour Tél.: 33 02 85 Bureau: 47 48 74-232 – Fax: 33 09 33 Courriel: henri.ahlbarn@internet.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange	E
<b>ALS Georges (1966)</b> Directeur hon. du Statec Prof. hon. à l'ULB Tél.: 44 22 46 Bureau: Tél. + Fax: 45 65 63 Courriel: alsgeo@pt.lu	11, rue Adolphe L-1116 Luxembourg	E
<b>BAULER André (1995)</b> Prof. d'éco. au Lycée du Nord Tél.: 81 61 18 ou bur. 95 93 20-232 Courriel: anbauler@pt.lu	12, rue de l'Indépendance L-9147 Erpeldange	E
<b>CAMPAGNA Norbert (1995)</b> Professeur Tél.: 0033/3/82 216 139 Courriel: norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville	P
<b>ELVINGER André (1978)</b> Avocat Tél.: 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax: 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel: andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg	D
<b>ELVINGER Marc (1991)</b> Avocat Tél.: 45 24 17 – Fax: 44 22 55 Courriel: marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg	D
<b>ENTRINGER Henri (1989)</b> Directeur hon. de la C.E. Tél.: 44 51 19	31, rue Albert 1 <sup>er</sup> L-1117 Luxembourg	E

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>ETIENNE Henri</b> (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax: 40 57 15 Courriel: hetienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D
<b>FRIEDEN Luc</b> (1993) Ministre Tél.: 478-2701 – Fax: 22 19 80 Courriel: luc.frieden@fi.etat.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D
<b>GÉRARD Edmond</b> (1988) Président de chambre à la Cour d'Appel Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax: 45 34 12	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D
<b>GOEDERT Georges</b> (1985) Professeur hon. à l'Athénée et au C.U. Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98 Courriel: geogoe@pt.lu	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg	P
<b>GOEDERT Henri</b> (1979) Senior Legal Counsel Arcelor, anc. prof. au C.U. Tél.: 44 83 86 ou bur. 47 92-25 01 Fax: 47 92-26 96 Courriel: henri.goedert@arcelor.com	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D
<b>HARLES Guy</b> (1985) Avocat Tél.: 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax: 40 78 04641 Courriel: guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D (E)
<b>HARPES Jean-Paul</b> (1968) Professeur hon. au C.U. Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01 Courriel: jean-paul.harpes@education.lu	1, rue Kahnt L-1851 Luxembourg	P
<b>HAUSEMER Hubert</b> Professeur hon. Tél. et Fax: 51 09 39 Courriel: hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg	P
<b>HEIDERSCHIED André</b> Abbé (retraité) Tél.: 4993 298 (matin Impr. Saint-Paul) 26 78 02 01 (après-midi)	L-6155 Plankenhaff	(E) P

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>HIPPERT Paul</b> (1995) Directeur hon. Chambre de Commerce	2, avenue Joseph Sax L-2515 Luxembourg	E
<b>HOSS Jean</b> (1979) Avocat Tél.: 45 43 30 Bureau: 44 66 440 – Fax: 44 22 55 Courriel: jeanhoss@chp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D
<b>KINSCH Patrick</b> (1991) Avocat Tél.: 44 14 87 ou bur. 24 13 41 Fax: 48 99 20 Courriel: kinsch@vo.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D
<b>KREMER Paul</b> (1985) Professeur au C.U. Tél. + Fax: 22 90 65 Courriel: p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg	P
<b>LOESCH Jacques</b> (1979) Avocat Tél.: 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax: 26 08-88 88 Courriel: jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D
<b>MISCHO Jean</b> (2000) Avocat Général hon. à la Cour de Justice de la C.E. Tél.: 33 98 20 – Fax: 26 33 41 99 Courriel: mischoj@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D (Sc.po)
<b>MOUSEL Paul</b> (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax: 40 78 04-667 Courriel: paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D
<b>MUHLEN Ernest</b> (1978) Ancien Ministre Tél.: 81 16 62 – Fax: 81 10 62 Courriel: ernmuhl@pt.lu	18, bd G.-D. Charlotte L-9024 Ettelbrück	E



NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>NEUEN Jacques</b> (1979) Avocat Tél.: 44 52 50 et 46 73 05 Fax: 25 41 79 Courriel: jacquesneu@lawfirm.lu	286, av. Gaston Diderich L-1420 Luxembourg	D
<b>PESCATORE Pierre</b> (1966) Prof. hon. à l'Université de Liège anc. Juge à la Cour de Justice de la C.E. Tél.: 22 40 44 Fax: 46 61 42	16, rue de la Fontaine L-1532 Luxembourg	D
<b>PRUM André</b> (2002) Professeur Agrégé des Facultés de Droit Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72 Fax: 45 24 70 Courriel: andre.prum@uni.lu	17, Bridelsknupp L-8135 Bridel	D
<b>RAVARANI Georges</b> (2002) Président du Tribunal administratif Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax: 42 105-7872 Courriel: georges.ravarani@ja.etat.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg	D
<b>SCHMIT Roger</b> (1988) Professeur Tél.: 72 98 84 Courriel: roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6914 Echternach	P
<b>SCHULLER Guy</b> (1988) Conseiller écon. 1 <sup>re</sup> cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 478-4271 Courriel: guy.schuller@statec.etat.lu	19, rue A. Lincoln L-8333 Olm	E
<b>SCHWALL-LACROIX Annette</b> (1994) Avocat Tél.: 22 22 90 – Fax: 47 16 51	20, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg	D
<b>SPELLER Jules</b> Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg	P
<b>SPIELMANN Dean</b> (2002) Juge à la Cour des droits de l'homme Tél.: 00 33-3-88 41 30 54 Fax: 00 33-3-88 41 27 30 Courriel: dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>STEICHEN Alain</b> (200?) Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél.: 45 58 58 – Fax: 45 58 59 Courriel: asteichen@bsslaw.net	108, Kohlenberg L-1870 Luxembourg	D
<b>STOFFELS Jules</b> (1971) Professeur honoraire Tél.: 31 75 62	153, rue des Romains L-8041 Bertrange	E
<b>TRAUSCH Gérard</b> (2000) Professeur Tél.: 22 33 13 Courriel: getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg	E
<b>WEITZEL Albert</b> (1985) Président hon. du Tribunal d'Arr. Tél.: 44 54 14 – Fax: 44 47 37	145, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg	D
<b>WEITZEL Luc</b> (1993) Référéndaire Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax: 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel: weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D
<b>WIRTGEN Georges</b> (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 21 39 Courriel: georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg	P
<b>WIWENES Georges</b> (2002) Premier avocat général Tél.: 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg	D
<b>WURTH Michel</b> (1985) Dirigeant d'entreprise Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2011 Fax: 4792-2695 Courriel: wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	11, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	E

Membres élus, non encore reçus

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>SIWECK Jean-Lou</b> (2006) Lic. en journalisme Tél.: 26 33 06 67 Bureau: 478-8116 Courriel: jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange	E
<b>WAGENER Marco</b> (2006) Conseiller à la Chambre de Travail Tél.: 621 248 902 Bureau: 48 86 16-207 – Fax: 48 86 16-220 Courriel: marwag@aol.com – m.wagener@ak-l.lu	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier	E
<b>THEIS Robert</b> Professeur à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax: 31 63 93 Courriel: robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen	P

Les membres suivants ont présenté leur démission  
pour raison de surcharges professionnelles ou d'autres raisons

MORES Edouard  
PIERETTI Patrice, Centre de recherche public du Centre Universitaire  
RASQUIN Gérard  
SCHAACK Robert  
SCHABER Gaston  
THOMA Gaston

Membres décédés

ARENDE Ernest (2003)	PRUSSEN Jules (1975)
DELVAUX Bernard (1972)	RAU Fernand (1994)
FABER Georges (1993)	RIES Adrien (1991)
HEIDERSCHIED Robert (1996)	SCHILTZ Louis (2006)
HEMMER Carlo (1988)	SCHROEDER Paul (1999)
HUSS Alphonse (1993)	SIMON Armand (1996)
KAUFFMAN Joseph (1988)	THIRY Roger (2000)
KAYSER Armand	WAGNER Edmond (2004)
KONZ Fred (1980)	WEBER Paul (Abbé) (1988)
LIESCH Léon (1985)	WURTH Marcel (1972)
MAUL Roger (1987)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)
OLINGER Jean (1999)	

Membres correspondants

<b>GREISCH Jean, Abbé</b> (1988) Prof. à la Faculté de Philosophie Institut Catholique de Paris Enseignant-Chercheur au CNRS	74, rue du 22 septembre F-92400 Courbevoie Tél.: 0033-1-47 68 72 12 Bureau: 0033-1-144 39 52 64 Courriel: Greisch@wanadoo.fr
<b>HELLMANN Rainer</b> (1968) Dr rer. pol.-journaliste et économiste	61, avenue Baron d'Huart B-1150 Bruxelles Tél.: 00322-77 90 92 2 Fax: 00322-76 32 92 4 Courriel: Rainer.Hellmann@brutele.be
<b>KIRSCH Guy</b> (1968) Prof. à l'Université de Fribourg (Inst. des sc. écon. et soc.)	29, rue de Lausanne CH-1700 Fribourg Tél.: 0041-026-32 28 59 7
<b>LALIVE d'EPINAY Pierre</b> (1990) Professeur hon. à la Faculté de Droit de Genève Etude: Lalive Avocats Dom: 13, rue des Sources CH-1205 Genève	35, rue de la Mairie CH-1207 Genève Tél.: 0041-22-319 87 00 Fax: 0041-22-319 87 60 Courriel: info@lalive.ch
<b>SITTER-LIVER Beat</b> (1998) Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne) Université de Fribourg Dép. de philosophie	Altenbergstraße, 98 CH-3013 Bern Tél.: 0041-31-33 13 24 3 Fax: 0041-31-33 13 24 1 Courriel: beat@sitter-liver.ch
<b>TOMUSCHAT Christian</b> (1985) Prof. Dr., Humboldt-Universität, Berlin Juristische Fakultät Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)	Odilostrasse 25A D-13467 Berlin Tél.: 0049-30-405 414 86 Fax: 00 49-30-405 414 88 Courriel: Chris.Tomuschat@gmx.de
<b>VAX Louis</b> (1985) Professeur émérite à l'Université de Nancy	1, rue du Pressoir F-54850 Méréville Tél.: 0033-3-83 47 28 31
<b>WALINE Jean</b> (1985) Professeur émérite à la Faculté de Droit Université R. Schuman, Strasbourg	4, avenue de l'Europe F-67000 Strasbourg Cedex Tél.: 0033-3-88 35 39 79 Fax: 0033-3-88 25 18 33 Courriel: jean.waline@laposte.net

Membres correspondants décédés

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)  
 MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)  
 THOLL Gérard, Dozent, Bonn

Membres d'honneur

<b>BONN Alex</b> (1997) Avocat-Avoué Prés. hon. du Conseil d'État	Centre Saint-Jean de la Croix 30, rue Sainte Zithe L-2763 Luxembourg Tél.: 22 59 61 – Fax: 46 45 93	D
<b>FLESCH Colette</b> (1979) Député Échevin Anc. Bourgmestre de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15 Courriel: cflesch@chd.lu	E
<b>JESCHECK Hans-Heinrich</b> (1985) em. ord. Prof. Univ. Freiburg im Breisgau em. Direktor des Max-Planck-Instituts für ausländisches und internat. Strafrecht	Günterstalstraße, 73 D-79100 Freiburg im Breisgau Tél.: 0049-761-7081-1	
<b>LESOURNE Jacques</b> (1988) Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél.: 0033-1-43 25 66 05 Fax: 0033-1-56 24 47 98	E
<b>THORN Gaston</b> (1979) Premier Ministre hon. (1974-79) Ancien Président de la Commission Européenne (1980-84)	1, rue de la Forge L-1535 Luxembourg Tél.: 42 01 98 – Fax: 42 49 58	

Membres d'honneur décédés

ANDERS Jérôme (1983) BECH Joseph (1975) BIERMANN Pierre (1981) BIEVER Tony (1990) CALMES Albert (1967) FOOG Joseph (1998) FREDERICQ Louis (Baron) (1981) GANSCHOF von der MEERSCH Walter (1993) GOERENS François (1992) HAMMES Ch.-Léon KRIEPS Robert (1991) LEGROS Robert (mai 2004) LEVASSEUR Georges (2003) LOESCH Alfred (1982) MAJERUS Pierre (1998)	MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.) RECKINGER Marcel REDING Marcel (1993) RODENBOURG Eugène (1975) SAUVEPLANNE Jean Georges SCHAUS Lambert (1975) SOLUS Henri VERLOREN VAN THEMAAT Pieter (2004) WAGNER Camille WEBER Paul (1975) WEHRER Albert (1967) WELTER Félix (1991) WERNER Pierre (2002) WILWERTZ Paul (1979)
--	---

## IV. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2007

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

### Disponibilité et prix

Les textes précédés d'un astérisque peuvent être obtenus en versant le prix au CCP à Luxembourg N° IBAN LU59 1111 0379 8356 0000 de la Section des Sciences morales et politiques (frais d'envoi compris):

Actes de la Section I-IX: 20 EUR, Vol. X: 25 EUR  
Cahiers 1-12: 15 EUR, N° 13: 6 EUR  
Communications individuelles: 5 EUR  
Ouvrages de Jules Prussen: 20 EUR par volume  
Rapports d'un diplomate 1950-1962: 30 EUR  
Art contemporain et société postmoderne: 20 EUR

Pour les textes non précédés d'un astérisque, s'adresser aux auteurs (cf. supra: Tableau des membres et adresses).

### Secrétariat de la Section

M. Georges Als, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,  
Tél. + Fax: 45 65 63 – Courriel: alsgeo@pt.lu

### Statistique des publications

13 volumes « Actes »  
13 Cahiers  
5 ouvrages spéciaux  
env. 200 communications  
31 éloges funèbres  
plus de 7.000 pages

## Le système des publications

### Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou «communications» présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés «**Actes**». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et ... de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les «Cahiers»), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 «Cahiers». Enfin, les communications d'Edmond Wagner ont été réunies dans un «Ouvrage spécial».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des «**Cahiers**» groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, l'union monétaire, l'euthanasie etc.

Une troisième série dénommée «**Ouvrages spéciaux**» contient, soit des œuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

### A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année au mois de mai, reproduisent les textes des communications présentées

#### Actes: Vol. I 1970 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

- Als G.: Fondements juridiques de la statistique  
 Bonn A.: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat  
 Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus  
 Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique  
 Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne  
 Prussen J.: Fatalisme et logique

#### Actes: Vol. II 1973 186 p.

Avortement: v. Cahier N° 1

- Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures)  
 Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4  
 Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné  
 Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale  
 Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale  
 Stoffels J.: Régulation de la population et démographie

#### Actes: Vol. III 1979 274 p.

Le suicide: v. Cahier N° 2

- Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel  
 Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne  
 Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique  
 Hemmer C.: Economie et écologie  
 Goedert G.: Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain  
 Harpes J.P.: A l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant  
 Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique  
 Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence?  
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité? Les alternatives du futur selon le Club de Rome  
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne

#### Actes: Vol. IIIA 1978-1984 (1<sup>er</sup> sem.) (à éditer en 2005)

- Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)  
 Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)  
 Biermann P.: Nagakal: Schlangentab und Schlangenzauber (22.5.1980)  
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)  
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)  
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)  
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)  
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucauld (8.4.1981)  
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)  
 Ries A.: Le Zollverein à rebours? (12.5.1979)  
 Stoffels J.: La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)  
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

- #### Actes: Vol. IIIB 1985 (2<sup>e</sup> sem.) - 1990 (1<sup>er</sup> sem.) **Projet**
- Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)  
 Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)  
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)  
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)  
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du «Capital» (4.12.1984)  
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)  
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)  
 Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)  
 Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)  
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle (30.6.1986)  
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)  
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)  
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

### A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année au mois de mai, reproduisent les textes des communications présentées

#### Actes: Vol. I 1970 128 p.

- Séance académique du 24 octobre 1967  
 Als G.: Fondements juridiques de la statistique  
 Bonn A.: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat  
 Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus  
 Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique  
 Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne  
 Prussen J.: Fatalisme et logique

#### Actes: Vol. II 1973 186 p.

- Avortement: v. Cahier N° 1  
 Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures)  
 Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4  
 Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné  
 Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale  
 Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale  
 Stoffels J.: Régulation de la population et démographie

#### Actes: Vol. III 1979 274 p.

- Le suicide: v. Cahier N° 2  
 Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel  
 Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne  
 Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique  
 Hemmer C.: Economie et écologie  
 Goedert G.: Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain  
 Harpes J.P.: A l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant  
 Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique  
 Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence?  
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité? Les alternatives du futur selon le Club de Rome  
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne

#### Actes: Vol. IIIA 1978-1984 (1<sup>er</sup> sem.) (à éditer en 2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)  
 Biermann P.: Nagakal: Schlangenstab und Schlangenzauber (22.5.1980)  
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)  
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)  
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)  
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)  
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucauld (8.4.1981)  
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)  
 Ries A.: Le Zollverein à rebours? (12.5.1979)  
 Stoffels J.: La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)  
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

#### Actes: Vol. IIIB 1985 (2<sup>e</sup> sem.) - 1990 (1<sup>er</sup> sem.) Projet

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)  
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)  
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)  
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du « Capital » (4.12.1984)  
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)  
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)  
 Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)  
 Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)  
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle (30.6.1986)  
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)  
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)  
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)



**Actes: Vol. IIIC****1990 (2<sup>e</sup> sem.) - 1997      Projet**

- Berlinger R.: Der Traum des Sokrates (28.6.1990)  
 Campagna N.: Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten? (23.10.1995)  
 Campagna N.: Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)  
 Elvinger A.: Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)  
 Entringer H.: Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)  
 Harpes J.-P.: Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)  
 Kremer P.: Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)  
 Neuen J.: Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)  
 Olinger J.: Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)  
 Ries A.: Mobilité – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) (14.11.1990)

**Actes: Vol. IV****1999      264 p.**

- Als G.: Dans l'intimité de Brigitte Bardot  
 Campagna N.: Montesquieu, le libéralisme et la religion  
 Campagna N.: Justice et parité  
 Kremer P.: Hello Dolly (à propos du clonage)  
 Sitter-Liver B.: « Würde der Kreatur » – Ein Grenzbegriff  
 Stoffels J.: Le social, entrave au progrès économique?  
 Wagner E.: Science et responsabilité  
 Wagner E.: Problèmes éthiques du clonage

**Actes: Vol. V****2000      296 p.**

- Campagna N.: Les limites morales de la souveraineté nationale  
 Goedert G.: Nietzsche, philosophe « inactuel »  
 Pescatore P.: Lecture critique de l'encyclique « Fides et Ratio »  
 Schuller G.: L'économie de très petit espace face à la globalisation  
 Vax L.: Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

**Actes: Vol. VI****2002      264 p.**

- Als G.: Le duel Churchill-Hitler en été 1940  
 Bauler A.: Souveraineté nationale et développement économique: le cas du Luxembourg  
 Campagna N.: Defensor iuris: Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg  
 Campagna N.: La société libérale et Léviathan

- Trausch G.: Développement socio-économique du Luxembourg et structures scolaires  
 Trausch G.: La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg  
 Trausch G.: L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions

**Actes: Vol. VII****2003      308 p.**

- Garapon A.: La justice pénale internationale  
 Pescatore P.: La philosophie du droit au tournant du millénaire  
 Schuller G.: Economie et bonheur  
 Trausch G.: Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

**Actes: Vol. VIII****2004      340 p.**

- Campagna N.: La confiance comme problème de la philosophie politique  
 Elvinger A.: Droit fiscal et confiance  
 Entringer H.: Confiance et management  
 Goedert H.: La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848  
 Hausemer H.: Confiance et religion  
 Schuller G.: Economie et confiance  
 Trausch G.: Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg  
 Wagner E.: Science et confiance

**Actes: Vol. IX****2005      360 p.**

- Campagna N.: Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)  
 Elvinger A.: Le Juge à l'école ou: Der Richter und sein D(H)enker (28.9.2004)  
 Annexes: Le débat dans la presse  
 Interventions des membres  
 Greisch J.: « Horror religiosus »: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance (14.12.2004)  
 Mischo J.: Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)  
 Pescatore P.: La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)  
 Speller J.: Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)  
 Trausch G.: Création d'une fonction publique moderne au Luxembourg (15.3.2005)

**Actes: Vol. X****2007****314 p.**

- Als G.: La révolution sexuelle et ses problèmes  
Où va la Sibérie?
- Harpes J.-P.: Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet
- Hausemer H.: Teilhard de Chardin: Foi et Science
- Kremer P.: La fin de l'homme
- Mischo J.: Les paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien
- Schuller G.: La réémergence de la Chine
- Tarrach R.: En attendant Belval
- Entringer H.: L'Université du Luxembourg: Analyse critique

**B. Cahiers** (ordre chronologique)

Les «Cahiers» rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

**N° 1 La libéralisation de l'avortement****1973**

Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)

- Heiderscheid A.: Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques
- Liesch L.: Législation comparée
- Prussen J.: L'avortement est-il immoral?
- Dr Pundel P.: L'aspect médical
- Pescatore P.: Notes de réflexion sur le problème de la «libéralisation»
- Débat: Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid – E. Muhlen – L. Liesch

**N° 2 Le suicide****1979**

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)

- Huss A. (président): Paroles introductives
- Als G.: Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique
- Konz F.: Le suicide dans le droit et la pratique des assurances
- Dr Muller G.: Suicides et tentatives de suicide
- Wagner E.: Recherche d'une définition. Aspects philosophiques et moraux

**N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.) 1980**

- Als G.: Les étrangers au Luxembourg: aspects économiques et démographiques
- Kunitzki N.: Les étrangers et leur intégration au corps social
- Olinger J.: Le statut fiscal des étrangers
- Ries A.: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise
- Ruppert Ch.: Sécurité sociale des travailleurs migrants
- Wirtgen G.: Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois
- Hemmer C. (président): Conclusions

**N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)****1983**

- Hemmer C. (président): Introduction  
 Heiderscheid A.: L'imprimerie, la presse et l'électronique  
 Neuen J.: L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg  
 Ries A.: L'économie de la presse écrite au Luxembourg

**N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.) 1985**

- Bonn A.: L'abus de la liberté de la presse  
 Heiderscheid A.: Considérations historiques sur la loi actuelle  
 Hemmer C.: La notion de la liberté de la presse  
 Huss A.: Observations particulières sur la chronique judiciaire  
 Kunitzki N.: Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir  
 Liesch L.: Liberté d'expression et droits de l'homme  
 Mergen A.: Les aspects criminologiques du problème  
 Ries A.: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?  
 Thiry R.: Problèmes de la responsabilité et des prescriptions

**N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)****1987**

- Wagner E. (président): Introduction  
 Flesch C.: L'article 48 de la loi du 10 mai 1968  
 Hausemer H.: Pour une éducation morale à l'école publique  
 Kremer P. et Schneider J.-Cl.: Pour une éducation morale autonome à l'école  
 Stoffels J.: L'enseignement économique et la morale du bien  
 Thiry R.: L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer  
 Vax L.: Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale  
 Wagner E.: L'éducation de l'homme, personne morale  
 Weber P. (abbé): Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques

**N° 7 Commémoration Descartes (40 p.)****1988**

- Kremer P.: Adieu René!  
 Harpes J.-P.: ... et pourtant  
 Wagner E.: Connaissance et évidence

**N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.)****1988**

- Arendt E.: Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution  
 Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la constitution  
 Bonn A.: Faut-il procéder à une réforme globale de la constitution?  
 Elvinger A.: La constitution et le droit au juge impartial  
 Hemmer C.: Intervention sur la communication de M. Huss  
 Huss A.: L'accentuation des dispositions visant le referendum  
 Kauffmann J.: Observations sur les communications de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry  
 Ries A.: Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères  
 Thiry R.: Droit de grève et liberté de travailler  
 Waline J.: Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois  
 Weitzel A.: La constitution et les droits fondamentaux

**N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg****1989****Volume I (100 p.)**

- Wagner E. (président): Introduction  
 Braun F.: Le grand marché de 1992 au service du dev. écon. de l'Europe  
 Cloos J.: Den eur. Eenheidsmaat wéi de Ministerrot e gesäit  
 Etienne H.: Propriété industrielle et intellectuelle dans le marché unique  
 Goergen R.: L'action de la Communauté en matière fiscale  
 Schaack R.: Considérations sur la dimension sociale de l'Acte unique  
 Stoffels J.: L'approv. énergétique au sein du marché unique européen

**Volume II (66 p.)****1990**

- Etienne H.: Le marché unique et la fiscalité  
 Mousel P. et Harles G.: La physionomie du droit lux. dans un marché unique  
 Ries A.: 1992 oder 2001?  
 Stoffels J.: Harmonisation de la fiscalité indirecte

### N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.) 1992

- Wagner E. (président): Introduction  
 Heiderscheid A.: Un cas précis: L'Imprimerie Saint-Paul  
 Neuen J.: Le secteur audiovisuel (case study)  
 Stoffels J.: Observations théoriques et pratiques concernant la mobilité et la flexibilité des systèmes économiques

### N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.) 1993

- Wagner E. (président): Introduction  
 Document de travail de Me E. Arendt  
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch  
 Etienne H.: Le contrôle de la constitutionnalité des lois au Luxembourg  
 Schaack R.: id.

### N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne (136 p.) 1997

- Wagner E. (président): Introduction  
 Als G.: L'union économique et monétaire  
 Etienne H.: Monnaie commune et souveraineté nationale  
 Flesch C.: La monnaie unique dans l'opinion publique  
 Hippert P.: L'entreprise face à l'union monétaire  
 Mersch Y.: Le point de vue gouvernemental sur l'union monétaire  
 Schoder J.-P.: Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence de la Belgique?  
 Stoffels J.: Monnaie neutre ou monnaie active?  
 VerLoren van Themaat P.: L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique  
 Werner P.: Les perplexités institutionnelles de l'union européenne  
 Weyland J.: Le débat sur l'UEM

### N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie? 2007

Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

## C. Ouvrages spéciaux

- \* 1. Georges ALS: Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
2. Œuvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes)
  - \* Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985
  - \* Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
  - \* Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
- \* 3. Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003  
 Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre  
 Edité par Georges Als
- \* 4. Henri ENTRINGER: Art contemporain et société postmoderne 190 p. 2004
5. Edmond WAGNER: In memoriam. Communications présentées à la Section 350 p. 2005

## D. Communications des membres<sup>1</sup> (ordre alphabétique et chronologique)

- AHLBORN Henri  
 \* Luxembourg, ses défis en l'an 2000 in: Vol. IIIB
- ALS Georges  
 \* Fondements juridiques de la statistique in: Vol. I  
 \* Le chômage intellectuel in: Vol. III  
 \* Quételet, savant universel et père de la statistique moderne in: Vol. III et: Essais  
 Le suicide au Luxembourg in: Vol. III
- \* Adam Smith, père de l'économie politique in: Essais 1976  
 Les étrangers au Luxembourg in: Cahier N° 3 1981  
 in: Essais 1983
- \* Karl Marx et le socialisme scientifique in: Essais 1986  
 \* Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique in: Cahier N° 12 1997  
 L'union économique et monétaire in: Vol. IV  
 \* Dans l'intimité de Brigitte Bardot

<sup>1</sup> Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

- \* Le duel Churchill-Hitler de 1940  
La révolution sexuelle en Amérique (2003)  
Où va la Sibérie? in: Vol. VI  
in: Vol. X  
in: Vol. X
- ARENDT Ernest †  
Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la  
Constitution, Considérations à propos de  
la réforme des études supérieures in: Cahier N° 8  
in: Vol. II
- \* Le clair-obscur de l'art. 50 de la  
Constitution in: Cahier N° 8 1985
- \* Aspects nouveaux de la responsabilité de  
la puissance publique in: Vol IIIB 1990
- BATIFFOL Henri  
Conférence publique du 16.5.1979:  
\* La jurisprudence, source de droit in: Vol. IIIA 1979
- BAULER André  
Souveraineté nationale et développement  
écon.: le cas du Luxembourg (1815-1999) in: Vol. VI 2001  
Livres: Les fruits de la souveraineté  
nationale  
Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.) 2002
- BERLINGER Rudolf Prof. Dr.  
\* Der Traum des Sokrates. Metaphysische  
Variationen zur Tonkunst in: Vol. IIIC 1991
- BIERMANN Pierre †  
\* Nagakal: Schlangentab und Schlangen-  
zauber im antiken Vorderen Orient in: Vol. IIIA 1981
- BONDOLFI Alberto  
L'éthicien au service de la Cité: Réfle-  
xions à partir de l'expérience suisse à paraître
- BONN Alex  
Considérations sur la fonction législative  
du Conseil d'État in: Vol. I  
Faut-il procéder à une réforme globale de  
la Constitution? in: Cahier N° 8 1982  
L'abus de la liberté de la presse in: Cahier N° 5 1985
- BRAUN Fernand  
Le marché de 1993 au service du  
développement économique en Europe in: Cahier N° 9 1989

- CALMES Christian †  
Le fondement historique de l'art. 23 al. 4  
de la Constitution in: Vol. II
- CALOT Gérard †  
Conférence publique du 5 décembre 1995:  
Évolution démographique en Europe.  
Tendances actuelles et réponses politiques non publié
- CAMPAGNA Norbert  
\* Darf ein liberaler Staat  
die Pornographie verbieten? in: Vol. IIIC 1996  
Démocratie, libéralisme et république in: Vol. IIIC 1998  
Montesquieu, le libéralisme et la religion in: Vol. IV  
Une parité hommes-femmes est-elle plus  
juste qu'une disparité? in: Vol. IV  
Limites morales de la souveraineté nat. in: Vol. V  
Carl Schmitt: le juriste et la guerre in: Vol. VI  
Thomas Hobbes et la société libérale in: Vol. VI  
Confiance et philosophie politique in: Vol. VIII  
Immanuel Kant et la morale sexuelle in: Vol. IX  
Le rapport entre science et métaphysique  
dans la pensée d'Edmond Wagner in: Ouvrage spécial N° 5  
à paraître  
Tocqueville: Religion et droit
- CLOOS Jim  
Den europäeschen Eenheitsmaat  
wéi de Ministerrot e gesäit in: Cahier N° 9 1989
- ELVINGER André  
L'obligation convertible et l'emprunt  
subordonné in: Vol. II  
\* Tendances actuelles du droit  
de la concurrence in: Vol. IIIA 1980  
La Constitution et le droit au juge impartial in: Cahier N° 8 1980  
1991  
\* Le secret professionnel dans l'actualité  
Droit fiscal et confiance in: Vol. VIII
- ENTRINGER Henri  
\* Présence de ressortissants lux.  
à la Com. Eur. in: Vol. IIIC 1994  
La présence européenne à Luxembourg  
p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.) 1997

- Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management in: Vol. VIII
- Observations sur « Économie politique et confiance » de Guy Schuller in: Vol. VIII
- p.m. Art contemporain et société postmoderne Livre 2004
- L'Univ. du Luxembourg. Analyse critique in: Vol. X
- ETIENNE Henri
- La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique in: Cahier N° 9 1989
- Le Marché unique et la fiscalité in: Cahier N° 9 1990
- Monnaie commune et souveraineté nationale in: Cahier N° 12 1997
- FLESCHE Colette
- L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire in: Cahier N° 6 1987
- La monnaie unique dans l'opinion publ. in: Cahier N° 12 1997
- GARAPON Antoine
- La justice pénale internationale in: Vol. VII
- GOEDERT Georges
- \* Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain in: Vol. III
- \* Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik in: Vol. IIIB 1989
- Souveraineté d'État et du peuple. Une mise au point de Jacques Maritain 1997
- Nietzsche philosophe « inactuel » in: Vol. V
- GOEDERT Henri
- La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in: Vol. VIII
- GOERGEN Robert
- L'action de la Communauté en matière fiscale in: Cahier N° 9 1989
- GREISCH Jean
- Horror religiosus: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance in: Vol. IX
- HARLES v. MOUSEL

- HARPES Jean-Paul
- \* 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant in: Vol. III
- \* A. Smith philosophe: Sympathie et éthique in: Vol. III
- \* Wittgenstein: Philosophie et langage in: Vol. IIIA 1980
- p.m.: Édition des œuvres de J. Prussen 1985-86
- \* La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital in: Vol. IIIB 1986
- \* R. Descartes: ... et pourtant ... in: Cahier N° 7 1988
- \* Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg in: Vol. IIIC 1992
- Les comités d'éthique in: Vol. X
- HAUSEMER Hubert
- \* La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla in: Vol. IIIB 1986
- Pour une éducation morale à l'école publique in: Cahier N° 6 1987
- \* Qu'est-ce qu'une personne? E. Mounier 1905-1950 in: Vol. IIIC 1994
- Religion et confiance in: Vol. VIII
- Science et foi chez Teilhard de Chardin in: Vol. X
- HEIDERSCHIED André
- Avortement: Doctrine de l'Église in: Vol. II
- \* Particularités de la presse luxembourgeoise in: Vol. IIIA 1980
- Considérations hist. sur la loi de la presse in: Cahier N° 5 1985
- Mobilité et flexibilité: le cas de l'Imprimerie Saint-Paul in: Cahier N° 10 1992
- L'imprimerie, la presse et l'électronique in: Cahier N° 4 1993
- HEMMER Carlo †
- \* Économie et écologie in: Vol. III
- \* Insertion des étrangers: Conclusions du prés. in: Cahier N° 3 1981
- \* La notion de liberté de la presse in: Cahier N° 5 1985
- HIPPERT Paul
- L'entreprise face à l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997

- HUSS Alphonse †  
 Le suicide. Introduction in: Vol. III  
 \* Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois in: Vol. IIIA 1983  
 \* Observations sur la chronique (judiciaire) in: Cahier N° 5 1985  
 L'accentuation des dispositions  
 constitutionnelles visant le référendum in: Cahier N° 8 1988
- KAUFFMAN Joseph †  
 Les données actuelles de la politique  
 fiscale in: Vol. II 1973
- KONZ Fred †  
 Le suicide dans le droit des assurances in: Vol. III 1979
- KREMER Paul  
 \* La conception du langage d'après  
 Foucault in: Vol. IIIA 1981  
 \* Hegels Kritik der moralischen  
 Weltanschauung in: Vol. IIIA 1983  
 Pour une éducation morale autonome à  
 l'école (avec J. Cl. Schneider) in: Cahier N° 6 1987  
 \* Das gute Gewissen und das Böse in: Vol. IIIB 1984  
 \* Adieu René! (Descartes) in: Cahier N° 7 1988  
 \* Seelenwanderung und Ich-Analyse in: Vol. IIIC 1996  
 Hello Dolly in: Vol. IV  
 La fin de l'homme in: Vol. X
- KUNITZKI Norbert von  
 \* L'indexation des revenus: système  
 généralisé ou mesure d'urgence in: Vol. III  
 Les étrangers et leur insertion au corps  
 social luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981  
 La liberté de la presse dans la loi lux. in: Cahier N° 5 1985
- LESOURNE Jacques  
 Conférence publique du 9 mars 1988 (20<sup>e</sup> anniversaire de la Section)  
 \* L'économie européenne dans un monde  
 d'incertitudes in: Vol. IIIB 1988
- LIESCH Léon †  
 Libéralisation de l'avortement? in: Vol. II  
 Liberté d'expression en société  
 démocratique et droits de l'homme in: Cahier N° 5 1985

- MERGEN Armand †  
 Liberté de la presse: aspects  
 criminologiques in: Cahier N° 5 1985
- MERSCH Yves  
 Le point de vue gouvernemental sur  
 l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997
- MISCHO Jean  
 Le projet d'une constitution pour  
 l'Europe in: Vol. IX  
 Paramètres d'une solution du conflit  
 israélo-palestinien in: Vol. X
- MOUSEL Paul et HARLES Guy  
 Droit luxembourgeois et marché unique in: Cahier N° 9 1990
- MUHLEN Ernest  
 Possibilités et limites d'une politique de  
 revenus au Luxembourg in: Vol. I  
 L'union douanière dans la théorie écon. in: Vol. I  
 La conversion d'une économie planifiée  
 en économie de marché. Théorie et  
 réalités 1998
- MULLER Georges  
 Suicide et tentative de suicide in: Vol. III
- NEUEN Jacques  
 L'évolution de la radiodiffusion au G.-D. in: Cahier N° 4 1983  
 \* Médiapolis ou Thémis au pays des  
 merveilles in: Vol. IIIC 1991  
 Mobilité et flexibilité: Secteur  
 audiovisuel in: Cahier N° 10 1992
- OLINGER Jean †  
 Le statut fiscal des étrangers in: Cahier N° 3 1981  
 \* Réflexions à propos des dépenses fiscales 1991
- PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †  
 Conférence publique du 14.2.1977 en présence  
 du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse  
 \* Quels horizons pour l'humanité? in: Vol. III  
 (Club de Rome)

## PESCATORE Pierre

La protection des droits de l'homme dans  
l'intégration européenne

in: Vol. I

Note de réflexion sur l'avortement

in: Vol. II

À la recherche d'un partage des rôles  
entre le niveau communautaire et le  
niveau national: le principe de  
subsidiarité peut-il aider à la délimitation  
des compétences?

1997

\* Lecture critique de l'encyclique  
« Fides et ratio »

in: Vol. V

La philosophie du droit au tournant du  
millénaire: Problèmes, essais de solution

in: Vol. VII

La séparation des pouvoirs et l'office du  
juge, de Montesquieu à Portalis

in: Vol. IX

Le principe de bonne foi, depuis son  
origine (2003)

à paraître

## PRUSSEN Jules †

Fatalisme et logique

in: Vol. I

L'avortement est-il immoral?

in: Vol. II

(v. ég. C: Ouvrages spéciaux)

## PUNDEL Paul, Dr. †

L'aspect médical de l'avortement

in: Vol. II

## RIES Adrien †

\* Le Zollverein à rebours

in: Vol. IIIA 1979

Les étrangers dans l'agriculture lux.

in: Cahier N° 3 1981

L'économie de la presse écrite au Luxbg

in: Cahier N° 4 1983

Case study: un journaliste a-t-il le droit  
d'inventer des nouvelles?

in: Cahier N° 5 1985

\* L'agriculture lux. à l'orée du 21<sup>e</sup> siècle

in: Vol. IIIB 1986

\* J'ai prié pour vous à Compostelle

in: Vol. IIIB 1988

Marché unique: 1992 ou 2001?

in: Cahier N° 9 1990

Enseignements à tirer de certaines consti-  
tutions étrangères lors de la révision de la  
constitution lux. 1988, 1992 ou 2001?

in: Cahier N° 8 1990

\* Mobilité et Flexibilité an der Lëtzebuerger  
Ekonomie – De Staatsbeamtestaat –  
Eis Sprooch(en)

in: Vol. IIIC 1990

## RUPPERT Charles

Sécurité sociale des travailleurs migrants in: Cahier N° 3 1981

## SCHAACK Robert

Réflexions sur la politique sociale in: Vol. II  
Dimension sociale de l'Acte unique in: Cahier N° 9 1989

## SCHNEIDER Jean Claude

v. KREMER Paul

## SCHODER Jean-Pierre

Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union  
monétaire eur. en l'absence de la  
Belgique? in: Cahier N° 12 1997

## SCHULLER Guy

Les relations économiques extérieures de l'U.E. 1997

L'économie de très petit espace face à la  
globalisation in: Vol. V

Économie et bonheur in: Vol. VII

Économie politique et confiance in: Vol. VIII

La réémergence de la Chine in: Vol. X

## SITTER-LIVER Beat

Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff in: Vol. IV

## SPELLER Jules

Pour comprendre le procès de Galilée  
(1633) in: Vol. IX

## STOFFELS Jules

La régulation de la population et le  
problème démographique in: Vol. II

\* L'économie énergétique et  
l'intégration eur. in: Vol. III

\* La mutation nécessaire des petites et  
moyennes entreprises luxembourgeoises in: Vol. IIIA 1984

\* Renforcer l'approvisionnement  
énergétique par la coopération est-ouest in: Vol. IIIB 1986

L'enseignement économique et la morale  
du bien in: Cahier N° 6 1987

Approvisionnement énergétique au sein  
du Marché unique « européen » in: Cahier N° 9 1989



- Traité de Rome, Acte unique et harmonisation de la fiscalité indirecte in: Cahier N° 9 1990
- Mobilité et flexibilité: observations théor. in: Cahier N° 10 1992
- Monnaie neutre ou monnaie active? (UME) in: Cahier N° 12 1997
- Le social, une entrave au progrès écon.? in: Vol. IV
- THILL André
- \* La lutte contre la pauvreté in: Vol. IIIB 1988
- THIRY Roger †
- L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer in: Cahier N° 6 1987
- Les prescriptions en matière de délits de presse in: Cahier N° 5 1985
- Droit de grève et liberté de travailler in: Cahier N° 8 1988
- TARRACH Rolf
- En attendant Belval in: Vol. X
- TRAUSCH Gérard
- Relations entre le développement et les structures scolaires in: Vol. VI
- La triple ouverture du Luxembourg in: Vol. VI
- L'immigration au Luxembourg: réflexions in: Vol. VI
- Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg in: Vol. VII
- Démographie, famille et confiance au Luxembourg in: Vol. VIII
- Création d'une fonction publique moderne in: Vol. IX
- VAX Louis
- Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale in: Cahier N° 6 1987
- Daimons de Ronsard et diables de Bodin in: Vol. V
- VERLOREN van THEMAAT Pieter †
- L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique in: Cahier N° 12 1997

- WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5)
- Le suicide – Aspects philosophiques et moraux 1979
- \* Théories biologiques et théories cognitives 1980
- La théorie évolutionniste de la connaissance 1984
- \* Le roseau pensant dans l'univers en évolution 1984
- L'éducation de l'homme, personne morale en vertu de sa constitution cérébrale 1987
- \* Science et responsabilité en biologie 1987
- Connaissance et évidence in: Cahier N° 7 1988
- \* La procréation artificielle: aspects juridiques et éthiques 1991
- \* Humanisme et pensée scientifique 1994
- \* L'école face aux multiples chocs des valeurs dans la société actuelle 1995
- L'Union économique et monétaire européenne 1997
- Génotechnologie, identité personnelle et intégrité physique 1997
- Problèmes éthiques du clonage in: Vol. IV
- Science (physique, chimie, biologie, médecine, applications) et responsabilité in: Vol. IV
- p.m. Introductions aux volumes collectifs in: Vol. VI
- L'origine et l'avenir de l'univers in: Vol. VIII
- Science et confiance
- WAGNER Numa
- \* Évolution du droit de la responsabilité civile in: Vol. IIIA 1980
- WALINE Jean
- Conférence publique du 5.2.1987: Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois in: Cahier N° 8 1988
- WEBER Paul †
- Droit des parents et obligation de l'État conc. une formation morale dans les écoles publiques in: Cahier N° 6 1987
- WEITZEL Albert
- La Constitution et les droits fondamentaux in: Cahier N° 8 1988

- WERNER Pierre †  
Les perplexités institutionnelles de  
l'Union européenne in: Cahier N° 12 1997
- WEYLAND Joseph  
Le débat sur l'UEM in: Cahier N° 12 1997
- WIRTGEN Georges  
Performances scolaires des élèves étran-  
gers et luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981

### E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section

Date	Conférences	Circonstances (Sujet: v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé
4.2.1985	Gérard CALOT	Personnalité connue à Luxembourg depuis la publication du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité: Projet de création d'une Cour constitutionnelle
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section
25.4.2006	Rolf TARRACH	Recteur de l'Université du Luxembourg en voie de création

### F. Éloges funèbres

de	par	in: Actes
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Krieps Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Olinger Jean	G. Als	V
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Simon Armand	G. Als	IV
Thiry Roger	A. Elvinger	V
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

## **V. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

p.m. L'Institut n'a pas actuellement de vie propre comme organe de coordination des sections, ainsi que le postulait son règlement organique de 1868 (cf. infra). Seules ses six sections sont actives.

## INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20<sup>e</sup> siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6<sup>e</sup> section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, « nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique ».

### Législation relative à l'Institut Grand-Ducal

(p. m. à chaque arrêté est annexé un règlement organique)

Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du règlement pour l'institut royal grand-ducal de Luxembourg (Mém. 1868, p. 245).

#### Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

#### Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1962, p. 98).

### Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

#### Objet des nouvelles sections

##### Arrêté du 26 novembre 1935

Art. 1<sup>er</sup>. La Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques est érigée en (4<sup>e</sup>) section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section de linguistique, de folklore et de toponymie».

(actuellement: Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique)

##### Règlement ministériel du 5 janvier 1962

Art. 1<sup>er</sup>. Il est arrêté une 5<sup>e</sup> section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section des Arts et des Lettres».

La Section a pour but de cultiver les arts et les lettres et d'encourager toutes autres activités à caractère artistique et culturel. Elle est divisée en six sous-sections:

- a) littérature française;
- b) littérature allemande;
- c) littérature dialectale;
- d) musique;
- e) théâtre et cinéma;
- f) peinture, arts plastiques, arts industriels et architecture.

##### Règlement ministériel du 26 novembre 1966

Art. 1<sup>er</sup>. Il est créé une 6<sup>e</sup> section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section des sciences morales et politiques».

La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion. Elle comprend trois sous-sections:

- a) philosophie;
- b) sciences sociales, politiques et économiques;
- c) science juridique.

### ADRESSE ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

#### Il n'y a que le provisoire qui dure!

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un véritable siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Dans ce même immeuble, de nombreux bureaux prévus pour des sections de l'Institut restent vacants, dont 2 pièces spacieuses réservées – en principe – à la section des sciences morales et politiques. Les mois et les années passent, sans que les instances responsables prennent une décision. Les bureaux restent inoccupés, alors que plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après. Il est vrai qu'il est question de réunir toutes les sections au Kirchberg dans l'immeuble à aménager pour la Bibliothèque Nationale. Aux calendes grecques?

#### 1. Section historique

Président: M. Paul Spang,  
36, rue Louis XIV, L-1948 Luxembourg  
Secrétaire: M. Jean Schroeder, Echternach

#### 2. Section des sciences naturelles

Président: M. Pierre Seck,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Secrétaire: M. Paul Heuschling,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

#### 3. Section des sciences médicales

Président: Dr. Henri Metz,  
6, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg  
Secrétaire: Dr. Marc Keipes,  
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

#### 4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg  
Président: M. Henri Klees,  
53, rue de Kockelscheuer, L-5853 Fentange  
Secrétaire: M. Ralph Fichtner,  
2, rue Ed. Steichen, L-3324 Bivange

#### 5. Section des arts et des lettres

Président: M. Pierre Schumacher,  
18, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg  
Secrétaire: M. Loll Weber,  
3, rue Jacques Battin, L-4406 Belvaux

# 6. Section des sciences morales et politiques

Président: M. André Elvinger,  
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Secrétaire: M. Georges Als,  
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

## ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868, PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

### Art. 1<sup>er</sup>

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

### Art. 2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,  
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,  
G. d'OLIMART

## INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)

### 1. Composition et but de l'Institut

#### Art. 1<sup>er</sup>

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes: de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

#### Art. 2

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

#### Art. 3

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement: Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

#### Art. 4

L'Institut se compose de trois catégories de membres: de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

#### Art. 5

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

#### Art. 6

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

#### Art. 7

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

### 2. Administration et Personnel

#### Art. 8

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

#### Art. 9

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

#### Art. 10

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

#### Art. 11

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

#### Art. 12

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

#### Art. 13

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

### 3. Séances et Délibérations

#### Art. 14

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

#### Art. 15

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

#### Art. 16

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

#### Art. 17

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

**Art. 18**

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

**4. Bibliothèques et Musées****Art. 19**

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

**Art. 20**

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

**5. Publications****Art. 21**

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

**6. Dispositions transitoires****Art. 22**

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

**Art. 23**

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché  
G. d'OLIMART

## **Règlement Organique de la Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal**

**Chapitre 1<sup>er</sup> – But et activité de la section**

**Art. 1<sup>er</sup>.** La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

**Art. 2.** La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail;
- la participation à des réunions internationales d'étude;
- l'organisation de cours et de conférences publics;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

**Chapitre 2 – Composition de la section**

**Art. 3.** La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à quarante; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.



**Art. 4.** Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du présent règlement.

**Art. 5.** Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

**Art. 6.** L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

**Art. 7.** Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

### Chapitre 3 – Administration de la section

**Art. 8.** La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

**Art. 9.** Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

**Art. 10.** Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

**Art. 11.** Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

**Art. 12.** Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

**Art. 13.** Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

**Art. 14.** Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

**Art. 15.** Les recettes de la section sont constituées notamment: 1° par les subsides du Gouvernement; 2° par la vente des publications; 3° par les dons de particuliers; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

**Art. 16.** Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

**Art. 17.** Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

### Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section

**Art. 18.** Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

**Art. 19.** Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

**Art. 20.** Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

**Art. 21.** Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

**Art. 22.** L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

#### **Chapitre 5 – Dispositions finales**

**Art. 23.** Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

**Art. 24.** En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

**Art. 25.** Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression «le Gouvernement», le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.